

POLOGNE, 24 JANVIER 1971

GIEREK FACE

AUX GREVISTES

DE SZCZECIN

Réproduction intégrale de l'enregistrement magnétique effectué par les travailleurs du port.

S
E
L
I
O

PROCES - VERBAL DE LA RENCONTRE ENTRE EDWARD GIEREK, PREMIER SECRETAIRE DU P. O. U. P., ACCOMPAGNE D'AUTRES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE ET LES OUVRIERS DES CHANTIERS NAVALS "ADOLF WARSKI" A SZCZECIN LE 24 JANVIER 1971.





POLOGNE 24 JANVIER 1971
GIEREK FACE AUX GRÉVISTES
DE SZCZECIN

Tous droits de reproduction,
d'adaptation et de traduction
réservés pour tous les pays

POLOGNE 24 JANVIER 1971

GIEREK FACE AUX GRÉVISTES DE SZCZECIN

*Procès-verbal de la rencontre
entre Edward GIEREK, premier
secrétaire du P.O.U.P., accompa-
gné d'autres membres du Bureau
Politique et les ouvriers des chan-
tiers navals "ADOLF WARSKI",
à Szczecin, le 24 janvier 1971.*

**Reproduction intégrale de l'enregistrement
magnétique effectué par les travailleurs
du port.**

S. E. L. I. O.

Société d'Édition, Librairie, Informations Ouvrières
87, rue du Faubourg Saint-Denis, PARIS-10^e

Le texte qui constitue la base de ce livre, enregistré sur place par des ouvriers des chantiers navals « Adolf Warski » en grève, pour que leurs frères de Pologne et du monde entier puissent connaître la vérité sur leur combat, a été acheminé par des militants révolutionnaires polonais en France, puis traduit en français par des militants du groupe trotskyste rassemblé autour du bulletin « Walka Klas », membre du Comité d'Organisation des Communistes (trotskystes) des pays de l'Est, pour exécuter la volonté des grévistes de Szczecin de janvier 1971. Grâce à eux, la publication peut en être assurée pour le premier anniversaire du mouvement.

LE document présenté ici est à bien des égards exceptionnel. Par sa nature d'abord, puisqu'il s'agit de l'enregistrement sur bande magnétique d'un débat sur le lieu de travail — le chantier naval « Adolphe Warski » à Szczecin — entre l'assemblée des grévistes et les dirigeants du Parti et de l'Etat polonais, le premier secrétaire Edward Gierek, le Premier ministre Jaroszewicz, le vice-Premier ministre, les ministres de la Défense et de l'Intérieur, venus tenter de les convaincre de reprendre le travail. Par son cheminement ensuite, puisque cette bande, enregistrée sur place par des travailleurs des chantiers, a été acheminée par des mains polonaises vers des militants ouvriers d'Occident afin que ces derniers en assurent publication et diffusion, informent les travailleurs du reste du monde sur ce qui se passe en Pologne.

Au moment où se déroule ce débat — que les travailleurs ont réclamé et auquel Gierek s'est d'abord refusé —, il y a déjà plus d'un mois — c'était le 14 décembre 1970 — qu'ont éclaté dans les grandes villes de la côte de la Baltique, Gdansk, Gdynia, Szczecin, Sopot, des grèves et manifestations ouvrières contre les hausses de prix décidées par le gouvernement au début de décembre. Une répression très dure les a transformées en émeute et presque en insurrection : des locaux du Parti et de la police politique ont été pris d'assaut et incendiés, la police a tiré sur les manifestants, arrêté en masse les grévistes. Les autorités ont dénoncé l'action des « forces hostiles », « voyous, criminels, anar-

chistes », « ennemis du socialisme ». Mais la montée et la généralisation de la colère ouvrière ont été telles qu'il a fallu très vite reculer et faire la part du feu : le premier secrétaire Gomulka, le président du conseil Cyrankiewicz, le président du conseil des syndicats, Loga-Sowinski, le premier secrétaire de la voïvodie (province) de Szczecin, Walaszek, sont limogés. La nouvelle direction s'engage dans la voie des concessions. Huit milliards et demi de zlotys sont consacrés à des augmentations de salaires, notamment du salaire minimum et des catégories les plus mal payées. La nouvelle équipe d'Edward Gierek se veut celle du « renouveau », multiplie les gestes d'apaisement, les promesses aux masses. Pourtant l'agitation persiste et la répression continue. Presse écrite, radio, télévision continuent, sauf dans le nord du pays — où mentir serait trop dangereux —, à faire le silence sur ce qui s'est réellement passé en décembre, sur les revendications ouvrières, les responsabilités endossées par les dirigeants chargés du maintien de l'ordre. Mieux, elles diffusent de fausses nouvelles tendant à faire croire que les travailleurs des chantiers sont désormais satisfaits et ne songent plus qu'à augmenter la production. A Szczecin, le Comité central de grève constitué à partir des comités de grève élus dans les différentes entreprises s'est transformé en « commission ouvrière ». Il a organisé une « milice ouvrière armée » qui, au cours de la grève, a assuré la « protection de l'outil » contre d'éventuels sabotages, s'est rendu maître de l'émetteur radio des chantiers qu'il contrôle sans partage. Après la reprise du travail, à la fin de décembre, il a pris en main la direction de la production.

Le 20 janvier, c'est à l'appel du Comité de grève que les ouvriers des chantiers de Szczecin et d'une dizaine d'autres entreprises de l'agglomération, où les débrayages se succèdent depuis le 10 janvier, se sont de nouveau mis en grève. Ils estiment les concessions gouvernementales insuffisantes, refusent de se contenter de promesses, exigent satisfaction immédiate et intégrale de leurs revendications, et, d'abord, la venue à Szczecin, dans leurs chantiers en grève, devant eux, des dirigeants du Parti et de l'Etat, afin d'obtenir réponse aux questions qu'ils ont posées depuis plusieurs semaines. Cette exigence de la part des travailleurs et de leurs dirigeants élus, le fait que les autorités cèdent et acceptent, afin de pouvoir tenir ce débat sans précédent, de reporter la 8^e session plénière du comité central, ce sont là des faits en eux-mêmes profondément significatifs : la classe ouvrière polonaise a l'initiative, elle a pris conscience de sa propre force et, face à son déploiement dans les

entreprises et dans la rue, la bureaucratie se divise et éclate — et elle ne dispose pas d'une autre issue.

Les revendications ouvrières, telles que les formule, au nom du Comité de grève, son président, l'ouvrier Baluka, sont nettes et sans la moindre ambiguïté. Les ouvriers exigent — le mot est répété pour chaque point — l'annulation des hausses de prix de décembre, des élections immédiates et démocratiques à tous les organismes responsables du Parti, des syndicats, des organisations de jeunesse, des « conseils ouvriers d'entreprise (1) », le paiement intégral des journées de grève, une information complète et honnête sur les événements de décembre, dans tout le pays, comportant démenti des fausses nouvelles et publication des revendications ouvrières, des garanties personnelles de sécurité pour les grévistes et leurs dirigeants élus, la possibilité, pour la commission ouvrière, de conserver sa milice et le contrôle de la radio et, par-là, d'assurer son contrôle sur les conditions de la reprise et de la réélection des organismes responsables, enfin l'arrêt de toute activité anti-ouvrière des « organismes de sécurité ».

Edward Gierek et ses collaborateurs jouent une partie difficile. Au comité central, bien sûr, depuis quelques jours, et pour de longs mois, mais surtout ici, à Szczecin. Il s'agit pour eux d'obtenir l'arrêt de la grève tout en repoussant toutes les revendications qui, par leur satisfaction, auraient une portée réelle, en ne lâchant, au plus, que des promesses. Mais il leur faut en convaincre les ouvriers, et, par conséquent, plaider, se désolidariser des anciens dirigeants, tenus pour « coupables », admettre avec les ouvriers que la situation sur les chantiers était devenue intenable, les convaincre cependant que tout peut changer avec de nouveaux dirigeants partisans d'un renouveau, qu'il faut donc faciliter la tâche de ces derniers et, pour cela, reprendre le travail, renoncer aux revendications « impossibles », s'abstenir de critiquer l'Union soviétique, ne pas apporter d'arguments à l'ennemi de classe. Bref, convaincre les grévistes d'attendre et de leur faire confiance.

Fréquemment interrompu, souvent contraint de reculer devant les protestations des ouvriers présents, hésitant visiblement, cherchant ses mots, s'excusant, se dérochant parfois et faisant mine, obstinément, de ne pas comprendre les questions auxquelles il ne veut pas répondre, Gierek se bat avec

(1) Organismes de contrôle de la gestion nés en 1956 du mouvement de masse, et institutionnalisés ensuite sous Gomulka.

acharnement et habileté. Oui, il l'admet, la situation, dans tout le pays, était devenue intolérable. Oui, un renouveau est nécessaire que, précisément, les véritables responsables de la situation intolérable s'efforcent d'empêcher. Car tout est de la faute de Gomulka, qui était devenu un « autocrate ». Lui, Gierek, est un ouvrier mineur, toute sa famille travaille au fond, il a travaillé dix-huit ans dans les mines, dirigé des grèves contre les capitalistes. Il n'a pas de « cousin ministre ». En Silésie, où il a dirigé le Parti pendant des années, il peut marcher dans les rues la tête haute. Il est un communiste, un ouvrier comme ceux qui l'écoutent, et il préférerait être à leur place qu'à la sienne. Car il avait dit à Gomulka qu'il ne fallait pas augmenter les prix des denrées alimentaires, qu'il allait y avoir des grèves, et Gomulka ne l'a pas écouté. Que pouvait-il faire ? Démissionner ? On l'aurait rendu responsable des troubles inévitables. Maintenant on lui a proposé de prendre la direction : il ne le souhaitait pas, sa vie a été très dure, mais, s'il avait refusé, il aurait pris la responsabilité d'un bain de sang. Donc il y est, et maintenant, il faut l'aider, condamner les attaques contre l'U.R.S.S. qui compromettent son travail à lui et qui, de plus, sont injustes, car Brejnev lui-même a téléphoné à Gomulka pour que le conflit de la Baltique soit réglé par des moyens politiques, non par la répression. Les nouveaux dirigeants font tout leur possible. La preuve, c'est leur présence au milieu des ouvriers. On va rénover le Parti, châtier les coupables. Mais, pour tout le reste, il faut être réaliste ; on paiera les jours de grève si le plan est réalisé à la fin du mois ; on renouvellera démocratiquement tous les organismes élus, mais en n'oubliant pas que les travailleurs n'ont pas besoin d'autres organes que leur parti, leurs syndicats, leurs conseils d'entreprise ; on rectifiera les informations erronées, mais on ne publiera pas les revendications des grévistes de Szczecin, car ce serait encourager l'agitation ouvrière, au moment où il faut avant tout produire ; on ne poursuivra pas les grévistes, mais on punira les voleurs, les pillards et les incendiaires ; on n'annulera pas les hausses des prix, car on a maintenant augmenté les salaires et l'économie polonaise ne pourrait le supporter.

Les collaborateurs du premier secrétaire sont tous à la hauteur de son talent. Technicien, le Premier ministre aligne des chiffres, explique que, pour nourrir le pays, il faut acheter du blé aux capitalistes, payable en devises, qu'il faut payer la note de 1956, les échéances des emprunts contractés par Gomulka en Occident pour améliorer à cette époque le niveau de vie des Polonais. Ce qu'il peut faire, il le dit en homme

précis : c'est réduire l'éventail des salaires, comme le demandent les grévistes, mais rien de plus, car les travailleurs doivent produire avant de revendiquer. Le ministre de la Défense dénonce ceux des dirigeants de l'armée qui ont trempé dans la répression, lance son petit couplet patriotique à ces Polonais de la frontière occidentale. Le ministre — nouveau — de l'Intérieur désavoue toutes les illégalités commises, promet d'examiner personnellement tous les cas qui lui seront soumis, de poursuivre tous les abus de pouvoir, de faire respecter la loi par ses propres services, de détruire les films et photos de grévistes pris pendant la grève et les manifestations, ainsi que les fiches et listes concernant les travailleurs des chantiers.

En face de ces grands personnages du régime qui plaident, parlent d'eux-mêmes, appellent au secours, adjurent, les travailleurs semblent eux aussi hésiter par instants. « On cause comme entre ouvriers ? » demande le délégué du département K 1 (2), avant de dire ce qu'il a sur le cœur. Mais, quand ils se sont décidés, ils ne font pas de détail, et Urbanski, le délégué de NPT, le dit sans ambages : « Nous avons attendu vingt-cinq ans ce moment historique. Aujourd'hui, en présence du gouvernement et du camarade Gierek en tant que premier secrétaire, nous voulons avoir tout consigné noir sur blanc. »

Et ce tout est lourd, infiniment lourd. Lourd de la souffrance, de la misère accumulées, du travail dans les pires conditions d'hygiène et de sécurité, des salaires de famine, des heures supplémentaires, des normes qui changent tout le temps, d'une vie inhumaine, des humiliations qu'il faut subir — de tout cela que, l'un après l'autre, dans leur rude langage, viennent exposer les délégués des ateliers. Car à la base, il y a cela, la misère des travailleurs dans un Etat qui se proclame l'Etat des travailleurs. Et ils ne peuvent plus le supporter. « Nous ne voulons pas de fables, s'écrie le délégué de W 5, nous voulons du pain. » Avant lui, rappelant les augmentations incessantes de normes qui accroissent les cadences et diminuent les salaires, celui de K 3 avait énoncé cette vérité d'évidence pour lui : « Nous sommes obligés d'exiger une augmentation. Car nous avons déjà été dupés. » Après lui, celui de D Z dira simplement : « Nous sommes à bout de forces. »

Et là-dessus, il y a eu le terrible choc de décembre, la

(2) Nous désignons par la suite les différents départements des chantiers par leur sigle, comme les orateurs.

répression, les fusillades, les troupes de sécurité, sous l'uniforme vert de l'armée, tuant par-derrière les manifestants ouvriers en train de refluer, assassinant dans l'enceinte même de l'entreprise, devant le bâtiment administratif où les grévistes exigent d'être reçus. Le délégué de K1 — qui a bien compris ce qu'on enseigne aux travailleurs dans ce pays — pose la question que se posent tous ses camarades, interroge — et eux seuls répondront un jour : « Comment se peut-il que la classe se tourne contre la classe ? » Les délégués vident leur sac, celui des travailleurs de Szczecin, disent tout ce qu'ils ont à dire. Qu'on ignore le nombre exact des morts, mais qu'il est bien supérieur aux données officielles. Qu'on a dissimulé les cadavres. Qu'on offre à des parents des indemnités à condition qu'ils veuillent bien signer une déclaration attestant que la victime est morte de maladie du cœur. Qu'on a enterré les morts la nuit, à la sauvette, sans même prévenir les familles, qu'on emballait les cadavres dans des sacs de nylon et qu'en ce moment même, la nuit, les organismes de « sécurité » ratonnent les « bandits » et les « hooligans » (3) des chantiers. Et ces hommes, les porte-parole de la colère ouvrière, menacent, à leur façon tranquille, parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement ; parlant des morts, le délégué de K2 assure : « Les gens ne se laisseront pas faire ; ils vont tout compter », et celui de S G W pose une question banale : « Est-ce que, pour les crimes, on châtie ou bien on récompense ? »

Les travailleurs des chantiers sont pour le socialisme ; et ils le disent, moins souvent peut-être que les bureaucrates, mais, tout de même, quand c'est nécessaire. Et maintenant, c'est nécessaire. Comme le dit le délégué de K1 : à quoi sert-elle cette milice qui traque les ouvriers en grève et ménage les « oiseaux bleus » (4) ? » Car le socialisme, ce n'est pas ça, ce n'est pas ces coups contre la classe ouvrière. Ce n'est pas non plus cette énorme inégalité sociale. Le délégué de C P l'affirme : « Il y a des gens qui ont déjà un socialisme dont ils ne savent plus que faire... trop d'argent, trop de moyens pour faire de l'argent. » Il accuse, désignant du doigt les responsables de l'inégalité, les dirigeants : « Nous devons faire en sorte qu'il n'y ait pas de division en classes. Pourtant, c'est depuis le sommet que l'on crée cette division en classes. » Celui de W2 demande quels sont les

(3) Terme utilisé en Europe de l'Est pour désigner les bandes de jeunes. Synonyme de « voyous ».

(4) Trafiquants, « nés » bourgeois, parasites de toute sorte.

salaires des directeurs et des ministres, suggère de les abaisser au cas où ils dépasseraient le double de ceux des ouvriers qualifiés. La Commune de Paris, Lénine, avant lui, avaient la même idée du socialisme.

Et les questions fusent, dont tout le monde pressent au moins la réponse. Pourquoi ne renouvelle-t-on pas les responsables en limitant les mandats dans le temps ? Pourquoi choisit-on toujours les responsables des voïvodies parmi des étrangers à la région ? Pourquoi, pourquoi cette « noblesse » qui « pille tout » ?

Les travailleurs de Szczecin veulent bien croire aux promesses et au nouveau langage de Gierek, mais ils n'ont ni les uns ni les autres oublié qu'en 1956 un certain Gomulka leur parlait comme Gierek aujourd'hui et faisait des promesses, et que ce Gomulka... Ils n'y croient donc qu'à moitié. C'est ce que souligne le délégué de W2 quand il demande — encore une question sans réponse : « Est-il nécessaire que le sang coule pour changer le comité central du P.O.U.P. (5) et le gouvernement ? » Le délégué de W3 va plus loin dans le même sens, et c'est à ses camarades qu'il demande : « Comment va-t-on nous gouverner ? Vont-ils trouver un langage commun ou pas ? » Les ouvriers ont parfaitement conscience de constituer la classe ouvrière, et leur détermination est grande. Comme le dit le délégué de W0 : « Pendant vingt-cinq ans, on nous a inculqué que c'est nous qui avons raison. Et voilà que maintenant, on nous dit que nous avons tort : c'est ce que je ne peux accepter. » L'Etat ouvrier, est-ce que c'est les ouvriers organisés dans leur comité central de grève, dans leur commission ouvrière ? Ou bien autre chose, ces dirigeants que, par inadvertance, on appelle « monsieur », ce dont on s'excuse ? La question semble résolue, même si personne ne mentionne dans ce débat les thèses de Lénine sur l'Etat et la Révolution...

Il faut pourtant trancher la question concrète posée : poursuite ou non de la grève. Et c'est, en définitive, la présence de Gierek et de l'équipe gouvernementale qui va, dans cette affaire, constituer le facteur décisif du choix final des travailleurs. Le délégué de W0 pense que la seule arme des travailleurs, c'est de dire la vérité ; aussi la dit-il sans fards, avec ce que d'aucuns appellent du « réalisme ». Entre les deux courants aux prises au sein de l'appareil, il existe pour le moment une différence majeure : les partisans du « renou-

(5) Parti ouvrier unifié polonais : nom officiel du parti stalinien en Pologne à la suite de sa fusion avec les restes de la social-démocratie.

veau » sont là, pour ouvrir la discussion avec les grévistes, alors que les autres — ceux de l'« ancienne politique » — les enverraient en prison. On ne va pas faire la politique du pire. Gierek, c'est, en définitive, pour l'instant, un moindre mal et peut-être mieux. Et c'est pourquoi, dans la situation donnée, la majorité des délégués sont partisans d'ouvrir à Gierek le crédit qu'il quémande. Sans enthousiasme, sans platitude, sans guère d'illusions. « Il faut lui donner sa chance, il faut donner à cet homme un an ou deux ans », s'écrie le délégué de K 2, et celui de W 0 précise à sa suite : « Nous donnons ce crédit de confiance, en espérant que, malgré tout, maintenant tout devrait vraiment être autrement. »

Telle est la décision finale. Un an de misère, un an de travail de plus dans ces conditions, un crédit à ces dirigeants qui sont venus « regarder les travailleurs droit dans les yeux » et « ne donner que ce qu'ils peuvent », un sursis peut-être, parce que, de toute façon, les travailleurs pensent que, dans ce pays, selon la loi, tout leur appartient, et que tout leur appartiendra un jour dans les faits. Mais personne, aucun délégué ne décide à la place des ouvriers eux-mêmes, qui, au même moment, délibèrent partout, dans les chantiers, où ce débat est diffusé par haut-parleur. Le mot de « démocratie » n'est pas prononcé, mais l'exigence en est là, permanente, insistante, tatillonne même, dans toutes les précautions oratoires des délégués. Le crédit qu'ils accordent est limité, assorti de garanties telles que Gierek se plaint que les travailleurs vont « trop dans le détail. » Information honnête ? D'accord, mais alors qu'on sanctionne les responsables du Parti qui ont « fabriqué » des engagements de production des travailleurs de tous les chantiers à partir des intentions d'un groupe d'ouvriers des tuyauteries. Garanties de sécurité pour les grévistes dans la ville et la voïvodie ? « Bien, mais dans le reste du pays ? » demande le délégué de M, et Gierek doit l'apaiser en ajoutant le petit membre de phrase demandé...

Après le vote pour la reprise du travail, à mains levées, c'est Baluka, le président du Comité de grève, qui explique que les revendications ouvrières ne sont encore et pour le moment que sur le papier, mais qu'elles doivent être matérialisées, et qui explique très simplement pourquoi : l'entreprise, l'établissement industriel peut toujours se défendre, dispose d'une armée d'employés, de conseillers juridiques, de « l'appareil du pouvoir ». Il interroge : « Le travailleur ?

Il doit être défendu par quelqu'un. » Tout le monde ici le sait : il a été défendu par son comité de grève, élu par lui. Et Baluka poursuit : la loi ? Sera-t-elle, comme il se doit,

la défense des ouvriers ? La presse, la radio, la télévision, seront-elles pour ou contre les intérêts des ouvriers ? Reconnaîtra-t-on dans les faits ce droit à la grève que rien n'interdit dans la loi ?

C'est un ouvrier, un gréviste anonyme, qui aura, dans ce débat, le dernier mot, celui de la solidarité ouvrière, celui de sa force faisant plier le bureaucrate et l'obligeant à rendre un hommage à ceux que, quelques semaines auparavant, on couvrait d'injures et de calomnies. Très ému, il demande et obtient — Gierek acquiesçant précipitamment — une minute de silence pour les victimes de décembre, maintenant, « à la fin de cette grève ». Ce qui est fait.

*
**

Les récents événements de Pologne — au cœur desquels se situe le débat des chantiers navals de Szczecin — surviennent un peu plus de deux ans après le « printemps de Prague », quatorze ans et deux mois après la révolution hongroise des conseils ouvriers et le « printemps en Octobre » qui avait, presque sans transition, mené Gomulka des prisons où l'avait jeté Staline au pouvoir à Varsovie. La question est de savoir s'il s'agit, dans ces divers cas, d'explosions isolées et sans lendemain, ou si, au contraire, ces événements jalonnent un développement permanent, tantôt souterrain et tantôt explosant tumultueusement au grand jour, un processus révolutionnaire dont les phases successives s'appuient les unes sur les autres.

On remarquera que, dans le cours de ce débat, les dirigeants du Parti et de l'Etat ne mentionnent jamais le nom de Gomulka sans rappeler en même temps 1956, les espoirs placés en lui, et la désillusion présente. C'est que le fait est pour tous capital. Gomulka, imposé à la tête du Parti ouvrier polonais par la mobilisation — face à la pression des dirigeants russes accourus et des troupes russes en mouvement — de la jeunesse et des travailleurs polonais, a rapidement déçu les espoirs de ses partisans et révélé le véritable rôle qui lui avait été assigné, celui de « sauveur suprême » de l'appareil. C'est lui qui, un an à peine après son accession au pouvoir, liquidait l'aile gauche du Parti, son plus fidèle soutien en octobre, avec l'hebdomadaire étudiant Po Prostu, lui qui a relégué au magasin des accessoires, par le biais du mythe de l'« autogestion ouvrière », les conseils ouvriers bâtis dans la lancée de la mobilisation de 1956.

C'est sous son règne qu'ont été jetés en prison pour des

années les jeunes révolutionnaires Kuron et Modzelewski, les vieux militants trotskystes Haas et Badowski, que se sont politiquement suicidés les anciens animateurs de la gauche. C'est en son nom qu'ont été durement réprimés les mouvements étudiants de mars 1968, qu'a été lancée la vague de répression antisémite, qu'ont été étouffées toutes les manifestations de sympathie en faveur du « printemps de Prague ». Or, c'est la grève des ouvriers des ports de la Baltique qui a finalement, en quelques jours, chassé définitivement Gomulka — l'ancien héros du « communisme national (6) » — d'un pouvoir où la classe ouvrière l'avait hissé quelque quatorze ans auparavant.

L'histoire recommence-t-elle ? Une plaisanterie varsoivienne typique exprime à sa manière un scepticisme d'intellectuel vis-à-vis du développement historique. A la question : « Quelle différence y a-t-il entre Gierek et Gomulka ? », elle répond : « Aucune, mais Gierek ne le sait pas encore. » En fait, les différences sont considérables, et nous conduisent à affirmer que, dans le processus continu commencé en 1953, dans tous les pays d'Europe de l'Est, Union soviétique comprise, et que nous considérons comme le début de ce que Trotsky appelait la « révolution politique » — destinée à reprendre à la bureaucratie le pouvoir usurpé au détriment du prolétariat sans toucher aux nouveaux rapports sociaux —, les événements polonais de 1970-1971 constituent une phase qui se déroule à un niveau nettement supérieur.

Le point de départ est, bien entendu, identique : une crise économique profonde, que la bureaucratie est incapable de surmonter, une situation intolérable pour les ouvriers, une réaction de défense contre de nouvelles atteintes au cœur des conquêtes ouvrières, un immense hiatus entre la réalité quotidienne et la propagande officielle, un mécontentement très vif contre l'inégalité sociale, la gabegie, le gaspillage, les privilèges, le mensonge triomphant et la répression sournoise ou cynique, et la révélation, progressive ou brutale, que l'appareil recèle des fissures dans lesquelles les travailleurs peuvent s'engouffrer pour défendre leurs propres intérêts, obtenir que leurs revendications soient connues — le « micro dans la rue » des manifestants de Budapest le 23 octobre 1956. Mais Edward Gierek n'est pas Gomulka, ou plutôt la classe ouvrière polonaise, comme le montrent les interventions des travailleurs de Szczecin dans le débat qu'on va lire, n'a pas en 1971 pour Gierek les yeux qu'elle avait en 1956

(6) Voir page 24, « Gomulka et ses turiféraires ».

pour Gomulka. En d'autres termes, ses rapports ont changé avec le Parti au pouvoir et son appareil.

Mille neuf cent cinquante-six a vu, mobilisés autour du nom de Gomulka, de sa personne et de son programme de « renouveau », une pléiade d'intellectuels, journalistes, étudiants, qui venaient de subir le choc de la déstalinisation et du XX^e Congrès du P.C.U.S., les communistes de Nowa Kultura et de Po Prostu. Cette génération-là, celle des Kolakowski, Lasota, Zimand, Pomian, a été brisée moralement à partir de 1957. La génération suivante — celle des Kuron, Modzelewski, Adam Michnik — a été battue en 1968. Il en a été de même pour les éléments « libéraux » de l'appareil, les hommes comme Staszewski, responsable de Varsovie en 1956, d'abord écarté, puis exclu en 1968. En 1956, avant de se mettre en grève et de manifester, les ouvriers avaient pu lire les critiques enflammées des intellectuels communistes de la gauche du Parti ; ils croyaient pouvoir compter sur des hommes d'appareil qu'il s'agissait pour eux d'appuyer. En 1956, Gomulka était leur homme, un dirigeant national, dont le mythe était fabriqué tant par l'hostilité hargneuse de Khrouchtchev que par la presse d'opposition et le secteur de l'appareil qui aspirait à une politique de « renouveau ». Mais en 1970, c'est après que les travailleurs sont descendus dans la rue et ont essuyé les fusillades que Gierek, membre de l'équipe au pouvoir depuis des années, se présente à eux pour leur dire qu'il va désormais conduire une politique conforme à leurs désirs. Se reconnaissent-ils en lui comme en Gomulka en 1956 ? C'est peu probable, à la lecture de notre document.

De la même façon, le jeune leader des ouvriers de l'usine Zeran en 1956, Lechoslaw Gozdzik, parlait à cette époque d'une « révolution dans le sein de la révolution » : propos enthousiastes — et pleins d'illusions — dont on chercherait vainement l'équivalent en décembre 1970 et dans les semaines qui suivent. C'est que Gozdzik, secrétaire du Parti dans la grande usine d'automobiles de Varsovie, pensait avoir accompli une révolution à travers la mobilisation des masses autour d'une fraction du Parti, alors que cette révolution, avortée, se réduisait finalement à une révolution de palais. Pendant les mois qui précédèrent Octobre, il avait travaillé à la constitution d'une avant-garde « luttant dans le Parti, pour prendre le contrôle du Parti », et ce, afin d'« entraîner les masses contre les forces qui freinaient ». Comme il l'écrivait lui-même dans Trybuna Ludu du 12 novembre 1956, sa ligne politique de militant révolutionnaire était que « l'on devait et pouvait lutter pour la conquête de l'appareil ». C'est parce qu'il était

— comme les autres animateurs de la « gauche » polonaise — convaincu qu'il était possible d'arriver à régénérer le Parti en l'entraînant vers un « cours nouveau », et que ce but était près d'être atteint avec l'arrivée au pouvoir de Gomulka, qu'il continua jusqu'à son exclusion et son abandon de toute activité à considérer comme sien ce Parti, et à s'engager dans l'impasse de l'« autogestion ouvrière » qui permit à Gomulka de vider de leur substance les conseils ouvriers élus dans lesquels lui-même voyait le moyen, pour tous les travailleurs, « par un pénible travail organisationnel et économique », de devenir « copropriétaires » des usines...

Les travailleurs de Szczecin n'ont plus aujourd'hui de telles illusions. Ils ont bâti, pendant la grève et sans phrases, leur propre force, leur organe de classe, leur comité de grève, devenu sous la forme de la commission ouvrière un véritable soviet. Parce qu'ils sentent bien qu'ils n'ont pas, aujourd'hui, les moyens de devenir dans l'immédiat les maîtres, ils négocient avec l'Etat, traitent avec lui de puissance à puissance. Ils comprennent parfaitement, non seulement que le conflit à l'intérieur du Parti et de son appareil ne leur est pas indifférent, mais aussi que c'est leur intervention à eux qui en est la cause première, et que, s'ils peuvent préférer la victoire d'une fraction à l'autre, ils n'identifient en aucun cas les intérêts immédiats ou historiques de leur classe à l'une ou à l'autre. Ils ont en outre conscience qu'il en est ainsi depuis vingt-cinq ans, autrement dit que le pouvoir bureaucratique en Pologne leur est étranger, extérieur, qu'il est leur adversaire, et que le socialisme et la révolution devront tôt ou tard y être achevés. En définitive, par rapport à octobre 1956, où les travailleurs avaient porté Gomulka au pouvoir et où les conseils ouvriers créés par eux n'avaient d'autre ambition que d'être des organismes de contrôle, les ouvriers de Szczecin — à qui la bureaucratie oppose aujourd'hui la main tendue de Gierek plutôt que les chars de Gomulka-Moczar — ont fait un pas supplémentaire dans la voie de la compréhension de la nature de la bureaucratie au pouvoir et de la nécessité de son remplacement par le pouvoir de la classe ouvrière organisée dans ses organes représentatifs à elle.

De la même façon, la lutte des travailleurs polonais suit une courbe ascendante par rapport à celle des travailleurs tchécoslovaques en 1968. Certes, la ressemblance est frappante entre les propos que Gierek tient à Szczecin et ceux que tenait, en avril 1968, Alexandre Dubcek quand se succédaient dans son pays grèves et revendications ouvrières. Certes, de même que les travailleurs de Prague, en train de

reconquérir leurs syndicats par des élections démocratiques, protestaient contre la nomination à leur tête de l'apparatchik Polacek, parachuté par Dubcek, de même ceux de Szczecin protestent contre la nomination, dans leur voïvodie, de Oblubek, homme-lige de Gierek. Mais à Prague, la brèche s'était d'abord ouverte au sein de l'appareil, divisé face aux problèmes posés par une crise économique profonde, les revendications de la jeunesse étudiante, les réformes de toute façon nécessaires, et les travailleurs s'y étaient engouffrés, se reconnaissant d'une certaine façon dans Dubcek et dans son équipe dont l'accès au pouvoir leur avait ouvert une voie. Il n'en est pas de même en Pologne, où la poigne du régime de Gomulka-Moczar avait sévèrement épuré l'Intelligentsia, brisé le mouvement étudiant, homogénéisé l'appareil, mais où l'initiative ouvrière de décembre 1970 déclenche une nouvelle crise dans cet appareil, comme conséquence directe. Depuis, la bureaucratie recule pas à pas. D'abord en chassant Gomulka, en le remplaçant par Gierek et en donnant carte blanche à ce dernier pour toutes les concessions verbales possibles. En faisant ensuite des concessions réelles. En augmentant les salaires. En annulant finalement — contrairement à ce que disait Gierek à Szczecin le 24 janvier — les hausses de prix. En chassant le policier Moczar dont les combinaisons d'appareil avaient semblé en faire le vrai patron au lendemain de la chute de Gomulka.

C'est ce recul, c'est cette crise, cet inévitable éclatement qui se traduisent aujourd'hui par une lutte de fractions déchaînée dans l'appareil à la veille du congrès du Parti : il faut faire des concessions aux travailleurs, mais ces concessions elles-mêmes contribuent à les renforcer et à les mobiliser. L'initiative, la force sont incontestablement du côté de la classe ouvrière en Pologne.

*
**

Au cours du débat du 24 janvier, protestant contre les allusions de Gierek à des « attitudes antisoviétiques » pendant les événements de Szczecin, l'ouvrier Zalewski, membre du Comité de grève, rappelle qu'il y avait dans les chantiers, à l'époque de la grève, un navire soviétique, et affirme fièrement — le fait est connu — que les grévistes n'ont eu avec les marins soviétiques que des relations amicales. Ce rappel de la fraternisation entre ouvriers polonais et marins russes vient à sa place, après que Gierek a souligné que Brejnev a mis toute son autorité dans la balance pour que soient

employés avec les grévistes des moyens de... persuasion. C'est que tous ceux qui sont présents sur les chantiers de Szczecin, le 24 janvier, sont bien persuadés que, dans cette affaire, ce n'est pas seulement de la Pologne qu'il s'agit.

Le journaliste K.S. Karol se faisait au mois de février l'écho dans le Monde de rumeurs circulant à Moscou à propos de grèves de solidarité avec les ouvriers polonais qui se seraient produites en Allemagne de l'Est, à Rostock notamment, et même dans plusieurs ports de l'Union soviétique. On sait aussi les craintes éprouvées par les dirigeants des P.C. étrangers face aux éventuelles conséquences d'une nouvelle intervention militaire russe contre un « pays frère ». Cela permet de comprendre les hésitations d'un Brejnev qui avait, en août 1968, manifesté moins de goût pour les méthodes de persuasion. En fait, la puissance du mouvement de la classe ouvrière polonaise, ses répercussions à l'étranger, la solidarité manifeste du prolétariat international avec les ouvriers des ports de la Baltique, les craintes des incalculables répercussions d'une nouvelle intervention en ont jusqu'à maintenant préservé le prolétariat polonais.

Jusqu'à maintenant. Car, comme le remarquait le communiste tchèque Jiri Hochman dans l'hebdomadaire Reporter à la veille de l'intervention russe, les Tchécoslovaques avaient commis un péché qui leur interdisait d'attendre de la part de la bureaucratie « coopération » ou « compréhension fraternelle ». Ce qu'ils avaient mis en jeu, ce que les travailleurs polonais mettent à l'ordre du jour, c'est, comme l'écrivait Hochman, « le spectre de la liquidation du pouvoir absolu de la caste bureaucratique ».

L'histoire de la crise du stalinisme depuis 1953, depuis la mort de Staline, le soulèvement des forçats de Vorkhouta et l'insurrection ouvrière de Berlin-Est, jusqu'aux grèves de la Baltique en passant par Poznan, Budapest, Varsovie, Prague, le démontre : il n'est pas de compromis durable possible entre la classe ouvrière debout et le régime bureaucratique. Menacée de mort par la montée ouvrière, cette dernière se brise et vole en éclats. La classe ouvrière est la seule force sociale capable de jeter bas le gigantesque édifice bureaucratique si longtemps célébré comme inexpugnable et dont les lézardes s'agrandissent un peu plus chaque jour sous les coups des travailleurs. La classe ouvrière, n'en déplaise à ceux qui furent dans tous les coins sans voir ce que la vie étale au grand jour, est la seule force capable de transformer le monde afin de changer la vie. C'est par rapport à elle que se déterminent et s'alignent en définitive toutes les

autres couches, intermédiaires et parasitaires, la bureaucratie y compris. Aucun apparatchik, aucun bureaucrate ouvrier ou non n'échappera à cette loi, et tous devront choisir. C'est en tout cas ce que nous avons retenu du message que nous ont adressé ensemble — bien involontairement — Edward Gierek et les grévistes de Szczecin.

Il reste que l'expérience polonaise, après celle de l'Allemagne orientale, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, démontre que la prise de conscience par les travailleurs de leur existence en tant que classe, de leur opposition irréductible à la caste bureaucratique et de la nature de cette dernière, ne suffit pas en elle-même à assurer la victoire de la classe ouvrière, même dans un seul pays. Il lui manque encore la centralisation politique et l'organisation qui ont permis en 1917, par le bolchevisme, la victoire des masses ouvrières et paysannes sous le drapeau du pouvoir des soviets. Il reste que Jiri Hochman avait raison quand il écrivait en novembre 1968 à Prague que le monde ne pouvait être transformé seulement de Prague — et nous pourrions ajouter aujourd'hui de Szczecin —, que la contre-révolution que Washington incarne tire sa force de celle de Moscou et réciproquement, qu'une responsabilité écrasante pèse aujourd'hui sur les épaules de la jeune classe ouvrière soviétique en train de rejeter le fardeau, d'arracher le terrible bandeau du « socialisme dans un seul pays » et de renouer à tâtons avec l'héritage de sa révolution, cet Octobre qui, comme l'écrivait en novembre 1968 dans *Politika* le communiste tchécoslovaque Frantisek Samalik, « propose à l'humanité un programme mondial universel ». Il reste que, comme l'écrivait en 1956 Po Prostu, « ceci concerne les ouvriers du monde entier ». Refuser en France, aujourd'hui, de condamner la normalisation en Tchécoslovaquie, par exemple, c'est apporter de l'eau au moulin des policiers qui ratonnaient hier les travailleurs de Szczecin. De la même façon, Angela Davis dans sa prison californienne, Piotr Grigorenko dans l'hôpital psychiatrique où l'ont jeté les maîtres du Kremlin, luttent pour la défense des ouvriers des chantiers de Szczecin, c'est-à-dire pour la classe ouvrière mondiale et sa victoire à travers la révolution socialiste à l'échelle de cette planète, au même titre que le gréviste de Billancourt ou du Mans, le combattant de la plaine des Joncs ou le mineur asturien ou bolivien.

Cela aussi, des travailleurs polonais l'ont compris. Ce texte, adressé par leurs soins à d'autres militants, hors de Pologne, n'a pas été lancé comme une bouteille à la mer, mais visait au contraire une destination bien précise. Car, depuis juin 1953 et l'insurrection ouvrière de Berlin-Est, depuis

les révolutions de 1956 à l'Est, se sont produits, en liaison étroite avec ce début de la révolution politique, des événements capitaux. En Union soviétique, ce fut l'apparition des organisations clandestines visant à renouer consciemment avec le bolchevisme et sa tradition internationaliste, l'Union de combat pour la renaissance du léninisme, de Grigorenko, et son action de divulgation et de dénonciation des sanglantes répressions de manifestations ouvrières, en Union soviétique même, pour le pain, le développement de l'opposition communiste à travers les écrits du Samizdat, l'activité du groupe formé autour du vieux-bolchevik Alexis Kostérine, la création du Groupe d'initiative pour la défense des droits démocratiques qu'anime Piotr Iakir, fils du vieux-bolchevik fusillé par Staline, les manifestations publiques de cette opposition « bolchevique-léniniste-internationaliste » comme elle se proclame fièrement, sa protestation contre l'intervention en Tchécoslovaquie, la résistance qu'ont animée les Litvinov, Iakir, Iakhimovitch, Martchenko, Grigorenko et autres Boukovsky. En Europe occidentale, ce fut d'abord, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, la tenue en Suisse de la conférence de militants communistes des pays d'Europe de l'Est, et la création, par elle, du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) d'Europe de l'Est, puis, sous l'égide de ce dernier, la tenue en Allemagne, du 19 au 21 décembre 1970, de la conférence des étudiants des pays d'Europe de l'Est. C'est également la parution régulière, en Occident, des bulletins du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est, dont Walka Klas en langue polonaise et Proletar en langue tchécoslovaque notamment, qui ont pu constituer le lien vivant, l'instrument d'organisation et de liaison et le nécessaire bulletin de discussion servant à armer pratiquement et théoriquement les militants de l'Est qui cherchent la voie de la révolution socialiste. Internatsionalia Korrespondentsia en langue russe, Proleterska Avangarda en serbo-croate, Szocialista Forradalomért en langue hongroise, constituent avec eux l'armature indispensable pour l'organisation des militants révolutionnaires des pays d'Europe de l'Est, en même temps que le trait d'union avec le passé bolchevique et le communisme du temps de Lénine et de Trotsky, d'une part, et les luttes actuelles de la classe ouvrière contre l'impérialisme, de l'autre. Ainsi se reconstruit la IV^e Internationale.

Il n'est plus désormais « minuit dans le siècle » comme l'écrivait Victor Serge à l'époque de l'apogée du stalinisme, et les « temps frileux » dont parle Soljenitsyne sont désormais révolus. La force des aspirations révolutionnaires au socia-

lisme, de l'exigence ouvrière d'une démocratie prolétarienne authentique, la haine contre la bureaucratie, fossoyeur de la révolution et irréductible ennemi du socialisme, sont telles aujourd'hui que la bureaucratie doit renoncer à ses moyens d'antan, abandonner l'espoir d'arracher des « aveux » aux opposants et de terroriser les masses, comme au temps de Staline, par des procès à grand spectacle. Qu'un Josef Smrkovsky puisse, comme il l'a fait, proclamer, à la barbe et au nez de l'occupant, les aspirations du peuple tchécoslovaque, que la campagne pour la défense de Vladimir Skutina se développe, en dépit de tout, au grand jour, en Tchécoslovaquie même, que notre ami et camarade Jean-Jacques Marie puisse, en Occident, présenter le dossier sur la répression par les hôpitaux psychiatriques rassemblé à Moscou par les soins de Vladimir Boukovsky, le prouve amplement : les forces existent qui sont susceptibles — et seules susceptibles — d'abattre la bureaucratie et de lui reprendre les conquêtes ouvrières qu'elle a usurpées. Le débat de Szczecin nous le confirme : ce sont les forces de la classe ouvrière et de la jeunesse. Mais il reste — et ce n'est pas la tâche mineure, il s'en faut — à leur donner l'organisation sans laquelle les combats les plus héroïques resteront à mi-chemin de la lutte pour arracher le pouvoir à la bureaucratie et le donner aux conseils de délégués ouvriers, émanation directe de la classe ouvrière. Cette organisation ne saurait être que la IV^e Internationale à reconstruire, parce que, dans les circonstances historiques données, elle constitue l'Internationale, concentré de l'intérêt du prolétariat mondial, l'instrument historique dont le prolétariat ne peut se passer et qu'il doit donc forger pour s'unifier et vaincre. De ce point de vue, le débat de Szczecin entre travailleurs et bureaucrates est riche d'enseignements : il balaye d'un revers de main tous les bavardages sur les « forces nouvelles », les « éléments de contestation », les « spécificités » au nom desquels les théoriciens au service de la bourgeoisie cherchent à dissimuler la nécessité du combat pour l'organisation de partis révolutionnaires et la reconstruction de la IV^e Internationale. L'entrée dans l'arène de la lutte des travailleurs polonais a roulé ses échos jusque dans le congrès des bureaucrates du Parti ouvrier : elle a aussi — et ce n'est pas un mince mérite — montré le véritable visage des prétendus trotskystes qui, comme Michel Pablo en 1956, voyaient dans la bureaucratie du parti de Gomulka, « transmutée », un instrument de la révolution politique...

Nous souhaitons donc que ce livre soit lu et médité par tous ceux que cette affaire regarde — tous ceux, hommes

et femmes, qui veulent rendre cette planète habitable et ce monde humain —, et particulièrement par ceux qui cherchent aujourd'hui, comme le leur proposait Marx il y a plus d'un siècle, non plus seulement à comprendre le monde, mais à le transformer. Pour employer de grands mots, il ne s'agit pas seulement d'un témoignage, mais aussi d'un message. Nous avons essayé de contribuer à ce qu'il soit pleinement compris de ceux à qui il s'adresse.

Pierre BROUE,

Grenoble, le 14 novembre 1971.

GOMULKA ET SES THURIFERAIRES

Il n'est sans doute pas inutile ici, ne serait-ce que pour mettre en garde contre les vaticinations présentes et futures de ces gens, toujours faites avec autant de jactance et d'affectation de mépris pour les « trotskystes sectaires », de rappeler l'incroyable engouement, en 1956-1957, de tout ce qui s'affirme « de gauche » en faveur du bureaucrate Gomulka. La position de l'organisme qui s'appelle par antiphrase « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale » était typique à cet égard, notamment par le contraste qu'il pensait devoir faire ressortir entre le cours heureux des événements de Pologne sous la sage et ferme direction de Gomulka et l'inquiétante révolution hongroise des conseils ouvriers dont le cours était bien de nature, tout compte fait, à alarmer le Kremlin :

« En Pologne — grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le Parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évoluant tout de même à gauche — la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation...

« ... En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué au contraire, à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et dangers...

« Le manque de direction révolutionnaire consciente, ayant des racines parmi les masses, a fait que la situation révolutionnaire exceptionnellement favorable des premiers jours, avec partout la création de comités dominés par le courant prolétarien, n'a pu être exploitée, afin d'asseoir sur eux tout le pouvoir et de définir un programme de politique extérieure qui serait sinon acceptable du moins difficile à combattre par le Kremlin.

« Au contraire, nous avons vu les éléments disparates du gouvernement Nagy, dont une bonne partie étaient des éléments éduqués dans la confusion et l'opportunisme stalinien,

hésiter, abandonner successivement leur position antérieure, élargir la démocratisation dans tous les sens, donner des prétextes au Kremlin sinon l'alarmer effectivement.

« Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe, sans avoir essayé au contraire de manœuvrer, face au Kremlin, à l'intérieur de ce camp... »

(« *Quatrième Internationale* », vol. 14,
n^{os} 10-12, décembre 1956, pp. 6-7.)

On sait comment le Kremlin, qui a fait pendre Imre Nagy et soutenu Gomulka de toutes ses forces pendant quatorze ans, a su, lui aussi, apprécier les alarmes que lui causait l'instauration du pouvoir des conseils en Hongrie, alarmes que l'habile Gomulka, avec la bénédiction de Mandel, Pablo et consorts, lui épargnait en Pologne. Faut-il ajouter que c'est en vain qu'on a attendu jusqu'à ce jour toute espèce d'autocritique ou d'ailleurs d'appréciation quelconque de l'attitude prise à l'époque par leur groupe, de la part d'Ernest Mandel, Livio Maitan, Alain Krivine, Henri Weber et consorts ?...

AVERTISSEMENT

Nous avons reproduit intégralement la traduction du texte enregistré. Ce qui est souligné correspond à une intonation accentuée de la personne qui parle, à part les citations, qui ont été également soulignées. Toutes les indications entre parenthèses correspondent rigoureusement à ce qu'on peut entendre à l'écoute de la bande magnétique. Les titres, intertitres et notes sont de l'éditeur. Les répétitions inévitables nous ont amenés à mettre en caractères plus petits certaines interventions ou parties d'interventions.

Au moment où s'ouvre la rencontre dont on va lire le procès-verbal, les ouvriers des chantiers « Adolf Warski » sont en grève presque ininterrompue depuis le 11 janvier. Dans le flot de leurs revendications, celle de la venue sur place des nouveaux dirigeants du Parti et de l'Etat est, de loin, la plus importante. De plus elle est reprise par les ouvriers des chantiers navals « Lénine » de Gdansk et « Commune de Paris » de Gdynia, en grève depuis le 6 janvier. La nouvelle équipe a fait la sourde oreille, puis elle a opposé un refus formel. Gierek a répliqué que « le Parti n'a aucune raison de négocier avec un quelconque groupe de citoyens, et encore moins sous la contrainte ».

A partir du 20 janvier, le mouvement se généralise encore une fois. Après celle de décembre, une nouvelle grève générale est sur le point d'éclater dans les ports de la Baltique. A côté des chantiers navals, les cheminots, les travailleurs des transports en commun déclenchent la grève, constituent leurs comités de grève et avancent les mêmes revendications que les chantiers. Dans d'autres villes du pays, les grèves éclatent à nouveau. Une réunion extraordinaire du bureau politique se tient à Varsovie, où le général Moczar, alors responsable des forces de sécurité et de l'armée, fait prendre la décision d'intervenir par la force dans les chantiers. Une vaste opération est mise au point, engageant la milice et les unités militaires. L'assaut doit être donné simultanément par terre, par mer et par air. Des renforts sont mobilisés dans tout le pays et les chantiers se trouvent encerclés. Mais la peur des conséquences incalculables fait que l'ordre d'attaquer est continuellement ajourné, d'autant plus que la démoralisation de l'armée, de la marine et la crise dans les rangs des officiers sont très profondes après le massacre de décembre. La majorité du bureau politique recule et, le 24 janvier, Gierek est obligé de trancher. Avec ceux des membres du bureau politique qui ont opté pour le « dialogue », il se décide à se rendre aux chantiers navals de Szczecin et de Gdansk.

« Nous exigeons ... »

LE PRESIDENT. — Ouvriers des chantiers, conformément à ce qui avait été annoncé, voici le premier secrétaire du comité central, le camarade Edward Gierek, qui est venu chez nous, à Szczecin et dans nos chantiers, et que nous saluons cordialement. (*Applaudissements.*) Voici également, venus à la rencontre d'aujourd'hui : le Premier ministre, le camarade Piotr Jaroszewicz (*Applaudissements.*), le secrétaire du comité central, le camarade Barcikowski (1) (*Applaudissements.*), le vice-Premier ministre, que nous connaissons déjà très bien, le camarade Franciszek Kaim (2) (*Applaudissements.*), le ministre de la Défense, notre député Wojciech Jaruzelski (3) (*Applaudissements.*), le premier secrétaire du comité de voïvodie de Szczecin, le camarade Oblubek (4) (*Applaudissements.*), le camarade Szlachcic (*Applaudissements.*), et d'autres représentants des autorités du Parti, de l'administration et des syndicats.

(1) Membre du bureau politique depuis le 20 décembre. Responsable des questions relatives à l'agriculture.

(2) Kaim est aussi ministre de l'Industrie lourde et, de par ses fonctions, il s'est rendu souvent dans les chantiers.

(3) Jaruzelski occupait déjà le même poste sous Gomulka. Fromu membre du bureau politique au 7^e plénum du comité central, le 20 décembre.

(4) Nouveau premier secrétaire du Parti de la voïvodie (province) de Szczecin depuis le 11 janvier, à la place de Antoni Walaszek.

Je fais toutes mes excuses, car l'heure de la rencontre nous a un peu surpris, je m'excuse encore une fois pour nos insuffisances organisationnelles ; pour l'avenir, je m'engage à ce qu'il n'y ait plus de telles insuffisances (5)...

(Echange de paroles incompréhensible avec Gierek, applaudissements.)

GIEREK. — Dans l'avenir, il ne devrait pas du tout y avoir de telles rencontres. *(Mouvements divers dans la salle, cris.)*

LE PRESIDENT. — Pas de telles rencontres ? Mais nous estimons, camarade secrétaire, que vous nous honorez de votre présence...

GIEREK, *interrompant le président.* — Oui, mais pas dans de telles rencontres. *(Mouvements divers dans la salle, cris, indignation.)*

LE PRESIDENT. — Je donne la parole au président du Comité de grève, le camarade Baluka (6), pour qu'il présente les revendications des ouvriers.

BALUKA. — Voici les revendications (7) des grévistes. *(Il lit un papier.)*

1) *Nous exigeons que les prix des denrées alimentaires soient ramenés au niveau d'avant le 12 décembre 1970 (8).*

2) *Conformément à la volonté des ouvriers qui s'est exprimée dans toutes les réunions, ouvertes à tous les ouvriers, tenues dans les départements, nous exigeons des élections*

(5) Gierek et les autres membres du bureau politique sont arrivés aux chantiers à 18 heures. Les ouvriers n'ont pas été prévenus à l'avance, ce qui fait que l'arrivée à l'improviste des dirigeants a effectivement constitué une surprise, calculée d'ailleurs par Gierek. Par contre, celui-ci a dû attendre une heure dans les locaux de la direction, pendant que les ouvriers élaient dans chaque département leurs délégués pour discuter avec lui.

(6) Edmund Baluka, élu président du Comité de grève, est membre du Parti et l'un des dirigeants syndicaux des chantiers. Avec Jerzy Sokotowski, secrétaire du syndicat, il a été le principal dirigeant des ouvriers dans cette période.

(7) Le terme employé couramment en Pologne est celui de... propositions. Introduit depuis longtemps dans le langage politique par l'appareil du Parti, il sert à donner l'impression que les travailleurs ne revendiquent pas, mais participent à une discussion « constructive » — donc « calme » et « responsable ». Tout comme « *il n'y a pas de grèves dans un pays socialiste* », il ne peut pas y avoir de revendications. Ici, les ouvriers emploient également ce terme. Naturellement, dans la bouche des dirigeants du Parti, il revêt un autre sens que dans celle des ouvriers. Nous avons donc traduit ce mot par son équivalent français réel : « *revendications* ».

(8) Le 12 décembre, le gouvernement de Gomulka avait décidé une hausse des prix des denrées alimentaires allant de 10 à 30 %. Cette hausse fut la cause directe de l'insurrection.

immédiates et légales (9) *aux instances syndicales, aux conseils ouvriers, ainsi que, comme l'exige la majorité des membres du Parti, des élections démocratiques dans les organisations du Parti et de la jeunesse, au niveau des départements et de l'entreprise* (10). *Nous exigeons que les autorités de la voïvodie des organisations mentionnées nous donnent des garanties quant à la mise en application de ce point dans des délais rigoureusement fixés.*

3) *Nous exigeons le paiement de leur salaire aux travailleurs pour la durée de la grève.*

4) *Nous exigeons que la direction de l'entreprise et les autorités nationales donnent aux grévistes et aux membres du Comité de grève la garantie d'une entière sécurité personnelle à l'intérieur de l'entreprise et dans la ville, et de ce qu'aucune représaille ne sera exercée contre eux* (11).

5) *Nous exigeons la venue sur place, aux chantiers navals « Adolf Warski », du premier secrétaire du comité central du P.O.U.P., le camarade Edward Gierek, et du Premier ministre Piotr Jaroszewicz, afin d'y nouer un dialogue direct et permanent avec les représentants des ouvriers, c'est-à-dire le Comité de grève* (12).

(9) « Légales » est employé ici dans le sens de « libres et démocratiques ». Les ouvriers insistent particulièrement sur le respect de la loi et des droits constitutionnels que la bureaucratie ne cesse de violer.

(10) Les conseils ouvriers que les travailleurs polonais avaient instauré dans tout le pays pendant le mouvement d'octobre 1956 ont été détruits par Gomulka. En 1958, il leur a substitué les « conférences d'autogestion ouvrière » (dont le sigle polonais, que l'on trouvera souvent dans le texte, est K.S.R.), organes de type participationniste, à l'aide desquels il a tenté de dévier le mouvement de ses objectifs initiaux. Un des mots d'ordre centraux des ouvriers, en décembre 1970, était le retour aux conseils de 1956. Une critique féroce a été dirigée contre les organes de la prétendue « autogestion », et il est intéressant de noter qu'à aucun moment les ouvriers n'avaient utilisé ce canal dans leur lutte : ils se sont au contraire mobilisés fermement autour de leurs comités de grève. Signalons enfin qu'un des premiers pas de la nouvelle direction fut d'adresser une circulaire aux K.S.R. en les invitant à jouer leur rôle de « représentants des travailleurs ».

Les comités d'atelier, de département, d'entreprise, de quartier, de voïvodie, etc., sont des instances du Parti. Les conseils d'atelier, de département, etc., sont des instances syndicales.

(11) Nous verrons plus loin à quelles persécutions étaient exposés les grévistes et leurs dirigeants de la part des forces de répression. Un nombre considérable de délégués ouvriers sont toujours en prison, accusés de « pillage », « incendie » et « violences à agent ».

(12) Le Comité de grève des chantiers navals s'est constitué dès le début des affrontements, le 17 décembre. Il a immédiatement pris en main toute l'entreprise et a mis sur pied une milice ouvrière armée munie de brassards distinctifs. Avec l'appui des autres usines de la ville, il a constitué le Comité central de grève siégeant aux chantiers, organisme qui, devant la fuite des dirigeants du Parti, a assuré le fonctionnement normal de la ville entière. Pendant dix jours, le Comité central de grève a assuré l'approvisionnement de Szczecin ainsi que le fonctionnement des transports urbains, grâce

6) Nous exigeons des informations honnêtes sur la situation politique et économique dans les chantiers et dans le pays, ainsi que la rectification de l'information qui a été donnée sur les engagements de production pris le 11 janvier 1971 dans l'atelier de tuyauterie (13).

7) La rectification devrait être diffusée par les mêmes moyens d'information de masse qui ont donné cette nouvelle. Cela devrait avoir lieu au plus tard le 20 janvier... excusez-moi, le 25 janvier (14).

8) Nous exigeons que des sanctions soient prises contre ceux qui ont provoqué la diffusion, par les moyens d'information de masse, de la nouvelle sur les engagements pris dans l'atelier de tuyauterie, le 11 janvier.

9) Nous exigeons la publication de nos revendications par la presse et la radio locales d'ici au 25 janvier.

10) Nous exigeons que les autorités régionales du Parti et des syndicats, ainsi que la direction de l'entreprise, garantissent à la commission ouvrière (15) émanant du Comité de grève la possibilité de mener son activité, à côté du conseil d'entreprise et du conseil ouvrier, jusqu'à ce qu'aient eu lieu les élections légales dont il a été question au point 2.

11) La possibilité de mener leur activité pour les membres de la commission ouvrière devrait comprendre principalement :

a) la garantie de leur sécurité personnelle dans l'entreprise et dans la ville ;

b) la disposition exclusive du réseau radiophonique et des hommes nécessaires à son entretien technique et à sa garde ;

à ses liens avec les employés des transports publics. Comme le dit Baluka lui-même : « En fait, nous étions un comité pour toute la ville. » (« La Vie Ouvrière », n° 1384 du 10 mars 1971.)

(13) L'affaire de la tuyauterie fut la cause directe de la deuxième grève dans les chantiers, qui commença le 11 janvier. La presse locale avait publié un communiqué selon lequel l'atelier de tuyauterie aurait décidé de prendre des engagements de production « pour exprimer son appui à la nouvelle direction du Parti ». Ce mensonge eut un effet foudroyant sur les ouvriers, particulièrement sensibles à tout ce qui rappelait le passé, après les calomnies dont ils avaient été l'objet en décembre.

(14) Ce changement de date est significatif. Nous sommes le 24 janvier, et le délai accordé à Gierek pour faire publier le rectificatif est donc d'un jour.

(15) Le Comité de grève s'est transformé le 20 janvier en commission ouvrière comprenant 36 délégués, dont 7 membres du Parti et 3 ingénieurs. La tâche de cette commission est de veiller sur l'exécution, par les cellules du Parti et les sections syndicales, des revendications du Comité de grève. Cette commission continue à exister jusqu'à présent ; aucune manœuvre des autorités n'a réussi à en obtenir la dissolution.

c) *la constitution d'une délégation des membres de la commission ouvrière ayant pour but de veiller principalement à l'exécution du point 2 de la présente liste des revendications.*

12) *Nous exigeons que les organes de sécurité cessent sur-le-champ de harceler, menacer et arrêter les travailleurs qui prennent part à la grève. La grève n'est pas un délit, car elle elle n'est interdite nulle part.*

Signé : le Comité de grève.

(Applaudissements prolongés.)

Gierek s'adresse aux grévistes

« Nous avons été très affligés... »

GIEREK. — Camarades, hier, quand on m'a annoncé que l'usine était arrêtée, nous avons, moi et le camarade Jaroszewicz, été très affligés. J'ai été affligé car, au moment où un devoir si difficile nous a été confié — celui de sortir le pays de l'énorme pagaille, et cela dans une situation de crise —, cet arrêt était et est pour nous, vous comprenez, une chose extraordinairement difficile, une chose qui ne nous aide pas, qui, au lieu de nous mobiliser, comme on dit, d'une manière ou d'une autre, et au lieu de nous obliger à agir plus vite quant aux décisions visant à l'amélioration de la situation économique dans le pays, cette chose, cet arrêt, dirais-je, nous a rendu tout cela difficile. Par exemple, je voudrais dire aux camarades que nous devons tenir hier la huitième session plénière du comité central. Nous avons dû ajourner cette session, pour ne pas la tenir dans une atmosphère de pression, dans une atmosphère de tension (16). Je veux dire également que, par l'intermédiaire du comité de

(16) Le 8^e plénum du comité central était d'abord prévu pour le 10 janvier. Depuis cette date, il a été continuellement repoussé, et pour cause, car sa tâche était d'établir les responsabilités et de rendre public le rapport sur les causes des événements de décembre. Il s'est tenu enfin au début de février. Ses délibérations n'ont pas été rendues publiques. Aucun des rapports présentés à ce plénum n'a été publié.

voïvodie, je me suis adressé à vous, camarades, afin de vous demander de reprendre le travail et, dans des conditions de calme, d'entamer des conversations sur les problèmes précis qui vous préoccupent. Il s'est avéré que vous n'avez pas écouté, mais cela, c'est votre affaire, nous ne vous en voulons pas. On souhaiterait pourtant, n'est-ce pas ?, que si quelqu'un s'adresse aux camarades au nom du premier secrétaire du comité central, on lui fasse un peu confiance. D'autant plus que, dans la lettre (17) que j'ai reçue aujourd'hui et que j'ai immédiatement transmise au camarade Jaroszewicz, vous écrivez que vous étiez, que vous êtes pour le socialisme, que vous êtes contre ses ennemis, que vous êtes pour le renouveau de la vie sociale, politique et économique appliqué avec conséquence — disons, comme... essayent de l'appliquer les camarades Gierk et Jaroszewicz —, que vous nous accordez votre plein soutien, que vous êtes conscients du fait que ce renouveau se heurte à des difficultés énormes, particulièrement de la part de ceux qui sont, dans une certaine mesure, disons, coupables de ce qui s'est passé dans le pays, et ainsi de suite. Après avoir reçu cette lettre, comme vous le voyez, nous avons immédiatement accepté votre invitation et nous sommes venus ici chez vous. Nous sommes venus chez vous pour parler avec vous.

Avant, camarades, que j'aborde la réponse à vos propositions, je voudrais vous demander un peu de patience et vous prier de comprendre et sentir exactement et profondément ce que je vais dire.

Voyez-vous, la situation qui s'est créée ici, dans les chantiers et à Szczecin, et dans beaucoup de villes de notre pays, a mûri pendant une période plus longue. Elle a mûri, entre autres, parce que, comme je disais à la télévision après le septième plénum, il y a eu à cela des raisons subjectives — des raisons dépendant des hommes —, et il y a eu aussi des raisons objectives... c'est-à-dire ne dépendant pas des hommes.

Les difficultés de notre économie — ces raisons objectives — proviennent du fait que, depuis deux ans, nous avons subi des échecs dans l'agriculture. Mais ce n'est pas la seule raison. Il y a eu aussi encore d'autres raisons, comme le fait qu'il a fallu acheter dans les pays capitalistes des machines et des installations et les payer en dollars ;

(17) Il s'agit de la lettre que les ouvriers des chantiers avaient envoyée à Gierk, exigeant l'accélération de la rupture avec les anciennes méthodes, dénonçant l'appareil local du Parti et demandant que Gierk vienne en personne pour une discussion directe.

comme le fait de la discrimination (18) qui est exercée contre nous sur certains marchés capitalistes, et il y en a eu bien d'autres encore, dont je ne voudrais pas vous encombrer la tête afin de ne pas perdre de temps.

Gomulka bouc émissaire.

Il y a eu aussi, comme je le disais, des raisons subjectives, des raisons qui dépendaient des hommes. Quelles étaient ces raisons ?

Eh bien, en premier lieu, que, pendant une certaine période, dans notre Parti, du fait de l'énorme autorité personnelle qu'avait le premier secrétaire du comité central, le camarade Gomulka, en qui on avait une confiance sans bornes, il s'était créé un état de choses à notre avis mauvais ; eh bien, un état de choses dans lequel tout ce que suggérait le camarade Gomulka était considéré, pendant une longue période, comme quelque chose, disons, de sage, quelque chose, disons, qu'il faut admettre, comme... On acceptait simplement beaucoup de choses, et cela depuis assez longtemps. Et particulièrement dans les dernières années, cela était devenu carrément malsain, on ne pouvait pas du tout discuter avec le camarade Gomulka, toute remarque critique à son égard provoquait de sa part, non seulement un refus, mais même, disons, des... paroles contre les critiques..., n'est-ce pas ?, des : *« Vous n'en savez rien, moi je sais mieux »*, etc. C'était là des traits personnels du camarade Gomulka, l'homme qui a certainement beaucoup fait pour le pays dans une certaine période, mais qui, pendant les derniers temps, au cours des dernières années, à cause de sa prétention, de sa confiance en soi — à cause du *« moi, je sais mieux, vous n'aviez rien à me conseiller »* —, prenait des décisions qui n'ont pas toujours été correctes. Il prenait des décisions qui, parfois, disons, ne tenaient pas compte des besoins les plus urgents du développement de notre Etat, des plus urgents besoins de notre nation, de notre société. Je pourrais parler ici de beaucoup de ces affaires où... disons... le camarade Gomulka n'avait pas raison. Et je pourrais parler aussi de choses qui n'étaient pas du tout telles que certains essaient de nous le faire croire — on voudrait faire croire qu'il n'y avait pas d'opposition. Il y avait une opposition ! Et cette opposition était

(18) La concurrence sur le marché capitaliste mondial et la discrimination qui y régnerait contre les marchandises en provenance des pays de l'Est est un des thèmes favoris de la propagande de l'appareil pour expliquer la crise économique et dégager ses responsabilités à cet égard.

assez forte. Mais il y avait aussi des situations où, même si l'on imposait au bureau une décision correcte, ensuite cette décision était changée par d'autres canaux. On la changeait à deux, à trois, n'est-ce pas ?, et on aboutissait à rendre nulles les bonnes décisions.

La période la plus tragique dans la vie de notre Parti, ce furent les trois dernières années... disons les années 67, 68, 69... Cela fait même plus de trois ans... Et au cours de cette période, camarades, on ne pouvait même pas... disons, expliquer que ce n'est pas correct, qu'il faut... disons... autrement... avoir une autre vue sur certaines affaires. Cette négation des besoins sociaux... cette certaine... cette rupture avec la vie s'est particulièrement affirmée après mars 1968 (19), quand, en réalité, on ne pouvait plus rien faire. Et, alors que les résolutions du V^e congrès (20) fondamentalement étaient correctes, leur application, camarades, a été totalement différente. Totalement différente. Par exemple, je pourrais dire que nous avons voté un solide plan de construction de logements. Ce plan a été totalement caduc. Nous avons voté une série d'autres choses, n'est-ce pas ?, entre autres, par exemple l'affaire, disons, de la croissance du niveau de vie, des salaires, etc. Eh bien... on les a laissées de côté !... Car il y a eu ici et là des difficultés matérielles, et il y a eu la mauvaise récolte, alors on les a laissées de côté parce que, n'est-ce pas ?, disons... on ne voulait pas annuler certaines décisions d'investissements qui étaient très « tendues » et qu'il fallait réaliser.

« Nous sommes dans une impasse. »

En un mot, dans notre Parti avait mûri une situation assez... assez tragique. Les camarades peuvent se demander : bien, d'accord, mais qu'en était-il des prix ? Comment a-t-on établi tout cela ? Ecoutez ! Il y a eu des discussions à ce sujet. Et il y a eu des oppositions. Mais la réponse était

(19) En mars 1968, des dizaines de milliers d'étudiants polonais ont manifesté contre la censure et l'arbitraire policier, pour le respect des droits démocratiques et le socialisme. Ils ont été féroce-ment matraqués, emprisonnés, expulsés de l'Université, au milieu d'une formidable campagne de calomnies contre les prétendus « traîtres, ennemis du socialisme, voyous et sionistes ».

(20) Le V^e Congrès du P.O.U.P. a eu lieu en novembre 1968. Il a notamment entériné deux directives fondamentales : d'une part, une lutte implacable contre le « révisionnisme dissimulé sous une phraséologie socialiste » — donc, aggravation de la répression et organisation de procès politiques — et, d'autre part, les « réformes économiques » visant à l'abaissement des salaires réels et à l'introduction du chômage à grande échelle.

toujours la même — d'ailleurs, dans de nombreux cas, elle se basait sur la situation économique réelle : « *Bien, mais d'où tirer les moyens ? D'où tirer les moyens ?* » Et maintenant, camarades, d'où peut-on véritablement les tirer ? Moi, je dois dire quelle est la situation économique de notre pays.

Eh bien, que vous vouliez le croire ou que vous ne le vouliez pas, c'est là votre affaire — mais je voudrais vous demander de le croire —, nous n'avons pas la moindre réserve qui nous permette d'apporter une quelconque modification permettant une croissance plus rapide du niveau de vie par rapport à ce qu'on fait, disons, actuellement. Vraiment, vraiment, nous n'en avons pas. Nous sommes dans une impasse, et on ne peut pas faire marche arrière avec ce véhicule aussi rapidement qu'on le voudrait. Nous avons donné 8 milliards 400 millions de zlotys, et pas 7 milliards comme il était prévu, pour compenser la hausse des prix (21). Nous avons gelé les prix des denrées alimentaires, et maintenant nous sommes au bout de nos possibilités. Nous recherchons toutes les réserves possibles pour assurer la réalisation en marchandises de ces 8 milliards 400 millions de zlotys que nous avons lancés sur le marché. Je veux dire, par exemple, que nous sommes obligés, camarades, d'importer de la graisse, que nous devons importer bien d'autres produits encore, pour que, disons, ces produits soient sur le marché, pour qu'ils soient sur le marché... Nous avons pris la décision d'accroître la construction des logements, c'est un problème extrêmement brûlant dans notre pays. Nous n'avons pas une quantité suffisante de ciment et d'autres matériaux pour réaliser ce programme. Nous nous sommes adressés à l'Union soviétique en lui demandant de nous vendre à crédit la quantité de ciment nécessaire. Pour cette année économique, nous manquons de deux... de deux millions et demi de tonnes de blé, camarades, et l'Union soviétique nous vend deux millions de tonnes, mais pour le demi-million restant, l'argent nous manque encore. Et si nous n'avons pas ce demi-million de tonne de blé, camarades, le niveau de l'élevage des porcs va tomber, l'élevage en général va baisser et de nouvelles difficultés recommenceront avec la viande. Par exemple, nous nous sommes aussi adressés aux mineurs. Moi, en tant que Silésien, n'est-ce pas ?, je me suis adressé à mes copains et je leur ai dit : « *Aidez-nous ! Que voulez-vous, la situation est difficile, eh bien, aidez-nous ! Donnez plus de charbon,*

(21) L'augmentation concerne particulièrement le salaire minimum, auparavant de 700 zlotys, et augmenté alors de 10 % ; les pensions, augmentées de 30 à 100 zlotys par mois (30 zlotys correspondent à 400 grammes de beurre), et une prime unique de montant variable selon les usines.

donnez plus de coke, d'acier, nous essayerons de le vendre, et nous essayerons, avec cet argent, d'acheter ce blé supplémentaire, d'acheter une quantité supplémentaire de denrées alimentaires et de produits industriels nécessaires, n'est-ce pas ?, à notre société. »

En un mot, camarades, il y a des choses, comme vous le voyez, par-dessus lesquelles on ne peut pas sauter aussi brusquement que l'on voudrait, et cela, indépendamment de la bonne volonté, indépendamment des intentions sincères. Et moi, camarades, vous ne pouvez certainement pas m'attribuer de la mauvaise volonté. Je suis un ouvrier comme vous tous. J'ai travaillé dix-huit ans dans la mine, au fond ! Et savez-vous, on n'a pas besoin de m'apprendre à faire preuve de compréhension pour les problèmes de la classe ouvrière. Tous mes cousins travaillent dans les mines. Tous. Je n'ai pas, vous savez, de cousins ministres ou autres... Tous, ils bossent dans les mines. D'ailleurs, voici le camarade directeur, n'est-ce pas ?, lui-même y a travaillé et pourrait en dire aussi quelque chose. En un mot, la situation est difficile. Elle est vraiment difficile.

Alors, vous pouvez poser la question : ne pourrait-on pas faire une autre modification ? Ne pourrait-on pas, par exemple, arrêter certains investissements ? Car il est vrai que les investissements sont terriblement gonflés. Par exemple, un jour, nous avons analysé avec le camarade Piotr — le Premier ministre — cette hypothèse : dans le quinquennat où nous sommes entrés, ne pourrait-on pas arrêter certains investissements en cours et ne pourrait-on pas diriger ces fonds vers la consommation, vers les objectifs liés à la construction de logements, etc. ? Eh bien, camarades, de quelque côté qu'on se tourne, cela ne donnait rien ! Dans le dernier quinquennat nous avons 23 % du revenu national engagés dans les investissements. 50 % de ces investissements étaient gelés pour une longue période, car nous développons et développons toujours la base, l'énergie et les matières premières... Nous développons l'agriculture, n'est-ce pas ?, et ainsi de suite. Une série de ces investissements sont déjà commencés et leur arrêt, camarades, pourrait causer une perte inutile non pas de dizaines, mais de centaines de millions de zlotys. Et je dis que cette manœuvre freinant certains investissements est, de ce point de vue, impossible.

Il y a encore une autre chose, dont, disons, je voudrais parler, d'une énorme importance. Eh bien, dans ce quinquennat, nous sommes obligés de donner du travail à 1 900 000 jeunes gens, jeunes Polonais, 1 900 000 personnes viendront chercher du travail ! Dans ce quinquennat, camarades, nous nous trouvons au plus haut niveau de la crois-

sance démographique en ce qui concerne l'emploi (22). Déjà, dans le prochain quinquennat, il y en aura un demi-million de moins, car il n'y en aura plus que 1 400 000. Nous pourrions faire certaines corrections avec le temps, mais il n'est pas question d'un tournant fondamental. Nous ne le pouvons pas ! Nous ne le pouvons pas !

« Quel est le chemin pour sortir de tout cela ? »

Par rapport à cela, une question se pose : bien, mais quel est le chemin pour sortir de tout cela ? Nous, chers camarades, nous voyons une solution et nous voulons la réaliser avec conséquence ! Nous voulons, là où on le peut, faire ces investissements, ces modifications et ainsi de suite, mais nous voulons faire encore d'autres corrections, n'est-ce pas ?, nous voulons demander à nos amis, à nos camarades... à l'Union soviétique de nous aider. D'ailleurs, c'est pour cela que nous sommes allés en Union soviétique, le camarade Jaroszewicz et moi, n'est-ce pas ? L'Union soviétique, certainement, nous viendra en aide dans cette période difficile... Mais ce qui est *essentiel* (23) en ce moment, c'est de faire rendre au maximum toute notre économie, de telle manière qu'on puisse créer plus, qu'on puisse obtenir en échange de cette quantité supplémentaire de marchandises des moyens supplémentaires, nécessaires pour équilibrer ces disproportions qui sont apparues dans notre économie. Je pense ici à l'accroissement, disons, du potentiel économique, et à la croissance simultanée du niveau de vie. Et nous, camarades, nous avons déjà pris toute une série de décisions concernant, disons, ces... ces... nos engagements envers la classe ouvrière, pour toute la société. Nous les avons prises. Nous voulons accroître sensiblement la construction de logements ; nous avons demandé aux camarades soviétiques qu'ils nous fournissent plusieurs usines de construction de maisons. Nous avons demandé à la R.D.A. de nous fournir plusieurs usines de construction de maisons... D'ailleurs, on pourrait parler de bien d'autres choses encore que, dirais-je, nous avons déjà lancées ou bien que nous voudrions lancer dans le proche avenir afin d'équilibrer, comme je viens de le dire, ces disproportions qui sont... apparues dans notre vie, dans notre économie.

(22) Le quotidien du Parti, « Trybuna Ludu », écrivait le 15 février 1971 que le plan quinquennal pour 1971-1975 prévoyait qu'il y aurait à la fin de ce plan 500 000 à 600 000 chômeurs.

(23) Souligné par Gierk. Tout ce qui est souligné dans le texte l'est par les orateurs eux-mêmes, à part les citations.

« Vous devez nous croire... »

Mais la chose la plus importante, la plus importante — je le dis, camarades, vraiment en toute responsabilité —, la chose la plus importante est que nous fassions rendre au maximum notre économie, nos entreprises de telle manière que nous puissions extraire de ces entreprises sensiblement plus que maintenant. C'est pourquoi chaque jour de travail, chaque heure d'un travail solide nous est impérieusement nécessaire, impérieusement nécessaire ! Et vous, camarades, vous pouvez accueillir ça comme il vous plaira. Je veux vous dire qu'au moment où on nous a proposé ces fonctions que nous exerçons — à moi et au camarade Piotr Jaroszewicz — sachez que nous vous défendions. Moi... sans exagérer... Mais... écoutez ! En Silésie, je faisais de mon mieux pour que les proportions entre la croissance de la production et la croissance des conditions de vie soient maintenues là où c'était possible. Et moi, je peux demain retourner en Silésie, vous comprenez, et comme on dit, je peux, vous comprenez, marcher dans les rues la tête haute sans que personne ne me fasse de reproches pour mon activité (24). Même chose en ce qui concerne le camarade Piotr. Ce qu'il a pu faire, il l'a fait, honnêtement. On ne lui a pas donné les moyens d'en faire plus, n'est-ce pas ?... Lui aussi il peut partir, n'est-ce pas ?, et les choses seraient réglées... Mais pourtant, ce n'est pas là la question. La question n'est pas que nous partions. Car, imaginez-vous, si nous avions refusé, dans cette période d'épreuve pour notre pays... une chose terrible se serait passée. Camarades, il y aurait eu bain de sang. Il y aurait eu bain de sang dans tout le pays ! De toute façon, il y en a eu un. Et nous, camarades, nous rendons hommage à ceux qui sont tombés.

Mais, en même temps, nous nous rendons compte de ce qui se serait passé si nous n'avions pas accepté ces fonctions,

(24) Les ouvriers de Silésie ont été particulièrement engagés dans la lutte contre les conséquences de la hausse des prix et du chômage. Pendant toute l'année 1970 (et déjà bien avant), de nombreuses grèves ont éclaté dans les mines et les entreprises de cette province, la plus industrialisée de la Pologne. Des manifestations ont eu lieu aux mois de juillet, août et septembre 1970 contre la réforme dite des « *stimulants matériels* », consistant à lier le salaire et les primes au rendement, dans le cadre général de la politique dite de « *rentabilité* » (voir à ce sujet l'article de M. Varga : « *La Crise du Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon)* », dans « *La Vérité* » n° 544, 545 et 547). En décembre, la grève a été totale en Silésie. Les villes étaient encerclées, isolées les unes des autres, et chacune, comme la principale d'entre elles, Katowice, était investie par les blindés.

ce à quoi, camarades... je le dirai honnêtement, on nous a, en un certain sens, contraints. Que serait-il advenu de notre pays ? A quoi tout cela aurait-il abouti ? Car il y avait encore une autre alternative. On pouvait ne pas accepter... cette proposition et on pouvait, disons, continuer ce qui, disons, était fait. Seulement, à quoi tout cela aurait-il abouti, je ne sais pas, mais de toute manière la continuation était impossible. Impossible. En un mot, camarades, moi... vraiment je vous suis reconnaissant de ce que vous nous appuyiez, que vous nous donniez votre confiance. Mais en même temps, je vous en prie, en mon nom, au nom du comité central du Parti, au nom du camarade Piotr, qui certainement va lui-même prendre la parole, camarades, ayez en mémoire la situation dans laquelle se trouve notre patrie. Ayez en mémoire que *tout pas irréflechi*, même lorsqu'il y a des raisons — je vais en parler aussi —, que chaque pas irréflechi ne puisse pas servir à ceux qui ont amené notre pays à la situation dans laquelle il se trouve. Est-ce que vous savez que certains se réjouissent et disent : « *Et voilà, Gierek a accepté, alors qu'il boive cette bière (25) ! Jaroszewicz a accepté, eh bien, qu'ils boivent ensemble cette bière !* » C'est bien comme ça qu'on dit ! C'est comme ça qu'on dit. Et vous, camarades, que vous le vouliez ou non, vous aidez, vous aidez ceux qui ont amené ce pays à ce qu'il est maintenant. *Je vous le dis honnêtement*, moi je n'ai pas... comment dirais-je, moi je peux partir demain, demain je peux partir ! Mais comprenez quelle est la situation. C'est pourquoi si vous, camarades, vous me croyez vraiment — et nous n'avons pas de raisons de penser autrement —, alors vous devez nous faire confiance. *Vous devez nous croire*, croire que nous n'avons pas — comme Polonais et comme communistes — d'autre but dans la vie que celui de mieux servir la cause du socialisme.

Moi, camarades, j'ai 58 ans. Ecoutez ! Encore un an, encore deux, encore trois et j'irai, n'est-ce pas ?, à la retraite ; je peux encore toucher ma pension de la France et de la Belgique. Comme je vous l'ai dit, j'y ai travaillé dix-huit ans (26). Mais pourtant, on voudrait laisser, comprenez-vous, ce pays, disons, dans un état tel que ceux qui viendront après nous

(25) Proverbe polonais qui correspond à peu près au français : « *Il faut boire son calice jusqu'à la lie.* »

(26) Toute la presse présentait Gierek comme le symbole même du prolétaire au pouvoir : musclé, sportif (il a fait de la boxe), mineur de fond, gréviste dans les années trente en France, d'où il fut expulsé en 1934 pour la Pologne. De retour en France, il est à nouveau expulsé en 1937, cette fois en Belgique. Il revient en Pologne en 1948. C'est l'image qu'il aime donner de lui-même pour prouver ses liens avec la classe ouvrière.

ne soient pas obligés de répéter les mêmes erreurs. Pour que ceux qui viendront après nous — et il existe en Pologne des gens bien, des gens intelligents, et nous avons fait entrer au bureau et au secrétariat une partie de ces gens-là —, pour que ces gens-là puissent continuer ce boulot. Je veux vous dire que ce que nous avons fait jusqu'à présent à la direction n'est pas terminé. Certainement, il faudra encore corriger, certainement, il faudra encore perfectionner, certainement, il faudra éloigner de la vie du Parti et de l'État avec raison, calmement, dans l'atmosphère, disons, de la loi, tous ceux qui n'ont appris, camarades, qu'à exécuter les ordres venant d'en haut, qui sont contents de ne pas devoir penser, qui se réjouissent de ce que, comprenez-vous, étant donné qu'on leur a ordonné quelque chose, ils n'en sont pas responsables... Nous allons nous débarrasser de telles personnes. Seulement, ce n'est pas un processus pour aujourd'hui seulement. C'est un processus plus long. Car, camarades, on ne peut pas faire disparaître en quelques semaines quelque chose qui s'est développé pendant des années. Ce que nous avons fait jusqu'à présent, c'est le maximum que nous puissions nous permettre en ce moment ; aussi bien en ce qui concerne ces changements qu'en ce qui concerne aussi d'autres affaires. C'est le maximum.

Je vous promets que nous irons sensiblement plus loin, je vous promets que nous irons plus loin en ce qui concerne l'intégration de la classe ouvrière dans la gestion de l'État. De cela, vous pouvez être convaincus. Car cela n'est pas bien si des choses se passent, disons, qui témoignent que ça ne va pas bien chez nous avec ce qu'on appelle le pouvoir populaire — dans certains cas ; pas toujours, pas toujours ; mais dans beaucoup de cas, c'est comme ça. Nous allons faire cela. Mais en même temps, camarades, nous allons veiller à ce qu'il n'y ait rien dans ce que nous allons changer qui puisse mettre en danger notre système, qui puisse mettre en danger le socialisme, et qui puisse mettre en danger nos relations avec les pays socialistes. Car, camarades, on peut avoir des reproches envers tel ou tel homme, on peut limoger cet homme, l'exclure du comité central, du Parti ; on peut l'exclure aussi de son poste de travail. Mais on ne peut pas avoir de reproches à faire au socialisme ! Car le socialisme, camarades, c'est ce système qui a apporté à notre pays ce dont il dispose. Et, camarades, nous disposons vraiment de choses énormes. Et indépendamment de la critique de telle ou telle tentative, indépendamment de cette question importante que posent certains — « *La Pologne a-t-elle vraiment profité de sa chance ?* » —, moi je dirais aussi aux camarades : à coup sûr nous aurions pu faire beaucoup plus que ce que nous

avons déjà fait, mais *il ne nous est pas permis* de biffer ce qui a été fait. Il ne nous est pas permis de biffer ce que nous avons fait. Car si nous biffons ce que nous avons fait, nous serons en contradiction avec nous-mêmes. Nous nierons notre propre travail, notre propre effort, le fait que Szczecin est telle qu'elle est, le fait que c'est la plus belle ville de Pologne, c'est, camarades, le travail de vos mains, c'est le travail des mains et des esprits de notre nation. *Et il faut en être fier !* Et simultanément, tout en étant fier, il faut penser à ce qu'il nous faut faire encore, comment mieux exploiter nos réserves pour que dans ce Szczecin les choses aillent mieux, pour que les hommes vivent mieux, etc.

Ce sont, camarades, des choses difficiles. Aujourd'hui, à cette occasion, nous ne parlons que de certains problèmes de notre vie. D'une vie très complexe... très complexe. Quant à moi, camarades, je peux dire que dans ma courte vie — car je pense que 58 ans, c'est néanmoins peu —, disons que, dans cette courte vie, c'en est assez... Il y en a trop de ces... ces difficultés diverses qu'on a vécues, n'est-ce pas ? On a trop vécu de ces difficultés. Quoi qu'il en soit, je voudrais vraiment vous en prier cordialement, camarades, soyez compréhensifs, ne rendez pas notre travail encore plus difficile, notre volonté de sortir rapidement de ces difficultés dans lesquelles s'est empêtré notre pays, notre économie, encore plus difficile à accomplir.

Nous voulons aboutir, camarades — comme je viens de le dire —, à une étape où nous pourrions dire : voilà, le chemin est tout droit, continuez tout seuls, jeunes gens ! Et vous, vous devez nous y aider. Vous devez, camarades, nous aider. Et ici on n'aidera pas avec des mots, on n'aidera pas avec, comprenez-vous, telle ou telle résolution, on aidera par des actes concrets.

Parler de « joug soviétique », « c'est frapper ce qui est la chose fondamentale dans notre existence... »

Je parlais ici de notre amitié avec l'Union soviétique, camarades. Je dois vous parler — oh ! je ne l'ai pas ici, où est-ce que je l'avais ? je verrais tout de suite — d'un, disons, document qu'on m'a remis aujourd'hui. C'est une ballade de Szczecin. Je ne sais pas qui l'a écrite, je ne veux ni chercher à le savoir — ce serait trop — ni faire se réjouir celui qui, comprenez-vous, a ainsi écrit... Mais, camarades, il y a là des accents qui, à mon avis, n'aident pas notre cause, n'aident pas notre patrie, ne nous aident pas, c'est-à-dire moi et le

camarade Jaroszewicz. On dit ainsi : « *(Une phrase inaudible.) On nous a tué nos pères, nos enfants, nos mères, etc. On les enterrait la nuit comme des animaux sans parti. Et tout cela parce que le Polonais lutte pour la liberté, et non pas pour le joug soviétique.* »

Camarades, enfin si vous voulez savoir, à propos de cette fusillade, en laissant de côté le comment de tout cela, comprenez-vous, comment les choses se sont passées avec cette fusillade, n'est-ce pas ?... moi je vous ai déjà dit que, non seulement nous réprouvons ces choses-là, mais nous nous en dissociions ; nous nous en dissociions catégoriquement. C'est entre autres choses pour cela que je suis chez vous, pour se mettre d'accord, comprenez-vous ? Je n'ai pas peur de vous, camarades. Je n'ai pas peur, dans ce sens que vous savez qui je suis, n'est-ce pas ?, un ouvrier, et que si nous ne nous mettons pas d'accord, alors qui le fera ? Mais ne faites pas de telles choses. *(Applaudissements.)* Car les camarades soviétiques, les camarades *soviétiques*, au moment où les choses sont devenues graves, lorsque la tension en Pologne a été, disons, extrêmement élevée, le camarade Brejnev a téléphoné au camarade Gomulka et l'a averti. Il a dit : « *Il y a des conflits chez vous, solutionnez-les par les voies politiques et à l'aide de la persuasion.* » Lorsque cela s'est avéré encore pas assez convaincant, les camarades soviétiques ont envoyé une lettre officielle, une lettre du bureau politique du P.C.U.S. à notre bureau. Entre parenthèses, moi, j'ai reçu cette lettre seulement après le 7^e plénum, quelques jours après le 7^e plénum. Mais il existe une telle lettre à notre bureau de la part des camarades soviétiques qui... dans cette lettre ont dit qu'on ne peut pas... régler ces affaires... par une voie, disons, autre que, disons... politique, économique, etc. C'est pourquoi, vous savez, cette façon de parler, cette façon de parler, c'est, vous savez... c'est de la propagande. C'est, vous comprenez, frapper ce qui est la chose fondamentale dans notre existence, ce qui, disons, va décider... ce qui décidait et continuera à décider de notre développement. Je passe sur ce blé, sur ce fer et bien d'autres choses encore que nous recevons — bien qu'il nous faille le payer —, que nous recevons de l'Union soviétique. Je passe sur bien d'autres considérations de nature économique, mais nous, camarades, nous vivons dans un pays où il y a plus de 600 000 tombes soviétiques. Six cent mille hommes ont péri pour libérer notre pays. Et Szczecin entre autres ! Pas loin d'ici, camarades, il y a un immense cimetière soviétique. Il faut se souvenir de ces choses au moment où on écrit de pareilles histoires. Je sais que ce ne sont pas les ouvriers honnêtes, que ce ne sont pas les Polonais honnêtes qui écrivent de pareilles choses. Et

ce n'est pas à vous que j'en veux. Je vous en veux uniquement parce que parfois vous vous laissez entraîner, vous savez, par de telles histoires, par une telle, disons, littérature qui, pour nous, Polonais, ne nous apporte rien de bon et, comme on dit, ne nous fait pas une bonne renommée. Cela ne favorise pas non plus notre amitié avec l'Union soviétique. Mais ce qui m'a vraiment vexé, camarades, c'est le fait qu'ici encore on utilise ma personne. Vous comprenez, c'est avec le nom de Gierek sur les lèvres qu'on écrit de pareilles histoires. Car on dit ici ceci (*Il cherche le passage, puis cite.*) : « *Il n'a pas voulu donner de pain aux villes polonaises (Une phrase inaudible.), mais le Polonais sait qu'il descend des Piast (27) et a nommé Gierek comme chef.* »

Vous savez, si l'on parle ici des chefs, n'est-ce pas ?, je n'ai jamais aspiré à devenir chef, n'est-ce pas ?, et je ne me sens pas comme un chef, mais comme un communiste qui, comme on dit, donnera à son peuple tout ce qu'il sait, tout ce dont il est capable. Mais si l'on parle de chef, camarades, alors, moi, je ne veux pas être un tel chef. Je ne veux pas et je ne serai pas un tel chef. Et, vous savez, je ne veux pas qu'on usurpe mon nom. Je n'ai rien de commun avec des gens comme ça, rien de commun. Et je pense que vous non plus, camarades, vous n'avez rien de commun avec de tels gens ! Car autrement, camarades, ce serait vraiment mal, ce serait vraiment mal.

Maintenant, si vous le permettez, à propos des affaires concernant vos revendications. Je m'excuse vraiment, mais j'ai dû en parler très peu. Bien que ceci se trouve dans le point qui a été écrit ici, j'ai dû parler de certaines choses pour que vous sachiez combien c'est difficile pour nous ; pour que vous sachiez que chacun de nous aurait préféré travailler comme vous, vous comprenez, à la machine, et ne pas avoir tous ces soucis en tête. Je l'aurais préféré. Moi, camarades, je peux vous dire que j'ai toujours traité mon travail au Parti — et cela fait déjà quarante ans que je suis communiste, membre du Parti —, j'ai toujours traité mon travail comme, disons, une affaire d'idées et jamais — d'ailleurs chaque communiste peut en dire autant à propos de lui-même —, jamais je n'ai pensé que c'était un moyen, comme on dit, de faire carrière. Moi, je ne faisais pas carrière et je ne ferai pas carrière. Et je dis que j'aurais préféré — ainsi que le camarade Giersz (28) qui est, par sa profession, instituteur

(27) Dynastie légendaire, qui serait à l'origine de la Pologne.

(28) Un des membres de la délégation, ministre de la Construction.

et économiste, aurait préféré se mettre, n'est-ce pas ?, à son poste de travail et ne pas avoir tous ces soucis — de même moi, pourquoi pas ?, j'aurais préféré ne pas avoir tous ces soucis. Mais, disons qu'il y a dans la vie des situations données. Et on nous a mis à ce poste pour sortir le pays de cette situation difficile. C'est pourquoi, camarades, je vous ai honnêtement présenté les choses telles qu'elles sont et, disons, quelles sont les difficultés ainsi que la façon dont nous voyons comment nous allons travailler dans la période la plus proche.

« Il n'y a pas de retour possible aux prix... d'avant le 12 décembre 1970. »

Vous demandiez l'abaissement des prix des denrées alimentaires au niveau du 12 décembre 1970. Est-ce que vous demandez aussi que nous reprenions ces 8 milliards 400 millions de zlotys ? Il faut le dire carrément. (*La salle : oui, oui.*) Attendez, camarades, attendez. En votre propre nom, vous pouvez dire ainsi. Mais, ne parlez pas au nom de ces 5 millions d'hommes qui ont reçu cet argent. Ne parlez pas en leur nom ! Car c'est bien 5 millions de personnes qui ont reçu des augmentations. Et combien d'enfants encore, n'est-ce pas ?, qui ont reçu ces suppléments. Cela est une partie du problème. Mais il y a aussi un autre aspect. Car, chers camarades, c'est tout un système complexe. Car, vous comprenez, si l'on voulait revenir sur cette mesure, alors nous aurions plongé notre économie encore une fois dans le chaos. Encore une fois dans le chaos ! C'est pourquoi il n'y a pas de retour possible. Il n'y a pas de retour, je le dis en toute responsabilité.

Ce que nous avons fait jusqu'alors, ce fut de donner 8 milliards 400 millions de zlotys, nous avons gelé les prix pour que cela ne tourne pas, de sorte, vous comprenez, qu'on a donné, n'est-ce pas ?, cet équivalent, mais qu'en même temps, on n'a pas mis de freins qui auraient freiné les hausses cachées de prix (29). Nous l'avons fait. Nous avons fait cela ! Et dans la perspective nous essayerons de traiter les affaires dans l'ordre. Et il n'est pas du tout exclu que nous en venions aussi aux prix. Mais pas de la façon que

(29) Phénomène extrêmement répandu en Pologne de remplacement de certains articles par d'autres plus chers, sans qu'il y ait changement de qualité, ou de diminution du poids, ou de modification de la composition d'une marchandise sans changement de prix.

les camarades imaginent. Je ne sais pas quand cela aura lieu, mais nous reviendrons aussi à ces affaires-là. Car nous devons avoir de quoi... nous devons avoir les moyens nécessaires, n'est-ce pas ?, pour donner.

Car si nous, camarades, par exemple, nous augmentons les salaires et que nous n'avons pas une quantité suffisante de marchandises sur le marché, alors, il y aura une situation où il y aura l'argent, sauf qu'on ne pourra rien acheter avec cet argent. Il y aura inflation, il y aura la peur. C'est pourquoi je vous le dis : ce sont des choses irréversibles. Et à présent, ce premier pas que nous avons fait, très important — très important ! —, il a été fait, et nous allons penser comment, disons, continuer à rattraper ces choses. Mais nous devons le faire ensemble ! Car, camarades, personne ne nous versera rien à partir du vide, personne ne nous versera. Et certainement personne ne vous versera dans les conditions de nervosité, dans les conditions d'arrêt de travail, dans les conditions, disons, de cessation de création de biens matériels. Les mineurs donneront 900 000 tonnes de charbon en surplus. Je vous ai expliqué à quoi il nous serait nécessaire. De même, les sidérurgistes donneront de l'acier, du coke, etc. Et vous, camarades, réfléchissez combien vous aviez donné jusqu'à maintenant, pour ce mois-ci. Disons que ça n'a pas l'air d'aller trop bien, ce n'est pas très bien jusqu'à présent. C'est pourquoi je vous dis : il n'y a pas de retour possible aux prix des denrées alimentaires d'avant le 12 décembre 1970. Voilà la réponse à la première question. (*Des voix dans la salle : Attendez... attendez... attendez. Bruits et voix mêlés.*)

LE PRESIDENT. — Gardons notre calme, gardons notre calme... Après l'intervention du camarade Gierek... (*Bruits croissants, des voix s'élèvent.*)

GIEREK. — Camarades, si vous jugez que... (*Voix dans la salle.*)... que... s'il vous plaît.

UN OUVRIER ANONYME. — (*Mots incompréhensibles.*) Alors, moi, j'ai la proposition suivante. (*Gierek : J'écoute...*) Que nous prenions l'engagement... (*Le président : Du calme, du calme. Asseyez-vous. Il faut qu'il y ait de l'ordre.*) que nous rattrapions cette perte. Mais ce n'est pas... (*Mots incompréhensibles.*)

GIEREK. — Camarade, il n'y a pas de retour possible à la situation antérieure. Pas de retour ! Vous pouvez... camarades, vous pouvez ne pas être d'accord avec moi. Mais moi, je vous mets carrément en face des problèmes et je vous dis : il n'y a pas de retour ! Il n'y a pas de retour !... Le travail ? S'il vous plaît, pourquoi pas ? Plus vous allez don-

ner, camarades, plus il y aura à répartir. Là, je suis d'accord avec vous. Et vous pouvez être convaincus que tout le fruit de votre travail reviendra chez vous. Reviendra au peuple. Je le dis en toute responsabilité (30).

Le deuxième point concerne... Je vais lire :

« Conformément à la volonté des travailleurs, qui s'est exprimée dans toutes les réunions ouvertes à tous les ouvriers tenues dans les ateliers, nous exigeons des élections immédiates et légales aux instances syndicales, aux conseils ouvriers ainsi que, comme l'exige la majorité des membres du Parti, des élections démocratiques dans les organisations du Parti et de la jeunesse, au niveau des ateliers et de l'entreprise. Nous exigeons que les autorités régionales des organisations sus-mentionnées nous donnent des garanties quant à la mise en application de ce point dans des délais rigoureusement fixés. »

Moi, je suis absolument pour. Si vous le voulez. (*Applaudissements.*) Et souvenez-vous-en. (*Applaudissements.*) Je propose que, dans les jours qui viennent, dans deux, trois jours, le premier secrétaire du comité de voivodie, le camarade Oblubek, présente à propos de cette affaire... disons... un plan, ou alors qu'il parle aussi avec les camarades et que... que l'on puisse définir où, quand et comment. Comme vous voudrez. Il y a des camarades ici... Par exemple, j'ai eu le plaisir de parler avec le camarade assis ici ou présidium (31). Pourquoi pas ? Que de tels camarades entrent au conseil d'entreprise, à la conférence d'autogestion ouvrière (32). Pourquoi pas ?... et bien d'autres encore parmi vous qui êtes assis dans la salle. Qu'ils entrent. Indépendamment du fait qu'ils soient membres du Parti ou pas. Pourquoi pas ? (*Applaudissements, ovation.*) Mais, mais camarades, après avoir introduit aux instances dirigeantes ces camarades qui seront élus démocratiquement et conformément aux désirs des travailleurs, vous devrez écouter ces camarades. Et sans ces autorités il ne vous sera pas permis, camarades, de faire des histoires, qui à leur tour pourraient mettre à bas le prestige de ces autorités. (*Applaudissements.*) Si oui, alors nous sommes d'accord dans cette histoire.

Troisième point. Vous dites ceci :

« Nous exigeons le paiement aux travailleurs pour la durée de la grève. »

(30) Le 15 février 1971, Gierek n'en ramènera pas moins les prix au niveau d'avant le 12 décembre 1970 sous la pression de la grève générale déclenchée par les ouvrières du textile à Lodz et de la reprise des grèves dans l'ensemble du pays.

(31) Il veut parler de Baluka, président du Comité de grève.

(32) Voir la note 10.

Et de nouveau vous pouvez vous fâcher contre moi et vous pouvez dire que... d'ailleurs un des camarades vient de me poser la question : « *Et vous, étiez-vous payés lorsque vous faisiez grève ?* » Et moi, je lui ai répondu que lorsque, moi, je faisais grève, ça dépendait. A la fin d'une des grèves, j'ai été arrêté, n'est-ce pas ?, j'ai été en prison, et puis on m'a expulsé en Pologne (33). Ce sont des choses désagréables, camarades, n'est-ce pas ? Je pense qu'en général nous ne devrions pas du tout accepter de telles exigences. Nous ne devrions pas accepter. Car rappelez-vous : d'autres travaillent, tout le pays, disons, travaille (34). Et vous, vous faites grève... Et cela dans une situation où *il faut nous aider*. Dans des conditions où — comme vous l'écrivez — vous voulez nous aider. Mais non. Vous faites grève. Par conséquent la proposition que je fais est la suivante, sous réserve de l'accord du Premier ministre : si, jusqu'à la fin du mois, vous réalisez le plan, d'accord. Est-ce que vous réaliserez le plan jusqu'à la fin du mois ? (*Silence dans la salle.*) Camarade directeur, qu'est-ce qu'il y a comme possibilités ?

LE DIRECTEUR. — Il y a des possibilités dans ce sens, mais c'est toute la salle qui doit se prononcer ici, pour que je sache si j'ai l'appui de tous. (*Applaudissements.*) Passez-moi les chiffres de réalisation... (*Mots inaudibles.*) Nous avons 1,5 % de retard.

GIEREK. — 1,5 % ? (*Bruits dans la salle.*) Ça ira ? Vous tiendrez ? (*Voix : nous tiendrons.*) Camarades, faites comme bon vous semble. Après l'accord du Premier ministre... entendu ! Il faut payer, sauf que le plan doit être réalisé. Le plan doit être réalisé. (*Applaudissements.*)

Point suivant.

« *Nous exigeons que la direction de l'entreprise et les autorités nationales donnent aux grévistes et aux membres du Comité de grève la garantie d'une entière sécurité personnelle à l'intérieur de l'entreprise et de ce qu'aucune poursuite ne sera exercée contre eux.* »

Je suis absolument d'accord avec ça. Le camarade disait qu'il y avait quelque chose d'incorrect dans les histoires antérieures. Le camarade Szlachcic (35) est ici présent. J'ai donné l'instruction au camarade Szlachcic d'examiner cette question. Si quelqu'un a été arrêté sans raison, si quelqu'un, disons, a été arrêté pas comme... alors il faut éclaircir l'affaire, etc. Néanmoins, ici aussi, ici aussi... je voudrais

(33) Voir la note 26.

(34) C'est faux, car, au moment où Gierek parle, la grève continue à Gdansk, à Gdynia et dans toutes les villes du nord.

(35) Ministre de l'Intérieur.

dire également aux camarades la chose suivante. Si on veut faire croire que tous ceux qui pillaient et incendiaient ont été arrêtés sans raison... (*Indignation dans la salle.*) Non !... Donc c'est clair, c'est clair. (*La salle : C'est clair, c'est clair !*)
Camarade Szlachcic ?

SZLACHCIC. — Bon.

GIEREK. — Bon. (*Applaudissements.*) Bien.

Cinquième point.

« *Nous exigeons la venue sur place...* » Nous voilà !
(*Applaudissements.*)

Sixième point.

« *Nous exigeons des informations honnêtes sur la situation politique et économique...* »

Cela suffit-il, tout ce que je viens de vous dire ? (*Confusion dans la salle, des voix : Non, non, autres voix, bruits.*) Comment ? Attendez, attendez... Il s'agit ici de ce que la presse, la radio et la télévision ne peuvent pas inventer, vous comprenez, des choses qui n'existent pas. Nous donnons des informations sur les travaux du bureau politique et du secrétariat. Cela n'a jamais été fait dans l'histoire de notre Parti. Et nous le faisons, camarades. Je dirais plus. Par décision... du chef du gouvernement, un porte-parole du gouvernement sera nommé dans les jours qui viennent, qui va informer officiellement sur les travaux du gouvernement et sur toutes les démarches de notre gouvernement, de nos autorités. Cela aura lieu prochainement... disons dans environ trois semaines, il sera, n'est-ce pas ?... il commencera ce travail. Donc, nous introduisons l'institution du porte-parole, qui va informer sur les travaux du gouvernement, sur les travaux de notre Etat. En ce qui concerne le Parti, nous donnons de telles informations. Dernièrement, vous comprenez, il y en a même eu trop de ces informations, camarades. (*Voix : des fausses !*) Attendez, attendez, camarades, comment est-ce qu'on peut parler ainsi ?... Fausses... fausses. Moi je ne parle pas de fausses informations, mais de celles que nous donnons. Est-ce que ce que nous disons est faux ? Nous avions parlé de 7 milliards, nous avons donné 8 milliards 400 millions. Est-ce que c'est faux, cela ? (*Cris dans la salle, bruits, voix.*)

LE PRESIDENT. — Camarades, je vous demande de garder votre calme. Les plus hautes autorités sont venues ici aujourd'hui... Comprenons cela et gardons notre calme. Chacun pourra prendre la parole.

GIEREK. — Vous voulez dire, camarades... Je sais ce que vous voulez dire. Il s'agit pour vous... pas de l'information sur la situation politique et économique du pays, mais de ce qui se passe à l'intérieur de vos chantiers, de ce qui

se passe dans votre ville. Nous sommes pour qu'on informe, mais nous ne sommes pas, camarades, pour qu'on informe, vous comprenez, de tous les détails que n'importe qui jugerait indispensable, vous comprenez, de donner, n'est-ce pas ? Il y a un certain cadre, vous comprenez, qui doit être maintenu. Je ne veux pas dire par-là qu'il ne faut pas, vous savez, élargir le champ de cette information. Seulement n'exigez pas, vous savez, de démocratie, n'est-ce pas ?... comme on dit... pour tous — et pour les amis et pour les ennemis. N'exigez pas une telle démocratie de nous. Nous allons informer sur tout ce qui va concerner les hommes, qui va concerner, disons, votre vie, etc. Par contre, nous n'allons pas informer de tout ce qui intéresse nos ennemis. Mais c'est déjà une autre question (36). Par contre, quant à ce... disons... ce que vous dites ensuite, à savoir : « *Nous exigeons des informations correctes* », puis vous parlez des engagements pris dans la tuyauterie, dont vous exigez la rectification, qu'elle devrait paraître dans ces mêmes organes d'information de masse qui ont publié cette nouvelle, qu'il faut prendre des sanctions à l'encontre des personnes qui ont donné cette information, etc.

Camarades, je voudrais vous dire la chose suivante. Que moi, je suis pleinement d'accord que l'engagement doit être décidé concrètement. Nous n'avons pas besoin d'engagements sur le papier, des engagements à la mie de pain. Nous n'avons pas besoin de tels engagements. J'ai déjà éclairci cette affaire avec les camarades du comité de voïvodie. On m'avait dit qu'en réponse à l'appel des mineurs, des sidérurgistes et des ouvriers du bâtiment (37), cet engagement avait été pris par des brigades (38) déterminées dans le département et pas par le département tout entier. Si, camarades, dans tel ou tel secteur, un engagement était pris par un seul homme et non pas par une brigade, alors allez-vous lui reprocher cela ? Non, on ne peut lui en vouloir. Il faut se réjouir de ce qu'un homme ou une brigade veulent aider le pays et ne pas leur faire des reproches. Pas de reproches ! Si la mention

(36) Aucune information n'a été publiée dans les organes de presse à diffusion nationale sur la situation dans les usines ni sur les revendications des ouvriers. Même les articles de la presse locale de Szczecin et de Gdansk (plus substantiels pour des raisons évidentes) ne sont pas reproduits ailleurs. Par contre, un grand tapage est fait autour des « *engagements de production* » pris dans tous les coins du pays.

(37) Le soi-disant « *appel des mineurs et des sidérurgistes à un effort accru pour dépasser les objectifs du plan* » n'est naturellement qu'un bluff de la propagande.

(38) La plus petite unité d'organisation des ouvriers au travail dans l'entreprise.

y a été faite d'un département, alors ce n'est pas correct. Mais si on y parlait de brigades alors, camarades, il ne faut pas en faire grief. Plutôt, faites-vous reproche à vous-mêmes que ce n'est pas tout le département, tous les chantiers, n'est-ce pas ? Ou reprochez-vous que ces engagements n'aient pas été, disons, plus massifs, etc.

Moi... j'ai déjà tellement expliqué combien nous avons besoin de cette aide. Et vous, tout d'un coup, vous me sortez ces histoires... n'est-ce pas ?... Moi, je ne sais pas, peut-être, effectivement, c'étaient des engagements plus nombreux. Dites, camarade (*Nom inaudible.*), comment était-ce avec ces engagements ?

UN INTERLOCUTEUR ANONYME. — Moitié, moitié, camarade secrétaire. Néanmoins, une petite rectification serait bien opportune.

GIEREK. — Et avec ces engagements, c'était comment ? (*Des voix dans la salle.*) Attendez, attendez...

BALUKA, *président du Comité de grève.* — Ouvriers, je vous en prie. Tout se passait si bien jusqu'ici. Dans ce moment le plus important... écoutez-moi, soyez vraiment...

GIEREK, *interrompant.* — Bien. Alors, si vous pensez qu'il faut un rectificatif, disant que ces engagements n'avaient pas été pris d'une manière formelle et qu'ils... ne concernent pas... toutes les... brigades et qu'au nom des brigades c'étaient des personnes qui les avaient pris, alors je propose qu'on écrive que c'étaient des hommes qui avaient pris ces engagements. Et que ce n'était pas la brigade, mais des personnes déterminées. (*Applaudissements.*) S'il vous plaît. Non pas la brigade, mais des personnes déterminées et qu'on écrive que ce n'est pas la brigade mais celui-ci ou celui-là ou un autre qui a pris l'engagement, etc. Mais, camarades, à cette occasion je voudrais parler encore d'une chose. Si, contre ces camarades qui avaient pris ces engagements, vous commenciez à employer de mauvaises méthodes, vous savez, des méthodes discriminatoires, alors ce ne serait pas bien. Car chacun a le droit de servir la patrie de la manière qu'il estime juste. Je considère que, vous aussi, vous devriez prendre des engagements individuellement, par brigade ou par atelier, de façon, vous comprenez, qu'ils constituent une dotation pour nous, pour la direction.

Bien, alors nous sommes d'accord : on rectifie et on parle des hommes qui avaient pris ces engagements. C'est entendu, oui ? (*Silence dans la salle, quelques voix indécises.*) Alors ? (*Silence.*) Une telle rectification, pourquoi pas ?

Maintenant, quant à la publication de vos revendications dans la presse locale d'ici au 25 janvier, etc. Moi, je pense,

camarades, que c'est inadmissible. Vous voulez tout à la fois. Oui ? (*Voix dans la salle.*) Alors... (*Une voix.*)... Alors quoi ? Ce point ? Ce point d'accord. S'il vous plaît, s'il vous plaît. C'est-à-dire cette chose concernant ces engagements ? S'il vous plaît, s'il vous plaît...

Maintenant le dixième point.

« Nous exigeons que les autorités régionales du Parti et des syndicats, ainsi que la direction de l'entreprise, garantissent à la commission ouvrière émanant du Comité de grève la possibilité de mener son activité à côté du conseil d'entreprise et du conseil ouvrier, jusqu'à ce qu'aient lieu les élections légales dont il a été question au point 2. »

Et vous dites ensuite :

« La possibilité de mener leur activité pour les membres de la commission ouvrière devrait comprendre... » et ici : « La garantie de leur sécurité personnelle dans l'entreprise », etc., « disposition exclusive du réseau radiophonique, délégation des membres de la commission ouvrière ayant pour but de veiller à l'exécution du point 2 de la présente liste des revendications », etc.

Eh bien, moi, camarades, je pense ainsi : qu'il y a la direction de votre établissement, il y a le directeur et il y a l'organisation du Parti et des syndicats telle qu'elle est. Dans les prochains jours, il faut aboutir à l'élection des nouvelles autorités du Parti, des syndicats et de la jeunesse. Et je dirais aussi... je veux même élargir cela. Il faudra coopter aux K.S.R. (Conférences d'autogestion ouvrière) un certain nombre de camarades... du Comité de grève, pourquoi pas ? s'il vous plaît, et bien d'autres camarades, qui vont non seulement assurer l'exécution de tout cela, mais qui, tout seuls, vont exécuter ces décisions. Car en effet que voulez-vous ?... (*Applaudissements.*) Il s'agit, il s'agit, camarades — nous en avons déjà parlé avant —, il s'agit de ce que vous devez vous sentir responsables de ce qui va se passer dans l'entreprise, vous devez vous sentir responsables de ce que vous produirez et de ce qui sera réparti. Et ici, il n'y a pas d'autre voie. Vous comprenez, s'il advient quelque chose de mauvais, alors que les camarades n'en veulent pas aux autorités élues en toute légalité. Il y a chez nous le Parti et, s'il vous plaît, il y a aussi des membres du Parti, que les membres du Parti discutent à leurs réunions *du Parti*, vous comprenez... et je pense que ça ne devrait pas être comme ça, vous savez, qu'on devrait faire des réunions du Parti ouvertes. Il faut qu'il y ait la réunion du Parti et, à la réunion du Parti, on doit laver son linge sale de telle sorte que les camarades disent tout ce qu'ils ont à se dire — sans la participation des sans-parti. Et là il faut élire des

autorités du Parti, vous comprenez, celles qui vont réaliser, disons, toutes ces revendications, vous comprenez, résultant, n'est-ce pas ?, des tâches de l'entreprise et des devoirs envers le collectif, dans la mesure des moyens dont vous disposerez, etc.

Mais je vous préviens, camarades. Qu'on ne compte pas sur des cadeaux du père Noël. Je vous ai parlé des difficultés. Il faut utiliser et faire valoir les moyens dont vous allez disposer, de telle sorte que tout marche, que tout marche. La même chose en ce qui concerne les syndicats. S'il vous plaît, pourquoi pas ?, commencez par les organisations d'atelier, par les ateliers. Choisissez, n'est-ce pas ?, conformément aux statuts du Parti, aux statuts des syndicats, élisez vos délégués, élisez vos autorités, n'est-ce pas ?, etc. Sauf qu'il faut que règne l'ordre et que tout marche. Et lorsque tout va bien marcher, il faudra encore coopter aux K.S.R. un nombre nécessaire de camarades, afin qu'il y ait un corps important d'ouvriers, qui, avec la direction, réfléchissent comment mieux travailler et, avec la direction, à la question de savoir comment prendre ces moyens qui seront produits par vous. Conformément aux lois de l'Etat. Conformément aux lois de l'Etat !

Je dirai plus. Nous sommes intéressés à ce que vous le fassiez le mieux possible. Et peut-être que ce que vous ferez sera un exemple à transposer aux autres entreprises. Vraiment, nous sommes intéressés à ce que de bons ouvriers, de bons contremaîtres, de bons chefs de brigades fassent partie des autorités, qu'ils dirigent activement, disons... le travail de cette organisation. Qu'ils réfléchissent, vous savez, sur ce qu'il faut faire pour que la production marche bien. Tout en prenant toujours en compte les intérêts, dirai-je, de notre Etat et les intérêts de notre société.

Le dernier point concerne les organes de sécurité. Vous écrivez :

« Nous exigeons que les organes de sécurité cessent sur-le-champ de harceler, menacer et arrêter les travailleurs qui prennent part à la grève. La grève n'est pas un délit, car elle n'est interdite nulle part. »

Pour fait de grève, camarades — nous en avons déjà discuté à part —, si quelqu'un a été arrêté pour fait de grève, il est clair qu'il faut tout de suite le relâcher. Tout de suite, il faut le relâcher, vous comprenez, si... si un tel cas s'est produit. Sauf que je dis, camarades..., nous n'allons pas relâcher ceux qui ont commis d'autres délits que la grève. Si quelqu'un a volé, si quelqu'un a commis des actes de brigandage, ceux-là, nous n'allons pas les relâcher. Pour fait de grève, le camarade Szlachcic vous l'a déjà promis ici, il a

notre ordre et personnellement il s'occupera de cette affaire, personnellement il s'occupera de cette affaire (39).

Et maintenant camarades, ce sera là, à vrai dire, tout ce que je vous ai répondu. Je comprends que certaines réponses ne vous ont pas satisfaits. Et je suis conscient que je ne pouvais pas vous satisfaire, que vous voulez obtenir quelque chose, que vous avez, n'est-ce pas ?... que... et ces décisions qui, disons... je sais... c'est difficile d'appeler ça devoir, on s'est expliqué, n'est-ce pas ?, etc. Sauf que je vous prie très sincèrement de nous tendre la main, de comprendre la situation dans laquelle nous nous sommes trouvés. Et que — si vraiment vous voulez nous aider — que vraiment camarades vous vous mettiez solidement au travail — car vous êtes capables de faire du bon travail — et que, dans un proche avenir, nous puissions nous rencontrer à une autre occasion dans... une telle... réunion, dans un meeting et que nous puissions parler ensemble de ce qui a déjà changé dans la vie de notre Etat et de notre peuple. Que nous puissions parler de nos projets dans l'amélioration de notre vie. Et si, camarades, vous nous aidez en cela, alors, moi, je vous promets encore une fois qu'en ce qui nous concerne, nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au Premier ministre, le camarade Jaroszewicz.

JAROSZEWICZ — Estimés camarades, je voudrais vous fournir quelques détails — mais des détails très importants que vous devez connaître — concernant notre situation économique. Pourquoi je prends une telle position et pas une autre ?

« Dans le plan pour l'année 1971... nous n'arrivions pas à l'équilibre. »

Dans le plan pour l'année 1971, qui fut accepté par la direction antérieure, nous n'arrivions pas à l'équilibre, le fonds des salaires et des traitements n'était pas couvert par des marchandises. Comme vous le savez, le camarade Gomulka a annoncé au 6^e plénum que la politique de hausses des prix serait continuée. Donc, on admettait qu'en 1971 il n'y

(39) Les détenus n'ont pas été libérés. En juin encore, l'agitation régnait à Szczecin et à Gdansk et des grèves éclataient contre les procès qu'on voulait tenter à des dirigeants des grèves comme Janusz Kaminski à Gdansk, porté sur la liste des morts, mais, en fait, condamné par un tribunal d'exception à vingt-cinq ans de prison !

aurait pas d'accroissement du salaire réel. Nous avons rejeté cette prévision. C'est pourquoi l'établissement de l'équilibre du marché ne concerne pas uniquement la somme de huit milliards et demi de zlotys que nous avons donnée à cinq millions de personnes en Pologne, mais il concerne également l'autre partie, à savoir l'établissement de l'équilibre entre toutes les dépenses pour le fonds et tous les revenus de la population, tout particulièrement les revenus de la classe ouvrière.

D'où il ressort que nos tâches dans le domaine de la production des biens de consommation sont sensiblement plus élevées que huit milliards et demi. Et maintenant, de quoi disposons-nous ? Je ne veux pas en faire un mystère ; nous avons dû emprunter du saindoux en Tchécoslovaquie. Car, si nous ne l'avions pas emprunté, nous aurions provoqué alors une crise dans l'approvisionnement du marché en saindoux. De l'Union soviétique nous avons reçu — en plus de ce qu'elle nous fournit dans le plan de 1971 — 12 000 tonnes d'huile végétale douce pour la production de margarine. Et si nous ne l'avions pas reçue, alors il y aurait eu une crise de l'approvisionnement du pays en margarine, car, de nouveau, nous n'aurions pas de dollars pour l'achat de ces matières grasses indispensables à la production de margarine, et nous ne les aurions pas achetées. Il en est de même avec la question de la viande. L'intention de l'ancienne direction était de diminuer sensiblement la consommation de la viande en 1971 par rapport à 1970. En 1971, pour pouvoir vendre à la population la même quantité de viande qu'en 1970, nous devons acheter plus de 60 000 tonnes de viande. Avec quoi (40) ?

Nous faisons un grand effort pour l'exportation, mais il faut augmenter la production pour l'exportation afin de couvrir cette dépense. Pourtant, ce n'est pas ici que se termine la liste des marchandises que nous devons acheter pour maintenir l'approvisionnement du marché à un niveau acceptable et pas plus bas qu'en 1970. Vous savez bien qu'on a limité les achats de cacao. Et le cacao, ce n'est pas un article pour les gens riches, consommé par des gens riches. Car chaque retraité, chaque grand-père veut pouvoir acheter à son petit-fils des bonbons ou des chocolats. Et il n'y en aura pas sur le marché, car déjà, au cours des derniers mois de

(40) La viande est un des articles les plus chers en Pologne. Une famille moyenne ne peut pas se permettre d'en manger tous les jours. Les prix élevés correspondent à une pénurie constante de cette denrée sur le marché, qu'on exporte en grandes quantités.

1970, cette marchandise manquait, comme vous le savez, et certaines usines de bonbons avaient arrêté leur production de bonbons et de chocolats. Je ne veux pas vous énumérer toute la litanie de ces marchandises que nous devons importer en Pologne pour améliorer et renforcer la situation du marché.

Maintenant, nous nous trouvons en face du demi-million de tonnes de blé dont parlait le camarade Edward. Nous ne pouvons pas en acheter plus dans les pays socialistes, parce qu'il n'y en a pas, et non parce qu'ils ne veulent pas nous en vendre. Ils n'en ont pas ! Nous ne sommes pas le seul pays à acheter du blé en Union soviétique. D'autres pays également achètent de ce blé — des pays socialistes, des pays en voie de développement. C'est vers les capitalistes que nous devons nous tourner pour l'achat de ce blé. Il nous faut pour cela 35 millions de dollars. Si nous l'achetons à crédit à long terme, alors, il faudra payer beaucoup plus cher lors de l'achat et puis payer annuellement 8,5 % du crédit contracté. Pour cette raison, nous devons accumuler le plus possible de moyens au cours de cette année, pour acheter ce blé. Et si nous n'achetons pas ce blé, si l'approvisionnement de la campagne en fourrage est ébranlé — et vous savez que la campagne n'a pas assez de fourrage pour un programme entier de production de bovins et particulièrement du cheptel porcin —, alors, à ce moment, les paysans liquideront tout ce qu'ils avaient destiné à la vente à l'Etat. Et si nous ne l'avions pas fait, nous aurions provoqué des difficultés énormes en matière de viande sans pouvoir les résoudre dans le troisième trimestre — déjà à partir du troisième trimestre — ni en 1972.

Par conséquent, nous sommes dans une situation bien déterminée, qu'on ne peut pas esquiver de manière volontariste, en disant : « *Ça sera comme ça, parce que je le veux.* » Nous pouvions commencer à imprimer des billets. Mais si nous l'avions fait, nous aurions désorganisé totalement le marché et nous ouvririons la voie à la spéculation. C'est pourquoi toutes les revendications de hausses de salaires et de nouvelles dépenses doivent être abordées avec esprit de responsabilité. Et si le pays travaille normalement et si, en 1971, il y a une bonne récolte, alors nous pourrions penser à... et nous savons ce qu'il faut baisser, nous savons ce qu'il faut baisser, mais nous le baisserons au moment où nous en aurons les moyens. Aujourd'hui, cette baisse aurait désorganisé le marché et n'aurait pas du tout apporté de l'aide à quelque famille que ce soit. Mais ce n'est pas là que l'affaire se termine.

« L'année 1971 sera l'année... du développement de la productivité du travail. »

Comme vous le savez, l'intention de l'ancienne direction — et ici, dans les chantiers, c'est connu aussi — était en fait de geler les salaires en 1971, et également les salaires aux pièces. Le décompte et le paiement des montants dus à l'accroissement du salaire aux pièces ne devaient avoir lieu qu'en 1972. D'autre part, le fonds d'entreprise devait être diminué par rapport à 1969. Je ne sais pas quel était le fonds d'entreprise des chantiers pour l'année passée. Est-ce que quelqu'un s'en souvient ici ? (*Une voix, du présidium : pour l'année 1970 ?*) Non, pour 1969. (*Réponse : 22 millions de zlotys.*) Et pour celle-ci ? (*Réponse : le bilan sera...*) Meilleur ou pire ? (*Réponse : il devrait être meilleur.*) Meilleur. Voilà, car on prévoyait que ce fonds qui doit être réparti en 1972 devait être pire. Et nous, nous ne pouvions pas accepter ça. Nous devons payer la productivité du travail aux pièces, payer la journée avec la prime au même niveau, au moins, que nous avons payé en 1970. Et également à cette fin, nous devons accumuler les moyens nécessaires.

Nous estimons que l'année 1971 sera l'année de construction du développement de la productivité du travail, et c'est comme ça déjà aujourd'hui. Dans de nombreuses branches de l'industrie, les plans sont dépassés de très loin. Et lorsque vous allez écouter le communiqué de la fin de janvier, vous allez voir que les ouvriers travaillent bien en ce mois quand ils veulent. Et moi, je suis profondément persuadé que les chantiers navals, et les chantiers navals « Warski » surtout, auront de bons résultats en janvier. Car ils savent le faire. (*Applaudissements.*) J'ai parlé ici avec deux jeunes gens qui veillaient à ce qu'il y ait l'ordre. Je voudrais dire que, le camarade Edward et moi, nous sommes pleins de considération pour vous, pour avoir maintenu l'ordre dans tout cet énorme ensemble productif. Pour cela, on devra toujours vous louer. Et voilà que ces jeunes gens, à la question : « *Qu'en sera-t-il avec le retard du plan ?* » répondaient : « *Eh bien, nous sommes en mesure de le rattraper.* » Certainement, ce n'était pas là seulement la voix de ces deux jeunes gens, mais c'était la voix qui est celle de l'ensemble de vos chantiers. (*Applaudissements.*) Nous ne refusons aucune discussion, mais nous ne pouvons pas donner maintenant (*Un mot inaudible.*), ce serait une tricherie, une fiction, ce serait de l'argent sans couverture. Je veux vous donner... je veux vous rappeler encore une fois, camarades, que vous n'êtes pas seuls dans cette catégorie, mais que 4 millions

d'hommes en Pologne gagnent moins de 2 000 par mois. Au-dessous de 2 000 ! C'est-à-dire entre 850 et 2 000. Et si nous nous demandons s'ils ne mériteraient pas une amélioration de leur sort, alors je pense que personne ne s'élèvera contre. Ils étaient dans la situation la plus difficile. Et c'est eux qu'il fallait aider en premier lieu et nous disions clairement qu'en premier lieu, nous les aiderions. Mais nous pensons à tout le monde. Par contre, nous sommes décidés et nous élaborons tout un programme pour limiter tous ces revenus et salaires qui ont dépassé la norme. Et ce n'est pas de salaires ouvriers qu'il est question ici. Et il ne s'agit pas de salaires du personnel technique, mais il existe des secteurs de notre vie où les salaires sont trop élevés, et nous n'aurons pas peur non plus de nous attaquer à ces salaires. (*Cris, applaudissements.*) Et en général, nous n'aurons pas peur de nous attaquer aux gains du secteur privé, qui abuse de ses droits dans le développement de son activité (41). Et nous déclencherons la lutte. Et nous nous y prendrons solidement et en profondeur. Vous en aviez parlé — pas maintenant —, mais on en parlait dans vos revendications en décembre. Et nous sommes entièrement d'accord. Et un programme du gouvernement sera présenté pour mettre de l'ordre dans ces affaires.

Mais pourtant, vous savez parfaitement que, dans vos chantiers également, nous devrons subir une série de dépenses qui ne figuraient pas dans le plan. La direction le sait certainement. Cela concerne les équipements sociaux qui avaient été rayés du plan (42). Nous voulons revenir à ces affaires et réaliser ce programme, mais ce n'est pas uniquement un programme pour les chantiers « Warski ». C'est aussi un programme pour les chantiers « Lénine » à Gdansk, et c'est un programme pour les autres entreprises. Je ne sais pas si les

(41) Il s'agit des petites entreprises privées pouvant employer jusqu'à 50 ouvriers. Ce secteur joue un grand rôle sur le marché des biens de consommation courante, comme chaussures, vêtements, stylos à bille, etc. Dans certains domaines, le secteur privé en arrive même à exercer un véritable monopole, profitant de ce que les errements du secteur nationalisé et son incapacité à satisfaire la demande le rendent indispensable. Cette « nouvelle aristocratie », pour reprendre le terme employé par Trotsky à propos de l'U.R.S.S., constitue ce que les ouvriers appellent couramment la « bourgeoisie rouge », terme qu'ils emploient également pour désigner la couche supérieure de l'appareil du Parti et de l'Etat, dont les revenus sont du même ordre, compte tenu des privilèges de toute sorte dont ils bénéficient.

(42) Les équipements sociaux dans les entreprises constituent un scandale que les ouvriers ont vigoureusement dénoncé. Par exemple, manque de douches, de cabinets décents, de vestiaires, d'eau chaude, de bars et de cantines, etc. Nous trouverons certains détails à ce sujet plus loin dans le texte.

camarades directeurs s'en souviennent et si vous vous en souvenez, il y a peut-être deux ans, j'ai été ici, dans vos chantiers, et j'ai été bouleversé par votre situation. Du point de vue organisationnel. Et j'avais alors fixé tout le travail, tout le programme de l'amélioration de votre situation dans cette entreprise. Malheureusement, dans les conditions d'alors, ce programme n'a pas été entièrement accepté ni exécuté. Nous y reviendrons, plus lentement, bien que je puisse vous dire fermement que d'ici quelques années, vos chantiers navals doivent avoir un visage différent et meilleur. Et les équipements sociaux aussi doivent être meilleurs. Cette année vous aurez des moyens supplémentaires pour les équipements sociaux. Mais croyez-nous : en une année, nous ne pouvons pas faire de miracles, et si nous prétendions faire ces miracles, nous serions passés de la catégorie des communistes responsables devant le pays à celle des charlatans. Et les charlatans n'aideront en rien notre pays. (*Applaudissements.*) Je voudrais vous demander, lorsque vous posez des revendications, lorsque vous posez vos exigences, de ne pas oublier de regarder l'ensemble du pays, l'ensemble de la classe ouvrière, l'ensemble des travailleurs. Et de vous souvenir toujours que d'autres aussi ont des revendications, et des revendications légitimes. Et si nous continuons sans arrêt de développer et d'accroître ces revendications, leur nombre sera impossible à avaler, à digérer et à réaliser. Tout cela est devenu irréel. C'est pourquoi toutes les entreprises qui se trouvent dans une situation sensiblement plus mauvaise que celle-ci — et il y en a, de telles entreprises, il en existe, non seulement à Szczecin, mais aussi en Silésie, à Varsovie, à Lodz et dans d'autres centres industriels —, toutes ces entreprises doivent, avec vous, attendre patiemment toute une série de solutions et décisions, et elles doivent nous aider jusqu'à ce que, pour notre activité, nous ayons plus de moyens. Nous n'avons pas peur de poser la solution des problèmes sociaux et matériels. Nous posons ce problème, et pas à l'esbroufe, ni comme une fiction. Et nous devons d'autant plus être réalistes, dans la réalisation de ce programme, car si nous cessions d'être réalistes, si nous vous avions fait des promesses, si nous vous laissions gonfler les besoins — alors, nous aurions perdu votre confiance. Aujourd'hui, le camarade Edward a lancé l'appel pour la foi, pour le soutien. Votre confiance et votre soutien sont absolument indispensables. S'il n'y a pas de foi ni de soutien, la réalisation du programme sera ainsi beaucoup plus difficile. Et nous ne ferons pas plus, mais moins. Et l'apport de vos chantiers, dans les réserves nécessaires au Parti et au gouvernement pour la réalisation du programme social, peut être très grand,

et d'une grande aide pour nous. Nous comptons là-dessus et sommes persuadés — bien qu'il y ait eu beaucoup d'émotion — que vous remplirez cette tâche et que vous nous aiderez. (*Applaudissements très faibles.*)

« Nous ne pouvons absolument pas baisser les prix. »

Maintenant, je voudrais vous dire que vous vous trouvez à la frontière occidentale de notre Etat. Et, quoi que vous fassiez, quoi que vous fassiez, vous devez y penser constamment. (*Une phrase inaudible.*) Nos ennemis se frottent les mains de joie, parce que, justement sur les terres recouvrées, justement à Szczecin, nous avons certains malentendus et des difficultés (43). Nous voulons que le traité entre la République fédérale d'Allemagne et la Pologne, concernant notre frontière ouest, soit ratifié le plus rapidement possible. Et cela pour couper net cette affaire et faciliter, assainir la situation politique autour de notre frontière, particulièrement avec la R.F.A., pour freiner là-bas les éléments révisionnistes. Ceux-là se réjouissent énormément de nos difficultés sur notre frontière ouest et dans la ville de Szczecin. Je ne sais pas si vous savez tout ce qu'ils écrivent à ce sujet, à quel point cela les arrange. Et de ce point de vue national et patriotique, nous sommes en droit de vous demander de porter un grand jugement : pouvons-nous continuer à agir ainsi ? De quoi cela a-t-il l'air ? Quel profit cela nous rapporterait-il ? Il n'y a pas longtemps, il y a quelqu'un qui est venu chez nous, non pas notre ami, mais le chef de file des forces ultra-réactionnaires de la République fédérale d'Allemagne : Bartzel. Bartzel est originaire d'ici, de Warmie, donc de notre Mazurie. Je ne sais pas, il dit qu'il parle bien polonais, son nom est polonais. Mais ce n'est pas notre ami. Là-bas, il se considère comme un émigré, et lorsqu'il a tenu une conversation avec moi, à plusieurs reprises il m'a piqué de coups d'épingles à propos de Szczecin. A plusieurs reprises. A plusieurs reprises, il m'a rappelé que nous avons des difficultés dans les terres recouvrées. Nous, camarades, nous devons nous mettre bien d'accord... dans l'intérêt, dans le grand intérêt de notre peuple. Pour qu'il n'y ait pas de ces difficultés. Pour que nous nous mettions ici à travailler solidement et à une cadence soutenue.

Le camarade premier secrétaire, le camarade Gierek, a répondu à toutes vos revendications. Moi, je voudrais donner

(43) « *Terres recouvrées* », autrement dit « *terres de l'Ouest* » : terres allemandes depuis les partages de la Pologne de la fin du XVIII^e siècle, mais attribuées à la Pologne par le traité de Potsdam.

quelques illustrations du fait que nous ne pouvons pas, nous ne pouvons absolument pas baisser les prix, que nous ne pouvons pas le permettre et que nous ne sommes pas pour qu'on gonfle les revendications salariales. Ce n'est pas parce que nous ne voulons pas que notre classe ouvrière gagne plus ; ce n'est pas pour cela ! Mais parce que nous ne voulons pas que notre pays tombe dans des difficultés supplémentaires, qui toucheront le budget de chaque famille, et, en même temps, qui auront l'effet le plus néfaste sur les budgets de ceux qui gagnent le moins.

Je veux vous rappeler encore une chose. Tout simplement pour vous montrer combien de difficultés et problèmes nous avons. Nous ne refusons ni les difficultés ni les problèmes, mais nous ne pouvons les résoudre tous. Prenez par exemple la jeunesse étudiante. C'est une jeunesse qui travaille très courageusement et qui peut nous fournir des chercheurs, des ingénieurs, des techniciens. Une jeunesse qui, dans son écrasante majorité, tire ses origines de la classe ouvrière (44). Nos fils sont... (*Quelques mots inaudibles.*) Depuis dix ans, cette jeunesse bénéficie des mêmes allocations pour sa nourriture, les mêmes... depuis dix ans. Ces sommes n'ont pas été augmentées. Et on est arrivé à ce qu'au lieu des 6 100 calories qu'ils devaient recevoir par 24 heures, aujourd'hui, ils en reçoivent seulement 2 100. Pouvions-nous tolérer encore une telle situation dans les restaurants universitaires ? Nous ne le pouvions pas. Nous devons à tout prix en sortir.

Il y en a beaucoup, de ces petites affaires, que nous devons régler pour ceux qui se trouvent ou se sont trouvés dans la situation la plus difficile. Je vous en parle afin que vous soyez profondément convaincus que, jour après jour, le bureau politique, le gouvernement s'occupent de ces affaires. Mais nous ne pouvons pas nous lancer sur le chemin de l'aventure et entreprendre un programme qui n'apporterait aucun bénéfice à personne et aurait seulement créé des difficultés supplémentaires. C'est pourquoi j'en appelle à vous, pour que tout ce qu'a dit le premier secrétaire du Parti, le camarade Gierek, vous le pesiez dans votre conscience ouvrière, dans vos cœurs, que vous le jugiez, l'appréciez et que vous preniez par rapport à ces problèmes une position correcte, militante et civique, avec tout le sens indispensable des responsabilités — et pour que vous preniez une position

(44) Le pourcentage de fils d'ouvriers et de paysans dans les universités est de 30 % selon les statistiques officielles, qui comptent, par exemple, les fils de bureaucrates comme « fils d'ouvriers ». En réalité, il est de l'ordre de 10 %.

qui sera bénéfique pour ce pays, et qui nous aidera à le tirer de toutes ces difficultés dans lesquelles il s'est trouvé.

Enfin, je veux dire encore une chose. Je ne voulais pas la soulever, mais, dans cette situation tendue et grave, je le vois d'après les interventions de certains camarades, vous devez le savoir.

En 1956, lorsque le camarade Gomulka et son équipe arrivèrent au pouvoir... uniquement entre 1957 et 1970, nous avons contracté environ 600 millions de dollars américains d'emprunts pour l'achat de nourriture, de blé, d'huile, de suif pour la production du savon, d'autres denrées alimentaires, ainsi que de coton. Le remboursement de ces emprunts vient justement à échéance à partir de l'année 1970, notamment les échéances les plus lourdes tombent en 1971 et 1972, les suivantes le sont un peu moins. Six cents millions de dollars ont servi alors à cette politique. Et aujourd'hui *nous devons rembourser cet argent !* Et nous ne pouvons pas dire que nous n'allons pas payer. Nous avons de considérables relations avec l'étranger, et si nous suspendons les paiements, alors les conditions qu'on nous fera seront telles que nous allons tout acheter deux ou trois fois plus cher. Car nous avons des liaisons importantes avec l'étranger et nous bénéficions de très nombreux crédits à moyen et à long termes. Et nous porterions un coup au bon renom de la Pologne, comme pays sérieux qui tient ses engagements. Nous ne pouvons pas aller faire des courbettes devant les capitalistes pour qu'ils ajournent nos échéances, car vous non plus, vous ne seriez pas d'accord pour que votre gouvernement aille faire des courbettes au gouvernement américain pour que celui-ci prolonge les délais. C'est impossible. Ils nous mettraient à genoux. De toute façon, ils rentreraient largement dans leur argent au point de vue économique (45).

Mais ce n'est pas seulement là que nous avons des emprunts à rembourser. Nous avons aussi des emprunts à rembourser aux pays socialistes. Pourquoi ? Parce que, depuis dix ans, nous avons cessé d'avoir recours aux crédits soviétiques. Auparavant, nous recourions à des prêts soviétiques à très bon marché, à 2 % par an, pour la construction de nombreux ensembles industriels : par exemple pour l'aciérie « Huta Lénine ». Et nous avons acheté à crédit en Union soviétique une série d'autres installations pour vos chantiers. Mais, dans le cadre de la politique de Gomulka et de la direction, depuis dix ans, on a cessé de s'intéresser aux crédits

(45) En septembre 1971, les autorités américaines ont octroyé à la Pologne un crédit de 24 millions de dollars.

soviétiques, et on s'est lancé sur les marchés capitalistes (46). Et maintenant, nous sommes dans une situation où nous n'avons plus de crédits soviétiques, car nous n'en avons pas voulu, mais où nous devons rembourser les emprunts faits aux capitalistes, et rembourser des emprunts contractés justement dans ces années où nous construisions, à l'aide de ces emprunts, de grands établissements industriels.

À part ça — je vous l'ai dit parce que c'est la vérité, pour que vous connaissiez toute la situation —, en 1957, nous avons mis en ordre nos comptes, en amis, en camarades, avec l'Union soviétique. Nous avons obtenu la liquidation de toutes nos dettes, et nous avons reçu 2,5 milliards de roubles au titre des livraisons de charbon faites à l'Union soviétique entre 1945 et 1956 inclus (47). Tout simplement, à notre requête, l'Union soviétique avait élevé les prix du charbon déjà livré et nous avait tout remboursé. À cette époque, nous avons non seulement liquidé toutes les dettes, mais reçu comptant... je ne me souviens pas exactement... mais environ 700 millions de roubles pour nos achats en Union soviétique. Et ce fut en grande partie la deuxième raison du succès de la politique économique d'alors.

Mais maintenant, nous ne sommes pas dans une situation semblable. Nous n'avons ni crédits américains ni cette aide que nous avons reçue à l'époque de l'Union soviétique sous forme de réévaluation du prix du charbon livré. Pensez aussi qu'en 1956, à l'automne, le gouvernement tchécoslovaque nous a envoyé gratis des produits de consommation pour 700 millions de couronnes. Tout cela à fonds perdus. Aujourd'hui, la Tchécoslovaquie ne peut pas le faire ; aujourd'hui, nous n'avons pas de raisons de réclamer auprès de l'Union soviétique ; et aujourd'hui, nous ne pouvons pas continuer à contracter des emprunts dans les pays capitalistes, car nous ne pourrions pas les rembourser. Par conséquent, aujourd'hui nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, essentiellement sur nos propres forces. Et c'est la raison pour laquelle nous posons avec une telle force la question d'une production supplémentaire. Les mineurs four-

(46) Gomulka n'a pas renoncé complètement aux crédits soviétiques. Néanmoins leur importance dans l'économie polonaise a diminué considérablement après 1956, à cause du lourd tribut économique et politique que la contrepartie de ces crédits faisait peser sur la Pologne jusqu'en 1956.

(47) Cette somme représente les *indemnités* payées par l'U.R.S.S. à la Pologne, conformément à l'accord signé à l'automne de 1956. Le prix que l'U.R.S.S. payait pour le charbon polonais entre 1945 et 1956 représentait 30 % environ de celui pratiqué sur le marché mondial. Il s'agissait d'un véritable pillage de l'économie polonaise et toute la population avait réclamé que le tort ainsi causé à la Pologne soit intégralement indemnisé.

nissent cette production, ils la réalisent déjà pour environ 12 millions de dollars. Les sidérurgistes dépasseront encore ce chiffre. Nous devons accumuler en Pologne suffisamment de production en surplus du plan, pour que nous puissions nous acquitter de nos engagements, surtout en ce qui concerne les produits à fournir sur le marché. Sans l'achat de blé, sans l'achat de viande, sans l'achat d'huile pour faire de la margarine et toute une série d'autres produits, nous allons déséquilibrer le marché, nous ferons s'aggraver l'approvisionnement de toutes les familles de Pologne. C'est pourquoi nous posons cette question, et nous continuerons à la poser. Dans cette affaire, nous recevons un appui des plus grands, et nous comptons également, chers camarades, sur votre appui. Voilà notre politique, et nous ne pouvons pas faire une autre politique, et nous n'allons pas le faire. (*Applaudissements.*)

Mais afin de mener une telle politique tendant toutes les forces de notre économie — car c'est de cela qu'il s'agit, car les mineurs vont travailler encore un dimanche supplémentaire ou deux, autrement il n'y aura pas ces 1 900 000 tonnes, ils doivent travailler encore plus, et cependant ils travaillent honnêtement, mais ils sont obligés de fournir davantage d'heures de travail (48) —, je voudrais qu'un

(48) Après les événements de décembre 1970, les travailleurs de tout le pays ont été obligés — pendant plusieurs semaines — de travailler le dimanche pour « *secourir l'économie polonaise en crise* ». La propagande expliquait que le travail supplémentaire était l'unique moyen d'obtenir à long terme une augmentation des salaires. Rappelons que le fruit de l'effort des mineurs de Silésie a servi en janvier 1970, puis, une nouvelle fois, à l'automne 1971, à briser la grève des mineurs des Asturies...

Ces livraisons de charbon polonais à l'Espagne en pleine grève des mineurs ont amené « *Mundo Obrero* », organe du comité central du Parti communiste d'Espagne (le Parti de Santiago Carillo, toujours officiellement reconnu par Moscou), à publier dans son numéro 23, 41^e année, du 10 décembre 1971, p. 2, l'article que nous reproduisons ci-après :

« LE CHARBON POLONAIS »

« *Nous n'avions pas voulu faire écho jusqu'à présent à la nouvelle de l'envoi de charbon polonais aux Asturies en pleine grève, parce que Radio-Paris avait donné cette nouvelle de façon tendancieuse, certainement avec l'intention d'opposer les mineurs des Asturies à un pays pour lequel, comme pour tous les pays socialistes, ils éprouvent une vive sympathie. Néanmoins, COMME LES NAVIRES POLONAIS CONTINUENT A ARRIVER [en capitales dans le texte de « Mundo Obrero »] dans nos ports avec du charbon, nous nous voyons dans l'obligation de rappeler aux dirigeants de ce pays qui nous est si cher qu'il existe des procédures, dans la pratique du commerce international, pour suspendre l'envoi de marchandises, même si l'accord commercial est antérieur aux circonstances qui amènent à agir de la sorte. En tout cas, nous pensons que, pour considérables que puissent être les bénéfices d'une opération commerciale, ils ne doivent jamais être mis au-dessus des intérêts des travailleurs qui luttent*

esprit d'ordre règne dans nos entreprises. C'est pourquoi, en plein accord avec le Parti et le gouvernement, avec le bureau politique et le conseil des ministres, nous avons donné l'instruction de renforcer, dans toutes les entreprises, les pouvoirs du directeur. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le directeur qui ne pourra pas prendre la responsabilité... comment ?... que quoi ?... (*Gierek dit quelque chose d'incompréhensible.*) Mais le directeur qui ne peut pas prendre la responsabilité de la situation de son entreprise dans sa totalité ne peut pas non plus appliquer le principe de la direction par un seul homme. C'est pourquoi tous ceux qui regardent autour d'eux de tous les côtés et n'ont pas su gouverner leur entreprise devront s'en aller (49). Mais, pour que le directeur soit fort, il faut qu'il soit soutenu par les ouvriers. Et le camarade Edward et moi, nous nous réjouissons comme vous que vous respectiez votre directeur et que vous ne fassiez pas de réserves à son encontre. C'est très bien. Mais nous aurions voulu que vous appuyiez votre direction également par votre travail, votre discipline, et toute votre attitude. Et que ce soit une direction jouissant de votre confiance, une direction vraiment à la hauteur.

Et enfin, un dernier point. Ne nous en veuillez pas de la politique énergique que le gouvernement va mener et de l'ordre qu'il fera régner dans les rues de nos villes. (*Il souligne ses paroles en tapant du poing sur la table. Applaudissements.*) Ne nous en veuillez pas, et soutenez-

contre l'exploitation capitaliste, et d'autant plus si, comme c'est le cas, c'est contre le fascisme qu'ils luttent. A tout le moins, c'est comme cela que les mineurs des Asturies comprennent l'internationalisme prolétarien.»

D'autre part, signalons que les trotskystes polonais, regroupés dans le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est, ont adressé une lettre ouverte aux délégués du VI^e Congrès du P.O.U.P. Cette lettre, diffusée massivement et publiée dans leur organe polonais, « Walka Klas » (« La Lutte des classes »), dénonce les livraisons de charbon à Franco et les « explications » cyniques des autorités polonaises sur l'existence de motifs « commerciaux ». Elle lance également un appel à tous les délégués pour qu'ils demandent des explications publiques au congrès, afin qu'il désapprouve et condamne cet acte contre-révolutionnaire. Le groupe « Walka Klas » a l'intention de développer une large campagne autour de ce problème.

(49) La circulaire du 23 janvier adressée aux directeurs d'usines, dont parle Jaroszewicz, était rédigée dans les termes suivants : « Ces dernières semaines, une partie des directeurs et du personnel administratif ont fait preuve d'indifférence quant à la réalisation des directives du gouvernement, ne prennent pas de mesures énergiques pour assurer le rythme normal du travail et tolèrent le relâchement de la discipline au travail dans les entreprises. Dans ces conditions, le renforcement des responsabilités personnelles est indispensable (...). Les directeurs et le personnel administratif doivent, dans leurs rapports avec les ouvriers, adopter une attitude réaliste et s'opposer aux revendications irréalistes et démagogiques. »

nous, lorsque nous nous attaquerons de toutes nos forces à ceux qui ne veulent pas étudier... (*Enregistrement interrompu... Ovation dans la salle.*) Ce n'est pas contre la classe ouvrière ni contre vous que cette répression sera dirigée. Pas contre vous ! Nous dirigerons la répression contre ces oiseaux bleus — et ils sont malheureusement assez nombreux, même à Szczecin — qui vivent à vos dépens, aux dépens de notre société (50). Et dans cette action, nous comptons sur votre plein soutien. (*Applaudissements.*) Je veux vous... je le fais toujours au nom de nous deux... remercier de nous avoir adressé cette lettre du Comité de grève. Nous l'avons traitée très sérieusement. Nous *vous* avons traités très sérieusement. Il ne pourrait pas y avoir d'attitude plus sérieuse envers vous que celle que manifeste la venue du premier secrétaire, du Premier ministre, des membres du bureau, du ministre de la Défense, du vice-Premier ministre, du ministre de l'Intérieur, alors que celui-ci n'avait pris en mains, si l'on peut dire, la direction de son ministère qu'aujourd'hui même. Et je vous prie de prendre cela comme la preuve de notre grand respect à votre égard. Nous avons confiance en vous. Nous avons confiance en vous ! Et vous aussi, ayez confiance dans la direction du Parti et du gouvernement ! Je vous remercie beaucoup. (*Applaudissements.*)

(50) « Oiseau bleu » : parasite, individu qui s'arrange pour bien vivre sans travailler. La Diète a voté une loi contre les « parasites », prévoyant, pour les sanctionner, la mise en place de camps de travail correctif. Après l'U.R.S.S., c'est le premier cas de ce genre dans les pays de l'Est. Inutile de dire la manière dont les autorités peuvent utiliser l'épithète « parasite », ce qui a été d'ailleurs déjà fait après les événements de mars 1968, où tous les militants de la gauche communiste ont été traités, entre autres, de « parasites ». L'idée des camps de travail est une trouvaille de Gomulka datant de cette époque.

La discussion

LE PRESIDENT. — S'il vous plaît, qui désire prendre la parole ?

GIEREK. — Pourquoi un tel empressement ?

LE PRESIDENT. — Je demande au camarade Zalewski de prendre la parole.

« Nous exigeons la publication de nos revendications. »

ZALEWSKI, *membre du Comité de grève.* — Avant de remercier les représentants du Parti et du gouvernement au nom du Comité de grève... (*Interruption de l'enregistrement.*) Nous exigeons la publication de nos revendications par la presse et la radio locales d'ici au 25 janvier. Ce point aussi a été omis. Ensuite. Le sixième point a été omis... les revendications ont été copiées en hâte (51). Je ne sais pas si le camarade Gierek a bien compris le sixième point. Dans ce point, nous exigeons des informations honnêtes sur la situation politique et économique. Mais le camarade Gierek s'est adressé à nous tous réunis ici et a demandé si l'information donnée par le camarade Gierek était suffisante. Effec-

(51) Allusion au fait que Gierek est venu à l'improviste (voir note 5). Il a fallu distribuer en hâte à tous les membres de la délégation la liste des revendications.

tivement, elle nous a éclairé sur beaucoup de points et elle était suffisante. Mais cette revendication d'« *informations honnêtes* » concernait les moyens d'information de masse. Certainement. Nous faisons des réserves par rapport à ces moyens d'information et, dans ce point, cela a été omis du fait de la hâte — puis étant donné qu'on vous a remis des revendications que nous n'avons pas eu la possibilité d'étudier, car tout cela s'est passé trop vite. Pour cette raison, je voudrais prier le camarade Gierek de prendre aussi position par rapport au sixième point, tel que je viens de le rectifier, disant que « *nous exigeons des informations honnêtes sur la situation politique et économique* », mais dans les moyens d'information de masse : presse, radio... télévision. Je vous remercie, c'est tout pour le moment, c'est une question de forme. (Gierek : *D'accord, d'accord.*)

GIEREK. — Camarades, en ce qui concerne cet « *honnête* »... « *nous exigeons des informations honnêtes sur la situation politique dans les chantiers navals et dans le pays* » — c'est ainsi que c'est dit — « *et la rectification de l'information sur les engagements dans la tuyauterie le 11 janvier* », nous nous sommes mis d'accord là-dessus que nous donnerons cette information, n'est-ce pas ?, de la façon que moi j'ai proposée ici, à savoir que ce ne sont pas les brigades, mais des personnes qui avaient pris... (Des voix dans la salle.)

ZALEWSKI, *interrompant*. — Nous ne nous sommes pas compris. Peut-être expliquerai-je encore une fois. Nous exigeons que des sanctions soient prises contre ceux... huitième point...

GIEREK, *interrompant*. — Oui, le huitième point : « *Nous exigeons que des sanctions soient prises contre ceux qui ont provoqué la diffusion par les moyens d'information de masse de la nouvelle sur les engagements pris dans le pays.* » Dans le pays, c'est bien ça ? (Des voix venant du présidium : dans la tuyauterie, dans la tuyauterie.) Dans la tuyauterie ? Alors...

ZALEWSKI. — Nous exigeons que des sanctions soient prises contre ceux qui ont provoqué la diffusion... etc. Pour nous il s'agit... Est-ce que des sanctions quelconques seront prises, oui ou non ?...

GIEREK, *interrompant*. — Camarade secrétaire, étant donné que cela a été copié en hâte, les textes ne sont pas identiques, c'est pourquoi les textes... (Confusion au présidium.) Moi... moi je ne sais pas ce que vous voulez concrètement et qui... qui vous voulez ici sanctionner pour cela ?

ZALEWSKI. — Il s'agit concrètement de sanctionner les employés de la rédaction qui ont fait paraître... qui ont fait paraître cet article, qui ont provoqué la parution de cet

article dans la presse locale. Ça, c'est un point. L'autre point : il s'agit d'une information honnête par les informations de masse dans le pays... en général, pour l'avenir !

GIEREK. — Camarades, en ce qui concerne cette information honnête sur la situation politique et économique dans le pays, alors, camarades, moi j'ai déjà dit que jamais jusqu'à présent on n'a donné d'informations comme nous le faisons actuellement. Nous essayons de parler de tout ce que nous faisons et nous le faisons, camarades, dans la mesure où nous *pouvons* le faire. Car, vous comprenez qu'on ne puisse pas rendre publiques certaines choses qui constitueraient par exemple... qui constituent un secret. Et quant à toutes les autres choses sur lesquelles on peut informer, on informe. On informe. Moi, je ne sais pas ce que vous voulez, camarades. Vous parlez de l'autre période ou de la période actuelle ? Actuellement, nous essayons d'informer sur ce que nous faisons. Bon, s'il vous plaît...

ZALEWSKI. — La chose tient à ce que le camarade ne lit pas notre presse locale, où la meilleure preuve des inexactitudes dans la manière d'informer la société a été l'affaire de la tuyauterie.

GIEREK, *interrompant*. — Bien, mais attendez...

ZALEWSKI, *interrompant*. — Un instant, je continue. Dans le titre de l'article concernant les engagements pris par la tuyauterie, la tuyauterie a été appelée — je cite textuellement : « *Chantiers navals "Adolf Warski" : la tuyauterie a pris des engagements de production.* » C'était sous forme d'interview. Cela, nous le savons, cela nous le savons, les camarades de la tuyauterie diront à ce sujet comment cela s'est passé en réalité... (*Propos incompréhensibles.*)

GIEREK. — Moi, voici ce que je pense. Nous avons décidé qu'il faut rectifier ce point, et la rectification, vous comprenez...

ZALEWSKI. — ... est une information honnête.

GIEREK. — ... est une information honnête, vous comprenez, et également c'est le châtimeut de ceux qui avaient informé incorrectement. Et ainsi on dira que ce ne sont pas... disons... que ce ne sont pas les brigades, mais des hommes dans des brigades, vous comprenez — ainsi qu'on l'a annoncé précédemment... Il y a ici en même temps, et la rectification, et le châtimeut de ceux qui ont annoncé incorrectement...

ZALEWSKI. — Mais l'article était anonyme...

GIEREK. — D'accord, mais là-bas, ils savent déjà...

ZALEWSKI. — Il n'y a pas le nom des personnes, on ne sait pas qui va être sanctionné. La publication des noms de ces personnes sera une information honnête...

GIEREK. — Ecoutez, camarades, vous rentrez trop dans les détails. J'ai l'impression, vous savez, qu'il sera suffisant que l'on publie cela, et si le comité de voïvodie s'en occupe et explique ce qu'on peut publier et ce qu'on ne peut pas publier, pour que dans l'avenir, vous comprenez... on ne publie pas de telles informations inexactes. Et cela c'est... cela c'est, vous comprenez... c'est déjà décidé. Est-ce que vous voulez qu'on fasse un tribunal pour savoir à qui la nouvelle a été donnée et qui est cette personne qui... a mal informé ? Vraiment, je ne comprends pas ce que vous voulez... On a mal fait, on a mal informé, disons, que c'étaient les brigades qui décidaient des engagements et pas des personnes concrètes. On s'est mis d'accord, on va rectifier. Alors on va rectifier et ce sera aussi bien une rectification qu'une information. C'est ici, ça ? Neuvième point : « *Nous exigeons la publication de nos revendications par la presse et la radio locales.* » Il s'agit pour vous de toutes ces revendications ?

ZALEWSKI. — Oui.

GIEREK. — Alors, camarades, moi je suis contre.

ZALEWSKI. — Pourquoi ?

GIEREK. — Parce que, vous comprenez, c'est comme cela, voyez-vous. Si on publie ces revendications, alors... vous comprenez... alors, tout de suite, ce sera comme si nous avions parlé en vain ici, comme si rien n'était sorti de cette conversation. Oui. Rien n'est sorti. Oui.

ZALEWSKI. — Mais c'était une question de forme...

GIEREK. — ... justement...

ZALEWSKI. — ... et vous vous étiez engagé à...

GIEREK. — Justement. Je sais ce que vous voulez dire, je sais ce que vous voulez dire, camarades. Mais nous vous avons expliqué pourquoi nous ne pouvions pas... disons... accepter certaines de vos revendications. Nous l'avons dit et moi je l'ai dit ici, n'est-ce pas ?... A nouveau j'ai argumenté, et de telles revendications, camarades, qu'on ne peut pas satisfaire, ne peuvent pas être publiées, parce que ainsi c'est... ce serait un appel, vous savez, à tous ceux, n'est-ce pas ?, à tous les ouvriers : « *Faites la même chose, n'est-ce pas ?, que nous* », etc. Bien que vous soyez d'avis qu'il faut le faire. (*Confusion au présidium.*) Non, il ne faut pas... S'il vous plaît...

LE PRESIDENT. — Merci beaucoup. Qui veut prendre la parole ?

ZALEWSKI. — Nous remercions aimablement le camarade Gierek et le camarade Jaroszewicz pour les informations très précieuses concernant la situation économique et politique du pays, ainsi que pour avoir pris position par rapport à nos revendications. Pour ma part... je regrette beaucoup que dans cette salle le camarade Gierek nous ait cité les paroles de la ballade de Szczecin. Personnellement je ne l'ai pas entendue. Je suppose que beaucoup d'entre vous ne connaissent pas cette ballade. Nous construisons des bateaux, nous les construisons bien. Nous ne nous occupons pas de rimaiter des vers, et de plus, de tels vers. Nous, camarades, nous avons beaucoup de temps et personne parmi les ouvriers n'avait chanté la ballade...

GIEREK. — ... Moi, je parlais de ceux qui l'ont écrite...

ZALEWSKI. — J'informe... j'espère... certainement, c'est anonyme. (*Gierek répond, c'est incompréhensible.*) Merci. Je vous informe qu'il s'est trouvé que, pendant la grève, sur le terrain des chantiers navals... sur le terrain des chantiers navals, se trouvait une unité russe pour révision. Nous avons noué des relations amicales avec son équipage, il n'y a eu aucun incident, ce qui témoigne de notre attitude envers les citoyens de l'Union soviétique et envers l'Union soviétique elle-même (52).

Et maintenant, pour qu'on ne s'éternise pas, nous nous adressons à vous. Parce que nous ne connaissons pas votre opinion et l'opinion des ouvriers que vous représentez. Nous vous demandons de vous prononcer brièvement sur l'attitude des ouvriers envers les revendications, car nous ne connaissons pas votre position. Vous avez entendu les interventions des camarades, je vous demande de vous exprimer. Mais je vous demande quelque chose : vous êtes nombreux, vous représentez les « cinq ». Je voudrais qu'une personne désignée parmi les « cinq » prenne la parole. Une seule.

LE PRESIDENT, *interrompant*. — S'il vous plaît, je passe la parole au président du Comité de grève, pour qu'il mène la discussion.

« Est-ce qu'on peut parler franchement?.. »

BALUKA, *président du Comité de grève*. — Mes camarades, comme il a été convenu, chaque département a été

(52) De nombreux journalistes et témoins oculaires signalent qu'il y a eu fraternisation entre les ouvriers polonais et les marins soviétiques ; ceux-ci auraient même participé aux manifestations.

représenté par les « cinq ». Notre Comité de grève a agi au nom de tous les travailleurs des chantiers navals, dont ces « cinq », justement, étaient les représentants. Par conséquent, en ce moment, il vous incombe également de vous prononcer, de prendre position, par rapport aux revendications, qui ont été... (*Interruption de l'enregistrement.*)... Pour cela, selon l'ordre que nous avons ici, je demande au représentant du département K 0. Le représentant de K 0 ! Il n'est pas là. (*Voix, conversations dans la salle, pause prolongée.*)

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT K 0. — Les travailleurs de notre département, c'est-à-dire de K 0, sont d'accord avec la réponse du camarade Gierak aux revendications posées par les ouvriers de notre département. Merci beaucoup.

BALUKA. — S'il vous plaît, K 1. (*Voix, confusion dans la salle, conversation au présidium, une phrase incompréhensible de Baluka.*)

UN DELEGUE *non identifié*. — Je m'excuse, est-ce qu'on peut prendre la parole à propos d'un point d'ordre ? Au président... J'estime, c'est mon avis personnel, que ces « cinq du département » n'étaient pas préparés à ce genre de dispositions d'en haut et il n'y a pas, parmi eux, une position concrète par rapport à telle ou telle intervention. Je propose que les « cinq » se réunissent et mettent au point leur intervention, ce qui, par conséquent, entraînerait un changement dans le déroulement de la séance. Il y a, en ce moment, le désordre pour savoir qui, des « cinq », doit prendre la parole. Donc mon point de vue est le suivant : pourquoi ferme-t-il la bouche aux autres ? Merci. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — Un instant, messieurs (53), un instant, une seconde. Ici personne ne ferme la bouche à qui que ce soit. Mais il y a une chose, qui peut arriver et comme cela s'est fait — nous nous en souvenons bien pourtant —, qu'une dizaine d'ouvriers d'un seul département va parler, et un autre département ne parlera pas du tout. Et puis, les conséquences ont toujours été telles que nous attendons toujours après chaque département. Alors, je demande que ce problème soit discuté. (*Voix et bruits dans la salle, tout le monde parle en même temps.*) Un instant, s'il vous plaît...

UNE VOIX DANS LA SALLE, *étouffée par la confusion générale*. — ... Je veux tout simplement proposer cette solu-

(53) « Messieurs » : manière courante de parler entre copains en Pologne.

tion. Par rapport à cette situation qui a surgi ici, je propose une longue interruption... (*Confusion générale.*)

BALUKA. — Camarades, mon avis est le suivant : si par exemple un département n'est pas prêt, alors... qu'il se réunisse et délibère. Et dès que quelqu'un des « cinq » sera prêt, qu'il vienne et prenne la parole, d'accord ? D'accord ou pas ? (*Voix : oui, oui.*) S'il vous plaît ! K 2, prêt ? (*Le délégué de K 1 : Pour l'instant, c'est à moi.*) Alors K 1, s'il vous plaît.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT K 1. — Tout d'abord, je voudrais vous prier de m'excuser si mon intervention est peut-être un peu chaotique et mal faite, car vous savez, évidemment, que le premier département, à savoir K 1, c'est toujours lui qui commence la discussion. Un point, avant que je dise quoi que ce soit, je voudrais m'adresser à nos autorités supérieures : est-ce qu'on peut parler franchement, comme l'ont affirmé le camarade Gierek et le camarade Jaroszewicz, comme... (*Il s'adresse au présidium.*) ... Est-ce que je peux parler directement ?

GIEREK ET LES AUTRES. — Oui, c'est de cela qu'il s'agit précisément.

LE DELEGUE DE K 1. — Alors, on cause comme entre ouvriers ?

GIEREK. — C'est évident.

LE DELEGUE DE K 1. — Alors, on se critique mutuellement ?

GIEREK. — Oui.

« Pour nos autorités supérieures, ce sera une leçon. »

LE DELEGUE DE K 1. — Naturellement je sais, par expérience, que les critiques sont souvent dures et vraiment inutiles envers certaines gens. Mais encore, pour commencer, je voudrais... On nous enseignait que le poisson pourrit par la tête, c'est-à-dire que les échelons inférieurs nous ont éduqués dans l'esprit que ce sont eux qui sont en règle, mais que tout le mal vient du haut. Et moi, je ne suis pas d'accord avec cela. Ne cherchons pas trop loin, camarades,

car une bonne ménagère sait qu'on tient le poisson par la tête, mais qu'on l'écaille à partir de la queue. Donc nous devons commencer par le bas.

Le fait que nous sommes réunis ici aujourd'hui, c'est vraiment quelque chose pour nous. Peut-être, pour nos autorités supérieures, ce sera une leçon... Il ne s'agit pas pour moi ici de condamner ou bien de... car en fait nous n'avons rien obtenu. Nous n'avons rien obtenu du discours du camarade Gierek. Mais qui nous a fait cela... qui a fait effectivement que nous soyons obligés de nous rencontrer aujourd'hui dans une pareille situation ? Nous parlons de la presse, nous parlons de la télévision, nous parlons de tout cela. Hélas ! peut-être le camarade Gierek va-t-il me le reprocher tout de suite — que c'était votre affaire, vos oignons et qu'il fallait s'arranger... Moi, malheureusement, je ne peux pas être d'accord avec cela. Jusqu'à présent, on nous a toujours dit : « *Moi, je vous aurais arrangé cela, mais le sommet ne le permet pas.* » Ici, j'ai entendu un avis contraire, c'est-à-dire que le camarade Gierek est d'accord avec nous que nous devons commencer par le bas. Mais seulement, pouvons-nous commencer par le bas ? Par ce bas, par cette conversation franche ? Et ce n'est pas la question qu'il y ait un directeur, et ce n'est pas la question qu'il y en ait un autre, ce n'est pas la question qu'il y ait le secrétaire du comité d'entreprise ou alors de l'organisation de l'atelier, mais nous visons tout le monde. Alors, nous devons commencer par le secrétaire ou par le président du rang le plus bas. Mais à ce moment-là, il y a un problème : si nous, on entre au comité de voïvodie et que, du comité de voïvodie, on envoie un gros mot au sommet — le camarade Gierek ne va-t-il pas s'offenser alors ? Il est difficile de répondre, n'est-ce pas ? Et ça dépend encore de ce que sera cette offense. Mais si nous, à ce moment, et dans cette situation... pour qu'un ordre véritable règne chez nous, il nous faudrait vider au moins un tiers des gens. Je parle des échelons supérieurs, je ne parle pas des travailleurs, car, de toute manière, il en manque toujours. Alors je proposerais : toutes les fautes... tous ceux qui nous avaient induits en erreur, évidemment, il faut les punir. Peut-être que j'ai ici des garanties de sécurité, mais comme je suis ouvrier, et encore avec peu d'éducation, alors je ne sais pas parler. Mais il s'agit pour moi de savoir si je peux avoir cette certitude que si je dis quelque chose ici, demain, le directeur ne me dira pas tout de suite : « *Et toi, qu'est-ce que tu as raconté sur moi, et ceci encore, devant le premier secrétaire ?* » (*Applaudissements, cris : bravo, bravo.*) Car ensuite, mes camarades, j'ai quelques questions à poser à tous.

« Les balles tirées contre nous ont été achetées avec l'argent gagné par notre dur travail... »

Je vois que le général Jaruzelski (54) est là, et j'ai une question à lui poser. (*Une phrase inaudible.*)

Mais à cela, on nous a répondu aussi, si je ne me trompe pas, naturellement. Tout le temps, la grève s'est poursuivie dans une grande tension nerveuse. Nous savons tous comment cela a commencé, nous savons tous comment cela s'est terminé. Evidemment, nous n'avons pas lutté pour aller incendier le comité du Parti. Nous n'avons pas fait cela, il y en avait qui avaient fait ce boulot à notre place. Mais avant qu'on en arrive là, je voudrais remercier nos forces de la milice, qui, naturellement, l'avaient provoqué. Lorsqu'on avait commencé à nous noyer avec des gaz lacrymogènes et lorsqu'on a commencé à matraquer et qu'on a fait le chaos, alors ont surgi des éléments qui, en effet, ont profité de ce moment, et ce sont eux qui sont gagnants dans cette affaire. Nous, nous avons perdu : des nuits sans dormir, surveillance de l'entreprise, tandis que certains en avaient fait leurs choux gras. Et il faut le reconnaître. (*Applaudissements.*)

On nous a toujours induits en erreur. Car il y a l'organisation du Parti à tous les échelons, jusqu'à la voïvodie elle-même, sans parler de Varsovie, car Varsovie n'en savait même pas la moitié. On a parlé seulement, on nous a menti avec impudence, on nous a traités comme des petits gosses, comme des nourrissons. Et d'ailleurs, n'est-ce pas bizarre que lorsque notre milice fait rage et que les nourrissons commencent à marcher, alors, on les appelle hooligans (55). Pourquoi est-ce ainsi ?

Maintenant, en ce qui concerne cette vérité (56), il s'agit qu'il y a ici des emprisonnés, et que des sanctions ont été prises. Nous avons ici, en ce moment, le nouveau ministre de l'Intérieur. Je pense que ce serait bien pour l'avenir s'il tire effectivement des leçons. Notamment, il s'agit du point suivant : le camarade Gierek a dit qu'il faut libérer ceux qui sont emprisonnés pour fait de grève. Moi, je suis d'accord. Nous parlons franchement, nous parlons... des choses telles qu'elles sont. Peut-être, le camarade Gierek ne va-t-il pas me

(54) Le ministre de la Défense.

(55) Par ce terme, on désigne, dans les pays de l'Est, les bandes de jeunes voyous, en fait bandes de jeunes chômeurs, sans métier ni perspective dans le cadre du régime bureaucratique.

(56) Il s'agit du mot d'ordre : « *Toute la vérité sur les événements de décembre !* », lancé par les travailleurs.

croire ?... Bon, on ne va plus compter le nombre des cadavres, parce qu'il est difficile de calculer combien on en a ramassés dans la rue. On nous a dit, seulement 17 à Szczecin (*Des voix dans la salle.*)... oui, je m'excuse, 17 — la dernière information a parlé seulement de 17, c'est probablement dans « *Glos* » (57) que j'ai lu. (*Des voix dans la salle.*) Bon, bon, je ne vais pas m'accrocher à ces cadavres, je sais qu'il y en a certainement eu. Bon. Alors maintenant il s'agit de cela. Toutefois, les gens tombaient, à coup sûr, les balles sifflaient... Mais ce qui est désagréable, c'est que c'est nous qui avons acheté ces balles qu'on a tirées contre nous, avec l'argent gagné par notre dur travail. C'est vraiment très dur, cela ! Comment se peut-il que la classe se tourne contre la classe ? Car nous avons un parti, n'est-ce pas ? Et les camarades du Parti et les sans-parti, tous ceux qui l'ont pu nous ont rejoints. Comment est-il possible que nous tirions les uns contre les autres ? Car enfin, nous sommes comme des frères, dans le peuple tout entier. Et qu'est-ce qui se serait passé si, par exemple, il y avait eu un moment comme en 1939, où, vraiment, quelqu'un aurait profité de cette situation et qu'est-ce que cela aurait donné (58) ? Un abattoir, un abattoir, une boucherie, le sang aurait coulé et pourquoi ? Pour rien ! Pour rien, tout simplement pour rien !

Maintenant, je voudrais encore dire quelque chose. Excusez-moi, je termine. Il a été dit ici qu'on payait aux gens des réparations. Oui, c'est vrai, on paye, mais... je ne sais pas si c'est vérifié, mais naturellement de tels bruits courent. J'ai une connaissance qui a reçu quelque chose comme ça. Peut-être que je n'y aurais pas cru, si vraiment je ne connaissais pas cet homme. Mais je le connais, et il m'a dit que son frère a été tué. Et alors cet homme a reçu quelque chose comme réparation, mais à condition de signer une déclaration que son frère n'a pas été tué, mais qu'il est mort d'une crise cardiaque, d'un accident du travail ou autre motif. C'est à cette condition qu'il devait recevoir cette réparation. (*Applaudissements, cris de fureur.*) C'est comme cela, ce qu'il a déclaré, et c'est ainsi qu'il l'a dit.

Deuxième chose. Les cadavres ont été enterrés la nuit, il y avait quatre personnes de la famille à l'enterrement à 22 heures, à minuit, ou à une heure du matin, ça dépend

(57) « *Glos Szczecinski* » (« *La Voix de Szczecin* ») : quotidien de Szczecin.

(58) Allusion à l'attaque de la Pologne par Hitler le 1^{er} septembre 1939.

— tout cela c'est vrai aussi, car on a fait ainsi (59). Et comment le camarade Gierek pouvait-il le savoir ? Et certainement, il ne l'aurait pas su, si ce n'était pas justement cette situation... Nous ne pouvons pas nous attribuer tout cela, car, à Szczecin, 23 entreprises sont en grève, et elles nous soutiennent. Et nous devons penser à eux aussi, eux aussi ont une part dans tout cela. (*Applaudissements.*)

« On attrape les ouvriers des chantiers comme des rats ! »

Je voudrais parler aussi à propos d'autres méthodes. C'est un fait qu'on exerce contre nous un chantage, bien que nous ayons reçu des assurances solennelles qu'aucune sanction ne serait prise contre nous. Naturellement, du point de vue de cette déclaration, en vérité, il n'y a pas de sanctions. Il n'y en a pas. Officiellement il n'y a rien. Mais maintenant, je voudrais parler des sanctions non officielles. Je ne suis pas certain, j'espère que ce n'est pas l'ordre du commandant de voïvodie (60), peut-être que oui, mais, en ce moment, il peut en être différemment (*Il crie.*), *on attrape les ouvriers des chantiers comme des rats !* On leur saute dessus sans bruit, dans un coin, derrière les arbres, déjà plusieurs ont été si gravement frappés... Nous avons eu un cas chez nous, on a battu un homme... vraiment... il était livide, vert sur le dos à cause des matraques, et cela seulement parce qu'il voulait noter le numéro du milicien qui vérifiait ses papiers... (*Voix dans la salle.*)... Non, c'est faux, car il revenait du travail. Lorsqu'ils voient seulement la carte des chantiers navals, alors tout de suite... parce qu'on est des bandits. Nous, des bandits ? Aujourd'hui, en venant ici, j'ai rencontré un milicien qui a dit : « *Nous sommes venus, car ici se développe le banditisme.* » Messieurs... où est-il, ce banditisme, chez nous ? Pendant cinq jours, nous avons été en grève, nous avons gardé l'entreprise comme notre propre enfant, maintenant nous avons arrêté pour deux jours, et, également, tout est en ordre. Je crois, je crois que personne n'a rien eu, personne n'a été battu. Mais franchement, parler de nous comme ça !

(59) Deux à quatre membres de la famille des victimes étaient autorisés à assister à l'enterrement clandestin, la nuit. La milice menaçait les familles de représailles si elles parlaient des causes de la mort. Pour la plupart, les familles des victimes ont été obligées de quitter la ville et d'aller s'installer ailleurs.

(60) Chef des forces de police de la province.

Le point suivant, ce serait... Ah ! Maintenant, le point pour le camarade général. (*Il s'adresse au ministre de la Défense.*) Je vois qu'il porte un uniforme vert, très joli, et c'est pourquoi je demande comment des gens payés — vraiment, ceux qui ont simplement déshonoré cet uniforme, car sûrement, il était possible de régler ça autrement —, comment ils peuvent usurper l'uniforme vert ? Moi, je ne sais pas... C'était comme ça que la milice se déguisait, elle mettait des uniformes militaires pour provoquer, pour que l'armée soit compromise au cas où elle devrait prendre la défense, car l'armée n'a pas tiré, maintenant c'est sûr. Personne ne pourra le nier, maintenant, l'armée n'a pas tiré. (*Applaudissements, cris.*) Ont tiré uniquement ceux qui n'ont pas aimé nos visages, naturellement. Toutefois, leur activité est très connue à Szczecin... Cette activité est connue, et ici je voudrais le souligner : à quoi sert cette milice ? A battre des honnêtes gens ? A faire du chantage ? Ou bien vraiment nous avons une milice pour que soit gardé l'ordre dont parlait justement le camarade Jaroszewicz... pour que nous n'allions pas travailler pour les fainéants, pour les oiseaux bleus. Mais non. Notre milice fait autrement, car chez eux... on attrape une poule, une deuxième poule... (*Mots inaudibles, applaudissements, cris, indignation, une voix dans la salle, confusion.*) Malheureusement, c'est comme ça, peut-être est-ce dur à entendre, peut-être est-ce embarrassant en ce moment, tant pis... mais ce n'est pas grave, car je pense qu'on n'en arrivera pas là (61)... Si oui, le camarade Gierek l'apprendra certainement.

Ensuite. On disait qu'on a tiré seulement contre ceux qui avaient attaqué la prison et le siège du comité de voïvodie. Ce n'est pas vrai ! A côté de nos bâtiments, sur le terrain des chantiers, là où se termine le boulevard — c'est là notre entreprise, et nous avons certainement le droit de nous y tenir —, on a tiré pour faire peur. Naturellement les gens s'approchaient de plus en plus... on essayait d'incendier ces chars, mais... (*Mots inaudibles.*) il se trouvait qu'il y avait là des jeunes, ils ont vite commencé à... mais il n'y a pas eu de conflit. Puis une rafale est partie en l'air, une autre en l'air et en définitive deux personnes ont été tuées par cet air, et deux ont été blessées. Chez nous, dans l'entreprise ! Et pourtant nous n'étions pas dans la rue, mais simplement devant le bâtiment administratif, où nous exigeons la venue du directeur. Nous en avons le droit, non ? A qui devons-

(61) Du fait d'un certain nombre de mots inaudibles, comme il est indiqué ci-dessus, le sens n'est pas entièrement clair. Sans doute le délégué parle-t-il de la collaboration étroite entre la milice et les milieux criminels.

nous nous adresser ? Il n'y avait personne ! Dans la rue, la milice dispersait... Il devait y avoir une simple manifestation, nous devons aller au comité de voïvodie pour demander des explications au camarade Walaszek (62) sur tout ce qui se passe ici... Malheureusement le camarade Walaszek n'était pas là, il y était peut-être, mais ne voulait pas nous parler. Mais ces foules qu'il y avait l'après-midi, elles auraient pu parler avec lui. Je pourrais dire... c'est comme s'il était notre père, si quelqu'un l'avait touché... chez nous, on ne touche personne. J'étais à la rencontre avec le camarade Kaim et alors vous demanderez aussi... l'ingénieur Skrobot (63) avait si peur, et pourquoi moi je n'ai pas peur ? Quelqu'un va-t-il me manger, ou quoi ? Comment ça ? Car je vais au peuple, oui ou non ? Eh bien, si l'on va au peuple, alors le peuple est vraiment avec vous comme il faut.

« C'est la milice qui aura raison de toute façon »

Maintenant encore, pour en finir avec ces affaires de milice, peut-être pas maintenant, mais pour la suite... Nous avons ici le ministre de l'Intérieur et maintenant je voudrais vraiment entendre cette assurance ; quelle est, en ce moment, la garantie qu'en sortant des chantiers ou en revenant à la maison dans la nuit, que vraiment aucun d'entre nous ne sera pas attrapé ? Et ne sera pas battu par la milice ? Car, s'ils vont nous frapper, c'est eux qui auront raison de toute façon. Parce que, ici aussi, il y a un problème. Car ce n'est pas moi qui aurai raison, mais « le camarade de la milice ». Il fabriquera ce qui lui sera commode contre moi, pour mon curriculum vitæ, et, malheureusement, coupable ou pas coupable, on sera enfermé dans un fichier. Et c'est ainsi qu'on fait avec les autres. En fait, nous ne soutenons pas ceux qui incendiaient et qui pillaient, car nous n'en tirons aucun avantage. Nous devons reconstruire tout ça, et avec notre pognon, ça va de soi. Car personne ne le fera pour nous. Ce n'est pas le secrétaire du comité de voïvodie qui le fera, parce que lui, c'est « quelqu'un », et les institutions budgétaires empruntent de l'argent à nous qui travaillons. Pour cela, il faut enfin expliquer — comme je l'ai dit — qu'il ne faut pas prendre le poisson par la tête, mais l'écailler à partir de la queue. C'est pourquoi je pense que le commandant de la milice devrait prendre à cœur tout cela. Ou bien il

(62) Ancien premier secrétaire du Parti pour la voïvodie de Szczecin, obligé de démissionner après les événements.

(63) Le directeur des chantiers navals « Adolf Warski ».

interdit catégoriquement, ou alors qu'il applique dans la milice des méthodes plus dures pour que vraiment il y ait l'ordre. Mais ce n'est pas de ça qu'il s'agit. Si, par exemple, je me présente aux autorités supérieures battu ou blessé, alors qu'ils écoutent ce qu'on leur dit. C'est des gens comme ça que nous voulons ! Il n'y en avait pas jusqu'à aujourd'hui. (*Applaudissements.*) Qu'est-ce que ça donne, si nous allons assurer au camarade Gierak : d'accord, dans un an nous vous produirons un bateau pour votre anniversaire. Pour la Pologne, c'est déjà beaucoup... Pourquoi je le dis ? (*Phrase inaudible.*)

« Cette noblesse va piller tout. »

Mais, même si nous le construisons, de toute façon cette noblesse va piller tout. *Elle va tout piller ! (Ovation dans la salle.)* Et ainsi, ce bateau que nous avons destiné à l'anniversaire du camarade Gierak, il ne lui parviendra pas. (*Applaudissements.*) Officiellement, le bateau sera là, mais il n'y aura pas d'argent. C'est pourquoi il faut agir ainsi. Et que d'aucuns ici ne s'offensent pas si je suis intervenu si violemment. Malheureusement, je ne peux pas appeler ça autrement. Car, si je voulais de nouveau biaiser, y aller par quatre chemins, alors rien ne sortirait de ce franc entretien. Absolument rien. Je veux dire simplement que si vraiment nous allons élire nos autorités, dans notre département, dans notre entreprise — alors nous ne voulons vraiment pas de ces gens-là qui se sont frayé un petit chemin à sens unique et qui ont des culottes moisies à force de rester assis constamment... Parce qu'ils sont inutiles. Nous pouvons travailler et nous pouvons soutenir... (*Quelques mots inaudibles.*), mais alors vraiment, qu'on voie les résultats.

Pour cela justement je propose que — nous pouvons le définir ainsi —, ce que je viens de dire par exemple n'est pas une blague. C'est comme ça que les choses sont en bas, et c'est vraiment ainsi. Notre directeur vraiment nous mettait de mauvaise humeur — bien qu'il ne fût pas là en personne le premier jour, mais son absence n'était qu'une illusion : on écrivait sur nous de faux tracts. Car si nous faisons grève honnêtement, et la grève est peut-être un délit — car effectivement nulle part il n'y a de dispositions juridiques indiquant qu'on peut faire grève. Il n'y en a pas ! Pourquoi n'y en a-t-il pas ? Pourtant, il y en a partout dans le monde. Mais chez nous il n'y en a pas. Cela veut donc dire que chez nous il n'y a rien. Et si nous voulons faire quelque chose, c'est impossible, c'est impossible, hélas !...

GIEREK, *interrompant*. — Vous n'avez pas pris position par rapport aux revendications... (*Pause*.)

LE DELEGUE DE K 1. — Je m'excuse, je suis un peu bouché. Je voulais finir la phrase et je ne l'ai pas finie. Ah ! ah ! merci, tout de suite, voilà...

Voilà. Maintenant, pourquoi le directeur nous informait-il mal ? Il nous informait sans cesse de travers, et littéralement il nous induisait en erreur. On n'avait pas besoin de perdre tellement de temps pour des questions inutiles. Il fallait tout de suite introduire ces autorités et rapidement, en quelques heures je pense, nous nous serions mis d'accord. Plus ou moins. On s'est mis plus ou moins d'accord. Je ne sais quelles questions auront encore à poser mes camarades. Elles seront dures, certainement... J'ai vraiment parlé de la chose telle que je la vois. C'est pourquoi je pense que le camarade directeur ne doit pas s'offenser si je lui ai dit quelque chose de fort, mais il n'y a pas d'autre solution. Si nous devons parler démocratiquement et honnêtement, alors parlons seulement de cette façon. Si nous parlons seulement de cette façon, d'en bas il y aura sûrement des résultats, et pas des résultats qui seront ensuite dilapidés ; il y aura vraiment un effet de ces résultats. Et certainement, ce sera rapidement visible, car, au cours de ces vingt-cinq ans, nous avons obtenu quelque chose. Nous pouvons critiquer quelques personnes, d'accord. Mais il y avait pourtant beaucoup de camarades qui étaient vraiment capables d'apporter des solutions. Je ne sais pas comment ça se fait qu'un homme puisse être plus fort qu'une équipe, car hier, on nous a accusés dans la presse de ce qu'il y avait 300 grévistes qui imposaient leur volonté... c'est-à-dire 300 personnes — bandits ou truillons, comme on préfère — qui imposaient leur volonté à 7 000 personnes. Allons, comment cela se peut-il que 300 personnes se soient emparées de l'entreprise ? C'est une connerie, non ? (*Applaudissements*.) Car personne n'était forcé de rester, on ne retient personne ici. Il n'y en avait pas qui voulaient partir. Merci, je me suis énervé, merci. (*Applaudissements*.)

Maintenant, en ce qui concerne ces revendications. Concrètement, n'est-ce pas ? A propos de tous ces points, effectivement nous en sommes restés au point mort (*Quelques mots inaudibles*.) Mais pourtant nous luttons pour ça, pour le changement des autorités... Mais en fait, nous luttons pour le bifteck, n'est-ce pas ? Alors, nous n'avons pas obtenu ce bifteck, car, pour le moment, le camarade ne nous a apparemment que fait des promesses. Peut-être dans la suite de la discussion, peut-être vraiment qu'on pourra trouver pour

nous des moyens. Mais ce n'est pas contre le camarade Gierek. Dans les chantiers, nous sommes beaucoup et nous pouvons travailler, mais qu'il n'y ait pas de gaspillages et tout sera en ordre. (*Applaudissements.*) Merci.

BALUKA. — S'il vous plaît, K 2.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT K 2. — Moi, je voudrais revenir ici à ces questions sur décembre. A mon avis, dans ce cas-là, la faute revient seulement et uniquement au camarade Walaszek. Pourquoi ? Parce que le camarade Cynkier (64) a téléphoné au camarade Walaszek et a reçu pour réponse : « *D'accord, moi, je vous recevrai.* » Oui ? Y a-t-il eu une telle réponse ? ou non ?

CYNKIER, *du présidium.* — Moi, j'ai téléphoné au camarade Walaszek en demandant qu'il reçoive la délégation des chantiers ?

LE DELEGUE DE K 2. — C'est ça.

CYNKIER. — Je n'ai jamais eu une telle conversation.

LE DELEGUE DE K 2. — Mais ça suffit, si l'un des ouvriers a parlé avec Walaszek. (*Bruits dans la salle, confusion.*)

CYNKIER. — Personne ne m'a proposé de faire cette demande, et moi je n'ai pas tenu cette conversation avec le camarade Walaszek.

« Tant de gens sont morts. »

LE DELEGUE DE K 2. — Bien, d'accord. La situation est telle que les ouvriers n'ont pas pu s'entendre avec la direction. Ils voulaient s'entendre avec les autorités régionales. A mon avis, si Walaszek n'avait pas quitté le comité de voïvodie du Parti, le sang n'aurait pas coulé. Car, à mon avis, si le camarade Edward Gierek a peut-être beaucoup vécu, s'il a été ici et là à l'étranger, partout, il faisait grève comme nous, à mon avis, c'est un véritable communiste, et il n'aurait pas posé les choses de cette façon. S'il y avait des grèves en Silésie, alors il descendait dans les mines et parlait avec les ouvriers, avec les mineurs. Par contre, Walaszek a littéralement fui les gens, littéralement comme un gosse, c'est ainsi qu'on peut dire (65).

(64) Un des directeurs des chantiers navals et probablement le premier secrétaire du Parti pour l'entreprise.

(65) Walaszek s'était réfugié dans une caserne de la marine de guerre.

GIEREK, *interrompant*. — C'est pourquoi j'ai ordonné de le limoger immédiatement. (*Ovation dans la salle.*) Bien que de Katowice, voyez-vous ?, bien que de Katowice, mais j'ai ordonné de le limoger immédiatement (66) ! (*Cris : Bravo ! Applaudissements, ovation prolongée.*)

LE DELEGUE DE K 2. — A mon avis, tant de jeunes gens ont été tués, tant de jeunes gens sont morts, et qui ont été atteints, pas de face, mais par-derrière — dans le dos, à la tête —, et il y a des preuves, il y a des preuves. Car maintenant, j'ai une fille de deux ans et demi, si je l'avais élevée pendant vingt ans et puis si on me l'avait tuée, alors je pourrais me venger d'une façon ou d'une autre. Parce qu'on peut aborder l'affaire ainsi, n'est-ce pas ? Pour se prémunir. Ce ne sont pas de petites choses ! Tant de gens sont morts, et en plus nous n'avons eu que des menues informations sur ces disparus (67). Car sûrement il y en a plus qui sont morts. J'ai appris... je suis témoin oculaire. C'était jeudi, premier jour de la grève, aux urgences, à midi. Le médecin de permanence m'a dit qu'environ 30 personnes ont été tuées. (*Interruption dans l'enregistrement.*) Ceux qui étaient en chemin vers l'hôpital ou qui sont morts à l'hôpital n'avaient même pas été enregistrés. Car il y en a, des cas concrets (68). C'est là une face de la médaille.

La deuxième face, c'est que ces gens qui sont morts dans la rue ont été emballés dans des sacs en nylon et enterrés comme du bétail (69) ! Et c'est la vérité, et personne ne peut la changer. (*Applaudissements, cris.*) Les gens mettent leur nez partout, et ils vérifieront même les cimetières, n'est-ce pas ?, ils vont tout compter. Les gens ne se laisseront pas faire, ils ne lâcheront pas, pas vrai ? Et à mon avis, le camarade Gierek devrait prendre ça en mains, et régler

(66) Katowice est la capitale de la Silésie, où Gierek dirigeait le comité du Parti, comme on l'a vu plus haut.

(67) Le nombre des morts varie selon les sources. D'après « Le Figaro », le quotidien suédois « Expressen » et U.P.I., il y a eu 300 morts dans la seule ville de Gdansk. Le 25 janvier, au cours d'un débat analogue avec Gierek dans les chantiers navals « Lénine », un délégué des chantiers « Commune de Paris » a déclaré : « La presse, la radio et les autorités mentent ! Les gens de la ville savent que 400 personnes sont mortes dans la "Triville" (Gdansk, Gdynia, Sopot), 197 à Gdansk et 204 à Gdynia » (cité par Radio-Europe libre).

(68) La milice et les forces de sécurité surveillaient les hôpitaux et avaient interdit d'enregistrer les blessés. Les corps des blessés morts à l'hôpital étaient immédiatement emmenés par la milice. Le personnel était menacé de poursuites au cas où il ne garderait pas le secret.

(69) Les centaines de cadavres qui jonchaient les rues étaient ramassés la nuit par des camions frigorifiques destinés au transport de la viande et des légumes. Les corps non identifiés étaient enterrés dans des fosses communes. Le fait que ces camions ont dû être réquisitionnés dans un rayon de 150 km prouve l'ampleur du massacre.

l'affaire avec ces gens. Ça vaut la peine de chercher les coupables, ceux qui l'ont permis. A mon avis, le camarade Walaszek est coupable d'avoir permis que le comité de voïvodie en soit là, car certainement il n'en aurait pas été ainsi sans ça. Mais d'autres gens aussi sont coupables et ils devraient être châtiés avec la plus grande sévérité. Merci, ce sera tout. (*Applaudissements.*) Pardon, encore les revendications.

A mon avis, si le camarade Gierek ne nous a rien promis — c'est vrai —, s'il dit que la situation économique est si difficile... Et on sait que nous, les Polonais, nous savons lutter pour la liberté à l'étranger, pour notre liberté, nous savons travailler à l'étranger et nous savons travailler chez nous (70) ! Si on nous donne des garanties qu'en une année... nous devons donner une chance au camarade Gierek, nous devons la lui donner. Réfléchissez. La situation économique est difficile, il faut donner une chance au camarade Gierek. En premier lieu il faut lui donner cette confiance, car, à l'époque, nous avons fait aussi confiance à Gomulka, oui ? Sauf que cela ne s'est pas réalisé. Mais à mon avis, le camarade Edward est vraiment un homme comme il faut, et il faut lui donner sa chance. (*Applaudissements, cris : bravo !*) Il faut donner à cet homme au moins un an ou deux ans, et nous verrons bien les résultats qu'il y aura. S'il y a de bons résultats, alors, certainement, nous aussi on va vivre mieux et il est certain que les ouvriers vont vivre 100 % mieux. Parce que sûrement, le camarade Edward y veillera. Voilà notre avis quant aux revendications. Merci. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — K 3 ? K 3 ?... Pas là ? Alors, s'il vous plaît, K 4.

« Un ouvrier sur deux travaillant à la coque est aveugle, sourd ou silicosé. »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT K 4. — Je suis représentant de K 4. Ce département s'occupe de la construction directe des coques. Comme on le sait, le travail sur les coques est un des plus difficiles de tous les chantiers. Et c'est surtout de nous que le plan dépend, car, si nous ne construisons pas, il n'y a pas deancements, il n'y a pas de travail. Qu'est-ce que cela veut dire ?

(70) La presse polonaise a toujours fait beaucoup de tapage autour des émigrés polonais aux Etats-Unis, au Canada et ailleurs « qui sont tous de bons travailleurs ». Cela, pour stigmatiser « la paresse et le manque de discipline » des ouvriers en Pologne.

Il a été question ici, le camarade Gierak a dit qu'il faut prendre des engagements. Je suis totalement d'accord. Mais qu'est-ce qui s'est avéré après la première grève ? La première grève n'était pas encore terminée, lorsque déjà on nous a retenu les heures, 20 % aux monteurs, des fiches de travail truquées, etc., en disant que ça figurera dans les économies et les engagements. Et ensuite, ce sera proclamé comme des engagements, ainsi qu'on le faisait jusqu'à présent.

Notre département, ce n'est pas une mine quelconque, où, avec une pelle, on peut charger du charbon sur des brouettes et puis rouler avec... C'est un département en plein air. Nous n'avons aucune prime, même pas en hiver, et, pendant l'été, la température monte jusqu'à 70° et plus... lors des chaleurs... Le même plan nous est imposé, aussi bien hiver qu'été. Durant l'été nous cuisons dans notre jus, en hiver, par contre, on arrive à peine à travailler, les installations sont gelées... Nous n'avons aucune prime. Il y en avait eu, des primes, on a reçu 50 zlotys (71) de plus pour la période d'hiver. Et que s'est-il passé ? On nous a retenu plus tard ces primes, mais l'impôt, lui, a été doublé. Quand arrive le temps des pluies, il y a des cas mortels d'électrocution. Personne n'est en mesure de faire en sorte qu'on donne aux gens deux heures d'arrêt s'il pleut. Dans ces conditions, chacun court un danger mortel, comme c'est le cas des soudeurs ou des monteurs. Il n'y a pas des heures pour ça. (*Deux phrases inaudibles.*)

Ensuite, nous nous décidons à prendre des engagements de production, nous soutenons la direction du Parti, mais, à notre tour, nous voulons des assurances. Nous voulons des assurances que ces normes de travail... chaque bateau, chaque coque a d'autres normes et 15 % à 20 % des heures, ainsi que l'argent qu'elles représentent, nous sont enlevées. Et c'est pourquoi nous sommes d'autant plus forcés d'exiger une augmentation. (*Applaudissements.*) Car nous avons déjà été roulés une fois. Et enfin des 15 % à 20 %, à la fin, nous n'en avons rien, zéro, et puis nous allons même payer en sus et de notre poche. Par exemple, pour le gaspillage d'acétylène ou de courant. Parlons franchement. Il y a huit ans — vous m'excuserez, je ne vante pas ce temps-là, mais, à l'époque, il y avait peut-être des meilleures conditions dans l'industrie maritime —, je gagnais comme manœuvre proportionnellement la même somme qu'aujourd'hui, après dix ans. La même somme ! Maintenant, toutes les tôles sont peintes. C'est très nocif. Nocif pour la santé. Aujourd'hui,

(71) 50 zlotys équivalent à quatre repas de cantine ou à une livre de jambon.

un ouvrier sur deux travaillant à la coque est aveugle, sourd, rhumatisant, silicosé — et pour cette paye misérable ! Aujourd'hui, un manœuvre gagne 1 800 à 2 000 zlotys. Il a le plus bas revenu pour une famille de cinq personnes. Au petit-déjeuner, pour chacun, du pain et de l'eau. Ça fait 2 zlotys. Le soir, la même chose — 4 zlotys. Le déjeuner le moins cher — 12 zlotys par personne — 60 zlotys. Automatiquement, 64 zlotys par jour. Par mois, ça donne 1 800, 1 900 zlotys approximativement. Et seulement pour vivre, du pain et de l'eau. Mais aux chantiers, le travail est dur. L'ouvrier de coque doit se nourrir, car véritablement, après quinze ans, c'est le cimetière. Impossible autrement. Voilà, merci. (*Applaudissements.*)

(*Baluka demande de se prononcer sur les revendications. Propos incompréhensibles.*)

LE DELEGUE DE K 4. — Notre position envers les revendications. Notre département était pour une augmentation quelconque, d'autant plus qu'on nous a remanié les normes. Elles ne sont pas fixes, il n'y a pas de garanties. Nous voulons qu'une limite quelconque soit fixée. Par exemple, qu'on nous laisse cet argent pour la première unité... Mais cette unité, ce n'est pas tout. Nous n'avons aucune garantie quant à ce qu'on va gagner ce mois-ci. S'il pleut et s'il neige, je ne sais pas si je pourrai gagner 1 000 zlotys. Je ne sais pas. Je ne sais pas si je vais survivre jusqu'au mois prochain. Merci.

SKROBOT, *directeur des chantiers.* — Mon camarade, restez encore un instant. Je déclare officiellement : j'ai donné l'ordre que toutes les normes dans les chantiers soient fixes, et elles ne seront pas modifiées au cours de l'année 1971. Indépendamment de ça, nous avons déjà obtenu pour les soudeurs — je l'ai annoncé dans le communiqué — 3,5 millions de zlotys par an pour des primes. Ça vous arrange ?

LE DELEGUE DE K 4. — Maintenant, je...

SKROBOT. — Alors, exprimez votre position par rapport aux...

LE DELEGUE DE K 4. — ... J'ai vérifié, et alors, maintenant, les conducteurs sont bouchés avec de la colle, les prix sont effacés, et de nouveaux sont inscrits. Je me demande pourquoi on explique aux gens que la mécanisation est entrée dans l'industrie des chantiers ? Peut-être qu'elle est entrée dans l'agriculture ? Eh bien, chez nous, il faut créer certaines conditions pour améliorer ce travail. Mais ici, il n'y a aucune amélioration. Eh bien, aujourd'hui, le soudeur se sert des mêmes marteaux et brûleurs qu'il y a dix ans, n'est-ce pas ?

Il n'y a aucune... pour accélérer ça. Pas de progrès technique. On ne peut pas maintenir les mêmes normes. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — K 3, prêt ? (*Pause prolongée, conversations dans la salle.*)

« Pourquoi Szczecin est-elle traitée différemment... ? »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT K 3. — Mes camarades, moi, je ne suis pas un grand orateur. Je suis né pour travailler et pas pour faire de la politique. (*Des voix indignées.*) Je travaille depuis vingt ans aux chantiers navals, depuis dix-huit ans je suis membre du Parti. Afin de prendre cette décision, nous sommes allés au département pour consulter les ouvriers de notre département, savoir s'ils soutiennent le camarade Gierek. A l'unanimité, ils ont voté et ils ont donné leur soutien au camarade Gierek, ils ont donné leur soutien au camarade Jaroszewicz. Seulement, pour nous, il s'agit d'une chose, sous forme de question : disons, pourquoi notre région de Szczecin est-elle traitée différemment des autres ? Concrètement, il s'agit des prix. Prenons, par exemple, les fruits et les légumes. Chez nous, ils sont beaucoup plus chers que, disons, à Cracovie, à Varsovie ou dans les autres villes. J'ai une voiture. Une petite voiture, mais je l'ai. Lorsque je suis en congé, je pars, je fais les courses en route. Quand je rentre à Szczecin, il s'avère que ces mêmes fruits coûtent chez nous 4 à 6 zlotys plus cher. Alors, je demande pourquoi nos poissons de Szczecin coûtent la même chose, disons en Silésie, à Katowice, à Rzeszow, à Bydgoszcz, à Cracovie, que chez nous ? Et ici, tout dépend comment on pose le problème. On sait combien coûte le transport, n'est-ce pas ? Eh bien, que nos poissons coûtent plus là-bas que chez nous ! Si nos enfants mangent des fruits plus chers, alors qu'ils mangent du poisson moins cher. (*Applaudissements.*)

J'ai ici un autre point. La question est celle-ci. Ce n'est pas que, disons, nous n'ayons pas confiance en notre camarade, le premier secrétaire du comité de voïvodie. Ce n'est pas ça. Pour nous, il ne s'agit pas du tout de ça. Mais nous avons beaucoup d'ouvriers ici, à Szczecin. Des citoyens bons, dévoués et camarades du Parti. Pourquoi n'est-ce pas chez nous, parmi les gens de notre région, qu'on élit les premiers

secrétaires de voïvodie ? C'est la question que les gens nous ont posée. Donc, nous avons posé ce problème ici. (*Applaudissements.*)

Le point suivant. En ce qui concerne la carte de l'ouvrier des chantiers, du mineur, du sidérurgiste, il y est écrit que nous devons travailler vingt-cinq ans dans le métier. Et nous travaillons vingt-cinq ans dans le métier. Mais au bout de vingt-cinq ans, nous devenons grand-pères. Grand-pères à cause de l'âge. Eh bien, je ne peux pas m'imaginer que le camarade Gierek puisse dire ici : « *Les gens qui gagnent le moins ont bénéficié de l'augmentation.* » Bon, d'accord, ils ont eu un avantage.

GIEREK, *interrompant.* — Je n'ai pas dit qu'ils ont eu un avantage. J'ai dit seulement que nous leur avons donné plus.

LE DELEGUE DE K 3. — Bon, bon. Soit. De toute façon ils ont eu un avantage. Mais on ne peut pas comparer la demoiselle du guichet avec nous, ouvriers des chantiers, dans une situation où, lorsque nous travaillons en saison d'été, la température — chez nous, à la coque, sur le bateau quand on le fabrique, quand on y travaille — monte jusqu'à 60°. Enfin, c'est la vapeur qui sort de l'homme. C'est tout simplement la vapeur qui sort de l'homme ! Et c'est pour ça que nous traitons tout le monde de la même façon, presque de la même façon — car nous augmentons ceux qui, disons, gagnent peu. Mais quant à nous, le camarade Gierek, en principe — pas le camarade Gierek, mais le camarade Jaroszewicz — dit qu'en principe... eh bien, « *ce n'est pas vous qui avez bénéficié de ces augmentations* ». D'accord, nous n'en avons pas bénéficié. Mais nous devons manger mieux, certainement beaucoup mieux, et manger plus.

La question suivante a été posée — c'est-à-dire sous forme de question : malgré tout, nous devrions prendre la retraite au bout de vingt-cinq ans. Indépendamment de l'âge. Merci. (*Applaudissements.*)

(*Quelqu'un du présidium demande quelle est la position par rapport aux revendications. Ses paroles sont incompréhensibles.*)

LE DELEGUE DE K 3. — Alors... eh bien... j'ai dit. Après le vote, les ouvriers de notre département appuient Gierek et sont d'accord avec tout. Comme on dit : à partir de demain, nous retournons au travail. A condition qu'on sorte d'ici suffisamment tôt pour être en état de travailler. Car nous n'avons pas dormi des nuits entières, nous avons gardé l'entreprise. (*Applaudissements.*)

« Nous n'avons pas la chance de ceux qui ne travaillent pas et vivent bien. »

LE DELEGUE DE K 5. — Mes collègues, j'ai à soulever le point suivant. Pour vivre, il faut travailler. Car nous n'avons pas la chance de ceux qui ne travaillent pas et vivent bien. Nous ne sommes pas des gens de cet acabit. Le sort ne nous est pas favorable. Nous devons travailler pour vivre. Mais, dans nos départements, le travail n'est pas réparti convenablement, pas dans des formes démocratiques. Moi, par exemple, je viens du département K 5 — conservation — où les contremaîtres donnent à certains un travail plus léger, et ceux-là gagnent 10 000 à 12 000 zlotys, et d'autres gagnent 1 200 zlotys tout le temps dans la poussière. Qu'est-ce que c'est que cette démocratie ? Il y a un grand afflux d'ouvriers ! On les recrute de Rzeszow, de la région de Bialystok, de celle de Lublin... Eh bien, ils regardent deux semaines et se sauvent !

En plus, dans notre section, il y a un nombre épouvantable de bureaux... (*Mots inaudibles.*) Nous seuls, nous travaillons pour six, sept ou dix hommes. Allons ! Pourquoi travaillons-nous pour ces gens-là ? A quoi servent ces gens-là ? Parfois, une semaine passe sans que je les voie travailler. Car, apparemment, ils s'occupent des affaires sociales... On les voit seulement lorsqu'ils nous donnent la fiche de contrôle... C'est tout ce qu'ils ont à faire. Eh bien, pourquoi ces gens-là prennent-ils de l'argent ? Ils volent nos salaires. Ce n'est pas tout. (*Applaudissements.*)

Ce n'est pas tout, les gars. Ces messieurs sont tellement montés, pas parmi nous, mais dans la direction du gouvernement, du Parti — loin de nous. Ceux qui ne veulent pas trouver un langage commun avec nous, les ouvriers... (*Une phrase inaudible.*) Et ils partagent nos salaires. C'est sur nos salaires que nous donnons pour eux. Est-ce cela, la démocratie ? En aucun cas ! Et c'est tout. (*Applaudissements.*)

(*Au présidium, on demande de prendre position envers les revendications. Les paroles sont incompréhensibles.*)

Je ne vais pas parler de la milice, car j'estime que le camarade a expliqué cette affaire. Auparavant, moi aussi, j'y ai travaillé. (*Phrase inaudible.*) J'estime... ça ne m'a pas tellement plu, mais peut-être le cœur n'y est plus comme avant... je ne sais pas — nous cédon. (*Voix de la salle.*) On a dit comment c'est en vérité. Pourtant, j'ai pu travailler aux chantiers navals, alors demain je peux m'en aller, ou bien je peux travailler jusqu'à ce qu'on me remercie, quoi.

Quant aux revendications. Eh bien, effectivement — comme le camarade Gierek... que les éléments hostiles avancent — je vois qu'il comprend notre situation, qu'il est juste et proche

de nous. Par rapport à la revendication de l'augmentation des salaires, je ne peux pas prendre position. Je ne peux pas. Car je suis du Comité de grève — peut-être on va me reprocher que moi... « *Eh bien, qu'as-tu obtenu ?* »... Ce serait mieux qu'ils s'expriment directement... pas moi. (*Propos incompréhensibles de Gierek.*)

VOIX DE LA SALLE. — Eh bien, laissez-le parler !

(*Echange de propos entre le délégué de K 5 et des membres du présidium. Baluka dit quelque chose, confusion dans la salle.*)

LE DELEGUE DE K 5. — Le département... eh bien, je ne sais pas, certainement il aurait...

BALUKA. — Attendez, camarades. Du calme, s'il vous plaît, camarades. (*Conversations au présidium, voix de Gierek.*)

LE DELEGUE DE K 5. — Ce n'est pas démocratique. Ça me plaît, mais moi je ne peux pas prendre cette position. (*Confusion au présidium, voix de Gierek.*) Merci. (*Applaudissements.*)

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W 0. — C'est une question pour le camarade Gierek. Nous voulons qu'on construise plus ? D'accord. Il y avait aux chantiers un fameux dicton : « *Skroboterie (72)* ». Un jour par mois, nous « *skrobotons* ». Le camarade Skrobot sait bien de quoi il est question ! De ceux... (*Mots inaudibles.*) Qu'ils essayent une fois par mois de gratter un peu ces coques ! Ils n'en souffriront pas (73) ! (*Ovation, applaudissements.*)

Deuxième point. Camarade Jaruzelski ! (*Le ministre de la Défense.*) Si notre armée... toute l'armée... s'ils trouvent un peu de temps, ils pourraient venir nous aider pour les travaux les plus simples. Nous les aiderons, qu'ils nous aident aussi. La production va monter ? L'armée a-t-elle un peu de temps ? Certainement. Certainement, ils trouveront, camarade.

Troisième point. (*Phrase inaudible.*) Ce devait être un grand dada du camarade Skrobot. Maintenant, ce dada, c'est un trou dans la poche. (*Applaudissements.*) Nous tous qui sommes venus de la tuyauterie — à part peut-être quelques pour cent — nous gagnons deux fois moins ! (*Phrase inaudible.*) Et nous pouvons tous qui sommes ici présenter toutes les fiches. Monsieur le Directeur serait ahuri de voir quelle est la baisse. Et je dirai pourquoi. Parce que nous martelons ces volées du navire. Et nous les avons toujours travaillées comme un mal nécessaire. Et il n'y a pas eu de réclamations. Et maintenant ? Je fais 419 volées et je reçois 49 heures... Vous vous imaginez ce que ça veut dire ? 49 heures ? Mais ce n'est pas ça l'essentiel. L'essentiel, c'est la question des engagements. Leur qualité ? Combien y en aura-t-il ? Je ne

(72) Du nom de Skrobot, le directeur des chantiers.

(73) « *Ils* » : lire les bureaucrates dirigeant l'usine.

représente pas l'ensemble du département. Nous sommes dix, et ces dix ne peuvent pas décider à la place de 400. Certainement, le camarade Gierek sera content, mais nous devons en parler au cours d'une large assemblée du département et tout le monde doit être là, pour qu'il n'en soit pas comme à la tuyauterie, où un petit malin avait inventé on ne sait pas quoi. Chez nous, on n'invente pas. Tous doivent être présents, et le camarade sera content. (*Applaudissements.*)

Un autre point. Je ne sais pas si c'est le camarade Jaroszewicz ou le camarade Gierek... qui a parlé contre les oiseaux bleus de Szczecin. Au boulot ! Je crois qu'on peut ne plus en parler. (*Applaudissements.*) Ah ! oui ! Que la milice n'ait pas sans cesse les yeux braqués sur les ouvriers des chantiers, mais qu'elle regarde plutôt ces... ces... je n'en dirai pas plus, car chacun sait de quoi il s'agit... ces... (*Mots inaudibles.*) Qu'elle les regarde, eux ! Et pas main dans la main avec eux. Car il y a des preuves. S'il veut, le camarade Szlachcic pourra en trouver (74).

Les assurances maintenant. Pour combien est assuré un mineur ? Je ne sais pas, je voudrais le demander. Je sais qu'un marin, s'il est tué, reçoit 100 000. Et le mineur ? Avec sa famille ?

GIEREK. — (*Réponse incompréhensible. Indignation dans la salle.*)

LE DELEGUE DE W O. — Parce que nous, nous recevons 15 000 ! Je conseille de s'occuper aussi de cette affaire lors d'une séance du gouvernement ou dans le ministère de l'Industrie navale, etc.

Avec le camarade Cynkier, nous nous connaissons depuis les chantiers de réparation. Un vieil amour ne rouille pas (75). (*Rire dans la salle.*) Chez nous, les soudeurs sont soutenus avec des tablettes de vitamines C. Je pose la question : pourquoi les soudeurs des chantiers de réparation recevaient-ils du beurre ? Chaque soudeur recevait, je crois, le sixième d'une livre de beurre, même parfois il y avait une demi-livre pour quatre... Ils le recevaient bien, n'est-ce pas ? Et nous ? Qu'est-ce qu'on reçoit ? De la vitamine C... Il semble qu'on ne peut manger trop, car ça fait mal aussi... Il faut uniformiser cette affaire, car ici on ne mange même pas la moitié de là-bas. On pose maintenant ce point, on veut que ça se fasse. Nous sacrifions notre santé. Si l'on ne

(74) Le 15 juin 1971, « Trybuna Ludu », organe central du Parti, a publié un communiqué sur l'arrestation de quatre hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, accusés d'abus de pouvoir et de liaisons avec les milieux criminels.

(75) Proverbe polonais.

peut gagner quelque chose, alors qu'au moins on se préoccupe de notre santé. Et il doit y avoir du beurre pour les soudeurs. S'ils peuvent en recevoir là où il y a 4 500 hommes... les soudeurs sont plus nombreux que la totalité des ouvriers de là-bas.

Ah ! oui ! Il y a encore un dernier problème brûlant. Dommage que je ne puisse pas parler avec une telle autorité... c'est à propos de ces cellules de rationalisation (76). Mais, messieurs, d'après ce qu'on entend dire, c'est une bande de fripouilles. Et quelles sont ces inventions ? Donner une grue pour notre département, donner une deuxième grue pour un autre département — rien que des grues. Le premier fait une rationalisation dans ce département, un autre fera la même chose dans le deuxième... et chacun de ces « rationalisateurs » prend de l'argent ! Ça ne peut pas marcher ainsi ! S'il y a une nouvelle grue inventée, alors ça doit être pour l'ensemble des chantiers. Et non pas que la même chose soit faite dans plusieurs départements et que plusieurs prennent de l'argent pour ça. Car, quoi ? Est-ce qu'on ne sait pas que cet argent vient de notre travail ? Car personne ne donne cet argent, ni le comité de voïvodie ni personne — c'est nous qui travaillons, n'est-ce pas ? Merci. (Applaudissements.)

BALUKA. — Le camarade n'a pas pris position par rapport aux revendications. Parce que nous, le Comité de grève, et moi particulièrement, nous sommes dans une situation difficile.

LE DELEGUE DE W 0. — Quant aux revendications...

BALUKA. — Tu fais partie des « cinq », mais tu ne les représentes pas aujourd'hui.

LE DELEGUE DE W 0. — Le département a fait confiance aux « cinq ». Moi, j'ai été coopté aujourd'hui. Ce qui nous a fait le plus mal n'a pas été réglé. Il s'agissait de cette baisse des prix. C'est incompréhensible. Mais pouvons-nous avoir des garanties que cette hausse des salaires aura lieu rapidement ? Si oui, alors notre confiance est illimitée. Et nous voulons travailler et nous voudrions gagner plus, et que l'augmentation de nos salaires ne se fasse pas à l'aide d'heures supplémentaires (77). C'est très important ! Car je pense que nous avons mérité un peu plus.

Il n'y a pas de raison qu'on prenne position par rapport aux revendications. Il y a ici le camarade Gierek, il y a le gouvernement, il y a le Parti — c'est là-bas que nous prendrons position ! Nous voulons donner du travail ! Nous voulons donner du travail !

(76) Chargées théoriquement d'introduire le progrès technique. Existants dans chaque entreprise, ces cellules sont devenues le symbole du scandale économique.

(77) 30 à 40 % du revenu mensuel d'un ouvrier est gagné en Pologne à l'aide des heures supplémentaires.

GIEREK. — Le département est-il pour interrompre la grève ou pas ?

LE DELEGUE DE W 0. — Ça, je ne peux pas le dire.

GIEREK. — Allez-y et demandez au département.

LE DELEGUE DE W 0. — D'accord, je demanderai au département.

BALUKA. — S'il vous plaît, W 1.

« Le travail n'est pas organisé. »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W 1. — Mes camarades, si je prends concrètement la parole devant ce microphone, alors, en premier lieu, je voudrais savoir si tout ce qu'on dit ici est entendu par nos camarades, par tous les chantiers (78) ? Si tous les chantiers entendent, alors les camarades de mon département entendent aussi. Vraiment, j'ai profondément et solidement médité tout le discours du premier secrétaire, le camarade Gierek, et du Premier ministre, le camarade Jaroszewicz. Et j'ai compris ainsi que, si on m'a élu au Comité de grève, si les travailleurs m'ont fait confiance, alors, c'est qu'ils sont du même avis que moi ici. J'exprime... j'exprime le soutien à la politique de la nouvelle direction, au camarade Gierek, au camarade Jaroszewicz. Et mon département dira certainement la même chose.

La situation est très difficile. Nous l'avons justement entendu dans les interventions. Eh bien, en ce moment, c'est impossible que le gouvernement nous donne cette augmentation des salaires ou bien cette baisse des prix. Néanmoins, le gouvernement nous a vraiment donné des assurances qu'au cours des deux prochaines années, toute cette situation sera modifiée. Et sûrement à notre profit. Pour ma part, j'en suis convaincu. et je pense que les ouvriers de mon département pensent de même. Car s'ils m'ont fait confiance, alors ils disent la même chose. Voilà. Ce serait pratiquement tout en ce qui concerne nos revendications. J'espère que tout le monde m'a compris. Oui ?

Je vais traiter encore un point. Je suis contremaître au département W 1. Je dirige l'équipement direct du bateau. C'est probablement un des départements les plus difficiles. Car si je ne donne pas les clés à l'armateur, et si lui il ne prend pas livraison des installations, alors les installations ne seront pas livrées ni acceptées. Mais comment est-ce que nous faisons ces bateaux ? Ici, je m'adresse à la direction des chantiers. La direction des chantiers n'est pas du tout

(78) Le débat était retransmis en direct dans l'ensemble des chantiers navals.

véritablement intéressée à cette organisation ni à la production sur les bateaux. J'ose l'affirmer devant tous les camarades. Le travail n'est pas organisé. Nous arrivons à un travail mal préparé. A cause de cela, il y a beaucoup de gaspillage de matériaux. Le travail est fait trois, quatre fois. Car ici c'est comme ça : « *Fais ça, fais ça.* » Le maître a fait son boulot puis vient le roi, il gronde, et il faut tout recommencer... Si ça continue comme maintenant, avec un tel système, alors vraiment je ne sais pas où on va... L'orateur précédent avait dit que nous ferions un cadeau au camarade Gierek. Mais si nous continuons à travailler avec un tel système, avec une telle organisation, alors on ne fera probablement pas ce cadeau. Ici, nous devons avoir des assurances de la part de notre direction, de la part de tout le personnel technique, qu'ils sauront diriger notre travail de telle sorte qu'on puisse malgré tout réaliser ce cadeau pour le camarade Gierek. Merci. Ce sera tout. (*Applaudissements.*)

« Envisager la possibilité de limiter la durée des fonctions... »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W 2. — Avec mes deux camarades, je représente le département W 2. Par rapport à nos revendications et au nom de nos ouvriers, nous l'avons décidé à l'unanimité : nous considérons qu'il faut interrompre la grève. Afin d'exprimer notre entière confiance aux autorités du Parti et du gouvernement, nous sommes solidaires avec les décisions des autorités par rapport à nos revendications. Etant donné que notre décision est positive pour les autorités de voïvodie et pour les autorités du Parti et du gouvernement, nous voulons aborder quelques questions, et nous exigeons une réponse positive et franche.

Alors, comme la situation du pays est très difficile du point de vue économique — de ce même point de vue, la situation des ouvriers est identique —, nous exigeons la mise en place d'un système unique de répartition des primes. La diversité des primes est incompréhensible et échappe aux employés — particulièrement aux ouvriers —, et les primes n'arrivent pas entre les mains des ouvriers, mais aux différents directeurs et au personnel technique des chantiers navals. Il s'agit particulièrement des primes qui ont des appellations différentes et sont réparties selon des modalités très diverses. Une prime comme celle, par exemple... (*Un mot inaudible.*), était compréhensible et donnait la possibilité d'une répartition plus juste. Voilà pour le premier point.

Deuxième point. Et ici aussi, je voudrais avoir une réponse franche et nette du premier secrétaire du comité central du P.O.U.P. — à savoir est-il nécessaire que le sang coule pour changer le comité central du P.O.U.P. et le gouvernement ? Il nous semble qu'il faudrait envisager la décision de limiter la durée des fonctions, ce qui permettrait d'éviter les événements de 1956 et de 1970.

GIEREK. — Répétez, je n'ai pas bien entendu...

LE DELEGUE DE W 2. — Faut-il que le sang coule pour changer le comité central du P.O.U.P. et le gouvernement ? Ne faudrait-il pas envisager la possibilité de limiter la durée des fonctions pour éviter 1956 et 1970 ?

J'ai aussi des questions à adresser à la direction des chantiers navals. Et je demanderai aussi qu'on me réponde. A chaque réunion, on parle du niveau des salaires des travailleurs des chantiers, particulièrement de ceux des ouvriers — je le souligne. A chaque pas, on parle des soi-disant hauts salaires, sans voir qu'ils proviennent d'une quantité trop élevée d'heures supplémentaires. Par conséquent, vu que la situation dans le pays est vraiment difficile, nous comprenons cette situation, et c'est pourquoi nous sommes convenus de prendre une décision comme celle que nous avons prise par rapport aux revendications. Nous posons la question : quels sont les salaires des directeurs et des ministres ? Nous demandons qu'on nous réponde. S'ils sont plus de deux fois plus élevés que le salaire d'un soudeur hautement qualifié — et son salaire moyen est environ de 5 000 zlotys — je répète, s'ils dépassent le double de cette somme, alors nous sommes d'avis qu'il faut réduire ces salaires et les bloquer.

Question suivante à la direction des chantiers. On a lancé une masse de tracts sur le terrain des chantiers. Je ne sais pas si le gouvernement, si le premier secrétaire du comité central connaissent le contenu de certains tracts. Tout particulièrement, on a diffusé un tract signé de la direction des chantiers. Il y a ici des choses qui nous irritent et que nous jugeons injustes. Cette affaire n'a pas été expliquée. Pourquoi ? Je suis membre des « cinq » élus par la section W 2, je connais la situation et je sais qu'on a fait cela avec préméditation. Et nous voulions justement un dialogue avec la direction des chantiers et avec les autorités régionales. On ne nous en a pas donné la possibilité, et on a commencé à recourir à diverses provocations. Il y a des preuves : les coupures du courant électrique dans les chantiers, des exigences absurdes de remettre le réseau radiophonique à la disposition de la direction, etc. Et parmi toutes ces exigences,

la direction des chantiers nous ballotte un tract. Permettez-moi de le citer, il est très court : « *La direction administrative a mené des conversations avec le Comité de grève concernant la réalisation des revendications élaborées par le Comité.* » La direction n'a pas mené de telles conversations. Ce n'est pas vrai ! « *La position prise par la direction dans cette affaire n'a pas été rendue publique par le Comité de grève.* » Le Comité de grève a rendu publique cette position, et elle est connue depuis la première grève. La suite du tract : « *Il ne faisait qu'annoncer sans cesse sa position unilatérale.* » Le fait que notre position était « *unilatérale* » témoigne de la cohésion de nos ouvriers. C'est clair, non ? Et bien que le dialogue n'ait pas été noué dans cette situation. Ensuite, on écrit ceci : « *Le directeur des chantiers et le directeur général du trust de l'industrie navale avaient essayé de prendre la parole sur le réseau radiophonique, mais le Comité de grève les a empêchés de prendre contact avec vous.* » C'est dit dans cette forme, c'est-à-dire qu'on s'adressait à nous... Ce n'est pas vrai ! Le directeur exigeait qu'on rende le réseau radiophonique. Une fois que le directeur a eu transmis par téléphone au Comité de grève le texte du discours qu'il voulait prononcer, le Comité de grève a décidé qu'il faut ce discours... je souligne... j'ai oublié de mentionner que le directeur voulait présenter le discours ou un appel aux ouvriers par la radio, à condition de pouvoir parler avec nous. Le Comité de grève a décidé qu'il était d'accord pour lire le texte transmis par téléphone, mais le directeur a répondu que non, qu'il faut qu'il lise lui-même ! Pour quelle raison ? Est-ce qu'il estime que nous ne sommes pas capables de lire au micro quelques mots sur une feuille ? Eh bien, nous savons le faire. (*Quelques mots inaudibles.*) Voilà la suite : « *En ce moment se trouve à Szczecin le vice-Premier ministre, que vous connaissez, Franciszek Kaim. Notre hôte a, lui aussi, voulu vous parler par le réseau radiophonique, mais le Comité de grève — agissant de la même façon qu'à l'égard du directeur des chantiers et du directeur du trust — l'a empêché de parler.* » Ce n'est pas vrai ! Si je me rappelle bien, il n'y a pas eu de telle décision. Je ne peux pas parler pour les autres, mais je suis certain qu'il n'y en a pas eu. Par contre, il y a eu une autre proposition, que les travailleurs des chantiers, que les ouvriers — je souligne encore une fois cette différence, car les travailleurs des chantiers, ce sont les ouvriers et les travailleurs intellectuels, et autres divisions : les travailleurs étaient nombreux, mais les ouvriers étaient très nombreux, autrement dit il y avait peu de travailleurs autres que les ouvriers. Donc, la proposition faite a été la suivante : qu'on écoute *derrière la grille*

— je souligne ! Je ne sais pas si le premier secrétaire connaît cette situation. Qu'on écoute le communiqué derrière la grille — un communiqué adressé par on ne sait qui, car le directeur avait dit qu'il ne savait pas qui allait parler et au nom de qui. A la proposition du Comité de grève qu'il faut continuer la discussion avec nous et ne pas donner le communiqué de cette manière-là, mais le passer par le centre émetteur des chantiers navals, je propose la décision suivante : étant donné que nous avons freiné ce dialogue exprès, nous avons reproduit ce texte par le centre émetteur afin de provoquer justement le rétablissement de ce dialogue. Quant à la fin de l'appel : *« Travailleurs des chantiers navals ! Nous attirons votre attention sur le fait qu'une pareille position prise par le Comité de grève... »* (Mots incompréhensibles.)

Nous n'avons avancé aucune revendication de caractère politique. Le camarade Gierak lui-même vous l'a dit. D'ailleurs, la fin de ce tract n'a pas du tout de sens, et c'est ce qui nous énerve le plus. Et puis, on ne sait pas ce que la direction voulait sous-entendre à la fin du texte : *« Travailleurs des chantiers navals ! Réfléchissez-y et prenez l'initiative dans vos mains. »* Enfin... l'initiative était seulement et exclusivement dans les mains des travailleurs ! (*Applaudissements, cris.*) Maintenant je voudrais demander... (*Confusion dans la salle, cris, conversations incompréhensibles au présidium.*)

« Nous avons donné notre confiance à Gomulka... Nous voudrions qu'une nouvelle déception nous soit épargnée. »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W 3. — Il se trouve que justement, moi, je continue à représenter le département W 3. Car, avant les événements, je le représentais aussi à titre de membre du conseil du département. Jusqu'à présent, aucune objection n'a été formulée dans notre département contre ma candidature précédente, elle est toujours soutenue — la preuve en est qu'aujourd'hui, on m'a choisi et envoyé ici. Je suis un sans-parti. Mais en écoutant les paroles du camarade Gierak et du camarade Jaroszewicz, j'ai été profondément ému. J'avais presque les larmes aux yeux en voyant qu'il y a vraiment des gens capables de parler franchement avec nous de nos affaires. Il est difficile de s'imaginer, n'est-ce pas ?, comment ça ira ensuite. Oui ou non ? Car les expériences des années précédentes nous

disent que nous avons également donné le crédit de notre confiance au camarade Gomulka (79)... et les gens criaient même leur enthousiasme... ils offraient même leurs alliances. Néanmoins, on a été vite déçus. Vraiment, nous voudrions que maintenant cette déception nous soit épargnée. Nous donnons ce crédit de notre confiance en espérant que, malgré tout, maintenant, cela devrait vraiment se passer autrement.

Revenons à cette baisse des prix. Je me trouve dans une situation critique car de nombreux orateurs ont traité avant moi ces sujets, et je ne veux pas répéter ce qu'ils ont dit. Mais je voudrais mentionner ici les faits suivants : les poissons. A la maison, lorsque nous parlons avec les marins et les pêcheurs qui arrivent, ils nous disent : les bateaux ramènent une masse de poissons qu'on leur paye au prix des poissons destinés à faire de la farine. Mais ces poissons ne sont pas envoyés à l'usine, mais donnés à vendre. Là, ils pourrissent, on ne peut pas les vendre, car il n'y a pas une demande suffisante. Donc, on les jette, et alors on les dirige vers la transformation en farine. Et c'est vraiment du bon poisson mangeable... Mais ici, on ne nous baisse pas les prix ! Mon prédécesseur a parlé des légumes. Je voudrais faire remarquer un point seulement : les oranges, les bananes, les citrons arrivent également à Szczecin... et puis on les envoie dans le pays. Je ne sais pas comment comprendre cela. Il faudrait analyser ces faits en détail, et alors, peut-être y aurait-il une situation où l'on pourrait abaisser les prix de certains articles.

En ce qui concerne la légalité. Ici, nous aurions, n'est-ce pas ?, beaucoup de reproches à formuler. Je voudrais mentionner seulement un fait parmi les quelques-uns dont je me suis occupé personnellement. Après les événements de décembre — nous savons comment ça a été, et dans quel état nous avons laissé l'entreprise. Malheureusement, à ce moment-là, j'étais à l'hôpital à Pomorzany. Un ouvrier de la tuyauterie est venu me trouver — ou plutôt le hasard a fait qu'on l'a amené en ambulance. Il m'a déclaré personnellement que, le 25 décembre, il a été battu, c'est-à-dire après qu'on nous eut donné la garantie qu'aucune pression ne serait exercée. Il a été battu par la milice, puis emmené au commissariat, gardé pendant douze heures, et lâchement et férocement battu. On lui a pris 1 800 zlotys et un demi-litre de vodka, car il allait fêter Noël. Il affirmait que son oncle lui avait prêté 2 000 zlotys pour l'achat d'un costume. Il en avait dépensé 200, et, sur lui, il avait ces 1 800 zlotys. Je voulais savoir à qui j'avais affaire. Je me suis rendu à la

(79) En octobre 1956.

tuyauterie pour voir son dossier personnel. Mais dans son dossier ne figurait aucune sanction. Et d'ailleurs le contre-maître parlait de lui avec des éloges. Nous sommes allés au conseil d'entreprise, où nous avons déposé une protestation. Cette protestation a eu pour suite notre convocation au conseil d'entreprise, comme délégués du département. On a convoqué également des représentants du Parti et des Z.M.S. (80). Là-bas, j'en ai appris de meilleures encore ; à savoir, qu'après mon intervention, on a interrogé cet homme à l'hôpital, et on a voulu lui arracher les noms de ceux avec qui et chez qui il allait. Lui, il voulait les cacher... (*Deux phrases incompréhensibles.*) Je ne connais pas la suite de cette affaire, car on ne m'a toujours pas tenu au courant.

Je connais aussi un fait personnel, car je connais un officier en retraite qui occupe à présent le poste de commandant de C.P.N. Il s'appelle Szatkowski... (*Quelques mots inaudibles.*) C'est un ancien membre du P.P.S. (81). Son nom est Szatkowski ! En son temps — il est membre du Parti depuis 25 ans —, tout de suite après la guerre, n'est-ce pas ?, il a beaucoup contribué au développement de notre patrie et... il connaît très bien... c'est un homme pondéré, il a des opinions arrêtées. Et moi — un homme simple —, je l'estime beaucoup... Il voulait être reçu par le camarade Walaszek... Visiblement, il avait à discuter avec lui. Il a téléphoné au comité de voïvodie. C'est la secrétaire qui lui a répondu... Elle a dit qu'elle allait lui passer le secrétaire personnel de Walaszek. Elle lui a passé le secrétaire personnel de Walaszek... Et le secrétaire personnel de Walaszek lui a demandé de quoi il s'agissait. Alors, brièvement, il a esquissé le problème, tout en disant que c'était une affaire à régler entre lui et Walaszek. On lui a répondu qu'il ne pouvait obtenir d'entrevue. Alors, il a dit : « *Je suis membre du Parti depuis vingt-cinq ans, j'ai la carte du Parti et vraiment je voudrais... Peut-être n'a-t-il pas le temps, il est très occupé. Je peux attendre un, deux, six mois... Fixez-moi la date, s'il vous plaît, et je viendrai.* » — « *Monsieur, vous ne pourrez pas le voir* », ou « *Camarade, vous ne pourrez pas le voir* ». Cet homme est parti, le cœur serré, et, aujourd'hui, il en garde rancune. Une rancune justifiée, à mon avis... Si, au pouvoir, tous sont pareils... alors, ce sera difficile de trouver un langage commun. Il faudrait justement analyser tout ça

(80) Union des jeunes socialistes, organisation officielle du Parti parmi la jeunesse.

(81) Parti socialiste polonais, dont les restes, provenant principalement de la fraction de gauche qui s'était opposée à la dictature de Pilsudski, ont fusionné en 1948 avec le parti communiste, donnant naissance au P.O.U.F.

et le prendre à la racine. Comment va-t-on nous gouverner ? Vont-ils trouver un langage commun ou pas ?...

Je voudrais soulever ici encore un problème de l'entreprise. Je ne veux pas m'étendre là-dessus, car ces choses-là, on peut les régler dans l'entreprise elle-même. Mais je voudrais présenter un fait en exemple. Chez nous, sur les bateaux, travaillent des contremaîtres... Quelques-uns travaillent bien. Ils tiennent les délais, et livrent les bateaux à temps. Ça ne se voit pas, mais il y a des contremaîtres qui, en dépit des difficultés avec la livraison... (*Quelques mots inaudibles.*) Lui, il a des difficultés, mais c'est l'autre qui a foutu le travail en l'air. Alors, celui-là a droit à la prime de productivité. Hélas ! cette prime de productivité, il y a des gens... (*Mots inaudibles.*) Moi, je peux le dire, car je signe les fiches de paye...

Revenons au gaspillage. Nous, on sait qu'il y en a beaucoup. Et chacun le voit... (*Mots inaudibles.*) Il faudrait vraiment en analyser les causes et assouplir certaines instructions en vigueur dans l'entreprise. Car certaines instructions obligent à faire un tel gaspillage... Je voudrais demander aussi aux représentants du gouvernement et aux autorités municipales que soit assurée une information complète. Pour chacun de nous, il s'agit de trouver ce mot de vérité... de trouver effectivement ce mot. Et de l'entendre. On en aurait appris des choses. On chuchote chez nous qu'on nous trompe de nouveau, et puis... on n'a pas vraiment confiance.

Comme délégué de département — et je voudrais affirmer catégoriquement que je représente tous ceux qui se trouvent dans les chantiers et tous ceux qui ne se trouvent pas dans les chantiers —, je voudrais présenter nos excuses, car un de nos travailleurs a perdu les pédales et a interrompu le camarade Gierek... pendant... son rapport. En son nom, je demande pardon et que les camarades ne le prennent pas à cœur, car effectivement c'est arrivé comme ça... De tout mon cœur, je soutiens l'intervention du camarade Gierek et je m'efforce de... je ne m'efforce pas, je souhaiterais seulement qu'elle soit mise en pratique conformément à ce qui a été dit ici. Merci. (*Applaudissements.*)

La « triste affaire » des « engagements ».

UN AUTRE DELEGUE DU DEPARTEMENT W3. — Mes collègues, mes camarades, en tant que représentant du département W3 je voudrais préciser les événements qui se sont produits dans ce département. En effet, c'est une triste affaire qui est arrivée là. Il s'agit des engagements qui ont été pris. Les engagements n'avaient pas été pris dans le but qui a été indiqué par la suite. C'était un but de production... (*Passage inaudible.*)

Effectivement, ils devaient être discutés, et on s'était tellement bien mis d'accord que moi personnellement — à titre d'homme de confiance (82) — j'avais discuté avec l'atelier. L'atelier était tout simplement d'accord. Les engagements devaient servir à la direction pour y voir clair, car il s'agissait ici du plan — du plan du premier mois et du premier trimestre... En outre, pour que la direction voie si on arrivait à s'en tirer et à réaliser le plan ou pas... W3 est un département un peu en retard. Mais nous pouvons rattraper ce retard... Evidemment, ce département aurait volontiers participé. Mais, étant donné que les engagements étaient pris... l'affaire qui a justement surgi... Le département n'a pas été informé, absolument personne n'a été informé. Malgré ça, l'exécutif du Parti s'était réuni le 7, sans aucune participation des représentants des travailleurs, pour parler du meeting. C'était comme ça. Sans le collectif (83). Tout a été décidé arbitrairement. Et même le lendemain, le département n'a pas été informé... pendant le petit-déjeuner, il n'a pas été informé. Pas du tout. Vers 10 heures, je suis allé, en tant qu'homme de confiance, chez le licencié Kuba (84). Il m'a dit : « *Il va y avoir une réunion, un meeting.* » Quel meeting ? « *Je n'en sais rien, dit-il, car on ne m'a pas informé. On va prendre des engagements.* » Effectivement, je ne savais... Effectivement, je ne savais pas... J'aurais dû savoir si c'était un meeting d'un département ou de tous les départements. Il faisait beau. Alors, après le petit-déjeuner, les gars se sont rassemblés dans les hangars. Et là, sortant d'on ne sait où, sont apparus la télévision, la radio et les journalistes. Ça nous a surpris, mais il n'est jamais trop tard pour comprendre. Avant que nous puissions y comprendre quelque chose, on a commencé à nous prendre en photo. Les caméras nous mitraillaient... Tant pis, rien à faire. Nous avons lu les engagements, mais personne d'entre nous ne pensait que ce serait utilisé dans un but de propagande. C'est ainsi que l'on peut appeler ça. Le lendemain, quand on a acheté la presse, « *Glos* » et... « *Kurier* », nous étions fortement indignés. Car dans la presse... (*Mots inaudibles.*) des photos disaient que les travailleurs de la tuyauterie prennent des engagements... Mais quels engagements ? C'était un engagement... nous voulions simplement le prendre dans le cadre de notre département. Nous voulions le faire, n'est-ce pas ?

(82) Délégué du personnel auprès de l'administration. Chaque brigade a son homme de confiance.

(83) « *Collectif* » : l'ensemble des travailleurs.

(84) Licencié : grade obtenu à la fin des études supérieures de lettres et de droit.

pour le bien des chantiers navals. Nous voulions le faire, et tout était faisable. Mais pas de la façon dont on l'a fait. Et ça a causé un grand mécontentement, en effet, un grand mécontentement dans le département. En plus, d'autres départements étaient indignés également que les travailleurs de la tuyauterie aient pris de tels engagements. Effectivement, on a fait le reproche que, pour les autres objectifs, il n'y avait, hélas ! ni de télévision ni de radio, par contre, dans un but de propagande, cette fois il y avait tout cela. On ne sait pas ce que la télévision et la radio ont pu raconter au monde. Voilà.

Eh bien, ce n'était pas fini. Le lendemain, avant qu'on se mette au travail — c'était l'heure du petit-déjeuner — un tel mécontentement s'est manifesté qu'on a demandé au chef du département de venir s'expliquer. Le chef du département a expliqué cette affaire... Il a dit qu'il n'aurait jamais supposé qu'une histoire pareille aurait pu en sortir et que tout le monde devait être content. (*Quelques mots inaudibles, rires.*)

La situation était difficile. Difficile à un tel point que le chef essayait d'expliquer tout cela, mais il le regrettait tellement que j'en avais pitié pour lui. Il s'agissait de ce que tout avait été fait en silence, pas collectivement. On n'y avait pas réfléchi, et personne n'en savait rien. Ce n'était absolument pas annoncé. Alors on a entendu ces paroles : que les responsables de ces magouilles, c'étaient le contremaître Gudowski et le premier secrétaire, le camarade Plat. On disait qu'il faut limoger ces gens-là. Oui. Mais après les explications du chef... Le chef avait dit que nous ne pouvions pas agir de cette façon : « *Moi, disait-il, je ne peux pas en décider tout de suite aujourd'hui. Je dois voir le directeur.* » Bien. « *Tout ce que je peux faire, c'est de vous expliquer la suite de l'affaire de Gudowski et Plat demain matin* », a-t-il dit. Eh bien, en effet, cela s'est passé comme ça. Le lendemain il est venu et a expliqué cette histoire. Beaucoup de gens s'y sont joints... (*Mots inaudibles.*)

Evidemment, le directeur... pas le directeur, mais notre chef... a dit qu'il irait chez le directeur lui parler de cette affaire. Je ne connais pas la suite, car je n'y suis pas allé... Naturellement, je suis allé au boulot. Le chef y est allé, mais d'autres ont couru avant lui et ont demandé au directeur de vider ces gens-là. Eh bien, comme j'ai pu le comprendre, le directeur a été d'accord de les vider. On a limogé Plat, et on lui a proposé un autre poste, dont il n'a pas voulu. Le contremaître Gudowski a été également muté dans un autre département. Et puis, il y avait aussi Kowalski... encore un. Ça fait trois.

Mais il y a encore eu une autre histoire. Pourquoi le camarade Gudowski, en tant que contremaître, avait... (*Quelques mots inaudibles.*)

C'est parce que les travailleurs étaient naturellement mécontents et aussi parce qu'au moment où, le 13 janvier, nous devions tenir une assemblée, que le premier secrétaire Gudowski a démissionné de son poste. Je ne sais s'il avait peur de la critique ou d'autre chose..., de toute façon, il a démissionné. Mais il s'est passé que, pour la deuxième fois, on a nommé à ce poste le camarade Plat. Et ça, c'est encore une autre affaire, car le camarade Plat a déjà été une fois secrétaire de notre département où il ne jouissait de la confiance de personne ! Et voilà que quelqu'un décide de le nommer à ce poste. Naturellement, il a vite accepté, et rapidement, pendant cette assemblée, le mécontentement a éclaté. Et voilà que le camarade Plat offre bien vite sa démission. Il pensait qu'ainsi il éviterait tout ça, et que les gens seront satisfaits. Mais ça n'a pas suffi à les satisfaire. Ça ne les a pas satisfaits. Ce n'est pas tout. (*Voix dans la salle.*) J'ai demandé à mon chef si quelqu'un en dehors de notre département savait tout ça, si le comité d'entreprise ou le comité de voïvodie le savaient... La réponse fut qu'effectivement, ils le savaient. Les choses se sont passées ainsi : le camarade Plat a passé un coup de fil au camarade Oskrzypek, du comité de voïvodie, où, immédiatement, ils ont mis sur pied l'affaire avec la télévision, la radio, la presse, etc. Là-bas ! Dans un but de propagande, on a tout mis sur pied instantanément. Et maintenant camarades, il faut réfléchir sur le fait que nous ne devons pas procéder en suivant un fil seulement, mais qu'il faut aller plus loin. (*Une phrase inaudible.*)

« Si le Polonais a faim, il devient méchant. »

Il faut analyser tout cela et voir si l'on peut agir ainsi ou pas ! Car, comme chacun sait, la situation est tendue. Mais, lorsqu'il s'agit de propagande, alors, on met tout de suite en branle toute cette machinerie... toutes ces voitures — même des voitures privées —, tous ces messieurs.. tous sont venus en courant. Oui... En fait, je ne sais pas si cette explication sera suffisante. (*Impatience dans la salle, applaudissements, cris : du calme !*) Excusez-moi...

Maintenant, je voudrais dire quelque chose encore. Il s'agit de l'augmentation des salaires. Le premier secrétaire du C.C. explique que ces huit milliards et demi de zlotys ont été donnés à ceux qui gagnent le moins. Je suis d'accord

qu'il faut le leur donner. Je ne le nie pas. Mais de combien a été cette augmentation ? Selon la presse, la plus petite a été de 30 zlotys, parfois de 100. Mais, en moyenne, l'écart entre les augmentations est de 600 zlotys par mois. Cela fait une énorme différence ! Je souligne que ça dépend à quelle famille on le donne. Le camarade Gierek nous a posé la question de savoir s'il faut leur reprendre ces huit milliards du moment qu'on abaisserait les prix. C'est vrai que nous ne pouvons pas décider ici, mais je trouve que ceux qui ont eu une augmentation aussi minime *auraient volontiers préféré cette baisse ! (La salle : oui ! oui ! Applaudissements.)* Et tout le monde serait content. Je trouve que, même si nous l'avions décidé seuls dans notre petite communauté, les masses seraient contentes de ça. C'est important. *(Applaudissements, cris d'approbation.)*

Ensuite, je voudrais revenir encore sur les salaires dans les chantiers navals. Chez nous, les salaires sont très diversifiés. Si le chef de département a 3 900 zlotys, alors on dit que, chez nous, les salaires montent. Je veux signaler que, chez nous, un ouvrier gagne en moyenne 2 600 zlotys avec la journée de 8 heures. Nous ne pouvons pas faire d'heures supplémentaires (85). Les heures supplémentaires, c'est un grand effort pour nous. *C'est notre effort !* Et on ne devrait pas les calculer sur la base de la moyenne des heures, mais selon les catégories — 7^e ou 8^e... Si quelqu'un appartient à la 7^e ou 8^e catégorie, alors il y appartient et c'est fini. Oui... *(Voix dans la salle.) Il faut dire que 2 600 et même 3 000 zlotys, ce sont des salaires dérisoires avec les prix qu'il y a maintenant.* Plus encore, s'il y a trois ou quatre membres dans la famille. Et ici, il faut bien réfléchir, et je m'adresse à notre comité central, à nos camarades qui sont venus ici. *Car que doivent faire ceux qui ont des salaires si bas ?* C'est vrai aussi ce que dit le camarade Gierek, que ça ne nous donnerait rien d'avoir plus d'argent s'il n'y a pas de marchandises. Je suis d'accord. *Mais qu'est-ce que ça nous donnera, s'il y a des marchandises et si nous n'avons pas d'argent ? Nous resterons sur notre faim !* Quelle sera notre volonté de travail ? Parce que vous savez que si le Polonais a faim il devient méchant (86). C'est de là que viennent aujourd'hui tous ces conflits. C'est de là ! *(Ovation, tonnerre d'applaudissements.)* C'est de notre mécontentement que résultent ces conflits ! C'est à cause de cela, de toutes ces inégalités. Car, camarades, je travaille déjà depuis dix ans aux chantiers, et combien y a-t-il eu entre-temps de hausses

(85) Voir la note 77.

(86) Proverbe polonais.

des prix ? Jadis, le pain coûtait un zloty et demi et le saucisson le meilleur marché 26 zlotys. Aujourd'hui, un misérable saucisson, rempli d'eau, coûte 52 zlotys le kilo, et si on le fait cuire on en perd la moitié. Et nous, on paye pour ça ? Pour ça ? Je veux qu'on m'explique ça. Car si on paye, on exige la marchandise... (*Voix dans la salle.*) Voilà. Merci beaucoup.

BALUKA. — Camarade, prononcez-vous concrètement par rapport aux revendications.

LE DELEGUE DE W 3. — Les revendications... ? Ah ! oui ! Eh bien... par rapport aux revendications. Effectivement, la première, la plus importante pour nous, est qu'il faut réfléchir là-dessus et décider une augmentation des salaires ou une baisse des prix. (*Très longs applaudissements, ovation, cris.*) Et si cette question est réglée, alors on pourra vraiment décider l'arrêt. (*Longs applaudissements, cris.*)

BALUKA. — Cela ne satisfait pas le Comité de grève. Prononcez-vous concrètement. Votre département est-il pour ou contre la continuation de la grève ? C'est très important. (*Mouvements dans la salle, confusion au présidium.*)

LE DELEGUE DE W 3. — Je peux aller dans mon département...

BALUKA. — Alors, allez-y, et contactez vos camarades.

LE DELEGUE DE W 3. — Comme ça, c'est bon. (*Voix et conversations au présidium.*)

BALUKA. — Le département W 0, s'il vous plaît. Il doit terminer son intervention.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W 0. — En ce qui concerne le département W 0, après discussion, nos camarades ont compris et le département décide d'arrêter la grève. C'est un geste pour le camarade Gierek, pour le gouvernement et le comité central. Merci. (*Applaudissements.*)

« Tu veux être communiste, alors lutte pour les gens et non pas pour ta poche. »

UN DELEGUE. — Camarades, lorsque ce renouveau est arrivé, dès les premières paroles du camarade Gierek et du camarade Jaroszewicz, j'ai vu et vraiment... je peux dire ici que j'ai été profondément convaincu que, malgré tout, ils nous disent la vérité, et que nous allons les soutenir et soutenir tout cela. Car en effet, pendant vingt-cinq ans, il y a eu ces distorsions diverses. Nous ne devons plus mener cette même politique.

Mais il y a une chose qui me tracasse toujours et je ne peux pas l'accepter de moi-même. J'espère que le programme du nouveau gouvernement et du nouveau Parti est juste, et qu'il faut le soutenir. Mais les gens discutent dans les réunions sur le fait que le comité central nous envoie des conférenciers et des représentants qui nous traitent comme si nous voulions en ce moment vraiment étouffer cette voix de la vérité venant du sommet. Tout le monde dit, à juste titre, que *notre seule arme est de dire la vérité*. Comme ça seulement, nous pourrions atteindre les objectifs qu'il faut. *Car les mensonges ne nous servent à rien !* Et il faut continuer à orienter la discussion dans cette direction.

Les travailleurs de nos départements disent : Comme on le sait, deux courants se sont formés au sein des instances dirigeantes. Tous les deux se bouffent le nez. Si le courant qui menait l'ancienne politique et essayait de provoquer une telle agitation, si ce courant gagne, alors, nous qui avons été provoqués à la grève, nous irons tous en taule. Ni plus ni moins ! Car au sein de la direction, dans la presse, dans les comités de voïvodie, il y a des gens qui, lentement et graduellement, vont essayer d'évincer ceux qui sont pour le renouveau. Cela nous préoccupe vraiment, et, justement, je veux que ce dialogue soit mené à partir des échelons les plus bas, à partir des syndicats, de la direction de l'entreprise, jusqu'au sommet, pour que nous puissions ne pas perdre la face et ne pas avoir peur qu'ils veuillent se débarasser de nous. Car malgré tout, il y en a, des cas de ce genre. Un exemple. J'étais également membre du « comité des trois » (87). Il fallait exécuter l'ordre du Comité de grève et trouver vingt gars pour le service d'ordre. Je conduis ces hommes, et le chef de mon département m'aborde, m'attrape par la main et me dit : « *Si tu ne veux pas te faire foutre au trou, alors, tout ce que vous faites doit passer par moi !* » Je ne savais pas quoi faire et j'ai réuni mes camarades pour réfléchir ensemble sur la voie à suivre. Je lui ai dit : « *Répétez aux autres ce que vous m'avez dit.* » Il a déclaré qu'il ne le voulait pas. Maintenant, s'il le veut, il peut nier avoir rien dit... Mais quel visage montre-t-il aux ouvriers en tant que chef de département ? *Est-ce que je peux avoir confiance en quelqu'un de ce genre ?* Je crois que non. Nous n'avions rien dévasté, rien détruit. Nous essayions

(87) Les « comités des trois », constitués dans chaque atelier par trois délégués élus. Au niveau de chaque département, il y avait de même le « comité des cinq ». C'est sur cette base que reposait le comité de grève de l'ensemble des chantiers.

de maintenir l'ordre, mais nous nous battions pour une cause juste ! Pendant vingt-cinq ans, on nous a inculqué que c'est nous qui avions raison. Et voilà que maintenant on nous dit que nous avons tort. Et c'est ce que je ne peux pas accepter.

Autre point. Je voudrais dire que si nous sommes tous des vrais communistes, de véritables ouvriers, comme le camarade premier secrétaire, alors les gens ne devraient pas être tentés par l'argent. Mais c'est le contraire. Dans nos comités d'entreprise il y a des gens, je crois, qui y sont allés seulement pour s'attribuer de meilleures primes et avoir tout pour eux. Les gens voient ça, ils regardent et ne peuvent pas accepter. *Tu veux être communiste, alors montre-nous ton visage, lutte pour les gens et non pas pour ta propre poche ! (Mouvements dans la salle.)*

Je voudrais encore ajouter une chose. Il y a eu une discussion à la direction des chantiers — c'est-à-dire que le directeur en personne l'avait dit, et tout a été enregistré sur bande — à propos de cette grève. Le directeur Skrobot a dit : « *D'accord, vous pouvez faire grève, mais ne sortez pas des chantiers.* » Alors, on fait grève. Nous voulions exiger la réalisation des promesses par rapport à nos revendications. Ce n'est pas tout. Si l'on est déjà dans ce renouveau, et qu'on doit se regarder droit dans les yeux, alors, je voudrais savoir combien gagne le directeur ! Je ne sais pas si c'est un ragot ou un mensonge, mais on raconte que le directeur Skrobot gagne 18 000 par mois ! (*Mots inaudibles.*) Si c'est vrai, alors je pense... les gens revendiquent quelques sous de plus... il faut baisser les salaires de ceux-là, car je pense que les uns vivent somptueusement, tandis que d'autres n'ont pas assez pour leur pain. Et la situation à présent n'est pas de nature à ce que nous puissions tolérer de pareilles histoires ! (*Applaudissements prolongés.*)

Encore un point quant aux députés. Je pense que nos députés ne s'intéressent pas à leur région. Ils ne s'y intéressent pas du tout. Nos affaires ne les intéressent pas, ils ne viennent pas aux chantiers, même pour mener un dialogue comme nous le faisons aujourd'hui. Ils viennent, par contre, lorsque les élections approchent, afin qu'on les élise. Ils viennent alors et nous disent que nous avons raison en tout, que c'est juste, etc. A part ça, rien d'autre. Merci. (*Longs applaudissements.*)

BALUKA. — Le département W4, s'il vous plaît. J'ai une chose à dire. Il est très tard, n'est-ce pas ? Vous présentez les mêmes revendications, les mêmes conditions. Je vous demande de vous limiter et de ne pas raconter tout, car nous n'avons pas tellement de temps.

Des précisions sur « l'affaire des engagements. »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W4. — Je suis le représentant du département W4. Je m'appelle Kowalski Marian. Mes camarades, il n'y a pas longtemps que les événements de décembre ont eu lieu. Il n'y a pas longtemps. Pourtant, les choses sont simples. Sans le collectif, sans la classe ouvrière, on ne peut pas décider — une personne ou deux, ce n'est pas un collectif. Ce n'est pas un collectif ! Mais ce n'est pas de ça qu'il s'agit. Mes camarades, le 13 janvier, chez nous à W4, il y a eu une réunion de production. Le 13 janvier, il y a eu des objections de la part du comité d'entreprise, ou même du comité de voïvodie, et peut-être encore par exemple du comité central, comme quoi, dans la tuyauterie, ce sont des casseurs et des trublions.

GIEREK. — Je ne comprends pas de quoi il s'agit.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W4. — Ça s'est passé tout autrement. Le directeur est venu chez nous, puis le camarade Tomaszewski, du comité central, et ensuite le camarade Gorski. Tout était calme. Les travailleurs du département ont présenté leurs revendications. Comme il faut. Tout le monde s'est compris. Chacun a dit ce qu'il avait à dire. Comme ça, c'est correct.

Mais, dès le 5, nous avions affiché l'annonce de l'assemblée. Le 5 janvier cependant, huit jours avant l'assemblée du 13, le département savait qu'elle aurait lieu. Je répète : huit jours auparavant ! Dans la première version, nous ne savions même pas qui serait invité chez nous. Donc, nous avions annoncé la réunion sans avoir même l'ordre du jour. Ce qui comptait, c'était la question du plan. Alors, on l'a annoncé comme premier point. Comme premier point, nous avions annoncé la question du plan. Deux, trois jours, je crois, avant l'assemblée, nous avons annoncé les noms que nous savions. Nos camarades savaient... les ouvriers savaient qu'il y aurait tel et tel représentant. Tout était parfaitement en ordre. Mais qu'est-ce qui s'est passé alors... ? L'affaire des engagements... Comme mon prédécesseur l'a déjà affirmé, l'affaire des engagements fut réglée comme suit.

Certains s'étaient réunis sous le bateau en construction et avaient pris un engagement. Les uns ont signé, d'autres non. Le chef a probablement constaté qu'il y avait 370 signatures. Je ne le sais pas, car je ne les ai pas comptées. Je ne les ai pas comptées, je ne sais pas. Mais le fait est qu'il y en avait qui ne savaient rien de tout ça. Ni quand ni comment. Une chose était importante : il faut faire le boulot. Il faut faire le boulot, car pas de pain sans travail, n'est-ce pas ? C'est simple... Et puis, ça s'est passé autrement. La veille avait lieu la réunion de l'exécutif du Parti, et là-bas la

décision a été prise — de la manière dont a parlé mon prédécesseur — d'inviter la télévision, la presse... A l'exécutif ! Je viens au travail à 7 heures du matin, ma carte de travail dans la main... il n'était pas encore 7 heures... évidemment en tenue de travail. Le chef Przybylo s'amène et me dit : « *Prépare-moi, prépare-moi une estrade et prépare une banderole pour le mot d'ordre.* » J'ouvre de grands yeux. Et il s'avère que tout a été arrangé à l'avance avec le camarade Plat — c'est-à-dire le premier secrétaire. Tous les deux s'étaient entendus et la chose était entièrement réglée. A 10 heures, c'est le meeting. Mieux encore ! Un meeting ! Le chef devait prendre la parole. Mais Plat, c'est-à-dire le premier secrétaire, lui a dit : « *Non, toi tu ne prends pas la parole. Que Kowalski — c'est-à-dire moi — ouvre le meeting au nom des travailleurs du département.* » Alors je lui demande : « *Qu'est-ce que je dois dire ? Qu'est-ce que je dois dire ?* » Et je sors de mon carnet un bout de papier et littéralement sur les genoux... devant tout le monde... le chef me dicte le texte C'est ce que j'ai justement lu. Je l'ai lu, rien de plus ! Alors, après, c'est le malentendu dans le département. Les travailleurs étaient mécontents car ils n'avaient pas été prévenus. Il ne s'agit pas qu'on le sache une semaine avant, mais au moins un, deux ou trois jours, n'est-ce pas ? Car il s'agissait de ça. Il s'agissait de ça ! C'est pourquoi, pour que les travailleurs soient d'accord, il fallait limoger ces gens, et que le chef de département puisse dire au petit-déjeuner : « *Ecoutez, écoutez, chers tels ou tels. Vous savez que nous avons des retards avec le plan. Vous le savez. Il faut faire le boulot. Il faut prendre des engagements.* » Pas sur le papier ! Pas sur le papier seulement, mais concrètement. Pas comme c'était le cas jusqu'à présent où, si c'était sur le papier, alors tout allait bien.

Sous l'engagement figurait aussi mon nom et également celui de certains camarades qui sont ici. On disait que ça n'allait pas. Le cas de Plat et de Gudowski avait été posé. Mais le chef avait dit que c'était une affaire qu'il fallait présenter à la direction, moi inclus. (*Bruits dans la salle.*) Revenant de la direction, le chef me dit : « *Ecoute, tu es muté. C'est déjà décidé.* » Alors je répète : les travailleurs voulaient deux noms — Plat et Gudowski. Après le retour du chef au département, les travailleurs voulaient... mon nom ne fut pas mentionné. Absolument pas. Ni par les travailleurs ni par le chef. J'ai dit : « *Bien. Ça ne fait rien.* » Alors, il me dit : « *Il faut que tu t'effaces, tu peux avoir des ennuis.* » « *Non ! — j'ai dit — non ! J'ai fait la grève pendant cinq jours. J'étais dedans, et je suis sorti presque le dernier, après tout le monde ! Alors, maintenant aussi, je resterai.* » Je le

lui ai dit ainsi. Je n'ai peur de rien car je peux regarder droit dans les yeux de n'importe qui ! (*Voix dans la salle.*)

BALUKA. — On ne peut pas, comme ça... Il faut laisser parler les autres... (*Confusion.*)

LE DELEGUE DE W 4. — J'ai ici encore deux propositions à communiquer. Je veux dire que la milice utilise les matraques pour se défendre, et non pas à chaque occasion, comme ça arrive souvent. Deuxième proposition : qu'on ne batte pas non plus un ivrogne calme, mais qu'on le reconduise chez lui avec une amende. C'est la proposition que je fais. J'ai encore une question. Pourquoi la milice stationne-t-elle aux alentours des chantiers navals ? On sait que tout est en ordre, chacun surveille ses pas, garde les chantiers comme sa propre maison et veille à ce que rien n'arrive. (*Applaudissements.*) Merci.

BALUKA. — Le département W 5, s'il vous plaît.

VOIX. — Plus fort, on n'entend rien...

LE DELEGUE DE W 4. — Encore un point concret : le département W 4 arrête la grève.

BALUKA. — Le département W 5, s'il vous plaît. Une chose encore, messieurs. Vraiment, nous allons rester ici jusqu'à 10 heures du matin et même jusqu'à midi, si chacun veut tout dire. Je propose que chaque département se limite à trois ou quatre minutes. (*Des voix, applaudissements.*) W 5, s'il vous plaît.

« Nous ne voulons pas de fables, nous voulons du pain ! »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W 5. — Je ne peux pas dire quelle est la position des ouvriers de W 5 après les discours des camarades Gierk et Jaroszewicz. Par contre, je peux brièvement présenter l'opinion des ouvriers du département telle qu'elle était jusqu'à présent. Les ouvriers de W 5, avant toute autre chose, ont posé la revendication de l'augmentation des salaires ou bien de l'abaissement des prix. Comme deuxième point : les problèmes de logement. Comme troisième — dans l'ordre d'importance — les conditions de travail. L'avis général était qu'en aucun cas nous ne cédiions sur le premier point. Par contre, nous sommes prêts à céder sur le troisième point et les suivants... (*Applaudissements.*) Telle est notre position jusqu'à présent. (*Applaudissements.*) Je pense, connaissant l'opinion de tous les travailleurs du département, qu'ils sont toujours de cet avis...

En outre, nous avons une question aux camarades... aux camarades du gouvernement et du comité central. Pourquoi, après les événements de décembre, n'a-t-on pas dit clairement pour quelle raison on ne pouvait pas annuler la hausse des prix des denrées alimentaires ? Par contre, on nous a raconté des tas de choses sur la bienfaisance des autorités qui augmentent les pensions..., qui se préoccupent des conditions de logement et des problèmes matériels, etc. A cela les ouvriers de notre département et d'ailleurs, les gens de la rue répondent : « *Nous ne voulons pas de fables, nous voulons du pain !* » Ils parlent ainsi ! Tel est notre avis, jusqu'à présent. (*Applaudissements, cris d'approbation.*)

GIEREK. — C'était Gomulka qui parlait ainsi...

LE DELEGUE DE W 5. — Ensuite, nous avons la question suivante à poser : quelle position a pris le camarade Jaruzelski, en tant que député de la région de Szczecin, par rapport aux événements de décembre ?

Je voudrais encore rapporter brièvement un événement qui s'est passé dans notre département, particulièrement dans celui de façonnage. Quelques jours avant les événements qui se sont produits dans la tuyauterie, les contremaîtres s'étaient adressés aux hommes de confiance. Bien que je ne sois pas homme de confiance, j'ai la confiance des travailleurs, de ceux qui sont les plus proches de moi. Donc les contremaîtres se sont adressés également à moi. Ils nous ont apporté des engagements bien préparés sur le papier, avec des noms inscrits : « *Signez, s'il vous plaît, cet engagement.* » Sans discuter les besoins concrets, ni les buts d'un tel engagement. C'est le type même de l'engagement sur papelard que personne n'aurait exécuté et dont l'exécution n'aurait pas du tout été contrôlée. Une partie des travailleurs ne s'en est simplement pas aperçue... et ils ont tout de suite signé. Mais, après quelques discussions, tous ont biffé leur signature. Les engagements ont été retirés. L'avis des travailleurs du façonnage est que nous ne voulons pas des engagements sur papelard. Nous voulons travailler solidement et honnêtement, car nous ne venons pas aux chantiers pour faire une faveur à quelqu'un. Nous venons pour travailler et pour vivre. C'est tout. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — Et les revendications ? Vous arrêtez la grève ou non ?

LE DELEGUE DE W 5. — J'ai bien dit que nous ne connaissons pas encore l'avis de notre département. Nous pouvons en discuter...

BALUKA. — Le département W 6, s'il vous plaît... Un instant. Les délégués des départements qui ne se sont pas encore dé-

cidés à prendre une position concrète par rapport aux revendications sont priés de sortir, de se rendre dans leur département et de contacter les gens. Au suivant.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W 6. — Je m'appelle Ferkus. Je suis... (*Brut à la présidium, applaudissements, confusion, quelqu'un monte à la tribune.*)

UN DELEGUE. — Je voudrais dire, camarades, que la section K 2 a décidé d'interrompre la grève. Je peux l'affirmer en toute certitude, car j'y ai été et je l'ai constaté sur place. Par contre, il y a un problème concernant la mise à disposition des moyens de transport, car certains qui partent d'ici voudraient passer la nuit chez eux. Si c'était possible de la part de nos autorités, nous leur demandons de nous l'assurer. La question suivante, c'est qu'après trois nuits sans dormir nous ne sommes vraiment pas capables de reprendre le travail demain. Je crois que c'est compréhensible, d'autant plus que ça va durer encore. Il faut encore se laver, se changer, et avant qu'on ne rentre à la maison il sera vraiment très tard. Par conséquent, si c'est possible, je demande une journée libre. Demain, Merci beaucoup. Ce sera tout. (*Applaudissements.*)

« Il y a un gaspillage énorme... »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W 6. — Je suis le délégué de la section W 6. Je m'appelle Ferkus. J'ai justement ici quelques problèmes... Le premier, c'est celui de la direction. Très brièvement. Mes prédécesseurs en ont parlé avant moi. Simplement, le chef du département a reçu un blâme du Comité de grève. Du Comité de grève.

Le point suivant concerne la réduction de l'administration. Tout simplement, dans notre département, la croissance de l'administration est très grande. Par exemple, je travaille aux chantiers navals depuis dix ans... Je veux parler ici de l'année passée, c'est-à-dire non pas 1970, mais 1969. Avant, il y avait simplement un seul chef. A présent, il y en a probablement trois. Car il y a le chef, il y a son adjoint, cet adjoint a encore son adjoint, et ainsi de suite.

Ensuite, la question des contremaîtres. En 1969, dans l'atelier AGP — équipement culinaire que reçoivent les bateaux —, il y avait une personne qui surveillait le travail. Maintenant il y a sept contremaîtres et deux chefs pour chaque équipe. Bref, c'est le problème de l'administration, n'est-ce pas ? Je l'ai seulement signalé.

La question du non-paiement... Nous avons posé encore cette question... de ne pas payer ceux qui n'étaient pas avec nous. De ne pas payer les jours de grève à ceux qui, tout simplement, se sont barrés et ont fui les chantiers. (*Ovation dans la salle, cris.*) Le point suivant concerne l'économie des matériaux. Je l'ai noté ainsi... Tout simplement chez nous,

aux chantiers, il y a un gaspillage énorme. On jette tout simplement à la poubelle ainsi de la ferraille ou bien d'autres métaux non ferreux, et même, dans certains cas, des installations, c'est-à-dire de petites installations, etc. On en jette des tonnes dans la poubelle, et puis on envoie à la ferraille.

L'affaire suivante. Chez nous, dans le département W 6, le salaire moyen est de 2 000 zlotys (88). C'est un département — comme on dit — d'ouvriers payés à la journée. C'est vraiment très peu ! Très peu, car, une fois payé le loyer, le gaz et d'autres charges, etc., l'ouvrier reste environ avec 1 600 zlotys. Qu'il essaye de subsister avec 1 600 zlotys ! Tout simplement, pour gagner plus, nous faisons une quantité d'heures supplémentaires. Une quantité d'heures ! Il y en a énormément dans notre département. Je ne sais pas... moi-même, au cours des années précédentes, j'ai eu en moyenne 130 heures supplémentaires ! Voilà pour moi. Mais les camarades qui ont 150 ou 200 heures supplémentaires... Cela veut dire que, pratiquement, ils ne sont jamais chez eux, sinon la nuit ou comme des invités. Ça c'est un problème.

La question suivante, par rapport aux prix. Comme le camarade Gierek nous a expliqué ici ce problème, les ouvriers de mon département m'ont autorisé à prendre cette position. Nous n'étions pas informés sur la manière dont se présente la situation dans notre pays. Maintenant nous le savons et les ouvriers du département soutiennent réellement, c'est-à-dire que, dans ce cas, ils soutiennent le camarade Gierek. Nous prenons acte de ses engagements et croyons que, d'ici à un an, nous ressentirons certainement les effets de cette amélioration... d'une manière ou d'une autre, nous sentirons cette amélioration de nos salaires, de notre existence tout court... et que nous vivrons mieux.

Une question a été encore posée... Les camarades m'ont dit que c'est au comité central qu'ils la posent... C'est le problème d'essayer de construire ces bateaux pour l'étranger, pour les pays capitalistes. Qu'on s'occupe vraiment de cette affaire, car il s'agit de devises ! Qu'on fasse en sorte... car en fin de compte, nous avons besoin de dollars. Nous faisons du commerce avec les pays capitalistes, n'est-ce pas ? Il faut vraiment faire de notre mieux pour produire le plus possible de bateaux pour l'étranger. Ce sera, je crois, tout ce que j'aurai à transmettre. Merci.

BALUKA. — Messieurs, c'est maintenant Piotr Jaroszewicz qui va prendre la parole.

JAROSZEWICZ. — Estimés camarades, les délégués des départements présentent beaucoup de propositions importantes et intéressantes. Dans bien des cas, ce sont des propo-

(88) Par mois.

sitions correctes qu'il faut améliorer, prendre en considération et régler. Aujourd'hui, nous ne pourrions pas les régler toutes. De concert avec le premier secrétaire, nous avons décidé d'envoyer dans vos chantiers une commission spéciale qui sera mise en place par le camarade vice-Premier ministre Kaim. Elle va travailler dans tous les départements, passer en revue la situation dans chaque département, elle va en tirer des conclusions générales, élaborer des indications et un programme d'action pour vos chantiers. Il va sans dire que dans cette commission il y aura des représentants des autorités que vous allez élire dans la nouvelle situation. C'est pourquoi la proposition est faite que, dans la mesure du possible, les camarades limitent leurs interventions. Car vos propositions se répètent et nous avons encore combien de départements à entendre ?

BALUKA. — Dix-huit.

JAROSZEWICZ. — Dix-huit, oui. Et nous voudrions écouter chaque département. D'autant plus que vous avez certainement vos propositions sous forme beaucoup plus développée. Vous allez les présenter à la commission qui va arriver — à la direction, puis à la commission — et à vos nouvelles autorités. Quant à nous, nous pouvons vous promettre que nous nous y intéresserons. Le camarade Kaim va s'intéresser personnellement à la discussion de ces propositions et à leur solution dans le sens de l'intervention du camarade premier secrétaire et de moi-même. Donc nous demandons aux camarades de prendre en considération ce que je viens de dire. Cela nous permettra peut-être de mieux organiser la discussion. Car nous voudrions entendre au moins quelques mots de la part de chaque département. *(Applaudissements.)*

« Nous demandons qu'on n'augmente pas les cadences. »

BALUKA. — Le département W 7, s'il vous plaît.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT W 7. — Je m'appelle Sobieski, département W 7. J'ai été élu pour parler au nom des ouvriers de mon département et en mon propre nom. C'est pourquoi je demande... je vais parler le plus brièvement possible. A W 7, tout le monde sait que chaque grève aggrave la situation économique du pays.

BALUKA. — Camarade, parlez plus près du micro, les chantiers n'entendent pas.

W 7. — Tout le monde sait, à W 7, que chaque grève aggrave la situation économique du pays qui, de toute façon, n'est pas à un niveau élevé. Nous sommes pour l'arrêt de la grève et pour reprendre, résolument et honnêtement. Toutefois, nous demandons que nous soit garantie la continuité du travail, afin que cela ne se passe pas comme maintenant : nous en avons jusqu'au cou, et puis, pendant deux, trois mois, on n'a plus rien à faire du tout... et cela atteint nos portemonnaie. Nous demandons qu'on n'augmente pas les cadences qui sont déjà trop élevées. Avant — il n'y a pas si longtemps que ça, il y a deux ans — les tôliers avaient, par exemple, 2,70 zlotys par mètre carré. Aujourd'hui, ils en ont 1,10. Les vernisseurs ? Ils n'ont pas de pauses, j'y travaille depuis quatorze ans environ et depuis il y a eu plusieurs démarches de la station sanitaire épidémiologique, qui a reconnu que la concentration des vapeurs dépasse de six fois la norme admissible. De plus, les vernisseurs ont seulement 0,25 zloty d'allocation sociale. Les ouvriers de l'entretien ? Leurs conditions de travail ? Ce sont justement ceux qui travaillent dans ces cages, lorsque ces cages sont déjà fermées... Cette poussière !... Absence de progrès technique, c'est clair. Autrefois il y avait les grattoirs. Le grattoir est resté aujourd'hui. Les conditions de sécurité et d'hygiène du travail : nous n'avons pas de masques, nous risquons notre santé. Personne ne peut certainement y avoir aucun intérêt. Les conditions sociales : nous n'avons pas de locaux pour les bureaux, pour les magasins non plus. Nous n'avons pas non plus de locaux pour les vestiaires. Le vestiaire est trop petit, et, dans la situation actuelle, l'un salit les vêtements de l'autre. Ils viennent, ils se déshabillent dans les douches, partout, dans le couloir, partout.

J'ai ici cette revendication posée par le département. Tout simplement, nous ne sommes pas convaincus que 800 ou 1 000 zlotys par personne nous garantissent que celui qui... a 800 ou 1 000 zlotys par membre de sa famille soit en mesure de s'inscrire aux HLM et de payer le loyer (89). L'égalisation des paiements des congés maladie des travailleurs intellectuels et manuels, de même qu'on l'a fait avec les congés d'été. (*Applaudissements.*)

La position des travailleurs à l'égard de la direction du département : il faut rétablir la situation dans le département. Les ouvriers ont perdu la confiance dans leur direction. Dans la direction restreinte. Car, d'abord, elle nous a abandonnés dans ces conditions difficiles, puis elle nous a

(89) Les coopératives de logement construisent des immeubles correspondant aux H.L.M. français. Pour s'inscrire dans une coopérative il faut payer, au moment de l'inscription, 25 000 zlotys (!), puis, chaque mois, verser une somme d'environ 200 zlotys.

abandonnés également une deuxième fois en laissant — avant et maintenant — le département sous notre contrôle. Les travailleurs laissent à la direction de l'entreprise le soin de choisir la nouvelle direction du département.

Maintenant, je veux parler au sujet... Simplement, pour quoi le camarade Gierek est venu chez nous. C'est-à-dire à propos de la grève. Le fond de la grève — je me résume —, tout le monde le connaît, et les revendications aussi. L'attitude des autorités : des tracts en ville, des tracts aux chantiers... Une opposition s'est créée entre ceux des chantiers navals et les gens de la ville. Quel visage nous prête-t-on en ville ? Nous ne sommes pas des casseurs ni rien de ce genre, mais simplement des ouvriers qui souhaitent... qui souhaitent améliorer leurs conditions d'existence.

L'attitude des ouvriers par rapport à la grève ? Grève illimitée ! Telle a été la revendication. En même temps, d'autres entreprises nous ont apporté leur soutien. Nous demandons pour ces entreprises des garanties de ce qu'aucune sanction ne sera prise à leur encontre. Le soutien au camarade Gierek ? Tout le monde le donne. Comme avant, quand il s'agissait de se prononcer pour ou contre la grève, j'avais dit — le Comité peut l'attester — quelle était la situation dans le département, combien de voix pour la grève, combien contre et combien pour la grève générale... C'est pourquoi je ne veux pas donner... J'estime simplement que, si la situation est allée aussi loin, il faut trouver une issue pour qu'après la reprise du travail... *Nous aurions volontiers soutenu le camarade Gierek par le travail et non la passivité ou une autre grève. (Applaudissements.)*

BALUKA. — Le département SP, s'il vous plaît. (*Conversations dans la salle, pause.*) Le suivant sera CP... Il est là, ou il n'est pas là ? (*Voix : il est là, il est là.*)

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT SP. — A vrai dire, j'avais encore quelques questions, mais les deux derniers orateurs les ont réglées et je ne vais pas en parler. Je voudrais encore souligner un problème... qui a tellement irrité les ouvriers des chantiers. Pourquoi dernièrement... pourquoi samedi les chantiers ont-ils été encerclés par des cordons de police ?... pardon, de la milice ? Et pourquoi le matin, lorsque les familles venaient en apportant les repas, la milice les a-t-elle empêchées de prendre contact par la grille avec les gens qui se trouvaient dans les chantiers ? (*Applaudissements, cris, indignation.*) J'en ai été témoin, car je me rendais de l'arsenal jusqu'au COKB ! Je précise la question : si c'est possible, j'aimerais que la réponse soit fournie peut-être aujourd'hui.

Point suivant. Pourquoi certains ne veulent-ils pas se solidariser avec la grève ? En conséquence de quoi ont surgi certaines divergences — au moins, on pensait qu'il y avait au sein des chantiers des divergences —, que les uns ne veulent pas faire grève et les autres ne veulent pas. Je représente le département qui, à vrai dire, est directement et étroitement lié avec les gens de la production. C'est la Direction de la production.

En ce qui concerne notre position envers les revendications — est-ce qu'on continue la grève ou pas ? — je ne peux pas l'affirmer car, de tout le département qui — comme je l'avais dit — compte plus de cent personnes, nous sommes seulement six, pardon... pardon... huit, huit ! (*Voix du présidium.*) Un instant, un petit moment. Nous sommes huit. Alors ces huit sont d'accord pour interrompre la grève. Par contre, nous ne pouvons pas exprimer notre avis pour ceux qui, en ce moment, regardent la télé ou dorment au lit. (*Voix dans la salle.*) Concrètement, je ne sais pas pourquoi tous... ainsi séparément... mon avis personnel, mon sentiment personnel est que précisément les constructeurs, les principaux constructeurs... tous ceux qui travaillent aux côtés de ceux qui bossent sur les bateaux, s'ils ne veulent pas faire grève et exprimer leur mécontentement, au moins, ils auraient dû rester ici et de temps en temps donner peut-être de bons conseils de spécialistes. Car, dans certains cas où il s'agit de problèmes techniques et organisationnels, ces gens-là peuvent en savoir plus que nous, car certainement ils ne s'occupent plus de ça. Ils sont partis ! Disparus ! Je ne sais pas pourquoi. Merci beaucoup. (*Applaudissements.*)

« Nous devons faire en sorte qu'il n'y ait pas de division en classes. »

BALUKA. — Le département CP.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT CP. — Je voudrais traiter brièvement certains problèmes, car je suis à Szczecin depuis 1946 et membre du Parti depuis vingt-six ans. C'est pourquoi je voudrais aussi répondre au camarade Gierek qui, dans son intervention, nous disait que nous ne pouvons pas arrêter certaines constructions en cours. Nous sommes conscients de ce que nous ne pouvons pas le faire. Car les dépenses et en liquide et en travail, c'est notre argent ! C'est notre sang que nous avons mis là-dedans. On aurait dépensé, et puis tout détruit... De plus, la surveillance de ces chantiers arrêtés nous aurait aussi coûté du travail. Mais

nous pouvons tirer de l'argent de ceux qui vivent trop bien du travail. Je vous le dirai tout net, camarades. On en parle dans la classe ouvrière. Car notre société se divise en classes déterminées. Il y a des gens qui ont déjà un socialisme dont ils ne savent plus que faire ; et ils cherchent déjà mieux... Ils ont un socialisme de ce genre parce qu'ils ont trop d'argent et trop de moyens pour faire de l'argent. Et nous savons parfaitement comment ça se passe dans nos chantiers navals. Un directeur quitte son poste de directeur général. On fait ses comptes... et alors on voit combien il a eu en un an. Ici même, dans les chantiers ! Je vais citer un exemple. Le camarade Skrzynecki a été ici. Au bout de douze mois... il a gagné 170 000 et des poussières... Pour douze mois ! Pas avec le salaire de base fixe, mais avec tous ces suppléments, primes, et ainsi de suite. J'estime, camarades, qu'il faut en finir. On doit être payé pour le travail effectif que l'on fait ! En liquide et de façon telle que chacun puisse savoir combien il va gagner ce mois-ci, pour son boulot effectif, pour ses capacités professionnelles et autres. C'est déjà une habitude chez nous : il y a des primes plus importantes pour certains, particulièrement pour la direction et les chefs de département. C'est pourquoi nous devons égaliser aussi ces primes : pareil pour tous.

J'ai encore une revendication. Depuis 1945, nous luttons pour ça. Nous devons faire en sorte qu'il n'y ait pas de division en classes. Pourtant, c'est depuis le sommet qu'on crée cette division en classes ! Pourquoi ? Car lorsqu'on accorde ces primes, on divise alors tout de suite : telle somme pour les intellectuels, telle autre pour les manuels. Alors, n'est-ce pas une division en classes opérée d'en haut ? Le travailleur intellectuel est-il différent de moi ? Sûrement pas. Il est certainement le même travailleur et homme que moi. Pourquoi nous-mêmes provoquons-nous une telle situation ? Nous parlons d'abolir l'inégalité entre l'ouvrier et le paysan datant de l'époque de Sanacja (90). C'est pour ça que nous luttons ! Et c'est une lutte juste. Pourquoi donc faisons-nous ici ce genre de divisions ? Je pense qu'il faut reprendre une partie de l'argent et ainsi, automatiquement, le budget pourra être amélioré pour ceux qui exigent du pain.

BALUKA. — Nous avons encore quinze départements.

LE DELEGUE DE CP. — Bien. Camarade Gierek, nous

(90) Sanacja (Guérir) : mouvement politique des années 30, animé par des affairistes et des politiciens qui soutenaient le maréchal Pilsudski.

avons pour vous... une compréhension totale et une entière confiance. Nous le savons parfaitement. Mais jusqu'à présent, camarades, *on nous a trop menti...* dans ces moyens d'information de masse. On ne nous parlait pas franchement, on ne nous parlait pas ouvertement. Il y avait trop de vanité chez ces camarades — membres du Parti ou sans-parti — tandis que nous travaillions dans la sueur... Il a étudié... dans cette école que nous avons construite... Nous avons travaillé pour lui. Camarade Gierek, on sait — mais je ne le sais pas exactement —, mais nous savons combien coûte l'éducation d'un ingénieur, d'un licencié ou d'autres... D'où vient cet argent ? De notre poche ! Alors pourquoi ces gens sont-ils devenus vaniteux ? Ils ne veulent pas nous parler ! Nous le savons ici, et nous le savons parfaitement, que c'est comme ça.

Voilà pourquoi il faudrait qu'ils abandonnent cette attitude, et cela radicalement ! Et prendre des mesures contre tous ceux qui se comportent avec une telle vanité. Encore une chose, camarades. On dit couramment chez nous dans la classe ouvrière : il y a deux calamités en Pologne — l'une lorsque la récolte est bonne, l'autre lorsque la récolte est mauvaise... (*Interruption de l'enregistrement.*) En effet, de telles rumeurs existent. Je parle concrètement, car chaque travailleur peut le confirmer... Les moyens d'information le disent également, camarades... Et, dans la période précédente, cela a été dit plusieurs fois. C'est une calamité, car ils ne peuvent pas... il n'y a pas d'installations frigorifiques... il n'y en a pas... Les denrées se détériorent, et on s'en débarrasse en les mettant au rebut. Cette année, par exemple, les fraises... afin de maintenir leur prix de marché, on les a portées à la décharge publique à Pomorzny, mais on n'a pas baissé leur prix. C'est pourquoi nous estimons — afin qu'à l'avenir ça ne se répète plus — que, s'il y a une bonne récolte, les prix doivent baisser, et que chacun puisse être satisfait. Ensuite, camarades, nous avons lu tous ces tracts et autres. Dans ces tracts, on nous appelait racaille, espèces de... Le camarade Cynkier a insisté sur cette même chose dans son tract et dans son intervention au micro hier soir.

GIEREK. — Nous sommes déjà aujourd'hui...

LE DELEGUE DE CP — J'ai entendu ces paroles hier soir... Est-ce une attitude à avoir envers nous, camarades ? Envers les travailleurs ? Certainement pas. Nous devons en finir. (*Voix dans la salle.*) Pourquoi, camarades — je veux dire encore une chose —, pourquoi la milice se déguisait-elle en uniforme militaire ?

QUELQU'UN DU PRESIDIUUM. — On a déjà posé cette question...

« Les dirigeants se transforment en simples baillis comme au temps du régime des colonels. »

LE DELEGUE DE CP. — J'ai aussi été dans l'armée pendant quelques années. Je suis également officier de réserve. Pourquoi l'a-t-on permis ? Pourquoi a-t-on agi ainsi ? J'estime qu'il faut en finir et prendre certaines mesures contre ces gens-là. C'est pourquoi, camarades... je voudrais souligner une chose encore... de tels mécontentements se développent et continueront à se développer. Maintes fois, nous faisons des reproches à tel ou tel, nous accusons le pouvoir populaire, le Parti, tout ça — mais le mal, où est-il ? C'est déjà en bas que l'on se désintéresse du sort des ouvriers, à la direction du département. On suit la voie de la moindre résistance. Ces dirigeants n'essayent pas d'améliorer la situation de l'ouvrier, mais se transforment en simples baillis, comme ce fut le cas du temps du régime des colonels. Nous pensons que de tels chefs ne devraient pas se trouver dans nos rangs ! Comme des baillis... Nous sommes des hommes conscients ! (*Applaudissements.*) Les camarades l'ont déjà souligné... je voudrais encore faire une proposition, que les camarades du comité central, le camarade Gierek et le camarade Premier ministre de notre gouvernement la prennent en considération. On nous avait augmenté les loyers auparavant. On nous disait alors que la différence nous serait remboursée. On l'a dit pendant deux mois. Mais en recevant la prime de qualité, cette indemnité m'a été tout de suite supprimée. Aujourd'hui, personne parmi nous n'a probablement reçu cette indemnité pour la hausse des loyers. C'est pourquoi notre département fait la proposition qu'on ne nous prélève pas d'impôt sur les heures supplémentaires, car, de toute façon, nous en faisons trop, trop d'efforts pour produire plus. Et sur ces primes diverses, non plus. Comme ça seulement, nous pourrions payer l'impôt sur nos salaires de base. Merci. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — Le département... (*Signe inaudible.*), s'il vous plaît.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT (?). — Département (?). Je m'appelle Dorzeczek. Une question. Je peux la poser ? Le gouvernement et le Parti nous ont garanti que les prix des denrées alimentaires seront gelés pendant deux ans. Mais pouvons-nous avoir des garanties ou l'assurance

qu'il n'y aura pas de hausse des loyers, de l'électricité et d'autres choses ? Pourrons-nous avoir cette assurance ?

GIEREK. — Il n'y en aura pas...

LE DELEGUE. — Il n'y en aura pas. (*Applaudissements.*)
Pendant combien de temps ?

GIEREK. — Je peux vous dire dès maintenant que nous avons pris la décision que ce loyer... reste... sans...

LE DELEGUE. — Le loyer, l'électricité, les charges, le gaz et autres restent au même niveau ?

GIEREK. — C'est ça.

LE DELEGUE. — Ah ! bon... Je voudrais encore demander...

GIEREK. — En ce qui concerne les versements aux coopératives des HLM, nous préparons un projet pour qu'ils n'augmentent pas. Plutôt, nous voudrions répartir les apports initiaux sur une période plus longue. Car, jusqu'à présent, les coûts ont augmenté, mais nous ne voulons pas augmenter les versements (91). (*Applaudissements.*) Il y a encore une remarque concernant le montant du versement...

VOIX DANS LA SALLE. — Laissez parler, laissez parler...

GIEREK. — Oui, oui, à savoir : aux personnes qui gagnent moins, nous leur avons serré la vis, n'est-ce pas ? On va leur accorder des crédits pour le versement à la coopérative.

LE DELEGUE. — Merci. Encore une chose. Je voudrais demander un sauf-conduit (92) pour ces entreprises qui, pendant la grève, ont collaboré avec nous.

GIEREK. — J'ai déjà compris.

DELEGUE. — Donc automatiquement nous avons et eux aussi... toutes les entreprises ? Eh bien... merci ! Notre entreprise...

BALUKA. — Vous terminez, oui ?

LE DELEGUE. — Oui.

« Le renouveau, ce sont ceux qui se trouvent ici ! »

BALUKA. — Le département NPT, s'il vous plaît.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT NPT. — Ouvriers des chantiers navals ! Je vais parler au nom de NPT. D'abord, je voudrais dire... camarade Gierek, si l'on veut parler du renouveau, le renouveau — savez-vous ce que c'est ? Ce sont

(91) Il s'agit des versements initiaux dans les coopératives. Voir la note 89.

(92) Terme militaire, datant de l'époque féodale. Signifie exactement « immunité ».

ceux qui se trouvent ici ! Ceux qui sont contre Gierek et la Pologne populaire sont tous au lit ! Oui, camarades ! Je vais parler sans détours ! J'ai honte que mon fils reste à la maison et que l'ouvrier marne aux chantiers et veille sur le bien de la Pologne populaire. (*Cris, applaudissements, ovation.*) Ouvriers ! Je suis polonais, homme, communiste et ouvrier des chantiers navals ! Je voudrais aussi poser une question. Est-ce que le député de la région de Szczecin, en l'espèce le général Jaruzelski, est au courant qu'aujourd'hui, on nous a empêchés de recevoir de l'eau, des vivres et d'autres choses ? J'exige tout de suite une réponse précise ! (*Cris : bravo, c'est ça. Applaudissements.*)

JARUZELSKI. — On en a déjà parlé, non ?

LE DELEGUE DE NPT. — La question est simple : est-ce que le général savait — en tant que député de la région de Szczecin — qu'on empêchait de nous passer les vivres ?

JARUZELSKI. — Je l'ai appris aujourd'hui.

LE DELEGUE DE NPT. — Merci. Question suivante. Est-ce que le camarade général sait qu'hier on a fait venir à Szczecin des renforts massifs de milice de toute la Pologne « pour étouffer les bandits des chantiers navals » ?

SZLACHCIC. — Je vais répondre, parce que je suis le ministre de l'Intérieur, et que c'est moi qui dirige la milice.

LE DELEGUE DE NPT, *interrompant*. — Je m'excuse. La question est adressée au camarade général Jaruzelski, à notre député, et non au ministre de l'Intérieur ! (*Applaudissements, ovation dans la salle.*)

JARUZELSKI. — Pour en finir avec les bandits des chantiers navals ?

LE DELEGUE DE NPT. — Malheureusement, c'est ainsi qu'on nous a qualifiés, nous, ouvriers de la Pologne populaire !

JARUZELSKI. — Je n'ai rien entendu dire de pareil.

LE DELEGUE DE NPT. — Merci.

JARUZELSKI. — Je n'ai pas entendu parler de bandits.

LE DELEGUE DE NPT. — Merci. Question suivante, au comité central. Est-ce que le comité central sait que les ouvriers des chantiers navals exigent l'exclusion du Parti du camarade Walaszek ? (*Ovation.*) On l'a exigé à Szczecin ! Ouvriers ! Aujourd'hui même, nous voulons avoir la réponse à toutes les questions, parce que nous, ouvriers des chantiers navals, nous voulons prouver au camarade Gierek que nous ne sommes pas des bandits. Au matin, nous reprendrons le

travail, mais nous voulons avoir une réponse solide et honnête !... C'est nous, ces bandits contre lesquels on tire, c'est nous qui bâtissons la Pologne, nous qui gardons la frontière occidentale ! Nous connaissons les Allemands, nous savons qu'ils sont des casseurs, mais nous ne permettrons pas qu'aujourd'hui nos mères et nos sœurs nous disent : « *Qu'est-ce que vous faites ? Vous voulez brûler la Pologne ? Notre acquis de vingt-cinq ans de travail ?* » Aujourd'hui, nous voulons ici même entendre : est-ce que Walaszek sera exclu du Parti ou pas ? (*Ovation, cris : bravo, bravo.*)

GIEREK. — (*Réponse inaudible.*)

LE DELEGUE DE NPT. — Merci. Je considère la réponse du camarade Gierek comme juste. Le comité central prendra position sur cette affaire. Nous considérons — en tant qu'ouvriers des chantiers navals — que les délais pour cela ne doivent pas dépasser trois semaines après le 3^e plénum ! Camarade Gierek, êtes-vous d'accord avec cette proposition ?

GIEREK. — Camarades, je ne peux accepter de telles propositions parce que je ne suis pas le comité central. Je suis premier secrétaire, et c'est le comité central qui va décider, vous comprenez. De toute façon, ne posez pas l'affaire de façon, vous savez... si... ultimiste. (*Mouvements divers dans la salle.*)

LE DELEGUE DE NPT. — Bien, par conséquent...

GIEREK. — Ce que je pouvais faire, c'était vider le camarade Walaszek tout de suite. Mais l'attitude que prendra le comité central, c'est l'affaire du comité central.

LE DELEGUE DE NPT. — Le camarade Gierek l'a dit, et il a raison, qu'il ne peut pas répondre tout seul. Il en ressort que les temps du culte de la personnalité sont terminés. Bravo, pour le camarade Gierek ! (*De longs applaudissements, cris : bravo.*)

La question suivante et une question qui devrait intéresser tout le monde en ce moment. Nous avons l'assurance de notre sécurité de la part du bureau politique et du gouvernement. Par contre, nous avons encore une question. Est-ce que les autorités centrales vont continuer à pratiquer une discrimination contre notre Szczecin, non pas dans le sens politique ou économique, mais au niveau moral ? Pourquoi est-ce que j'en parle ? Parce que je connais un peu l'Allemand, et souvent j'écoute de Rostock les prévisions de temps pour Szczecin. Mais M. Wicherek (93), qui se veut

(93) Wicherek : personnage très populaire en Pologne, qui annonce le temps qu'il va faire au journal télévisé.

et qui est polonais, ne mentionne jamais Szczecin, car Szczecin ce sont les terres de l'Ouest. (*Applaudissements, cris : bravo.*)

GIEREK. — Ajoutez, ajoutez encore Katowice, car de Katowice on ne parle pas non plus... (*Rires, applaudissements.*)

LE DELEGUE DE NPT. — Bon. Mes camarades, comme je viens de le dire, je ne suis pas un bandit, je suis ouvrier des chantiers navals, je suis pour le renouveau et je propose qu'aujourd'hui nous décidions une pleine solidarité entre les directeurs Skrobot et Cynkier et nous — pas seulement avec ceux du Parti, parce que les gens du Parti, ce sont tous ceux qui sont ici, qui, jour après jour, construisent la Pologne populaire. Par conséquent, étant donné que le directeur Skrobot ne s'est pas adressé à nous, mais à la milice — ce qui nous a blessés —, je propose que le directeur Skrobot, directeur général du trust, vienne s'excuser devant nous, assurer que plus jamais il n'y aura de pareilles choses et que chaque fois qu'il y aura une situation économique et politique difficile, il viendra parler avec nous. (*Une longue ovation.*)

Mes camarades, je veux avoir immédiatement la réponse à toutes, à toutes les questions, car peut-être — je ne veux pas exagérer — c'est un tournant historique auquel nous assistons dans la ville de Szczecin et entre nous. Nous avons attendu vingt-cinq ans ce moment historique. Aujourd'hui, en présence du gouvernement et du camarade Gierek en tant que premier secrétaire, nous voulons avoir tout consigné noir sur blanc. C'est comme ça seulement que nous pouvons reprendre le travail. Nous vous écoutons, camarade directeur. (Voix dans la salle, confusion au présidium.) La question est la suivante : étant donné que le camarade directeur a blessé les ouvriers en ne s'adressant pas à eux mais à la milice, et en s'adressant aux ouvriers par l'intermédiaire des haut-parleurs qui disaient de reprendre... le travail...

LE DIRECTEUR CYNKIER. — Camarades, je voudrais rectifier. Ce n'était pas le directeur Skrobot qui parlait par l'intermédiaire des haut-parleurs, mais moi-même...

LE DELEGUE DE NPT. — Excusez-moi pour cette erreur... Probablement...

LE DIRECTEUR CYNKIER. — Je voudrais répondre sur le problème du réseau radiophonique. Cela est indiscutable. Le Comité de grève m'a empêché de vous parler... par la radio de l'usine. Par conséquent, en accord avec les autorités, je me suis adressé à vous en utilisant les haut-parleurs. S'il y a eu des propos que vous avez jugés offensants, je vous en demande alors pardon. Vous savez bien

que, pendant l'une des grèves, je vous ai soutenus deux nuits. Et ce n'est pas vrai qu'au cours de la grève actuelle, je n'ai pas voulu parler avec la classe ouvrière, avec les ouvriers des chantiers navals, car j'ai rencontré le Comité de grève. Merci. (*Faibles applaudissements.*)

« Nous réglerons toutes les affaires en commun. »

LE DELEGUE DE NPT. — Un instant, je m'excuse. Mes camarades, je n'ai pas encore... la parole ne m'a pas encore été retirée. Mes camarades ! Je vous dirai une fois encore que nous apprécions le courage et le renouveau, et nous l'apprécions résolument, comme ce doit être le cas dans le peuple. Mais je constate qu'il n'était pas question que nous ne menions pas le dialogue. En tant qu'ouvriers des chantiers navals, nous avons décidé *que notre place est ici*. Cette salle, c'est le centre des chantiers navals, et on s'en fout du bureau du directeur. Là, c'est son lieu de travail. Par conséquent, j'explique qu'il n'est pas vrai que le Comité de grève a empêché le directeur de parler aux ouvriers. Il a accepté ; mais sous une condition, que le camarade Gierek a acceptée... il n'avait pas peur, lui, de venir chez l'ouvrier, car il est issu de la classe ouvrière. Et ne vous offensez pas, camarade Gierek, si je vous le dis encore une fois. Vous pouvez traverser tout Szczecin, et personne ne vous touchera. Tous le savent très bien. Les hommes ne peuvent pas avoir peur d'eux-mêmes, ils doivent être frères. Et afin de ne pas mener cette polémique, je rappelle que, vendredi, tout le monde y a été, et le Comité de grève a parlé aux ouvriers.

La question suivante, encore une question formelle. Je trouve que l'affaire concernant le directeur... c'est-à-dire son discours transmis par les haut-parleurs, est close et nous ne devrions plus revenir sur ces affaires-là.

La question suivante, mes camarades, la voici. Nous savons qu'en ce moment, le pays connaît une situation difficile. Pas seulement dans le pays, mais ici entre nous... Dans cette salle, l'atmosphère est tendue. Nous devons aujourd'hui « obliger »... Excusez-moi d'employer ce terme « obliger », certainement, je l'ai lâché comme ça... Mais nous devons avoir la certitude, que si, dans l'avenir, il survient quelque chose — ici je souligne que nous nous tiendrons loin de ça — vous savez tous... combien d'heures nous avons bossé ici. Et c'est vrai, camarade Gierek, que nous tenons beaucoup à la Pologne populaire et au Parti. Car le Parti, ce n'est pas moi ou un autre membre du Parti... Tous ceux qui sont ici, tous les gens de bonne volonté — c'est cela le Parti ! Nous n'avons

pas eu de conflit avec l'équipage soviétique, nous n'avons pas provoqué le conflit avec la milice — ce sont eux qui ont pénétré sur notre terrain... (*Quelques mots inaudibles.*) Malheureusement, c'est ainsi, camarades. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous devons avoir une certitude : si, dans n'importe quelle situation, il y a des conflits au niveau du comité de voïvodie, de l'entreprise — n'importe où, à la direction ou ailleurs —, nous décidons une fois pour toutes que, tant que Szczecin sera polonais et que les chantiers existeront, nous réglerons toutes les affaires en commun — certes, la direction doit veiller à ce qu'il n'y ait pas d'anarchie, car ce ne serait pas juste — mais tous ensemble. La direction avance ses propositions concernant le développement d'une meilleure productivité du travail ou de son efficacité — et de leur côté, les ouvriers avancent leurs propositions. Nous nous y mettrons ensemble, on va y réfléchir, et ainsi, nous irons ensemble vers un avenir meilleur.

Je voudrais dire en plus que l'affaire de la grève de décembre est la faute de Walaszek, camarade Gierek, et sachez que, si le jour suivant, encore, il était venu discuter, il n'y aurait pas eu alors de sang répandu. Quant à la présente grève... je le constate, camarade, avec peine... vraiment avec peine... j'allais au plénum du comité de quartier. Je suis sorti des chantiers. La grève commençait, et j'ai vu combien ces gars de la tuyauterie se sentaient blessés qu'on les ait traités de jaunes, de trublions (94), etc. Ce ne sont pas des bandits ! C'est moi qui le dis, parce que j'ai parlé avec ces gars. Ceux qui me connaissent m'avaient dit : « *Urbanski, nous exigeons ici une chose : qu'on nous présente des excuses. Nous voulons travailler. Ce n'est pas vrai que nous ne voulons pas travailler !* » Et c'est de là que tout est parti. Le camarade ici présent en est témoin, et tout le plénum du quartier. J'avais dit : « *Je demande tout de suite Oblubek — excusez-moi, camarade Oblubek — tout de suite aux chantiers en raison de la grève.* » Mais alors quoi ? Quand un ouvrier élève la voix, ce n'est pas encore suffisant. Il faut croire aux faits. Et j'ai ces faits ! Par conséquent, je propose que le comité de quartier, le comité d'entreprise, de voïvodie — on doit sur-le-champ vérifier toutes les choses que dit l'ouvrier — surtout si elles concernent une affaire aussi importante qu'une grève — même si elles devaient être fausses.

Donc, camarade Gierek, nous allons faire le renouveau.

(94) Les ouvriers de la tuyauterie ont été traités de jaunes par les autres travailleurs des chantiers, après la diffusion de la nouvelle mensongère sur les prétendus « *engagements de production* » pris par eux. Par contre, la direction du Parti les a traités de trublions.

Si vous rencontrez des difficultés dans le gouvernement ou ailleurs, alors, croyez que nous, en tant qu'ouvriers des chantiers navals... nous vous avons prouvé que pas une vis ne s'est égarée dans l'entreprise, rien n'a été endommagé, nous n'avons pas touché à la milice, nous n'avons pas empiété sur la loi et même nous avons attendu, comme un peuple fidèle attend son chef. Par conséquent, nous vous assurons, camarade Gierk — et je ne serai certainement pas le seul à le dire ici —, que vous pouvez compter sur nous, en sachant que, sûrement, nous réaliserons le plan et que tout sera pour le mieux. Il peut y avoir des petits accrochages, mais ce sont des affaires quotidiennes.

Ensuite, je voudrais dire à tous les travailleurs des chantiers navals que, dans la situation difficile actuelle, nous devons, camarades, reprendre le travail. Nous devons donner une chance au gouvernement. Je ne sais pas si c'est pour un an ou deux. Je ne vais pas parler en votre nom, mais en mon nom personnel et en celui de mon département. Nous devons leur donner une chance. Si effectivement, au bout d'un an ou deux, il n'y a pas d'amélioration, alors, à ce moment-là, nous dirons : « *Camarade, nous avons été dupes à nouveau.* » Mais moi, je ne le crois pas. Souvent, je vais en Silésie. Vous savez, quand on va en Silésie... Je vous dirai une chose. Eh bien, ils ont dit ainsi : « *Si ce Szczecin voulait ficher Gierk dehors du poste de premier secrétaire, cela serait très bien, car de nouveau, nous aurions un bon patron.* » Ma parole, en Silésie, on entend de telles choses. (*Applaudissements.*)

GIEREK. — Camarade président, je voudrais un moment... (*Vague de protestations, cris.*)

LE DELEGUE DE NPT. — ... Et c'est pourquoi, mes camarades, nous ne le permettrons pas. Il nous a dit franchement les choses. Walaszek n'a pas su avouer qu'il a été fichu en dehors du Parti. Et moi, je vous dis que j'étais à Varsovie le jour où le camarade Gierk l'a limogé. Puis je suis allé en Silésie, ensuite je rentre à Szczecin, et voilà que le camarade Walaszek n'a pas encore su avouer, mais il... non, je ne dirai plus rien. Comment s'était-il conduit ? Il aurait dû dire : « *Travailleurs, j'ai commis des erreurs envers vous. Je cède ma place, parce que je ne suis pas capable de la tenir.* » Et maintenant voilà que cela aboutit à ce que nous sommes ici aujourd'hui. Car on voit de ces choses ! Ce matin, lorsque la milice empêchait qu'on nous apporte à manger, chacun serrait les poings. Mais aujourd'hui, on voit la détente régner parmi les ouvriers. Nous sommes contents qu'enfin on nous apprécie en tant qu'ou-

vriers des chantiers navals. Maintenant, je n'en veux pas, ni à toi, ni à vous, ni au gouvernement, ni au Parti. Par contre, j'en veux à tous ces gens qui souillent le renom des ouvriers des chantiers navals, du Parti et de la Pologne populaire. En concluant mon intervention, je voudrais encore demander au camarade Gierek et au camarade Jaroszewicz : y a-t-il une possibilité pour que les interventions de la présente réunion soient publiées dans la presse centrale ?

GIEREK. — (*Inaudible.*)

LE DELEGUE DE NPT. — Mes camarades, j'ai compris que le camarade Gierek veut faire la chose suivante : il veut aller vers tous les travailleurs des chantiers navals et il veut savoir avec certitude qui le soutient et qui ne le soutient pas. Est-ce que j'ai bien compris ?

GIEREK. — C'est ça. (*Applaudissements.*)

LE DELEGUE DE NPT. — Mes camarades, ce ne sera pas une erreur de ma part si... personnellement, peut-être aussi au nom de mon département, peut-être en votre nom — car je ne sais pas si quelqu'un d'autre formulera ce vœu par la suite —, en mon propre nom, au nom du département, et de vous tous — permettez-moi de le faire en votre nom —, nous souhaitons au camarade Gierek et aux nouvelles autorités des succès effectifs à la direction de notre pays et à nous tous des mains fortes et fermes, et un dialogue entre le Parti, le gouvernement et les ouvriers des chantiers navals. Merci. (*Longs applaudissements.*)

BALUKA. — Le département GM, s'il vous plaît. Le suivant sera AB.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT GM. — Après le discours précédent, je ne peux retrouver mon souffle. Tant de sujets importants y ont été traités, qu'il est vraiment difficile de se limiter à présent. Car, dans ces paroles, presque tout a été exprimé. Mais, disons, que je vais revenir aux problèmes de mon département. A présent, je m'adresse à la direction des chantiers navals de Szczecin, étant donné que notre département est vraiment le plus lésé de tous les chantiers. Avant tout, je souligne ce qu'est mon département. Notre département, c'est le département de mécanique générale. C'est le département de serrurerie, c'est le département spécialisé. Ce n'est pas une quelconque petite serrurerie. C'est vraiment un atelier de spécialistes de grand calibre, qui savent tout faire. De toute la journée, on ne peut même pas s'y gratter le cul. Le spécialiste va, réfléchit, et il doit agir ! Car vraiment, le plus grand... le plus souvent nous n'avons pas de documents. Et nous le faisons comme nous le voyons, tout simplement, et nous devons réfléchir comme cela peut se faire. Personne ne pense à notre place. Et c'est pour cela que nous sommes lésés. Chez nous, je suis au taux le plus élevé... la neuvième catégorie, qui existe depuis on ne sait combien d'années — et je touche 11,28 zlotys l'heure. Et je demande — car tel est

l'ordre de mon département — l'égalité avec les catégories de la production. Sans aucune réserve ! Aucune production ne peut se passer de nous. Car nous sommes les médecins de cette entreprise. Si nos mains s'arrêtent, l'entreprise tout entière va s'arrêter. A coup sûr ! Il y a de moins en moins de ces vieux professionnels. Ils s'effritent tout comme les dents chez une grand-mère qui n'en a plus que quelques-unes... (Voix.) Un instant ! *La défense de mon département doit être juste et actuelle !* J'en ai la confirmation. J'ai été dans le Comité de grève, et je demande seulement la parole. (Voix.) Il y a des signatures : noms et prénoms. Donc, j'ai le droit de parler au nom de mon département. Et ce n'est pas une demande, mais une revendication concrète d'égaliser les salaires d'après les catégories de travail aux pièces en vigneure que nous avançons. Et là-dessus, j'ai des réserves. De très grandes réserves, pour que personne ne soit exposé à des sanctions du Parti, mais que tout soit réglé avec le conseil d'entreprise. Il faut y penser et prendre cela en considération. Car effectivement, nous ne pouvons pas perdre nos médecins. Car, je le répète encore une fois, ce sont des hommes qu'on ne trouvera jamais et nulle part à remplacer. Ces hommes n'ont pas besoin de six mois comme un soudeur ou par exemple un quelconque serrurier, qui va apprendre trois ans et dire ensuite : « *Je suis serrurier, ça y est, alors je peux bricoler.* » Ce sont des spécialistes qui montent et démontent des mécanismes entiers. Et sur ces mécanismes repose toute l'entreprise. (*Manifestation d'impatience au présidium.*) Je m'excuse. Je m'excuse de vous déranger, et vous aussi, monsieur. (*Il s'adresse au présidium.*) Vous me dérangez quand je parle. Je fais des erreurs, et alors mes paroles sortent mal. J'ai le droit de défendre mon atelier ! Bien sûr ! (*Confusion, voix.*) Etant donné que les précédents orateurs ont donné d'autres versions, je me limiterai encore à... quelques courtes phrases. Nous avons mené la grève, nous avons fondé... nous savons comment elle est partie. Mais à vrai dire, pratiquement on n'en a rien... (*Interruption dans l'enregistrement... Applaudissements.*) Merci. Merci.

« L'entreprise, ce sont tous les travailleurs. »

BALUKA. — AB, s'il vous plaît.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT AB. — Je suis délégué de AB. Tout le monde sait, aux chantiers, comment se présente ce département. Pas la peine d'en parler, n'est-ce pas ? Les kiosques... (*Mots inaudibles.*), tout ce qui se trouve sur le terrain des chantiers, c'est le département AB. Les travailleurs sont contents... Alors, voyons la situation dans AB. Nos services sont tels que nous le permet l'approvisionnement. En ce moment la situation est telle chez nous qu'en ce qui concerne le matériel nécessaire, nous n'avons rien. Absolument rien ! Bien que nous fabriquions des pièces neuves, qu'on aurait dû en principe nous fournir. Néanmoins, nous complétons, nous réparons, nous comblons les

trous, et ainsi, vous avez tous chaud. Vous avez des kiosques et autres boutiques qui font les ventes. Tout cela, bien que tout le monde sache également dans quels locaux ces femmes travaillent, n'est-ce pas ? Dans ces conditions très difficiles, et on peut dire qu'elles sont les moins rémunérées de l'entreprise. Simplement, nous avons ici une proposition : il s'agirait justement du modèle de travailleurs. Qui est qui ? En fait, qui est le maître dans l'établissement. Est-ce que ce travailleur doit être le soi-disant serviteur de ce maître ?... Cela ne devrait-il pas être plutôt une sorte de coopération mutuelle ? Par exemple, si j'étais vendeur, je devrais être un bon vendeur. Si j'étais architecte, technicien ou ingénieur, alors, en général, on sait que je devrais être un bon ingénieur. Mais chez nous, c'est le contraire. Si nous parlons ici, alors il faut dire que, malheureusement, toute la journée on ne s'occupe que de la bureaucratie. On fait exactement ce qu'aurait dû faire un employé administratif. L'homme qui aurait dû simplement exécuter... et non pas penser à la place du travailleur, c'est lui qui fait le super-contrôle : le travailleur exécute et lui, il vérifie.

Encore par rapport justement à... ce... dialogue. Ce n'est pas du tout compris. Je pense que c'est seulement une sorte de complément. A savoir que les travailleurs, ce n'est pas seulement le directeur, pas seulement le chef de département, pas seulement l'ouvrier, pas seulement le trésorier, ou un autre travailleur quelconque des chantiers navals — mais ce sont tous les travailleurs de l'entreprise d'état, et non pas du chef de département, du département et de personne d'autre. (*Mouvements divers dans la salle.*)

Nous continuons à demander la réduction de la croissance excessive de l'appareil de sécurité. D'ailleurs, comme on l'a remarqué, les chantiers navals n'ont pas besoin du tout de cet appareil de sécurité... (*Mots inaudibles.*) D'ailleurs, cet appareil de sécurité est si vaste... (*Mots inaudibles.*) En outre, nous exigeons qu'on ne paye pas pour la période de grève ceux des travailleurs qui ont simplement quitté l'entreprise pendant la grève. (*Applaudissements, cris : bravo.*)

Nous exigeons que tous ces droits soient garantis aussi à toutes les entreprises qui se sont solidarisées avec nous. (*Applaudissements.*) Merci beaucoup. Un instant... En ce qui concerne les revendications, nous nous solidarisons avec tous les travailleurs présents ici. C'est-à-dire que nous sommes d'accord avec la majorité. C'est-à-dire que nous ne sommes pas d'accord que... que simplement il ne devrait pas y avoir d'augmentation. Mais agissant du point de vue de la raison, nous constatons que nous devons tout simplement accepter. Puis... nous pensons que grâce à notre travail, que cette augmentation des prix sera réduite au minimum. Merci.

UN DELEGUE. — Excusez-moi. Ce n'est pas encore mon tour mais... vite fait... camarade président du Comité de grève

— c'est votre nom, n'est-ce pas ? Et nous n'en avons pas honte. Ça commence à durer trop. Combien de départements y a-t-il encore ? Dites-le bien haut...

BALUKA. — Neuf.

LE DELEGUE. — Trois minutes, c'est vraiment suffisant. Vous abordez beaucoup de problèmes inutiles. Trois minutes ça suffit. (*Voix dans la salle et au présidium.*)

« L'uniforme de la milice a été taché du sang de l'ouvrier. »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT M. — Je représente le département M. Tout le département M. Pendant la deuxième grève, lorsqu'on s'est posé la question de savoir s'il fallait arrêter la grève écono... la grève politi... cette grève..., s'il fallait arrêter cette grève ou bien se lancer dans une grève politique qui nous menaçait, j'ai pris position et j'ai dit ici même : « *Aujourd'hui, la Pologne a besoin d'un bon gestionnaire et pas d'un orateur* », et j'ai exprimé mon avis. Je ne vais pas le répéter tout entier, car ce serait trop long... J'ai dit entre autres que je connaissais le camarade Gierek de Silésie, que là-bas, la situation économique est autre — bien meilleure —, et j'ai proposé de lui faire confiance et de lui accorder notre soutien. Après mon intervention, celle qui suivait était déjà moins dure. La grève a été arrêtée, et nous avons repris le travail... Cette grève-ci, elle est l'effet de l'étincelle que fut le point 4. Pour que je ne l'oublie pas, car après je vais l'oublier... je vois dans cette revendication un piège possible et je veux la compléter pour le camarade Gierek et le camarade Jaroszewicz. A savoir que, dans le point 4, il y a un piège dont j'ai peur. Je vais relire ce point : « *Nous exigeons que la direction de l'entreprise et les autorités nationales donnent aux grévistes et aux membres du Comité de grève la garantie d'une entière sécurité personnelle à l'intérieur de l'établissement et de la ville...* » Mais, dès que nous sommes en dehors de la ville, ils peuvent et nous coincer et nous foutre en tôle. (*Applaudissements.*) Il faut faire disparaître ce piège. (*Confusion.*)

GIEREK. — ... Et dans tout le pays.

LE DELEGUE DE M. — Dans tout le pays ? Entendu. J'ai peur de ce piège, car je vais en Silésie, et là, on me bouclera. (*Confusion, voix.*)

GIEREK. — ... Dans la voïvodie et dans le pays.

LE DELEGUE DE M. — Dans la voïvodie et dans le

pays ? Entendu. Maintenant, monsieur... oh ! je m'excuse, c'est par habitude que je dis ça, camarade Gierek.

GIEREK. — Parlez comme vous voulez, ça ne me dérange pas. (*Voix, mouvements dans la salle.*)

UNE VOIX. — Les trois minutes sont passées.

LE DELEGUE DE M. — Non, non, pas trois minutes. J'ai encore autre chose... Je vous dis très rapidement, j'ai... une chose à dire, simplement. Je veux parler d'une chose. L'uniforme de la milice a été taché du sang de l'ouvrier. (*Voix dans la salle.*) Nos mères nous ont tous mis au monde de la même façon. Il y a eu des joies et des douleurs, des larmes et beaucoup de tristesse, parce que leurs enfants avaient été enterrés dans des sacs en plastique. *Là-dessus, nous ne céderons pas !* (*Voix dans la salle.*) Par conséquent, étant donné que l'uniforme de la milice a été taché du sang de l'ouvrier — souvenons-nous-en toujours, camarades, et introduisons le principe suivant : de même qu'on nous déduit l'impôt de notre salaire, alors que cet impôt leur soit imposé également... (*Tonnerre d'applaudissements, ovation.*)... l'impôt sur leur salaire (95). *Que ce soit pour eux un souvenir !* Qu'on tire sur nous ! Sur nos fils ! Ils doivent être nos défenseurs ! Et non pas tirer sur nous. Puis, en échange, qu'on nous donne — nous nous y emploierons —, qu'on nous annule l'impôt sur les heures supplémentaires ! (*Cris : bravo, bravo. Ovation.*)

Camarades, dans nos cœurs, les réserves de production sont impénétrables et infinies. Et nous les trouverons ! Et camarade Gierek, camarade Premier ministre... en 1956, le camarade Gomulka nous demandait un crédit de confiance et avait promis de partager également le pain entre nous. Comme il l'a partagé, n'en discutons pas. En ce moment, je dis : les réserves dans nos cœurs, dans notre volonté, elles y sont, et on les trouvera. La preuve en est qu'il y a cinq jours encore, nous étions en grève, mais le plan de l'année dernière, la prime d'exportation, tout a été fait. A présent, nous disons que le plan de janvier sera fait. Camarade Gierek ! (*D'un ton très grave.*) Nous vous accordons notre plein et total soutien. Ce n'est pas tout. Vous aurez en nous des défenseurs ! Et s'il y avait chez vous au sommet des heurts ou des bagarres, et si vous étiez en danger, nous serions derrière vous, camarade Gierek.

Je veux encore traiter le problème suivant... Le problème de la jeunesse. Je suis spécialiste. J'ai passé vingt ans sur

(95) Les fonctionnaires de la milice et des forces de sécurité ne sont pas imposés.

un tour. Les cadres de vieux spécialistes disparaissent. Les nouveaux... les stagiaires qui viennent... ou bien ils bâclent leur tâche, ou bien ils changent de métier et deviennent boulangers..., d'autres, simplement voleurs. Pourquoi ? Parce que les conditions qu'ils ont en ce moment... vraiment, ils ne peuvent pas vivre. Ils ne peuvent pas vivre avec l'argent qu'ils touchent maintenant. Il faut vraiment améliorer leur sort. Aucun doute là-dessus.

J'ai reçu encore... de mon département... de la fonderie... il y a une revendication qu'on y a exigée. Le département m'a assigné cette tâche : « *Tu dois faire en sorte de ne pas perdre le camarade Gierk.* » C'est ainsi que le département l'a voulu. C'est pourquoi... maintenant, j'ai déjà l'opinion concrète du département... pas mon opinion personnelle... mais la réponse de tout le département M. Le département M arrête la grève dès aujourd'hui et nous reprenons le travail.

Le département veut encore qu'on augmente de 20 % l'allocation pour ceux qui travaillent durement... C'est un point qu'on peut discuter... mais on a exigé de moi que je le pose. Il faut également abolir le confort excessif des immeubles des bureaux, ainsi que le nombre excessif des voitures de service ; et liquider les postes des employés administratifs travaillant sur les bateaux. Nous travaillons pour eux. En principe, ce sera tout. Au nom du département M, je dépose tout cela entre les mains du camarade Gierk, du camarade Jaroszewicz, du comité, du gouvernement, et nous disons : nous allons travailler du mieux que nous pourrons, quant à vous, gouvernez le mieux que vous pouvez. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — Le département ZKD, s'il vous plaît. Ensuite c'est le tour du département Malmor.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT ZKD. — Je suis du département des transports. Nous nous adressons à la direction et au ministère. Nous sommes extrêmement lésés. Nous travaillons déjà depuis dix-sept ans, et même vingt. Je ne sais pas pour quelle raison nous ne savons toujours pas de qui nous dépendons. Est-ce que nous dépendons des chantiers ou de ce... ce... ministère des Transports. Nous n'avons ni dimanche libre ni jours fériés. De temps à autre seulement nous sommes chez nous, etc. Nous travaillons durement quatorze ou seize heures, ça dépend... Les ouvriers des chantiers et ceux qui travaillent à la coque ne nous traitent pas, je crois, comme des travailleurs d'ici. Naturellement, à chacun il manque quelque chose. Mais chez nous c'est différent... Sachez que nous déchargeons des matériaux énormes, qui valent des millions. Et nous sommes responsables. Mais nos payes sont trop basses. Nous appartenons à la 5^e et à la 6^e catégorie. Par exemple, dans la 6^e catégorie, nous avons 7,45 zlotys de l'heure. Et qu'est-ce que ça nous donne, de faire des heures supplémentaires... de faire deux mois en un seul, si ensuite on nous prend

l'impôt. Par exemple, maintenant, par erreur on nous a imposés en sus de la taxe. Et les assurances — 30 zlotys... ça augmente partout. Le loyer a augmenté. Sans parler de la nourriture... Mais les ouvriers, on ne nous augmente pas. Les chauffeurs en ont aussi besoin. De même que nous ils travaillent jour et nuit. Je ne suis pas un bon orateur, je ne sais pas bien parler, je suis un vieil ouvrier, mais je demande au ministère et au premier secrétaire, le camarade Walaszek... (*Mouvements divers dans la salle.*)... pardon, le camarade Gierk, qu'ils décident quelque chose au moins pour ces vieux. Nous en avons déjà discuté avec la direction, et il faut nous aider aussi. Vous savez, nous sommes tous de Szczecin... Il ne s'agit pas seulement des chantiers... Nous avons travaillé dans le sang et la sueur. Je suis ici, à l'Ouest, depuis déjà 1942 et à Szczecin depuis 1947. Avant, ce n'était pas comme ça. Et je pense que ça devrait finir, car l'ennemi nous regarde et sent bien chaque moment. Nous ne pouvons pas agir ainsi. (*Bruits dans la salle.*) Ce n'est pas la grève qui nous intéresse, mais le travail. Mais nous exigeons également de vous qu'on nous donne au moins une augmentation quelconque. (*D'un ton grave.*) Merci. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — Malmor, s'il vous plaît. Le suivant sera Klimor.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT MALMOR. — Camarade Gierk. Nous sommes revenus à l'instant de notre département de Malmor. C'est une firme étrangère dans les chantiers de Szczecin. Nous dépendons des autorités de Gdansk. Nous avons décidé d'interrompre la grève uniquement pour exprimer notre soutien au camarade Gierk et au nouveau comité central. Par contre, nous avons des misères que nous n'oublions pas et que nous ne pouvons pas oublier. Mis à part même la hausse des prix. Il s'agit pour nous qu'on puisse dépendre des chantiers navals de Szczecin et non pas de ceux de Gdansk ou du ministère de l'Industrie lourde, comme c'est le cas jusqu'à présent. Comment ça ? L'ouvrier est ici, il travaille ici, mais ses supérieurs sont à Gdansk !

La dernière grève en décembre... c'était comme ça... nous regrettons énormément, vraiment nous regrettons. Car la grève était déjà terminée... la dernière grève était déjà terminée, et Malmor était encore pour deux jours en grève, camarade. Je vais expliquer pourquoi. Nous travaillons... les autres font la coque et nous prenons cette coque en main et la nettoys. Nous l'entretenons. Nous sommes les ouvriers de l'entretien. Si nous ne travaillons pas à cette coque, si nous ne l'entretenons pas, elle ne peut pas être équipée ni mise à l'eau. Nous avons reçu des primes qui nous ont été attribuées. C'était une miette jetée par les chantiers de Szczecin. On nous a attribué 200 000 zlotys, mais dans notre département il y a 420 personnes. Nous avons été lésés. Nous avons fait venir le directeur, qui a dit qu'il viendrait chez nous le 22. Il n'est pas venu, car, au sein de la direction, il y avait des bagarres. Alors à qui devons-nous nous adresser ? Nous soutenons le comité central. Nous soutenons le Parti. Mais nous exigeons également le châtiement des coupables... de ceux qui ont donné l'ordre de tirer sur les ouvriers. (*Applaudissements.*) Indépendamment de qui ils sont, et de quel poste ils occupaient ! Et il faut l'annoncer publiquement ! Nous sommes pour les nouvelles autorités, et nous exigeons que les nouvelles autorités

prennent des mesures contre eux, même de les faire passer en jugement. Merci, j'ai terminé. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — Le département Klimor, s'il vous plaît. Le suivant est SW.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT KLIMOR. — Maison Klimor. Etant donné que nos revendications étaient contenues dans celles des travailleurs des chantiers navals, nous jugeons utile d'interrompre la grève et d'exprimer notre soutien à la direction du Parti. C'est ce que tout le monde a dit avant moi. Je ne vais pas parler de ce qui a été déjà dit ici. Mais un mot encore quant au travail de nos chantiers. Nous avons ici le camarade Jaruzelski et nous pensons que son attitude était passive durant cette épreuve à Szczecin. Nous pensons qu'à l'avenir il faudrait qu'il s'adresse... je ne parle pas ici des gens comme Walaszek qui s'est conduit on sait bien comment... mais du camarade Jaruzelski qui avait la possibilité d'agir dans le cadre de ses fonctions et aurait pu débarquer ici, lorsque Cyrankiewicz (96) avait donné l'ordre de tirer. Nous avions l'espoir qu'il s'y opposerait courageusement en tant que député, et qu'il viendrait ici à Szczecin. Il aurait dû s'adresser à... il aurait dû agir tout à fait autrement. (*Applaudissements.*) Merci.

BALUKA. — Le département suivant est SGW. Maintenant c'est le tour de SW.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT SW. — J'interviens en tant que délégué de l'école de l'entreprise, qui dispense l'enseignement à la jeunesse pour les besoins des chantiers. Au nom du département SW, j'appuie pleinement la politique du Parti et du gouvernement, comprenant la situation dans laquelle s'est trouvé notre pays. Nous pensons que, dans notre département, l'administration est excessivement développée. Par exemple, nous avons plusieurs chefs et le même nombre de directeurs. Les unités et les sous-unités administratives sont trop nombreuses. Nous savons que nous pouvons dépendre d'un seul directeur de l'école. En outre, je dois dire que, dans les ateliers, les conditions sanitaires et les conditions de sécurité sont scandaleuses. Nous voulons que nos jeunes deviennent de bons spécialistes et citoyens de la Pologne populaire. Nous devons absolument, et dans les délais les plus proches, obtenir des moyens pour cela. Enfin, pour que le centre de repos soit achevé plus rapidement, nous nous déclarons prêts à apporter notre aide dans la construction de ce centre. Merci. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — Le suivant sera CRE.

« Est-ce que pour les crimes, on châtie, ou bien on récompense ? »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT SGW. — Je suis de SGW. J'ai une question à poser au comité central. Est-ce

(96) Cyrankiewicz : Premier ministre depuis 1947, limogé le 20 décembre et muté à la présidence du Conseil d'Etat, fonction plutôt honorifique.

que, dans notre pays, on punit les criminels, ou bien est-ce qu'on les paye ? Qu'on me donne la réponse. Nous, Polonais, nous avons châtié les Allemands pour leurs crimes... parce qu'ils tiraient sur nous ! Que le premier secrétaire du comité central me donne la réponse. Est-ce que pour les crimes on châtie ou bien on récompense ? (*Applaudissements.*)

GIEREK. — (*Début inaudible.*)... chez nous, ce n'est pas comme ça... Ne m'obligez pas à de telles réponses, car je ne vous répondrai pas...

LE DELEGUE DE SGW. — Bien, bien, merci. Maintenant, deuxième point. On ne voit pas la poutre qu'on a dans l'œil, alors qu'on voit une paille dans l'œil d'autrui. C'est un fait. Peut-être est-ce désagréable pour nos autorités ce que je dis, mais c'est la vérité, et il n'y a que la vérité qui blesse. Car nous disons aujourd'hui que quelqu'un est coupable, nous ou le bon Dieu ? Dans chaque voïvodie, c'est nous qui sommes les maîtres et partout nous faisons les mêmes erreurs. On nous dit maintenant que nous sommes venus les mains vides ; mais que pouvait dire Boleslaw Bierut (97) ? Il n'avait ni usines, ni hommes, ni animaux de trait. La terre était totalement dévastée... (*Mots inaudibles.*) Nous avions mis les fermiers sur les terres recouvrées. Au lieu de les imposer, il fallait les aider. Et aujourd'hui, nous venons les mains pleines, le grenier plein, nous avons la mer, des usines, tout... qu'aujourd'hui on nous dit que nous avons les mains vides. Mon avis est que nous avons les mains pleines ! Et maintenant, lorsque les travailleurs exigent l'abaissement des prix ou une augmentation des salaires, alors, c'est le paradis ! (*Longue ovation.*) Parce que, si on augmente le saucisson de 100 %... et les articles industriels de 200 %, alors, on peut donner à l'ouvrier les 30 % ! (*Applaudissements.*) Autre chose. Je pose la question suivante. Ecoutez... notre retraite. La retraite des vieux. Pour nous, un homme de 60 ans est vieux, mais chez nous il bosse toujours jusqu'à 65 ans ! D'où prendre ces années ? (*Applaudissements.*) La santé est défaillante... (*Applaudissements, confusion, voix, cris.*)

GIEREK. — Camarade, ne me parlez pas de cette façon...

LE DELEGUE DE SGW. — Je parle en général...

GIEREK. — Justement, en général...

LE DELEGUE DE SGW. — Je ne dis pas que... coupable... mais en général...

GIEREK. — De cette façon, nous ne pouvons pas parler

(97) Bierut : premier secrétaire du Parti de 1948 jusqu'à sa mort à Moscou pendant le XX^e Congrès du P.C.U.S.

ensemble. Si vous voulez me parler comme si j'étais coupable, alors... alors... je cesserai de vous écouter. (*Voix au présidium.*)

LE DELEGUE DE SGW. — Maintenant, deuxième point. Les retraites. L'âge de la retraite devrait être 60 ans et non pas 65. Il faut également réviser les catégories et modifier les cartes de travail des chantiers. Je crois que les syndicats devraient réviser tout cela catégoriquement. (*Voix dans la salle.*) Car prenons par exemple les tôles, les transports ou les magasins... là, le travail est dur. On devrait les mettre dans la première catégorie, et nous dans la deuxième. Après dix ans, 10 % ; après cinq ans, 5 % ; et puis, qu'on paye 15 % après dix ans. Puis, en ce qui concerne les revendications... je dirai que nous en avons discuté avec les ouvriers. Ils sont d'accord pour interrompre la grève et reprendre le travail à partir de lundi. Merci... et je salue le nouveau comité central et... le gouvernement. Au nom des ouvriers ! (*Applaudissements.*)

BALUKA. — La parole est au CRE. Que ST se prépare.

« Nous soutenons Gierk, mais lui aussi devrait nous soutenir. »

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT CRE. — Je n'ai que quelques mots à dire. On sait que la direction et nous, on était des deux côtés de la barricade. Il est sûr que le directeur du trust a fait une gaffe. Pendant longtemps encore, il devra s'en mordre les doigts de ne pas avoir abouti à la conversation avec le vice-Premier ministre Kaim, et que l'ensemble du gouvernement ait été obligé de venir sur place. Car cette conversation avec le vice-Premier ministre Kaim pouvait avoir lieu, n'est-ce pas ? Et j'ai ici trois points. Je vais en parler rapidement.

Nous avons ici notre ministre de l'Intérieur, le camarade Szlachcic. Je trouve que toutes ces remarques adressées à la milice que vous avez faites... (*Deux phrases inaudibles.*)

Je pense maintenant, en ce qui concerne la presse, qu'il faut faire un pas décisif. Pour que nous puissions croire à notre presse, nous devons simplement conclure que le camarade Rogowski (98) ne doit plus s'occuper de la propagande. Il était rédacteur en chef du « *Glos Szczecinski* », il faisait

(98) Ancien rédacteur en chef du quotidien « *Glos Szczecinski* ». Après son limogeage, en décembre 1970, on l'a nommé responsable de la propagande au comité de voïvodie.

mal son travail, il mentait, donc il faut l'éloigner de ce poste. (*Ovation dans la salle.*)

Il s'agit aussi, mes camarades et collègues, d'une affaire courante, une affaire au sujet de laquelle nous n'avons pas encore de garanties — celle de la sécurité des autres entreprises et de leur situation. Et pourtant tout ce que nous avons entendu et dit maintenant, toutes ces revendications dont nous avons discuté — tout cela concerne également toutes les autres entreprises de Szczecin ! Pour nous, c'est important, et nous voudrions avoir une réponse là-dessus, directement des personnes compétentes. (*Applaudissements.*)

UNE VOIX VENANT DU PRESIDUM. — Comment ?

LE DELEGUE DE CRE. — Il est question de ce que toutes ces revendications concernent également les autres entreprises de Szczecin. Oui ? Merci beaucoup. (*Applaudissements.*)

Quant à notre département CRE, tout le monde sait, aux chantiers, ce que c'est, n'est-ce pas ? Nous vous donnons tout. C'est le cœur de l'entreprise... L'énergie dont vous avez besoin en forgeant ces objets avec nos marteaux, n'est-ce pas ? Je pense que, dans une certaine mesure, c'est de la discrimination que de nous appeler section auxiliaire. Vous savez bien que nous ne sommes pas une section auxiliaire. Nous sommes sur les rampes de lancement, nous sommes partout, sur les rampes du Volcan, de l'Odra (99), partout. Et je pense qu'à cette occasion... afin d'obtenir une promesse concrète de la direction... nous devons profiter de cette situation pour que la réponse nous soit fournie par le directeur lui-même : allons-nous appartenir à la catégorie des productifs, ou bien sera-t-on toujours « sous-section 07 », comme on l'appelle couramment ?

LE DIRECTEUR SKROBOT. — Le règlement partage les catégories selon l'importance et la dureté du travail. A la première place, il y a les ouvriers directement productifs, à la deuxième les employés et les ouvriers des cellules auxiliaires, et enfin les cellules administratives. Il y a des cellules qui ne reçoivent rien du tout. Voilà ce que dit le règlement. Si les nouvelles autorités élues aux K.S.R. (100) changent ce règlement, alors, nous paierons selon la volonté des travailleurs.

LE DELEGUE DE CRE. — Bien... remplacer la K.S.R., oui. (*Applaudissements.*) Mes camarades, la question des taux horaires, c'est justement la pomme de discorde entre nous et les autres départements. Pour la catégorie 9, le taux est de 12,70 ou 11,70... Qu'est-ce que c'est comme catégorie ? Dans la même catégorie, il y a aussi 12 ou 13 zlotys selon les heures à faire — de 9 à 40. Il faut instituer une grille unique et uniforme ! Je propose qu'il en soit ainsi, c'est le plus honnête. (*Applaudissements.*) Quant aux services d'entretien de la chaîne, ici également, je pense que c'est injuste que le pourcentage de leur prime soit plus bas que le nôtre — le mien et celui des

(99) Volcan et Odra : appellation de deux pistes de lancement des navires.

(100) K.S.R. : Conférence d'autogestion ouvrière, voir la note 10.

autres. Ils devraient avoir 30 % aussi et non 15 % ! On ne peut pas faire de différence pour les gens qui travaillent douze heures aux chantiers, se reposent vingt-quatre heures, pour ensuite, à nouveau, travailler douze heures et ainsi de suite. Ils passent le tiers de leur vie dans l'entreprise, vous vous rendez compte ! Un tiers de leur vie ! Leur participation au travail est la même que la nôtre. Ils devraient avoir 30 %. C'est mon avis personnel et l'avis de notre département.

Le point suivant concerne la grève. Je voudrais revenir encore sur cette faute du camarade Skrobot, qui n'a pas su faire en sorte qu'on ne soit pas obligés de se rencontrer au sommet... Il n'a pas su empêcher les coupures de courant, ce qui menaçait l'entreprise de grosses pertes et de longs arrêts. On coupe probablement le courant pour pouvoir faire sauter la boîte et automatiquement il y aurait provocation et ce serait notre faute (101). Pourtant ces gens-là savent bien, je crois, ce que veut dire une coupure de courant dans une entreprise où fonctionnent des pompes, des chaufferies... (*Mots inaudibles*)... et autres installations. Je crois, camarades, que quelqu'un devrait être puni pour cela, car toutes les chaufferies ne sont pas en état. Sachez, par exemple, que les chaufferies du Volcan ne sont pas en état.

Autre chose. Comme un des collègues l'avait dit — je ne veux pas citer de noms —, ça ne veut pas dire que personne ne l'a fait, que personne n'est responsable. Oui... on crie bravo..., « *c'en est fini avec le culte de la personnalité* », etc. Mais alors, qu'ils publient nos revendications d'ici trois semaines ! A vrai dire, nous sommes dans la situation où vous avez tous décidé à la majorité d'interrompre la grève et de l'arrêter sur la base de ces conditions. Par conséquent, je dois être avec la majorité, et je suis pour l'arrêt de la grève dans ces mêmes conditions. Mais ce ne serait pas bien — j'ai un petit faible pour le marchandage — qu'on n'obtienne rien en échange à part tout cela. Car nous y avons droit, pour toutes ces nuits passées sans dormir, pour le soutien au camarade Gierk exprimé dans notre lettre. Vous savez tous que nous le soutenons, mais lui aussi il devrait nous soutenir, et cela assez rapidement. Nous ne voulons pas que ce soit aujourd'hui, car on sait... Je ne sais pas s'il est venu en voiture... peut-être lui non plus, il n'a pas sur lui de l'argent, comme c'est le cas de chacun de nous, n'est-ce pas ? (*Rires, applaudissements*.)

GIEREK. — Pas seulement... non seulement je n'ai pas d'argent, mais... (*Mots inaudibles*.)

LE DELEGUE DE CRE. — Oh ! nous en sommes désolés !

(101) En décembre et en janvier, il y a eu de nombreuses tentatives de provocation de la part des autorités. Ainsi, par exemple, la milice ouvrière des chantiers a capturé un groupe d'hommes-grenouilles chargés de faire sauter les installations du port. Tout cela pour prouver aux soldats la nécessité de lutter contre un « *débarquement des impérialistes déguisés en ouvriers* ».

(Mouvements dans la salle.) Et, camarades — c'est ma dernière conversation avec vous. Je voudrais encore demander, au nom du Comité de grève, que les camarades ne se précipitent pas vers la sortie, qu'il n'y ait pas de confusion. Restez assis, notre délégation va se réunir encore une fois, car nous devons régler quelques questions d'ordre. Tout cela pour que l'entreprise soit laissée propre, bien en sécurité, etc. Je demande de rester encore cinq minutes, jusqu'à ce que la délégation quitte les chantiers. D'accord ? (La salle : d'accord, d'accord.) Merci beaucoup.

BALUKA. — Le département ST, s'il vous plaît. DZ se prépare.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT ST. — Je parle au nom de la direction technique. La situation, à la direction technique, se présente ainsi : à 7 heures, il y a eu une petite discussion avec les « cinq des départements ». Les délégués de la direction technique étaient absents. Je suis donc allé au département et j'ai vu que l'entrée était fermée... Tous les locaux étaient également vides. En bas, il y a les laboratoires, j'y suis allé et j'y ai trouvé les employés. Après avoir analysé en détail la situation, j'ai constaté que la moitié de la direction avait quitté les lieux de travail sans me tenir au courant. J'ai donc décidé de notifier au Comité de grève que la direction technique s'était retirée de la grève. Mais le Comité de grève — selon ses propres informations — a su que c'était l'ingénieur Goscicki qui avait poussé ses collègues et les employés à abandonner l'entreprise. Il s'est trouvé un salaud... Ils ont manigancé probablement quelque chose. Maintenant... d'où est-ce que cela provient ? Les autorités du Parti, les autorités de la Z.M.S. travaillent au sein de la jeunesse. Mais où est la Z.M.S. ?... Durant toute la grève... c'est à partir... à partir du 17 janvier que cela a commencé... il n'y a pas eu chez nous de Z.M.S. ! Camarades ! pourtant la Z.M.S., c'est l'Union des jeunes socialistes, c'est-à-dire nous tous ! La Z.M.S., c'est nous, les jeunes ! Mais alors où est la Z.M.S. ? Car le président est absent, les activistes sont absents... Seulement nous sommes ici, n'est-ce pas ? Donc la Z.M.S. ne s'est pas du tout montrée durant la grève ! Et la situation se présente ainsi : le président de la Z.M.S. et mes... collègues de l'organisation me disaient : « *Rappelle-toi, tu auras des histoires, des pépins, etc.* » Qu'est-ce que c'est que cette manière de voir la situation ? Qu'on nous fuit ? Qu'on se barre ? C'est pourquoi il faut aussi poser la question de la Z.M.S. ! Qu'est-ce que la Z.M.S. ? (Applaudissements.)

La direction devait venir aussi dans notre département. Pouvons-nous avoir la certitude que, chez nous, il n'y aura pas de provocations ? Nous voulons uniquement avoir cette certitude. Nous voulons que cette affaire soit aussi expliquée

ici même. Chez nous aussi, il y a des provocateurs qui ont lancé des pierres au directeur et essayé de le sortir de sa voiture ou quelque chose de ce genre. La même chose dans les organisations de l'O.R.M.O. (102) ! Dans l'O.R.M.O., la majorité, ce sont des provocateurs, mais pas en tant qu'organisation, mais il y a énormément de provocateurs, d'ivrognes et de casseurs ! Et nous en voulons surtout à ces provocateurs qui sont venus ivres à l'entrée des chantiers en disant : « *Messieurs, je suis de l'O.R.M.O. !* » (*Applaudissements, cris : bravo !*)

Vingt personnes sont restées de notre département. Au nom de tout le département, nous avons décidé d'appuyer le camarade Gierek, et demain, nous reprenons le travail. Merci beaucoup. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — Au suivant. OZL se prépare.

LE DELEGUE DU DEPARTEMENT DZ. — Estimés citoyens, je suis sans-parti et c'est la dix-septième année que je travaille dans les chantiers. Il se trouve que je suis membre du Comité de grève. J'ai écouté le discours du camarade Edward Gierek, et, croyez-moi, j'en ai eu les larmes aux yeux. Le camarade Gierek a particulièrement souligné la situation économique difficile où se trouve notre pays. Ma section et moi-même, nous le soutenons et nous arrêtons la grève. Mais nous le disons de façon pressante au camarade secrétaire et à notre nouveau gouvernement : *nous sommes au bout de nos forces !* Parce que, franchement, nous gagnons très peu et nous avons l'espoir que le gouvernement va faire tout son possible pour que, *dans les prochains mois*, quelque chose soit fait pour que la classe ouvrière puisse améliorer son niveau de vie. Nous travaillons bien, mais si nous voyons qu'on fait quelque chose dans ce sens, alors, nous travaillerons encore mieux. Nous voulons vraiment qu'il y ait unité entre nous. Merci. (*Applaudissements.*)

BALUKA. — OZL, s'il vous plaît. Il nous reste encore COKB. Je l'ai su au dernier moment. OZL est-il présent ? Non ? Alors COKB, s'il vous plaît.

LA DELEGUEE DU DEPARTEMENT COKB. — (*Voix de jeune femme.*) Les travailleurs de COKB présents dans la salle expriment leur pleine solidarité avec la proposition de cesser la grève. Je considère qu'il est nécessaire de donner

(102) O.R.M.O. (Ochotnicze Rezerwy Milicji Obywatelskiej — Réserves des volontaires de la milice civique). Selon la loi : unités composées de travailleurs se portant volontaires pour maintenir l'ordre dans les rues, en dehors de leurs heures de travail. En pratique, unités spéciales, entraînées et rémunérées, utilisées toujours pour réprimer les manifestations. Leur composition « *ouvrière* » n'est qu'une couverture.

un crédit de confiance pour quelques années au nouveau comité central du P.O.U.P., afin de surmonter les difficultés économiques de notre pays. J'ai ici les propositions suivantes : je propose qu'on informe immédiatement de l'arrêt de la grève, des décisions qui ont été prises ici, et des revendications présentées par les autres entreprises grévistes de Szczecin qui ont soutenu les chantiers navals. Puis que la journée de demain soit, dans la mesure du possible, une journée libre pour les grévistes... pour les femmes peut-être. De la part des syndicats, je voudrais dire qu'il faut s'occuper des travailleurs qui ont déjà beaucoup de journées de travail derrière eux. Je pense particulièrement aux soudeurs qui travaillent dix ou quinze ans et après passent à un autre travail où ils gagnent 1 200 au lieu de 5 000 zlotys auparavant. Ils ont toute la famille à leur charge, et simplement on agit avec eux selon le proverbe : on presse le citron et on en jette l'écorce. Merci. (*Applaudissements.*)

UN DELEGUE. — Je dois encore donner la réponse définitive des travailleurs de mon département sur l'arrêt de la grève. Camarade Gierek ! Je suis un vieux membre du Parti. Je ne veux dire que la vérité. Je ne veux pas camoufler la situation. Je ne veux pas non plus noircir mon département. Je ne veux pas être mal compris. A mon arrivée, la situation dans le département était la suivante : tout le monde répondait unanimement : « *Nous voulons continuer la grève !* » Telle était... la décision. Après une longue et tumultueuse discussion, nous sommes parvenus à une conclusion : nous ne pouvons pas continuer seuls en tant que département. Je ne veux pas pousser les chantiers à continuer la grève. Ce n'est pas mon but... Mais je voudrais attirer l'attention sur le fait que les travailleurs de notre département reprochent à tous ceux qui ont parlé avant moi et qu'ils ont entendus d'avoir cédé si facilement sur le point concernant l'annulation de la hausse des prix des denrées alimentaires. Et pourtant, durant toute la grève, pas un brave ne s'est montré pour intervenir et... essayer de convaincre de la justesse de cette mesure. Ensuite, notre département considère qu'en se lançant dans la grève, nous, travailleurs des chantiers navals, nous avons fait se dresser les autres entreprises. Et maintenant cette revendication n'est pas satisfaite... et ainsi nous ébranlons la confiance qu'ils nous portent... Camarade Gierek, camarade Jaroszewicz. (*D'un ton très grave.*) Je dis la vérité. Vos interventions n'ont pas convaincu les travailleurs de notre département... Et je voudrais dire ceci : nous arrêterons la grève, non pas par conviction, mais parce que les autres l'arrêtent. C'est tout. (*Silence profond, puis un tumulte croissant, agitation prolongée, cris.*)

Le vote

BALUKA. — Un instant... un instant... il y a la décision du département W 5... la grève doit être arrêtée ! A ce moment, j'aurais aimé expliquer au camarade comment tout cela se passait ici... mais, officiellement, c'est moi qui dois mener cette réunion jusqu'au bout, n'est-ce pas ? Dans tous les départements, tous les travailleurs se sont prononcés pour l'arrêt de la grève. Il y a seulement eu... un... deux... trois points d'interrogation. Les délégués sont donc allés dans leurs départements et puis, concrètement, se sont prononcés pour l'arrêt de la grève. Et c'est à moi, en tant que président du Comité de grève, qu'incombe la tâche de soumettre définitivement au... pour qu'on se comprenne mutuellement... que nous estimons... la grève comme terminée. Par-là, je voudrais avoir la confirmation de mes paroles — c'est bien ainsi qu'on fait, n'est-ce pas ? — à mains levées... de soutenir ces propositions S'il vous plaît, qui est pour ?... C'est-à-dire, à l'unanimité. Qui s'abstient ?... Qui est contre ? Oui... ça veut dire qu'il n'y avait pas de délégués du département... Oui... C'était justement ces points d'interrogation, n'est-ce pas ? Les camarades ne sont pas entièrement convaincus qu'il faut... arrêter la grève. Ils se sont simplement abstenus.

Maintenant, camarades. Voilà nos revendications. En ce moment... nous avons terminé la grève. Ce qui nous reste, c'est... nos douze revendications sur deux morceaux de papier. Pour le moment, ces revendications n'existent littéralement que sur le papier. Donc elles doivent être simplement matérialisées. Je voudrais encore brièvement... les analyser.

Le premier point concernait l'abaissement des prix des produits alimentaires. Nous savons... par l'intervention du camarade Gierek — personne n'en a été surpris —, que la situation est difficile. Il n'est pas possible de changer ces prix. Par conséquent, nous suspendons ce point et le traduisons par un vote de confiance à la nouvelle direction. Et je pense — je parle en mon nom —, j'ai l'espoir que la nouvelle direction du gouvernement et du Parti essaiera, dans les délais les plus courts, de réaliser simplement cette revendication.

Le deuxième point dit que, conformément à la volonté des travailleurs, nous devons simplement élire *par en bas* — je souligne *par en bas* ! — de nouvelles autorités, de nouveaux comités, nouveaux comités du Parti et des syndicats. Aussi bien les membres du Parti que les sans-parti ont leurs soucis et leurs peines. Et il est prouvé que ce n'est pas le sommet qui se plaint de la base, mais l'inverse. Par conséquent, les mêmes problèmes sont ressentis aussi bien par les membres du Parti et des organisations de jeunesse que par les sans-parti, qui, tous, veulent des garanties. Ils veulent avoir un avocat, un défenseur de leurs intérêts. Car vous savez, chers camarades, que... l'entreprise, l'usine... elle peut toujours se défendre. A cette fin, elle dispose d'une armée d'employés qui peuvent calculer sur des machines toutes les insuffisances... Elle dispose de conseillers juridiques, d'intermédiaires juristes... Et elle dispose de l'appareil du pouvoir... Mais le travailleur ? Ce travailleur isolé... il doit être défendu par quelqu'un. C'est ici, justement, que se pose la question du rôle des syndicats et du conseil ouvrier. Cette revendication — ainsi que l'a dit le camarade Gierek — doit être réalisée en deux, trois jours... (*Mots inaudibles.*)

Troisième point. Nous exigeons le paiement aux travailleurs des journées de grève. Ici, pas besoin de longs commentaires. Messieurs, camarades, collègues, on va se mettre au travail. C'est au moins ce que nous savons faire de mieux, car nous ne savons pas encore faire grève. Certains ne savent même pas prier, mais travailler, chacun de nous le sait. Bien travailler. C'est alors seulement que ce point sera réalisé et que nous recevrons le paiement des journées de grève. Paiement bien gagné.

Quatrième point. Nous exigeons que la direction de l'entreprise et les autorités nationales donnent aux grévistes et aux membres du Comité de grève la garantie d'une entière sécurité personnelle sur le terrain de l'entreprise... et du pays, comme l'a dit le camarade Gierek. Juste. C'est un point très important, car si, ensuite, il se passait vraiment quelque chose... (*Mots inaudibles.*) C'est hors de discussion...

La loi est si bougrement embrouillée, n'est-ce pas ?... Mais c'est... comme ça. Oui. Malheureusement dans le Parti... (*Mots inaudibles.*) Cette revendication est vraiment l'une des plus importantes. Camarade Gierek, cela serait extrêmement douloureux si, après vous avoir exprimé notre vote de confiance... Nous avons compris que le camarade Gierek ne peut pas donner plus que ce qu'il est capable de donner... (*Mots inaudibles.*) Mais au moins, il ne dore pas les finances du budget de la Pologne, il ne les embellit pas, mais parle franchement et clairement. Il faut avoir le courage de le faire. Et tous les représentants du gouvernement et du Parti nous ont dit que, malheureusement, ils ne peuvent pas donner plus. Néanmoins on voit qu'ils sont capables de nous regarder droit dans les yeux et de ne donner que ce qu'ils peuvent. Car, assurément, ils n'auraient pas osé venir ici s'ils pouvaient donner, mais ne le voulaient pas. Ici, vraiment, ils ne peuvent pas ! Pour ma part, j'y crois fermement.

Maintenant, cette revendication parle aussi de la sécurité personnelle. Nous avons été gravement lésés ! Et tout le monde nous a donné raison. Je ne sais pas si quelqu'un — au nom de n'importe quel Parti ou autorité — aurait osé dire que nous sommes des casseurs et nous traiter comme on l'a fait. Nous défendions nos droits légitimes ! nos intérêts légitimes ! Et pas si vite, messieurs, c'est une affaire très pénible. Cette matraque sur le dos, cette... je passe sur le plus grave... tous ces coups ont été assenés par le pouvoir ! Pourquoi... ? Pour l'injustice qu'on a subie ? Parce que nous avons lutté contre ? Et je crois que c'est ça, le plus douloureux. Et je m'adresse à nouveau au camarade Gierek et au nouveau comité central. J'ai l'espoir que... la matraque policière... l'arbitraire... les tribunaux... les lois et les paragraphes... ne seront pas utilisés contre nous pour défendre une cause injuste. La loi sera derrière nous ! Nous avons l'espoir que le camarade Gierek va agir dans le sens qu'il a dit aujourd'hui et qui est la seule voie correcte.

Cinquième point. Nous exigeons la venue du camarade Gierek... Le camarade Gierek est parmi nous.

Sixième point. Nous exigeons des informations correctes sur la situation politique et économique dans les chantiers navals et dans le pays, ainsi que la rectification de l'information sur les engagements décidés dans la tuyauterie le 11 courant. Messieurs, collègues et camarades, c'est clair. Le gouvernement ne sera ni populaire ni démocratique aussi longtemps que... le gouvernement est conscient, je crois, que... l'information est un élément... une cellule très importante ! Souvenez-vous du bourreau allemand... comment s'appelait-

il... un instant... Goebbels !... Souvenez-vous que c'est lui qui fut le pilier de l'hitlérisme ! Et nous ? Nous avons pourtant un Etat populaire. Nous avons cette force parmi nous ! Cette presse, ce beau poste de radio fait de nos mains, ce microphone devant moi, cette télévision, ce journal, ce papier sur lequel on imprime — tout cela ne devrait pas être dirigé contre nous ! Contre nos intérêts ! Bien au contraire, ils devraient rendre notre vie plus agréable. Ils devraient informer ! Rapprocher ! Lier ! Eh bien non, car, jusqu'à présent, ces matériaux ont été en grande partie jetés à la poubelle... Ils étaient simplement détruits... non utilisés...

Il y avait aussi le point 7. La rectification devait paraître dans les mêmes moyens de communication de masse qui avaient donné cette information. Cela devait avoir lieu d'ici au 25 janvier 1971. La date n'est plus actuelle... c'était discuté à chaud. Nous espérons... que la rectification... vraiment, nous croyons qu'elle sera publiée. Et nous comprenons aussi pourquoi le camarade Gierek ne peut pas tout écrire dans la presse... (*Mots inaudibles.*)

Huitième point. Nous exigeons que des mesures soient prises contre les personnes qui ont provoqué la publication dans les moyens de communication de masse de l'information sur les engagements pris dans la tuyauterie le 11 janvier 1971. A nouveau, messieurs, l'affaire est simple. Il faut punir ces gens. C'est clair. C'est la revendication qui devrait être satisfaite, si le camarade Gierek nous l'a promis. Mais... ne cherchons pas de règlements de comptes. Pourquoi notre direction du Parti, les ministres, les directeurs et d'autres... pourquoi cet ouvrier... pourquoi sont-ils au Parti et pas les autres ? Il faut en chercher la source très loin dans les temps passés. Il ne faut pas avoir peur de notre propre histoire. Car on ne peut pas dire que la faute remonte à l'invasion des Tartares ou à la dernière guerre... Ces erreurs ont été commises au cours des vingt-cinq dernières années. L'un dira que tout allait bien, l'autre, que le coupable est celui-là, etc. Mais la roue de l'histoire continue à tourner. Les caractères humains changent, c'est clair. Ils changent justement selon les jugements portés et l'atmosphère dans laquelle ils sont émis. Et chez nous, cette atmosphère n'était pas des meilleures, c'est clair. Et dans la tuyauterie, c'est justement ce chef qui fut coupable... ce maître, membre du Parti. (*Interruption de l'enregistrement.*)

Neuvième point. Nous exigeons la publication de nos revendications dans les moyens locaux de communication de masse avant le 25 janvier 1971. Camarades, citoyens, collègues. Cette affaire doit être publiée. Nous ne sommes pas

sans consistance, nous existons, nous n'allons pas céder sur ce point (103).

Dixième point. Nous exigeons que les autorités régionales du Parti, des syndicats et la direction de l'établissement garantissent à la commission ouvrière issue du Comité de grève la possibilité d'agir aux côtés du conseil d'entreprise et du conseil ouvrier jusqu'aux élections légales dont il est question au point 2. Nous sommes à nouveau devant une revendication qui nécessitera énormément de travail de la part de nous tous, depuis le directeur jusqu'à l'ouvrier. C'est aussi un point sur lequel il faudra beaucoup discuter, car il suscite beaucoup d'oppositions.

Onzième point. La possibilité d'action, pour les membres de la commission ouvrière, devrait comprendre principalement : des garanties de sécurité personnelle, disposition exclusive du circuit radio, constitution d'une délégation de ses membres afin de veiller sur la réalisation du point 2. Ici, camarades, il y a encore un problème. Pourquoi ce point, pourquoi cette revendication est-elle née ? C'était votre volonté. La volonté de tous les travailleurs de nos chantiers. Je reviendrai à nouveau sur le poids de cette information qui, entre nos mains, doit être justement une information correcte et vraie. La garantie de sécurité personnelle nous préoccupe énormément, car cette revendication se répète. Il faut la prendre en considération. Le troisième point parle de la délégation de ces hommes, afin qu'on puisse régler cette affaire. Il est clair que, maintenant, ça donnera du travail, il faut y affecter une dizaine de personnes. Ils ne vont pas produire, mais ils vont débattre des affaires. Ils le feront le plus rapidement possible. De même que la grève devrait être la plus courte possible, de même ce travail ne devrait pas être long. C'est-à-dire le temps nécessaire à préparer tout, librement, solidement et démocratiquement.

Douzième point. Nous exigeons que les organes de sécurité cessent sur-le-champ de chicaner, menacer et arrêter les ouvriers qui participent à la grève. La grève n'est pas un délit, car elle n'est interdite nulle part. Ici, je veux souligner une chose. Notre revendication se répète : *la loi doit être respectée !* C'est pourquoi je ne vais pas m'étendre là-dessus. Et j'espère... j'espère que dans notre patrie la loi... (*Mots inaudibles.*)

Le douzième point dit que la grève n'est pas un délit... Nulle part, dans ce pays, il n'est écrit que la grève est interdite. Camarades, je souhaite que nous ne soyons jamais

(103) Jusqu'à présent, la liste des revendications n'a pas été publiée par la presse.

obligés d'utiliser cette revendication. La grève, ce n'est rien de bon. On fait grève comme si nous avions les poches pleines d'argent... Si c'est de l'argent qu'il s'agissait pour vous, alors, pour rien au monde, je ne serais resté... sans dormir... car c'est la cinquième nuit que je ne dors pas ! (*Mots inaudibles.*) Et les autres préfèrent vraiment aller dormir. Je répète, la grève, le droit à la grève n'était pas nécessaire dans notre pays. Oui.

Camarades, citoyens, collègues, ce sont toutes nos revendications. Je ne veux pas parler le dernier et fermer la bouche aux autres. Je pense qu'à la fin — je demande au nom des travailleurs —, le camarade Gierak devrait nous répondre, ou quelqu'un du gouvernement, et qu'ils nous donnent à la fin encore quelques paroles d'assurance et d'espoir. Car c'est comme cela seulement que tout le monde pourra être entièrement satisfait de ce qui a été accompli. Merci.

Les réponses

« Une terrible tragédie... »

SZLACHCIC, *ministre de l'Intérieur*. — La fusillade, qui a fait tant de mal aux camarades et collègues ici présents, a été une tragédie... une tragédie terrible et que nous vivons tous. Je ne voudrais pas... parler ici... des décisions prises dans cette terrible affaire, mais nous reconnaissons tous que ce fut une tragédie. Je tiens à dire que les autorités de Szczecin, plutôt l'armée... tous... les chefs militaires ont tout fait pour qu'il y ait le moins possible de victimes. Durant cette tragédie, on me rapportait que... Je travaillais au ministère de l'Intérieur, j'étais vice-ministre et je connaissais, je connaissais au moins le déroulement des événements du littoral... On m'a rapporté que la plupart ont péri au cours du siège de la prison.

Camarades ! Si jamais quelqu'un va attaquer la prison... nous allons la défendre, nous ne laisserons pas libérer les prisonniers, criminels et autres (104) ! On m'a rapporté les choses ainsi, et c'est là qu'ont péri le plus grand nombre de personnes. Aujourd'hui, j'ai appris qu'il y a eu des morts près des chantiers navals. Chaque mort est une tragédie. Mais nous allons nous défendre ! D'autant plus, si ce sont le pouvoir et les institutions qui sont attaqués. Je voudrais

(104) Dès le début des grèves, les autorités ont emprisonné les délégations successives envoyées par les ouvriers au comité du Parti de Szczecin pour s'entretenir avec le premier secrétaire.

dire — on m'a informé de cette façon — que les autorités militaires et civiles se sont efforcées d'agir avec le maximum de prudence. Mais ça n'a pas réussi... une terrible tragédie a eu lieu, nous la déplorons tous et nous allons en tirer les leçons.

L'ancienne direction suprême du Parti avait pris aussi la décision d'enterrer les victimes, mais en présence des familles... Naturellement sans bruit, car, à l'époque, on craignait des manifestations. C'est la cause principale des enterrements discrets. Mais la décision était aussi que cela devait se faire en présence des familles. Si les choses se sont passées autrement, s'il y a eu des profanations, alors, des mesures doivent être prises. On ne peut pas l'accepter, et je pense que ces affaires dont les collègues ont parlé ici doivent être examinées, et je m'efforcerai de le faire.

Durant les événements et jusqu'à ce jour, 498 personnes ont été arrêtées à Szczecin, dont 69 se trouvent encore en prison sur mandat du procureur. Parmi ces 69, 54 ont été arrêtées pour pillage et 8 dans les chantiers navals. Parmi ces 8, il y a 6 travailleurs des chantiers. Selon les rapports, ils sont accusés d'incendie du comité du Parti. Si les camarades ne sont pas d'accord, si ce n'est pas vrai, je suis toujours prêt à venir ou à envoyer quelqu'un pour examiner le cas.

Le camarade directeur Cynkier m'a présenté beaucoup de plaintes très diverses et très concrètes. Je n'ai pas pu encore examiner tout cela, mais je voudrais dire que le camarade directeur parlait de notre appareil en lui adressant de grands reproches. Il défendait... il défendait les travailleurs. Je n'ai pas encore étudié toutes ces affaires. J'essaierai de le faire. Chaque affaire sera examinée objectivement. S'il y a d'autres affaires encore, il faut les présenter au directeur ou au conseil d'entreprise, qui me transmettront à Varsovie, par l'intermédiaire des autorités régionales. Et j'ai dit au camarade à côté de moi que, s'il y a des affaires importantes, il peut les diriger directement vers moi. Tous les cas d'abus de pouvoir — s'il y en a — vont être examinés par le ministère de l'Intérieur et par le procureur, et tout sera rendu public. Tout sera examiné équitablement. Nous pouvons le garantir. Néanmoins je voudrais que les camarades me comprennent. Aucun agent de police ne peut être puni seulement parce qu'il exécutait les ordres de ses supérieurs. Dans ce cas, on doit punir les supérieurs qui ont donné les ordres. Le milicien qui exécutait les ordres, mais qui a commis des abus, doit être puni. Mais s'il n'a pas commis d'abus, mais s'est contenté d'exécuter les ordres

— même de mauvais ordres —, c'est son supérieur qui doit être puni.

Je voudrais dire, camarades, que toutes les mesures seront prises et tout sera examiné équitablement. Si quelqu'un est coupable, les mesures seront prises, indépendamment du poste qu'il occupait. En même temps, je voudrais présenter mes excuses pour les outrages subis et exprimer mes regrets à tous ceux qui ont souffert innocemment du fait des organes qui dépendent maintenant de moi. Je voudrais également expliquer la raison de la mobilisation de la milice autour des chantiers navals. Il y a eu mobilisation de la milice parce que nous crai... crai... nous craignons... on craignait que vous puissiez... ou que le groupe puisse sortir en ville, des éléments irresponsables auraient pu s'y joindre et il y aurait eu une catastrophe. C'était la raison fondamentale, pas dirigée contre les chantiers, mais contre votre sortie en ville — on avait peur de cela. Il y a eu malentendu, car on n'a pas établi de contact avec le Comité de grève. Lorsque Gierak a atterri... lorsqu'il est venu chez vous, je me suis tout de suite présenté chez vous, aux chantiers, et j'ai parlé directement, discutant les conditions dans lesquelles pourrait avoir lieu la conversation entre la direction et vous.

Quant aux garanties aux grévistes, Gierak en a déjà parlé. Je m'efforcerai de la garantir sur le terrain de la voïvodie, de la ville et du pays. Mais il peut y avoir cependant des malentendus, je demande donc qu'on notifie toute arrestation d'un travailleur des chantiers. Car il peut y avoir assez d'arrestations — des voleurs, des ivrognes, des hooligans — pour qu'on ne dise pas ensuite que c'est à cause de la grève... Pour qu'il n'y ait pas de malentendus, nous allons toujours informer le conseil d'entreprise : arrêté tel et tel pour le motif suivant, etc. Si les camarades jugent que ce n'est pas juste, on va en discuter. Je ne peux garantir à personne qu'il ne sera pas arrêté. Peut-être sera-t-il arrêté, mais je peux garantir que, pour la grève, personne ne sera persécuté par mon appareil — ainsi que l'a dit le camarade Gierak. Les organes dans lesquels j'ai l'honneur de travailler... vont respecter la légalité ici et dans tout le pays. Personne d'innocent ne peut être poursuivi. Par contre, je m'engage — comme on en a parlé ici — à livrer une bataille sans merci contre tous ces maux, à Szczecin et dans le pays. Contre tous les éléments mauvais. Contre ces éléments dont vous avez parlé ici, et pour cause, qui appartiennent au milieu criminel de Szczecin. Celui qui se rendra coupable — sans égard à son poste — de violation de la légalité sera soumis... sera poursuivi.

« La milice défendra le pouvoir et l'ordre... »

Je sais qu'on a fait beaucoup de reproches à la milice. Il y en a beaucoup qui sont justifiées, mais, à mon avis, il y en a aussi d'injustifiés. Je voudrais dire, camarades, que je travaille dans ces organes. Dans ces organes travaillent des ouvriers comme vous, des fils d'ouvriers. Je voudrais dire plus ! Si aujourd'hui ou demain quelqu'un parmi vous avait l'envie d'entrer dans ces organes, il a le chemin libre, si sa santé est bonne et s'il répond aux conditions. Car c'est une milice *ouvrière ! populaire !* et chacun de vous peut y aller, s'il veut défendre l'ordre. Et je dois vous dire qu'il n'y a pas trop de volontaires à la milice... Nous avons de grandes difficultés pour les faire venir travailler dans la milice. En ce moment, nous disposons de 5 000 postes libres et nous pouvons recevoir chacun afin qu'il serve bien la patrie, la classe ouvrière et la milice. S'il vous plaît, à partir de demain, nous commençons le recrutement. Qui veut venir ? (*Mouvements dans la salle, voix.*)

Je voudrais dire encore quelque chose : la milice va combattre — c'est sa raison d'être —, la milice va combattre tous les éléments criminels et ennemis pour sauvegarder l'ordre. Elle défendra le pouvoir et l'ordre, car c'est sa vocation. Nous pensons que vous allez nous soutenir et, personnellement, camarades et collègues, je vous demande un tel soutien. Merci beaucoup. (*Voix, applaudissements très clairsemés.*)

QUESTION DE LA SALLE, *peu compréhensible.* — Pourquoi filmait-on la milice ouvrière armée (105) ? Seulement pour avoir le prétexte de tirer contre nous ?... (*Mots inaudibles.*)

SZLACHCIC. — Camarade, nous pouvons détruire tous ces films... (*Voix dans la salle.*)... sous votre contrôle... (*Voix dans la salle.*)... Nous pouvons les détruire ! (*Voix dans la salle.*) Je peux vous dire quelle est la technique utilisée par la milice. La milice ou les forces de sécurité utilisent tous les moyens dans leur technique d'action. Les films appartiennent à ces moyens. Lorsqu'on juge qu'une activité est illégale, on utilise les films. Il y a eu un malentendu quant à votre activité, donc on prenait des films. Ce malentendu est maintenant dissipé. D'ailleurs, pendant cette rencontre... je suis sorti et j'ai donné l'ordre à la milice de se

(105) Il s'agit de la milice ouvrière des chantiers navals, formée par le Comité de grève. Voir la note 12.

retirer en disant que nous avons affaire à une activité organisée, une activité juste. Je l'ai déjà dit ici, et je l'avais rapporté ainsi au camarade Gierek. Je donnerai l'ordre de détruire tous ces films, toutes ces listes qui vous concernent, et personne ne pourra y avoir accès. (*Tonnerre d'applaudissements, ovation.*)

BALUKA. — Merci beaucoup. La parole est au ministre de la Défense nationale, le camarade Jaruzelski. (*Applaudissements.*)

« Le Parti présentera des comptes. »

JARUZELSKI. — Camarades ouvriers ! Je ressens non seulement le devoir... je ressens non seulement le devoir... mais aussi un besoin profond... de parler avec vous et de fournir quelques explications... indispensables dans cette situation. Je ressens ce devoir et ce besoin, non seulement parce que je suis député, non seulement parce que je suis ministre de la Défense nationale, car ce sont des postes..., ce sont des fonctions que je peux exercer aujourd'hui ; Demain, il peut en être autrement. Ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel c'est qu'existent un sens profond de la responsabilité et un sens profond du lien avec ces hommes, parmi lesquels j'ai travaillé durant plusieurs années, avec lesquels je menais la vie d'un soldat, ces hommes que l'on rencontrait toujours avec beaucoup de cordialité et d'amitié — la même cordialité que notre peuple, notre société éprouve envers son armée populaire. Je ressens ainsi ce besoin intérieur parce qu'il y a vingt-six ans, en mars-avril, j'ai combattu sur cette terre de Szczecin en tant que jeune officier et j'ai fait tout le chemin depuis Dziwnow jusqu'à Siekierki et puis Berlin (106). C'est pourquoi tout ce qui se passe sur cette terre m'est cher et proche. Et si l'on considère encore le drame de nos soldats, alors, vous comprendrez que, pour moi, ce n'est pas seulement une question formelle... une question de stipulations de la Constitution ou de la loi, mais que c'est également une question personnelle, une question de conscience, du sentiment d'un Polonais et d'un communiste. Pour cette raison, je pense que vous comprendrez combien douloureuse est l'intervention du ministre de la

(106) « *Le chemin jusqu'à Berlin* » : allusion à l'offensive de l'armée Rouge et de l'armée polonaise formée en U.R.S.S. contre les troupes allemandes en 1945. Depuis la guerre, thème des campagnes de propagande exaltant le soldat polonais et la « guerre patriotique ».

Défense nationale dans la situation qui s'est créée à Szczecin au mois de décembre.

On m'a posé des questions, on a exigé de moi que j'y réponde. On a exigé de moi ici que je prenne position par rapport à ce qui s'était passé, par rapport à ces événements. Cela nous prendrait trop de temps d'analyser les détails de cette affaire. Le 8^e plénum du comité central est en préparation, et une commission spéciale rassemble des matériaux qui, d'une manière très détaillée, très précise et profonde, définiront tous les éléments de cette situation qui a existé en décembre (107). Si vous le jugez utile et nécessaire, je suis prêt à venir chez vous après le plénum pour présenter tout ce qu'il vous faudra de la manière la plus large possible, conformément à l'analyse objective qui sera faite au plénum. Je peux venir vous présenter l'explication que vous attendez. (*Applaudissements.*)

Mais, d'autre part, je voudrais parler franchement... Nous parlons franchement... vous avez parlé très franchement, vos propos ont été très durs... mais surtout, les camarades Gierek et Jaroszewicz avaient parlé avec une franchise exceptionnelle... Permettez-moi de suivre leur trace et votre trace et de parler avec franchise de choses qui, peut-être, ne vous sembleront pas toutes sympathiques, agréables — tout de suite, maintenant, dans cette difficile et douloureuse atmosphère — et dignes de consentement ou de compréhension.

En premier lieu, la question de l'utilisation de l'armée. C'est une question que l'on décide au plus haut niveau politique. Je souligne encore une fois que nous ne pourrions probablement pas examiner aujourd'hui tous les détails, mais une telle décision a effectivement été prise au plus haut niveau politique. On peut poser la question : pourquoi une telle décision a-t-elle été exécutée ? Camarades, amis ouvriers, si vous voulez avoir une armée qui va manœuvrer le pouvoir, qui va changer le pouvoir comme cela se passe en Amérique latine ou en Afrique... à la manière des colonels et des généraux... une armée qui va discuter telle ou telle décision du pouvoir — du pouvoir légalement élu ! —,

(107) Cette commission, présidée par Jan Szydłak, membre du bureau politique, avait été chargée par le 7^e plénum, le 20 décembre 1970, de faire connaître toute la vérité sur les causes et le déroulement des événements. Jusqu'à aujourd'hui, un épais rideau de silence entoure ses travaux. Au VI^e Congrès de décembre 1971, Gierek s'est borné à mentionner son existence, avec la vague promesse de la fin prochaine de ses travaux. Il est orfèvre en la matière, ayant présidé, en 1956, une commission de même nature, dont le rapport s'est perdu dans les sables de la répression dirigée par Gomulka contre la gauche.

une armée qui va balayer ce pouvoir?... Non ! Notre soldat va défendre chaque pouvoir populaire. Il va le défendre avec vous. Il va défendre le Parti ! Et là où la décision est prise, on ne sait pas toujours si elle est juste ou pas, si elle est correcte ou pas. Aujourd'hui, nous voyons bien que c'était une décision grosse en conséquences tragiques et douloureuses qui ont abouti à certains faits irréversibles, qui ont causé tellement d'amertume. Il est certain que le Parti présentera des comptes... (*Interruption dans l'enregistrement.*)

Dans cette situation, notre soldat s'est conduit avec dignité. Je dirais même qu'il a démontré qu'il se situe à un niveau supérieur à ce qu'on pouvait souvent attendre de jeunes garçons. Pas seulement de jeunes soldats de 19 et 20 ans, mais aussi de jeunes officiers, qui ont montré tant de modération, tant de tact, évitant ainsi des conséquences qui pouvaient être catastrophiques (108). Mais, en même temps, vous devez avouer, je crois, que tout ce qui se passait dans les rues de Szczecin n'était pas également digne d'approbation et d'éloge. Tout ce qui se passait dans les rues de Szczecin, tout ce qui avait collé à votre mécontentement légitime de la situation, au mécontentement des décisions prises — tout ce qui a collé était mauvais, était souvent criminel. Car c'est sous vos yeux que brûlaient les maisons construites au prix d'un dur travail. Sous vos yeux brûlaient les magasins... il y avait des pillages ! C'est pourquoi vous devez comprendre que, dans une telle situation, où se multipliaient ces cas, alors, comme on dit : « *C'est Dieu qui dirige les balles* (109). » Ce sont des choses affreuses ! Ce sont des choses aux conséquences incalculables, ce sont des choses que l'on ne peut plus dominer ! Et, en même temps, il faut que vous sachiez que l'incendie du comité du Parti s'est fait de façon opposée au sens d'une simple moralité humaine... L'irruption dans l'immeuble, l'incendie, la dévastation des installations, etc., que vous le vouliez ou non... d'autres le faisaient ! Mais les faits sont là ! En même temps, pensez qu'à l'intérieur se trouvaient 150 soldats. Dehors il y avait plus encore... des soldats, des blindés... il y avait la milice ! Personne n'a ouvert le feu ! Et pourtant la loi était de leur côté... la loi constitutionnelle ! Vous parliez ici de la Constitution, de la loi, du crime... Vous disiez qu'il faut punir

(108) Les soldats refusèrent de tirer sur les ouvriers. Nombre de journalistes rapportent des scènes du genre de l'officier menaçant les soldats revolver au poing ou des soldats fondant en larmes, parce que contraints d'exécuter les ordres. La démoralisation faisait rage dans les rangs de l'armée et les troupes ont dû être relevées à plusieurs reprises.

(109) Proverbe polonais.

les criminels qui tiraient... Non, ils ne tiraient pas. Ils ne tiraient pas ! Si quelqu'un faisait irruption dans votre appartement... par la fenêtre... s'il essayait de piller... Vous n'avez pas d'armes, mais certainement vous avez quelque chose de lourd chez vous... chacun de nous en a... Vous l'auriez battu sans regarder si cela le tuait ou non ! Mais le soldat ne tirait pas. Le milicien ne tirait pas. Il y a certainement parmi vous des soldats de réserve. Je vois des cheveux gris... Il y a peut-être ceux... avec qui nous avons fait ensemble ce chemin de guerre. Vous savez bien ce qu'est son arme pour un soldat. Cette arme ! Cette magnifique arme grâce à laquelle... grâce à notre soldat, nous sommes la deuxième armée du pacte de Varsovie ! Nous avons une armée dont vous pouvez être fiers, authentiquement fiers. Une bonne armée, disciplinée, prête aux sacrifices... (*Mots inaudibles.*) Mais ce magnifique matériel, c'est au prix d'un dur travail qu'il existe. Vous savez ce qu'est son arme pour un soldat. C'est une chose sacrée ! Il n'a pas le droit de la rendre ! Il n'a pas le droit de la détruire ! Sur le terrain d'exercice ou à la caserne, il travaille dans la sueur à perfectionner cette arme, à maintenir sa capacité de combat. Et voilà que cette arme brûle sous ses yeux ! Voilà que brûlent les chars, les blindés... Qu'est-ce que vous croyez, chers camarades ? Si ce soldat, cet officier, si ce commandant... s'ils voulaient utiliser dans cette situation leur plein droit — leur devoir même, dans un certain sens —, cela aurait abouti à un massacre ! Vous savez bien ce que signifie un char moderne, un blindé dont vingt et quelques bouches de canon peuvent cracher le feu. Et pourtant, si tout cela restait silencieux (110)... qu'est-ce que cela prouve ? Qu'il y avait des criminels dedans ? Que c'étaient des criminels ? Non ! C'étaient des hommes abasourdis par ce qui se passait, qui regardaient le matériel en feu, la ville en feu et qui, en même temps, avaient le sentiment qu'il se passait dans le pays des choses terribles, des choses mauvaises... Par la faute de l'ancienne direction, qui a conduit à une telle situation, qui a obligé à ce que... une telle... situation surgisse. Mais il faut se rendre compte aussi qu'au moment où une telle situation a éclaté et a abouti à de telles conséquences concomitantes — il faut se rendre compte que tout ne pouvait pas se passer si simplement et facilement pour ne pas aboutir à ces choses... qui ont eu lieu.

(110) On sait avec exactitude, grâce au quotidien de Gdansk « Głos Wybrzeża » du 28-12-70, qu'en ce qui concerne cette ville et la ville de Gdynia, aussi bien l'armée que les chars tiraient dans la foule. « Informations ouvrières » a publié dans ses n^{os} 503 et 504 la traduction complète de cet article de « Głos Wybrzeża ».

Autre chose... par rapport à ce qui a été dit dans cette salle. Vous avez jugé le camarade Walaszek avec beaucoup de critiques. C'est sûr, il a mérité une critique sévère. Il a fait beaucoup de mal... et en a supporté les conséquences qu'il méritait. Et probablement — selon la décision du comité central — il va encore subir des sanctions. Mais la vérité, c'est la vérité ! Vous disiez la vérité, et moi aussi je dois vous dire la vérité ! Car je le sais avec certitude... toute responsabilité... le camarade Walaszek... a interdit de tirer dans l'immeuble du comité du Parti. Il n'y avait pas d'ordre de tirer... mais malgré cela, il avertissait : « *On ne peut pas tirer ! Nous ne devons pas tirer !* » Sans cesse... sans cesse, il le répétait aux chefs, aux soldats qui y étaient. Nous devons respecter ce fait ! La vérité, c'est la vérité. La vérité, c'est la vérité. Nous nous dissociions de ce qui est mauvais et nous allons le critiquer. Mais il faut reconnaître ce qui est la vérité.

Naturellement, chaque goutte de sang versé nous fait mal... On en parle une fois encore avec amertume... de notre sang polonais qui a été si abondamment versé au cours de la dernière guerre... Ce sang nous est cher, et chaque goutte de sang nous fait mal, indépendamment des raisons de l'utilisation des armes. Mais aujourd'hui, ce qui est pour nous le plus précieux, c'est de reconstruire tout ce qui nous unit. Surtout ce qui unit le Parti aux masses et ce qui doit l'unir plus profondément encore. Ce qui doit être... ce qui sera réparé par la nouvelle direction, par le camarade Gierek qui... à qui vous avez exprimé votre pleine confiance. Nous, soldats, nous avons pour lui la plus haute confiance ! Et je voudrais dire ici que la première décision du camarade Gierek, avant toute chose, fut de retirer les troupes et les chars des rues des villes. Des rues de Szczecin. Ce fut sa première décision, ses premières paroles ! C'est pourquoi nous avons en lui la plus haute confiance. Nous allons le soutenir et nous le défendrons. C'est pourquoi, aujourd'hui, il faut tout faire pour que nous soyons unis, pour que les forces extérieures ou intérieures qui veulent nous perturber... qui veulent, du fait que notre pays a connu des choses si difficiles, pour qu'aucune de ces forces ne puisse nous diviser... (*Mots inaudibles.*)

Je sais que, dans une certaine mesure, vous étiez peut-être privés de certaines informations. Certaines informations sont arrivées en retard, mais on entend parler ici de chiffres énormes de morts. D'après ce que je sais, d'après ce que... j'ai entendu à ce sujet, et d'après les conclusions élaborés par la commission spéciale, il n'y en a pas eu plus que ce qui a été publié officiellement. Ne faisons pas de surenchère,

car un seul homme tué, c'est déjà une grande tragédie dans cette situation. Mais, en même temps, on ne peut pas créer ce qui n'a pas eu lieu. Cela nous aurait fait plus de mal encore, cela nous aurait encore plus divisés, cela aurait abouti à de nouvelles complications.

Que la milice se déguisait en uniformes verts...? Je n'en sais rien. Nous examinerons tout cela avec mon ami intime, avec le camarade ministre Szlachcic. Mais je ne connais pas de telles affaires que la milice soit obligée de se déguiser. Cela ne vient assurément pas de vous, et je ne sais pas d'où viennent ces informations. Nous allons les vérifier très précisément, mais je n'ai rien entendu de tel. Nous nous engageons... à... vérifier.

Il y a aussi des ragots selon lesquels l'armée aurait reçu une augmentation. En plus, en établissant cette liaison, n'est-ce pas?... que l'armée tirait et a reçu une augmentation en échange? Non, chers camarades! L'armée n'a pas reçu... n'a pas reçu d'augmentation, et ce n'est pas pour cela qu'on l'augmenterait. Ce n'est pas pour cela... L'armée ne nage pas du tout dans l'abondance. Je me rappelle qu'il y a deux ans, j'étais ici pour la campagne électorale, et un ouvrier m'avait justement posé cette question — cette question concernant les conditions matérielles de l'armée, dans le sens que c'étaient des conditions exceptionnelles. Je dirai la même chose que le camarade Szlachcic : pourquoi personne ne veut-il aller à l'armée, si les conditions y sont si bonnes? Nous n'arrivons pas à compléter les cadres d'officiers professionnels, de sous-lieutenants et d'officiers. Nous avons d'énormes déficits! Nous faisons même la chasse à l'homme... Pour un tel luxe...? Non, mes camarades. Nous ne comptons pas les heures supplémentaires comme vous... (*Mots inaudibles.*), mais nos soldats ont passé plus d'une nuit au champ d'exercice. Vous savez ce que c'est comme service. C'est un service très dur, surtout ici, à la frontière. Alors pourquoi lance-t-on de tels ragots parmi nous? Ils sont lancés par des gens qui sont malveillants à votre égard, qui sont vos ennemis, qui vous sont étrangers... Ils veulent nous désunir. Ils veulent détacher l'armée populaire polonaise de la classe ouvrière, des masses. Mais, ensemble, nous ne le permettrons pas. Vous ne le permettez pas et nous ne le permettrons pas. Nous sommes à votre service. Et nous serons toujours à votre service.

J'ai entendu aussi des racontars comme quoi ici, dans les chantiers, on matraquait les gens, qu'on les maltraitait, simplement parce qu'ils avaient un avis différent sur la grève... qu'on les a roués de coups... que certains ont été transportés à l'hôpital, etc. Moi, je n'y crois pas! Je vous

ai vu ici, j'ai vu votre comportement, votre culture. Je vous ai entendus et je vous ai vus. Et je n'y crois pas. Devons-nous croire tout ce qu'on raconte ?

C'est pourquoi — indépendamment de ce que vous jugez ces explications suffisantes et convaincantes ou pas —, je déclare que je peux revenir ici parler plus en détail et remplir ainsi mon devoir de député. Mais ici aussi, tout doit être clair ! Je suis député parce que j'occupe le poste de ministre de la Défense. Je crois qu'il n'y a pas un pays au monde où le ministre de la Défense ne serait pas député. Cela a un sens politique, car notre pays se trouve au bord de l'Oder... justement au bord de l'Oder... Il s'agit justement de Szczecin. Et je suis député de Szczecin, parce que c'est la frontière. C'est justement la ville qui est l'objet des plus grandes prétentions de la part des revanchards ouest-allemands. C'est pourquoi c'est le ministre de la Défense nationale qui est ici. Mais je dois dire aussi que je ne peux pas remplir mes obligations professionnelles, que pourtant vous m'avez confiées... que la classe ouvrière m'a confiées, et je dois dire que je suis monté graduellement jusqu'à cette fonction... Je ne pourrais pas les remplir si je devais vous garantir que... (*Mots inaudibles.*) Si telle est votre revendication, alors, je dois la satisfaire. Je dois, naturellement, en tirer les leçons en tant que député. Et je le ferai honnêtement, si vous estimez que c'est mon devoir essentiel.

Revenons encore aux événements. Je voudrais vous demander que votre attitude envers les soldats de cette division dont j'ai eu l'honneur d'être le commandant — la 12^e division —, que cette attitude soit imprégnée de confiance et du sentiment que ce sont des soldats qui peuvent vous regarder droit dans les yeux. Ils n'ont rien fait de mal et ne voulaient rien faire de mal. Ils sont honnêtes, ils sont avec vous, ils sont là uniquement pour servir la Pologne et la servir le mieux possible. C'est cette éducation-là que nous leur donnons, cette trempe, cette discipline. Nous essayons de faire une armée, justement pour réaliser ce dont vous avez parlé ici et qui a trouvé son écho dans l'intervention du premier secrétaire et du ministre de l'Intérieur. Pour maintenir l'ordre social, pour combattre les éléments associaux et démoralisés. Et nous voulons que cette armée soit une école de civisme, l'école d'une discipline dure et sévère. Je pense que nous remplissons de mieux en mieux cette fonction. Et nous voudrions que votre attitude envers les soldats de notre division et de notre armée soit invariablement bonne. Je vous lance un appel chaleureux dans ce sens.

En même temps — il en était déjà question —, je voudrais vous assurer chaleureusement que notre armée restera ici, sur cette frontière polonaise qui est notre frontière occidentale la plus avancée — indépendamment de savoir si le traité sera ratifié ou pas (111). Mais il y a aussi la Baltique — c'est une frontière ouverte ! Et, au moment même où nous parlons ici, au large de cette frontière, patrouillent les navires ouest-allemands — nous les connaissons même —, des navires de reconnaissance et d'espionnage. Au large de la Baltique, volent les avions de la Bundeswehr. Jour et nuit ! Et nous devons stationner ici. Car c'est seulement notre force qui leur fait peur. Et si nous pouvons compter sur ce traité, sur ces conversations, c'est seulement parce que notre patrie est maintenant plus forte grâce au travail des ouvriers, grâce au socialisme. (*Interruption de l'enregistrement.*)

« Venez me voir, et nous essaierons toujours de nous entendre. »

GIEREK. — Nous connaissons les problèmes posés au cours de cette rencontre. Nous nous efforcerons au maximum de prendre en considération ces arguments, soit sous forme, disons, d'augmentations de salaires ou d'abaissement des prix... de construction de logements et d'autres choses... car il faudra qu'on se décide à quelque chose. Il est difficile de dire si tout cela réussira. Ce qu'il faut, c'est entrer quand même sur la voie permettant de rattraper les pertes. Rattraper ces retards qui ont eu des conséquences néfastes, c'est-à-dire qui ont provoqué le manque de confiance, le manque de foi dans ce que dit le pouvoir populaire, dans ce que dit le Parti. Les camarades disaient également ici que... eh bien... quatorze ans... n'est-ce pas une période trop longue ? Ne faudrait-il pas limiter la durée des fonctions ? Moi, camarades, je vais vous dire qu'encore avant de donner mon accord à ma candidature au poste de premier secrétaire du comité central... je ne pouvais pas m'y décider... j'ai eu, vous comprenez, d'énormes réticences... à me décider. Seulement, cette vision du malheur qui planait sur notre patrie, cette vision, vous comprenez, m'a obligé à accepter cette

(111) Traité germano-polonais signé quelques jours avant la chute de Gomulka.

décision. Or, déjà à cette époque, je me suis dit — et mes amis les plus proches le savent — que j'allais essayer de donner le départ, le bon départ, afin que — comme on le dit en plaisantant — le roi ne soit pas à vie, que le roi ne soit pas élu à vie. Pour que ça ne se passe pas de telle sorte, vous comprenez que, ou bien le premier secrétaire meurt, ou bien, vous comprenez, il est balayé par la vague. Je veux vous dire que nous visons à convoquer cette année encore un congrès extraordinaire du Parti pour élire un nouveau comité central. Je voudrais conduire tout cela, vous comprenez, jusqu'au congrès. Et si le comité central estime que je dois rester encore à la tête pendant une certaine période, alors, camarades, de toute façon je m'efforcerai de faire en sorte que cette période ne soit pas trop longue — et à cause de mon état de santé, car je suis un homme malade, et à cause d'autres problèmes encore. D'ailleurs, attendons ! Qui vivra verra. En tout cas, vous pouvez être certains que celui qui fera ce début, ce sera certainement moi. Mais laissons cela, camarades, on en parlera après. (*Applaudissements.*)

Revenons... revenons aux autres affaires. Nous disions ici que... nous garantissons que... disons... nous essaierons, etc. Je voudrais vous le demander cordialement : n'attendez pas ! Maintenant, l'atmosphère est différente. Ecoutez ! Je suis pourtant fait de la même pierre que vous. Au cas où vous estimeriez qu'il se passe chez vous quelque chose de mauvais, qu'un danger menace l'entreprise ou qu'un danger menace, disons, les intérêts du pays — venez me voir ou venez voir le camarade Jaroszewicz. Ecoutez ! Je vous recevrai sûrement. Si je ne peux pas vous recevoir le lendemain ou le surlendemain, je vous dirai : venez dans une semaine, et on discutera, n'est-ce pas ?, on va s'expliquer sur tous les problèmes. Ne prenez jamais de décisions telles que celles que vous avez prises maintenant, car en effet, camarades, elles lèsent les intérêts de notre pays. Je dis : venez et nous essaierons toujours de nous entendre. Car... il n'y a rien entre nous qui nous divise ! De toute façon, en ce qui me concerne, *je vous déclare vraiment* ma volonté de parler de tous les sujets concernant, disons, telles ou telles affaires qui se sont accumulées, n'est-ce pas ?, et qui font mal aux camarades. A cette occasion, ici, je voudrais... indépendamment de ce qu'a dit le camarade Jaruzelski justifiant... l'armée, n'est-ce pas ?, etc, je voudrais avec toute mon autorité... je pense que vous allez me croire... dire également, n'est-ce pas ?, mon avis sur l'armée. Nous considérons que l'armée a rempli le devoir qui lui a été confié. Ce ne serait pas bien si l'armée n'avait pas rempli ce devoir.

« Les décisions étaient prises personnellement par Gomulka. »

Camarades, en ce qui concerne les décisions... les décisions étaient prises personnellement par le camarade Gomulka. Concrètement, à Gdansk, n'est-ce pas ?, et à Gdynia — en plus par le camarade Kliszko, n'est-ce pas ?, probablement par le camarade Kliszko. Durant cette période, le camarade Jaruzelski, n'est-ce pas ?... était exclu des... décisions, vous comprenez... concernant les troupes envoyées sur le littoral. Il en était exclu ! Les troupes, camarades, étaient sous le commandement direct, n'est-ce pas ?, d'une part du camarade Gomulka et d'autre part — sur le littoral — sous le commandement direct du camarade Korczynski (112), n'est-ce pas ?... qui recevait ses ordres du camarade Gomulka. Et ici, il faut être clair. Je dois dire que le camarade Jaruzelski m'en a parlé, n'est-ce pas ? Il m'a parlé de sa tragédie, de ses péripéties, et en même temps, n'est-ce pas ?... il me présentait la situation dans laquelle... il a été mis... dans laquelle l'armée a été mise.

Je veux également expliquer, pour mieux préciser, la situation du camarade Cyrankiewicz. Il n'est pas vrai, camarades, que le camarade Cyrankiewicz ait donné l'ordre de tirer sur les gens. Je veux dire plus ! Durant cette période — de même qu'avant —, nombre de décisions étaient prises derrière le dos du camarade Cyrankiewicz. Pour cette période en général, les choses se passaient ainsi : il se réunissait un état-major composé de deux, trois personnes, n'est-ce pas ?, et sous la direction du camarade Gomulka, cet état-major prenait les décisions. Par exemple, décret concernant l'état d'urgence, etc. Tout cela, les camarades l'apprenaient dans la presse ! Ils l'apprenaient de la presse ! D'ailleurs, pour plus de précision, je vous dirai que beaucoup de décrets gouvernementaux... dans les conditions de cette... attitude autocratique du camarade Gomulka, de cet autocratie exceptionnel... beaucoup de décrets gouvernementaux étaient décidés dans le bureau du camarade Gomulka et c'est *lui*, vous comprenez, qui réglait ces affaires... et... et... le gouvernement apprenait par la presse l'existence de certaines décisions. Vous savez... ce sont des choses dont on a honte de parler ! Cela fait honte de le dire ! Mais malheureusement c'était ainsi.

(112) Korczynski : vice-ministre de la Défense et partisan du général Moczar. Limogé et envoyé comme ambassadeur à Alger, où il est mort en octobre 1971 dans des circonstances mal éclaircies.

Vous pouvez poser la question : bien... mais le bureau politique ? Camarades, le bureau n'avait pas grand-chose à dire. Ou au moins certains membres du bureau. S'ils parlaient alors de quelque chose, vous comprenez ou bien ils étaient isolés ou bien faisaient l'objet d'une discrimination. Je ne veux pas parler de moi-même, car ce n'est pas très commode de parler de soi, camarades. Mais si cependant on en parle... eh bien, moi, j'avais une opinion bien arrêtée sur certains problèmes. Bien plus ! J'ai parlé de certaines affaires ! J'ai parlé ouvertement ! Mais oui, oui ! Au plénum du comité central, j'ai parlé de certaines affaires ! Non pas par ma bouche, mais avec mes mains, vous comprenez, qui écrivaient les discours. Mais oui, oui ! Sauf que l'effet est connu... Comme on dit : les mots sont une chose, les actes une autre chose. Je parle de cela pour qu'on sache, vous comprenez... faire la *gradation*... de ce degré de culpabilité, n'est-ce pas ?

Par exemple, l'affaire de la hausse des prix. Camarades, j'étais contre. *J'étais contre ! (Voix dans la salle, comment ?) J'étais contre ! Je le disais, camarades, ouvertement !* Je le disais à tous ! Et maintenant, vous allez me demander qu'est-ce que j'aurais dû faire ? Qu'est-ce que j'aurais dû faire ! Au plénum du comité central, au 6^e plénum — les camarades le savent (*il s'adresse au présidium*) —, vous le savez, car — comme on dit — ... j'étais partout où il fallait. Gomulka était à la fête des mineurs. Là-bas, je l'ai cuisiné et je lui ai dit que c'était dangereux, que... il y aurait des grèves, qu'on allait vers l'aventure, et ainsi de suite. Je lui ai dit cela. La seule réponse fut : « *Bien. Mais vous ? Quelle issue proposez-vous ?* » Ce fut sa seule réponse ! Dans cette situation, j'avais, camarades, encore une alternative. Intervenir publiquement au bureau politique ou au plénum du comité central... C'est-à-dire démissionner du bureau en disant : « *Camarades, dans cette situation je ne peux pas être membre du bureau politique.* » Je pouvais le faire. J'ai même réfléchi s'il ne fallait pas le faire. Seulement, les camarades m'ont expliqué, mes amis m'ont expliqué : « *Ne le fais pas, car s'il y a n'importe quelle aventure, ils diront que c'est toi qui l'a provoquée. Ils vont dire que c'est toi qui a été le moteur de cette aventure.* » Par conséquent, camarades, notre discours — le discours du camarade Grudzien — était nul. Nul. C'est-à-dire qu'il parlait des difficultés, n'est-ce pas ?, et ainsi de suite, mais le discours était nul. Tout cela, afin qu'on ne puisse pas dire que nous avions provoqué. Les choses se présentent ainsi. Camarades, on pourrait beaucoup dire... comment c'était. Moi... vous savez, il m'est difficile de parler, il m'est difficile de parler, car je ne voudrais

pas qu'on m'attribue l'intention, disons d'accuser les autres et de me justifier moi-même. Je ne suis pas non plus un ange. Je ne suis pas un ange. Moi aussi, vous comprenez, si je regarde certaines affaires dans la perspective du temps je vois que dans certains cas... (*Interruption de l'enregistrement.*)... Parfois, nous lui avons reproché d'être contre.. l'augmentation des achats de café... l'augmentation des achats de cacao. La seule réponse était : « *Ça ne va pas ? Le cacao.. le café... ce sont des habitudes bourgeoises et petites-bourgeoises.* » De tels... de tels... de tels bobards, n'est-ce pas ? Vous comprenez, cela fait honte de parler de certaines choses. Honte surtout à nous, communistes, qui étions obligés d'écouter tout cela. Au début, je vous ai parlé de cette énorme... au... autorité à laquelle d'aucuns étaient attachés, de l'autorité dont... On disait que des gens comme Gomulka, n'est-ce pas ?, des gens comme Gomulka naissent une fois par siècle. Ou bien on disait que... Gomulka a surpassé son époque, que les gens ne le comprennent pas, néanmoins ses idées sont justes, et ainsi de suite... On disait de pareilles conneries, de pareilles sottises. Mais cela agissait sur certaines personnes. Certaines gens, vous comprenez, étaient sous le charme de tout cela. D'autant plus que, durant l'occupation, les premières années et après... Gomulka a quand même fait quelque chose pour ce pays, indépendamment d'où venaient ces moyens... ne serait-ce qu'après 1956... Mais, aux yeux de ceux qui ne connaissent pas les détails, il était quand même quelqu'un. Bref, je pense que ce n'est pas le moment d'évoquer, de rechercher dans le passé ni de... (*Mots inaudibles.*) Je pense qu'au plénum... au 8^e plénum du comité central... on fera, disons, un profond lavage. Nous verrons ce que ça va donner. Je pense que, de cette rencontre, nous tirons une conviction profonde que ce lavage doit être encore plus profond que celui dont vous avez fait ici la démonstration... si, à l'avenir, nous voulons éviter la tragédie qui a touché notre pays. Je vous promets solennellement que nous nous efforcerons que ce lavage soit réellement profond. A présent, il faut travailler. Et comme il a été déjà dit, ne nous entravez pas dans notre travail et n'aidez pas nos ennemis. N'aidez pas ceux qui souhaiteraient démontrer que c'est quand même une contre-révolution, quand même, il était juste de tirer. Pensez-y, et n'oubliez pas que c'est très important... disons... avant de prendre une... de prendre une pareille décision. N'oubliez pas non plus ce que je vous ai dit, qu'avant de prendre n'importe quelle décision, vous avez porte ouverte chez moi ou chez le camarade Jaroszewicz.

Eh bien... pour conclure, je voudrais vous remercier pour

votre confiance. Je voudrais vous remercier pour la discipline et le soin, n'est-ce pas ?, que vous avez pris, disons, pour que rien n'arrive dans l'entreprise qui aurait pu la mettre en danger, elle et son fonctionnement dans l'avenir. Je voudrais vous demander également d'influencer — si c'est nécessaire — tous les gens... en ville, à Szczecin et, s'il le faut, dans la voïvodie, afin qu'ils nous aident par leur travail, et uniquement par leur travail, et qu'ils nous accordent la confiance dont vous avez parlé dans votre lettre — lettre qui fut... dans un certain sens, à l'origine de cette rencontre. Je vous remercie, camarades. (*Applaudissements prolongés, confusion, tout le monde parle en même temps.*)

VOIX DE LA SALLE. — Par rapport à l'armée... L'armée reste toujours une armée exemplaire. La société et moi-même... (*Mots inaudibles.*), nous estimons toujours notre armée et sa responsabilité. Elle est digne de porter l'uniforme polonais et cet aigle (113). Nous sommes fidèles à notre armée et nous l'aimons. Nous l'estimons et l'estimerons toujours. Merci. (*Applaudissements.*)

SKROBOT. — Vu l'heure tardive ou plutôt matinale, je ne vais pas prendre position par rapport aux propositions adressées à la direction. Je les ai notées et je vais les joindre aux 584 propositions qui nous ont été adressées au cours des assemblées des départements et qui vont être examinées. Je remercie beaucoup le premier secrétaire du comité central, le camarade Gierek, d'être venu dans nos chantiers navals en ce moment difficile pour nous, d'avoir écouté nos propositions, d'avoir pris les décisions qui ont permis de terminer la grève. Je remercie également le président du conseil des ministres, le camarade Piotr Jaroszewicz, et les autres membres du gouvernement, ainsi que tous les orateurs. Au nom de notre intérêt commun, de l'intérêt des chantiers navals, de l'économie nationale et du socialisme en Pologne... nous avons mis fin à cette difficile période de grève. Nous avons construit ces chantiers navals, et nous devons nous rappeler que les autorités supérieures, les autorités de la voïvodie, du trust de l'industrie maritime et la direction des chantiers navals, au nom de laquelle je prends cet engagement, feront tout leur possible pour que les choses aillent mieux dans notre famille ouvrière. Je suis convaincu également que, dans cette situation économique difficile, dans cette difficile situation économique du pays, nous penserons aux engagements de production. Mais peut-être est-ce encore

(113) L'aigle blanc est l'emblème de la Pologne.

un peu trop tôt pour le faire, après cette histoire qui a eu lieu dans la tuyauterie de W 4. Je vous souhaite, ouvriers des chantiers navals, un bon retour à la maison. Les chantiers navals travaillent aujourd'hui. Ceux qui en ont la force peuvent reprendre le travail. Ceux qui ne se sentent pas en mesure de le faire peuvent rentrer chez eux. Avec le président du Comité de grève, on s'est mis d'accord qu'ils pourront rattraper la journée de demain, ou d'aujourd'hui, au cours de la semaine prochaine. Ça vous va ? (*La salle : oui, oui, applaudissements.*) Merci beaucoup.

La conclusion de Baluka

BALUKA. — Camarades ouvriers ! Le président du Comité de grève vous parle. Je m'adresse à vous avec une demande et un ordre. La grève est terminée. La grève est terminée ! Je vous demande, camarades, de quitter vos postes de garde — les unités de la garde industrielle vont les reprendre —, de vous rendre à vos départements dans les locaux sociaux. La décision du directeur est que tous ceux qui ont l'envie et la force de reprendre le travail demain matin à 7 heures peuvent le faire. Les chantiers navals travaillent normalement. Tous ceux qui sont restés chez eux vont travailler demain. Par contre, tous ceux qui ne se sentent pas en mesure, qui ne sont pas en état de pouvoir travailler peuvent rentrer chez eux. En principe, on a décidé qu'on va rattraper la journée d'aujourd'hui ce mois-ci encore, après les heures. Merci. (*Applaudissements.*)

UN OUVRIER, *ému*. — Je m'excuse. Je veux dire encore quelque chose. C'est relatif à tous ceux qui ne seront plus parmi nous... Je ne sais pas si le camarade Gierék va exprimer notre regret. Je voudrais qu'on leur rende hommage au moins par une minute de silence à la fin de cette grève.

GIEREK. — Juste.

L'OUVRIER. — Etant donné que j'ai pris la parole, je demande à tous les présents une minute de silence à partir de ce moment. Je demande également à ceux qui se trouvent sur le terrain des chantiers navals une minute de

silence à la mémoire de ceux qui ne seront plus parmi nous. (*Une minute de silence.*) Merci beaucoup.

BALUKA. — Attention ! le Comité de grève est demandé à son siège, à la direction de la production. (*Tout le monde se lève.*)

UNE DELEGUEE — Le Comité de grève est demandé à son siège...

UN DELEGUE. — S'il vous plaît, comme je l'ai déjà dit, tout le monde reste à sa place pendant deux minutes. Car nous devons... s'il vous plaît... organisationnellement. Tout le monde assis ! Tous les ouvriers !

Déclaration du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est.

EN 1968 s'est ouverte une nouvelle période dans l'histoire de la lutte gigantesque engagée par le prolétariat depuis plus d'un demi-siècle pour la révolution socialiste mondiale, dans « l'époque des guerres et des révolutions ». Cette période, comme déjà plusieurs autres avant elle depuis 1917, se déroule sous le signe de l'initiative de la classe ouvrière, donc de l'imminence de la révolution et de la contre-révolution. Mais il est maintenant clair que l'irruption, en décembre 1970-janvier 1971, du prolétariat polonais sur la scène de l'histoire marque le début d'une phase supérieure, occasion, pour les marxistes, d'approfondir l'analyse de la période que nous vivons, d'en mieux caractériser la nature, en définissant plus concrètement son contenu et les formes qu'elle revêt.

En quoi consistent donc les traits spécifiques de cette période commencée au printemps de 1968, alors que l'humanité, entrée dans l'époque de la révolution prolétarienne, a déjà vécu plusieurs périodes de même nature ? Essentiellement dans ce fait capital que la classe ouvrière n'a pu cette fois reprendre l'initiative dans la lutte des classes internationale qu'en amorçant un processus profond de modification de ses rapports avec les appareils bureaucratiques qui contrôlent ses organisations et ses conquêtes. Certes, le prolé-

tariat mondial n'a pu réaliser aucun de ses grands mouvements qu'en les imposant aux appareils, en tout cas depuis que l'appareil stalinien, à son tour, « est passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois ». Mais les masses travailleuses, même si leurs luttes allaient objectivement à contre-courant de la politique stalinienne, avaient gardé une confiance inébranlable dans la direction des partis staliniens, car les militants et les cadres communistes tenaient cette direction pour l'héritière et la représentante légitime de la révolution d'Octobre, de l'Etat ouvrier de l'U.R.S.S. C'est en puisant dans cet énorme capital de confiance politique que l'appareil stalinien international a réussi à bloquer en 1936, en France et en Espagne, le processus de la révolution, puis à l'enliser dans la voie de la politique de collaboration de classe du Front populaire, la conduisant ainsi à la défaite. Et c'est en recourant à ce même capital de confiance, qui semblait inépuisable, que le Kremlin a pu, grâce à son appareil international, contenir la vague révolutionnaire qui déferlait à l'issue de la seconde guerre mondiale, et sceller une Sainte Alliance contre-révolutionnaire avec l'impérialisme à Yalta et à Potsdam.

Mais « les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques », comme l'a écrit Trotsky dans le programme de la IV^e Internationale. Ce sont les masses travailleuses qui, par leurs luttes, font l'histoire. Après des décennies d'expériences douloureuses de la politique de collaboration des classes, de la « coexistence pacifique », des « voies parlementaires vers le socialisme », devant en outre faire face aux agressions de la bourgeoisie mondiale aux abois, le prolétariat mondial, en 1968, a rompu l'« équilibre » précaire entre les classes. Les grands mouvements qu'ont connus, au printemps 1968, la France et la Tchécoslovaquie, ont marqué l'amorce d'un nouveau processus mondial.

Et cela avant tout, non pas parce que ces mouvements posaient comme une question centrale le problème de la prise immédiate du pouvoir par le prolétariat ; ni même parce que, apparaissant de façon évidente pour tout le monde comme intimement liés l'un à l'autre, ils faisaient de la nécessité de réaliser les Etats-Unis socialistes d'Europe à la fois la condition et l'objectif de leur éventuelle victoire. Mais parce que — et du fait même de leur contenu — le déclenchement même de ces mouvements n'a été possible que sur la base d'un ébranlement certain de la confiance politique des masses et des militants à l'égard du Kremlin et de son appareil.

Il ne faut certes pas surestimer l'ampleur et le poids de cet élément nouveau. En France, l'appareil a réussi à coiffer, puis à disloquer la grève générale, et, en Tchécoslovaquie, les

travailleurs et leurs cadres militants n'ont pas pu non plus aller jusqu'au bout de leurs expériences. Mais il ne faut pas non plus sous-estimer la portée du fait que cet ancien capital de confiance politique s'est avéré bien entamé : les signes de l'émancipation des masses de la tutelle des appareils sont apparus avec netteté. C'est ce processus qui s'est amorcé en 1968 ; non plus isolé, comme en 1956, lors de la révolution hongroise des Conseils, mais en tant que phénomène organiquement international et général. Certes, c'est là un mouvement lent et contradictoire, qui comporte toute sorte d'aléas. Il ne peut pas en être autrement, parce que ce n'est pas à partir d'études théoriques que le prolétariat élève le niveau de sa conscience. Mais les quelques courtes années écoulées depuis nous le prouvent : une évolution historique a commencé en 1968, dont le contenu essentiel est cette modification du rapport entre le prolétariat mondial et les appareils bureaucratiques. C'est, en même temps, le processus de maturation de la classe ouvrière dont l'enjeu est la solution positive de « la crise historique de la direction révolutionnaire du prolétariat ».

C'est sous cet angle qu'il est possible et nécessaire d'appréhender les mouvements du prolétariat mondial et de sa jeunesse depuis 1968, afin de rendre plus concrète notre analyse de la nouvelle période. De ce point de vue capital — et ce n'est pas là un hasard, une coïncidence fortuite —, les mouvements des travailleurs et de la jeunesse de l'Europe de l'Est, convergeant de plus en plus avec ceux des pays capitalistes, tout en exprimant cette modification profonde, contribuent puissamment à l'amplifier. Le mouvement des travailleurs tchécoslovaques vers la révolution politique et sa répression par le Kremlin ont été et demeurent un puissant facteur de cette modification des rapports du prolétariat mondial avec l'appareil stalinien.

*
**

Les travailleurs de la Baltique, la classe ouvrière polonaise en général, sont partie intégrante du prolétariat mondial. Celui-ci n'est pas une abstraction. Ses mouvements, ses progrès, de même que ses reculs à l'échelle internationale s'expriment concrètement dans les combats livrés par le prolétariat de tel ou tel pays, en premier lieu des pays développés, dans le niveau politique de ces combats et dans leur issue. Mais la période actuelle d'imminence de la révolution et de la contre-révolution a pour contenu essentiel, répétons-le, la modification

des rapports entre les masses et les appareils, en particulier l'appareil stalinien. C'est précisément ce qui fait que les mouvements du prolétariat mondial dans les pays d'Europe orientale acquièrent aujourd'hui une portée mondiale particulière. Voilà pourquoi la classe ouvrière internationale a ressenti avec autant d'intensité l'insurrection, tous les mouvements des ouvriers polonais. Comme tels cependant, les mouvements des travailleurs polonais participent plus directement de l'évolution en Europe de l'Est, car ils expriment les buts, les aspirations, les expériences et les leçons tirées — communs à tous et particuliers à chacun —, des peuples travailleurs de l'ensemble de l'Europe de l'Est, U.R.S.S. comprise. Leur langage reste polonais, mais le contenu en est international, et plus spécifiquement est-européen.

C'est ainsi que le Mouvement socialiste de la résistance, en Tchécoslovaquie, a été l'un des premiers, dans un tract illégal, à apporter son salut aux ouvriers des ports de la Baltique. Car il voyait à juste titre dans leur mouvement la continuation du combat commencé en Tchécoslovaquie en 1968. Et le mouvement des ouvriers polonais a donné une puissante et nouvelle impulsion à leurs frères tchécoslovaques dont la force s'exprime et s'amplifie à travers le courageux combat public mené par Smrkovsky et ses camarades.

En Hongrie, les travailleurs et la jeunesse, qui ont appris par une multitude de canaux ce qui se passait en Pologne — ainsi, par l'intermédiaire de ces étudiants hongrois qui, à Gdansk, ont combattu avec les manifestants —, se sont écriés : « C'est notre 1956 ! » Par centaines, ils ont bombardé les reporters de la télévision de cette question indignée : « Comment les journaux osent-ils qualifier les ouvriers polonais de voyous et de hooligans ? »

En Yougoslavie, comme d'ailleurs dans les autres pays de l'Est, des dizaines, des centaines de travailleurs et de jeunes lisent avidement les documents sur l'insurrection des ouvriers polonais, sur leur mouvement.

Ils apprennent — tous apprennent...

Et, signe plus important encore, dans les ports de la Baltique, les équipages de navires soviétiques se sont solidarisés avec les manifestants polonais, comme ce livre aussi l'atteste. Les travailleurs et la jeunesse du pays de la révolution d'Octobre expriment par-là qu'ils se préparent à leur tour.

Si les travailleurs de tous les pays de l'Est ressentent le combat de leurs frères polonais, d'une façon aussi directe, comme le leur, il est naturel et il va de soi que le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est

considère l'ensemble de ce mouvement comme étant organiquement et naturellement le sien. C'est ainsi que si, il y a un an, cette rencontre entre les ouvriers de Szczecin et Głerek a eu lieu, à l'heure où nous écrivons, par les soins du Comité d'organisation, le procès-verbal circule déjà en plusieurs exemplaires dans tous les pays de l'Est.

L'existence même du Comité d'organisation n'est-elle pas en effet à la fois le résultat et un facteur de cette modification des rapports internes du mouvement ouvrier, de la maturation du prolétariat ? Sa naissance eût été inconcevable sans le puissant mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et de la jeunesse, particulièrement puissant en 1956 et en 1968, mouvement qui mène à la révolution politique contre la bureaucratie usurpatrice, afin de continuer et de parachever l'œuvre grandiose de la révolution d'Octobre. C'est seulement ce mouvement qui, parce qu'il continue objectivement le processus révolutionnaire déclenché en 1917, parce qu'il est le mouvement de la classe ouvrière, de ses militants et cadres pour chasser la bureaucratie du pouvoir politique et lui reprendre le contrôle sur les conquêtes socialistes, pouvant et peut dégager la force militante qui traduit, dans son activité organisée, le degré de maturation atteint par la classe ouvrière, accélérant par là même cette maturation. Mais, si le Comité d'organisation est le produit de ce long processus, il n'en est pas, il ne pouvait en être le produit spontané. La modification du rapport entre la classe ouvrière et les appareils bureaucratiques ne se traduit en maturation du prolétariat que si elle devient consciente, donc organisée. Pour que le Comité d'organisation prenne naissance, il fallait encore fusionner la force militante d'une avant-garde, produit du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière qui continue objectivement 1917, avec l'expression subjective, consciente, donc organisée, de la continuité avec 1917, de la continuité du bolchevisme. Le Comité d'organisation a ainsi pris naissance comme le produit de l'activité consciente du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, plus particulièrement de l'O.C.I. et de la Ligue des révolutionnaires socialistes de Hongrie, opérant leur fusion avec le mouvement objectif vers la révolution politique.

Les progrès du Comité d'organisation ne sont donc que ceux réalisés par cette fusion, continuellement élaborée et réalisée. C'est ainsi que, en étant le produit, il se renforce à chaque pas en avant des travailleurs et de la jeunesse vers la révolution politique ; non pas comme son reflet passif, mais grâce à ses efforts systématiques pour analyser et mesurer le

degré exact atteint par le mouvement objectif, afin d'y intervenir pour approfondir, à chaque pas, la maturation de l'ensemble de la classe, dégagant patiemment et renforçant son avant-garde. Comment aurait-il pu en être autrement ?

D'abord, il a essayé de comprendre le contenu du développement de la révolution politique et ses formes, depuis sa première manifestation en Allemagne de l'Est le 17 juin 1953. Il a essayé de comprendre la signification de l'isolement de la révolution hongroise des Conseils, prélude à la reprise de l'initiative par l'impérialisme, car la confiance du prolétariat international dans les appareils bureaucratiques restait encore intacte. Il l'a en même temps appréciée comme un message adressé à l'avenir et qui, en 1968 et depuis, a été entendu. La Tchécoslovaquie de 1968 n'était plus isolée. Même dans les autres pays de l'Est, elle a provoqué des mouvements : en U.R.S.S. elle-même, la manifestation organisée contre l'occupation de la Tchécoslovaquie par la nouvelle opposition communiste sur la place Rouge est venue annoncer le début d'une ère nouvelle ; les manifestations et les combats étudiants et intellectuels polonais et yougoslaves ont également démontré que toute une époque de la puissance de la bureaucratie est définitivement close. Le processus de la révolution politique a commencé à devenir un processus unique, international à l'échelle de toute l'Europe de l'Est. Là encore, il ne faut pas perdre la mesure : en U.R.S.S., de même qu'en Pologne ou en Yougoslavie, les mouvements sont restés limités en 1968, et la bureaucratie a réussi à les isoler des masses travailleuses. Mais voilà que la classe ouvrière polonaise entre en scène, suscitant immédiatement une solidarité très active dans tous les pays de l'Est.

Le Comité d'organisation n'a pas été seul, bien sûr, à comprendre ce caractère, cette fois-ci directement international et, en particulier, est-européen, de l'avalanche polonaise. Le Kremlin et ses bureaucraties satellites ont réagi promptement. Dans tous les pays de l'Est, les travailleurs ont accru leur pression, en particulier dans les syndicats, mais partout, la bureaucratie a organisé — en catastrophe — la reprise en main des syndicats. Des directions entières ont été rapidement éliminées et remaniées pour devancer une telle revendication ; des promesses ont été vite données sur le « rôle accru », sur le « fonctionnement démocratique » des syndicats. Dans plusieurs pays également, il y a eu des augmentations de salaire ou des baisses de prix des produits de consommation. Parallèlement, un fort contrôle policier, une véritable mobilisation et un état d'alerte des forces de répression ont été instaurés. La menace

d'une propagation immédiate de l'exemple polonais, mobilisant et enflammant cette fois les masses travailleuses, était réelle. Les temps ont changé depuis 1956...

*
**

Reprenons donc notre analyse. Car la Pologne représente — nous l'avons écrit — une phase supérieure dans la période actuelle de la lutte des classes, justement du point de vue du rapport entre la classe ouvrière et l'appareil stalinien. En 1956, l'assaut des travailleurs hongrois ayant été d'une rapidité extraordinaire, la classe et ses militants, en écrasant la bureaucratie, ne réalisèrent pas la nécessité d'avoir leur propre parti. Voilà un exemple où, ce rapport étant complètement « modifié », la maturation de la classe ouvrière est restée néanmoins limitée au niveau d'une organisation de masse, les Conseils. Et même si cette organisation est la forme la plus élevée du mouvement objectif de la classe, celle-ci n'a pas pu (et ne peut pas) revendiquer le pouvoir, faute d'un parti révolutionnaire implanté dans ses rangs. Dans la Tchécoslovaquie de 1968, on a déjà mis à profit les leçons de 1956. Les travailleurs ont ralenti le développement de leur mouvement afin d'éviter son écrasement. Mais, ce qui est encore plus important, ils ont pleinement compris la nécessité impérieuse d'avoir un parti. D'ailleurs ces deux considérations allaient souvent de pair. Bien entendu, ils ne pouvaient pas accepter le parti de Novotny ; ils l'ont remodelé, obligé à changer, à disloquer l'appareil stalinien, en un mot ils ont essayé de le prendre en main. Le résultat fut le parti du XIV^e Congrès clandestin. Or, si les ouvriers et militants tchécoslovaques ont fait un pas en avant par rapport à 1956 en voulant leur parti, ils n'ont pas pu encore comprendre qu'il leur faut un nouveau parti, qu'il faut donc rompre avec toutes les ailes de la bureaucratie.

La phase supérieure, représentée par la Pologne, consiste précisément en un dépassement des expériences hongroise et tchécoslovaque quant au processus de la maturation de la classe. Nous nous référons ici à l'excellente présentation de ce livre écrite par notre camarade Pierre Broué pour résumer brièvement notre pensée. Aucune illusion n'existe plus dans les rangs de cette classe qui, en 1956 encore, a voté la confiance à Gomulka. Il y a plus : c'est un véritable compromis politique qu'elle a passé avec la nouvelle direction de Gierék. Le fondement de ce compromis, c'est justement le fait que les ouvriers polonais comprennent qu'il leur faut absolument une direction politique, tout en rejetant celle de Gierék. Ils sentent

que, n'ayant pas encore de direction, de parti, il leur faut bien accepter Gierek et son équipe, mais sans leur faire confiance, donc en les contrôlant étroitement. L'absence de direction est ressentie très concrètement par eux : ils veulent préserver leurs acquis, et le compromis, en l'absence d'une autre perspective, leur apparaît le seul moyen de le faire.

Ce sont surtout les événements de la lutte des classes qui se sont déroulés depuis le 24 janvier 1971 qui confirment notre caractérisation des événements de Pologne comme marquant un nouveau degré dans la maturation de la classe. Et cela, à l'échelle internationale. Lorsque, à Paris, les conducteurs de la R.A.T.P., le 12 octobre 1971, en repoussant la reprise du travail préconisée par les dirigeants de la C.G.T., ont formulé ces exigences : « Les syndicats à nous ! » « Les permanents à notre service ! », dans ces mots d'ordre s'est exprimé le même stade de la modification des rapports internes de la classe, le même niveau supérieur atteint par sa maturation — bien que, naturellement, sous une forme différente et différenciée. Il serait stupide de chercher à vérifier une analogie mécanique, une identité complète. La lutte des classes, son développement sont bien trop riches en formes diverses, infiniment variées, pour que l'on puisse se permettre de jouer avec des analogies gratuites. Il s'agit d'un pas en avant international dans le processus complexe et contradictoire de la maturation de la classe, inauguré indéniablement par les travailleurs polonais.

En Pologne même, le processus de la révolution politique — car c'est bien de celle-ci qu'il s'agit — se déroule depuis un an autour de ce compromis, conclu en janvier 1971 et constamment remis en question. Lors de la rencontre du 24 janvier, avec les ouvriers des chantiers navals « Adolf Warski », Gierek s'est refusé catégoriquement à envisager l'annulation de l'augmentation des prix. Quelques semaines plus tard, il a été contraint de l'annuler par la grève des ouvrières du textile de Lodz. La mobilisation des travailleurs polonais, certes moins spectaculaire que l'insurrection, a obligé la nouvelle direction de la bureaucratie à entamer un dialogue avec les travailleurs, même restreint, par exemple à la télévision, et à relâcher ainsi un peu la censure. Elle a dû commencer l'épuration du Parti et de l'administration des éléments les plus compromis dans les massacres de la côte de la Baltique, couronnant ces mesures par l'élimination de Moczar. Bien que les revendications ouvrières n'aient été que partiellement satisfaites et d'une manière dénaturée, la bureaucratie a dû plusieurs fois reculer. Et les travailleurs maintiennent leurs organes indépendants, les comités et les conseils d'usine,

avec des revendications telles que, par exemple : que la commission d'enquête fasse toute la lumière sur la répression et les massacres.

Le compromis est instable par sa nature même, parce qu'il est intolérable pour la bureaucratie. Mais elle a été obligée de le maintenir et même, de ce fait, de reculer devant les travailleurs ; les rangs de la bureaucratie ont alors commencé à se fissurer. Des fractions diverses sont apparues dans son sein, chacune proposant sa propre solution pour enrayer les dangers d'une mobilisation plus poussée des travailleurs. Ce processus de dislocation de la bureaucratie, produit du mouvement de la classe ouvrière, était et reste en même temps la condition d'un nouveau développement d'ensemble de la mobilisation des travailleurs vers la révolution politique. La consolidation du pouvoir par la reprise en main du Parti devenait ainsi la tâche centrale de Gierék et de son équipe afin d'arrêter un tel mouvement. Tel était l'enjeu du VI^e Congrès extraordinaire du Parti.

D'une manière générale, la crise de la bureaucratie, liée à l'aggravation de la crise de l'impérialisme, est d'une telle nature que celle-ci est condamnée et que la consolidation de son pouvoir est impossible. Mais ce n'est pas là un processus fatal, se réalisant automatiquement et immédiatement. Le processus de sa décomposition, la durée et les formes de ce processus ainsi que son issue dépendent d'une lutte acharnée entre la bureaucratie et la classe ouvrière. Dans ces conditions, puisque la bureaucratie tentait de se consolider par la tenue du congrès du Parti, les travailleurs avaient tout intérêt à l'en empêcher. La tâche centrale des révolutionnaires était donc d'œuvrer pour qu'une brèche s'ouvre et s'agrandisse dans les rangs de la bureaucratie elle-même, sur la base des revendications ouvrières, tendant à empêcher la consolidation.

C'est dans cette optique que le noyau trotskyste polonais du Comité d'organisation, groupé autour de son bulletin Walka Klas (Lutte des classes), a adressé une lettre ouverte — diffusée parmi les travailleurs — aux délégués au VI^e Congrès du Parti. Dans cette lettre, sans vouloir préjuger ou prescrire les revendications et formes concrètes d'une éventuelle lutte et opposition dans le Parti, il a démontré la parenté directe entre la direction Gierék et celle de Gomulka à l'aide du fait frappant de la poursuite des livraisons de charbon polonais au boucher Franco, exigeant l'arrêt de ces livraisons et une nette prise de position du congrès aux côtés des mineurs espagnols. Centrée sur ce problème, la lettre a soulevé la question du rapport de la nouvelle direction avec les tra-

avec des revendications telles que, par exemple : que la commission d'enquête fasse toute la lumière sur la répression et les massacres.

Le compromis est instable par sa nature même, parce qu'il est intolérable pour la bureaucratie. Mais elle a été obligée de le maintenir et même, de ce fait, de reculer devant les travailleurs ; les rangs de la bureaucratie ont alors commencé à se fissurer. Des fractions diverses sont apparues dans son sein, chacune proposant sa propre solution pour enrayer les dangers d'une mobilisation plus poussée des travailleurs. Ce processus de dislocation de la bureaucratie, produit du mouvement de la classe ouvrière, était et reste en même temps la condition d'un nouveau développement d'ensemble de la mobilisation des travailleurs vers la révolution politique. La consolidation du pouvoir par la reprise en main du Parti devenait ainsi la tâche centrale de Gierek et de son équipe afin d'arrêter un tel mouvement. Tel était l'enjeu du VI^e Congrès extraordinaire du Parti.

D'une manière générale, la crise de la bureaucratie, liée à l'aggravation de la crise de l'impérialisme, est d'une telle nature que celle-ci est condamnée et que la consolidation de son pouvoir est impossible. Mais ce n'est pas là un processus fatal, se réalisant automatiquement et immédiatement. Le processus de sa décomposition, la durée et les formes de ce processus ainsi que son issue dépendent d'une lutte acharnée entre la bureaucratie et la classe ouvrière. Dans ces conditions, puisque la bureaucratie tentait de se consolider par la tenue du congrès du Parti, les travailleurs avaient tout intérêt à l'en empêcher. La tâche centrale des révolutionnaires était donc d'œuvrer pour qu'une brèche s'ouvre et s'agrandisse dans les rangs de la bureaucratie elle-même, sur la base des revendications ouvrières, tendant à empêcher la consolidation.

C'est dans cette optique que le noyau trotskyste polonais du Comité d'organisation, groupé autour de son bulletin Walka Klas (Lutte des classes), a adressé une lettre ouverte — diffusée parmi les travailleurs — aux délégués au VI^e Congrès du Parti. Dans cette lettre, sans vouloir préjuger ou prescrire les revendications et formes concrètes d'une éventuelle lutte et opposition dans le Parti, il a démontré la parenté directe entre la direction Gierek et celle de Gomulka à l'aide du fait frappant de la poursuite des livraisons de charbon polonais au boucher Franco, exigeant l'arrêt de ces livraisons et une nette prise de position du congrès aux côtés des mineurs espagnols. Centrée sur ce problème, la lettre a soulevé la question du rapport de la nouvelle direction avec les tra-

vailleurs, donc avec ses propres promesses aux ouvriers polonais.

La modification du rapport entre la classe et la bureaucratie a effectivement trouvé son expression dans la lettre d'Ochab, ancien dirigeant du P.C. polonais, dont des extraits ont été publiés dans le Monde du 7 décembre 1971. Constatons tout d'abord qu'elle n'exprime pas la seule opinion d'Ochab. Elle cristallise plutôt et centralise la position de toute une série de militants, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti. Le degré supérieur de maturation de la classe et de ses militants se manifeste à travers les revendications qui y sont formulées. Elles sont beaucoup plus poussées et radicales que ne l'étaient les programmes d'Imre Nagy en 1956 ou de Dubcek-Smrkovsky en 1968. Bien que ces revendications ne soient pas révolutionnaires, car elles restent dans le cadre du régime de la bureaucratie, elles permettent le développement d'une lutte qui rend impossible tout effort de consolidation, disloque la bureaucratie, et mène vers la révolution. C'est pour cette raison que le Comité d'organisation soutient inconditionnellement le combat d'une opposition formée autour du programme exposé par Ochab. Il s'efforce d'aider et de développer cette lutte, car il est convaincu qu'à travers les expériences d'un tel combat d'ensemble, il prouvera, en pratique et en théorie, la justesse du programme de la IV^e Internationale, en y organisant inlassablement ses forces.

Car, si le contenu précis de la période actuelle, celle de l'imminence de la révolution et de la contre-révolution, est celui de la maturation de la classe, cela signifie que le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et pour la construction de ses partis devient lui-même un facteur « objectif » de la lutte ; à condition de comprendre, à chaque instant, la nature et le degré atteint par cette maturation et d'intervenir en conséquence. C'est pourquoi la principale conclusion à tirer de la lutte et des expériences de la classe ouvrière polonaise — et internationale —, c'est que, indépendamment des forces numériques actuellement restreintes qui y participent, le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale est l'enjeu décisif de la lutte des classes. Il sera victorieux, car les travailleurs sont obligés — sous peine d'être écrasés — de poursuivre leur mouvement, amorcé en 1968, en distendant, puis en rompant leurs rapports avec les appareils bureaucratiques, et de reconstruire leur parti de classe, leur Internationale.

Le Comité d'organisation des
communistes (trotskystes) des pays de l'Est.

Paris, le 27 décembre 1971.

TABLE DES MATIERES

Préface de Pierre Broué	7
I. — Nous exigeons	29
II. — Gierek s'adresse aux grévistes	34
III. — La discussion	69
IV. — Le vote	145
V. — Les réponses	151
VI. — La conclusion de Baluka	169
Déclaration du Comité d'Organisation des Communistes (trotskystes) des pays de l'Est	171

2^e édition complétée

Achevé d'imprimer
le 21 janvier 1972
Imprimerie Abexpress - PARIS

Dépôt légal

1^{re} édition : 4^e trim. 71

2^e édition : 1^{er} trim. 72

© SELIO - PARIS

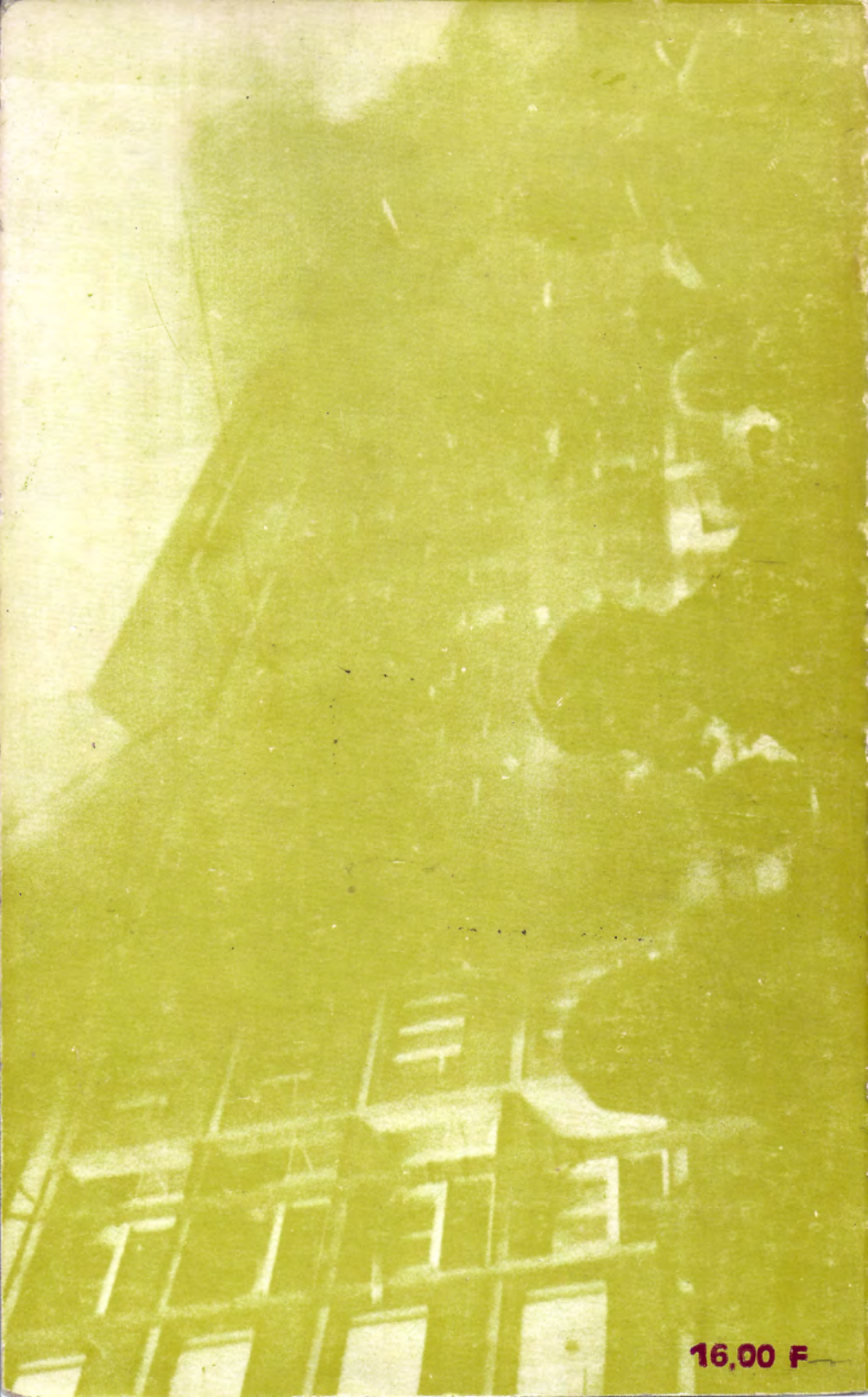
OUVRAGES PUBLIES PAR LA
SELIO
SOCIETE D'EDITION, LIBRAIRIE
INFORMATIONS OUVRIERES

- « Conférence des Etudiants des pays de l'Est de l'Europe. Recueil de Résolutions et de Documents »
Prix : 3,00 F
- « Bas les pattes devant la révolution en Pologne »
Prix : 5,00 F
- Révisionnisme liquidateur contre trotskysme : Stéphane Just.
Prix : 20,00 F

OUVRAGE DIFFUSE EN EXCLUSIVITE
PAR LA SELIO

- Samizdat I
La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.
Prix : 20,00 F





16,00 F